

COLLOQUE INTERNATIONAL

« La gouvernance à l'ère des changements globaux :
Situation, résilience et défis en Afrique »



Lieu :
Fondation Félix Houphouët-Boigny de Yamoussoukro

Les 28, 29 et 30 Juin 2022

COMITÉ DE RÉDACTION :

Dr OUATTARA Annette, Université Nangui Abrogoua

Dr(MC) DAYORO Arnaud Kevin, Sociologie, Vice-doyen UFR-SHS, Université Félix Houphouët-Boigny

Dr YAPO Lucas Delmas, ISAD, UFR-SHS, Université Félix Houphouët-Boigny

Dr EHOUMA Koffi Ludovic, ISAD, UFR-SHS, Université Félix Houphouët-Boigny

Dr N'GUESSAN Kouamé Hendersonn, ISAD, UFR-SHS, Université Félix Houphouët-Boigny

Dr TUO Péga (MC), Géographie UFR-SHS, Université Félix Houphouët-Boigny

Colloque International sur le thème :
**« La gouvernance à l'ère des changements globaux :
Situation, résilience et défis en Afrique »**

Fondation Félix Houphouët-Boigny de Yamoussoukro,
les 28, 29 et 30 Juin 2022

Table des matières

1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION	15
Colloque International.....	15
Thème : « La gouvernance à l'ère des changements globaux : Situation, résilience et défis en Afrique »	15
2. OBJECTIFS DU COLLOQUE.....	17
2.1. Objectif général	17
2.2. Objectifs spécifiques :.....	17
PROGRAMME DU COLLOQUE.....	18
POINTS DE RAMASSAGE, SALLES CONNECTEES ET	26
• Points de ramassage.....	26
• Salles connectées à internet.....	26
STRUCTURATION DU COLLOQUE	27
CODIFICATION DES RAPPORTEURS	28
CODIFICATION DES COMMUNICATIONS.....	29
LE COMITE SCIENTIFIQUE	42
LE COMITE D'ORGANISATION	46
BIOGRAPHIES/ABSTRACTS/RESUMES	48
PREMIERE JOURNEE /MARDI 28 JUIN 2022 : Atelier1/ session 1 /14H-15H45	49
AXE 1 : SOCIETE, POLITIQUE, ADMINISTRATION	50
ASSIE BROU IDA (A1) « <i>Processus décisionnel dans un environnement de résilience sociale : Modélisation du système et caractéristiques</i> »	51
BAKANAHONDA SYVINEY FRANCK LAUREL (A2) « <i>Croissance urbaine et accès aux soins de santé dans l'arrondissement 8 Madibou à Brazzaville (République du Congo)</i> »	52
BAKAYOKO MAMADOU (A3) « <i>Cynisme politique et gouvernance des peuples : cas des sociétés africaines</i> »	54
BAMBA LADJI (A4) « <i>Conflits agropastoraux en Côte d'Ivoire (cas de Bouna)</i> »	56
BOKOTIABATO MOKOGNA ZEPHIRIN (31) « <i>Politics and Facts in Ekwensi's Jagua Nana and Aluko's Chi</i> »	57
YAPI MICHEL SYLVAIN (A43) « <i>Exercice du suivi-évaluation : des points à améliorer pour plus d'efficacité.</i> »	58
N'DA ROSELINE GBOCHO (A48) « <i>Le financement de projets de jeunesse : entre actions institutionnelles et perceptions sociales à Abidjan et Bouaké</i> » (en ligne)	60
AXE 2 : SOCIETE, POLITIQUE, ADMINISTRATION	61
KOUAKOU LEBE PRISCA MARIE-SANDRINE (B1) « <i>La méconnaissance des résultats des recherches scientifiques Côte d'Ivoire: cas des argiles</i> »	62
YAPO LUDOVIC MOUSSO (B2)	64

AMON ANGBA MARTIN (B3) « Résilience de la gouvernance académique et perspectives transformationnelles de la société africaine »	65
KONE TIANGOUA (B4) « La recherche scientifique comme levier et pilier essentiels de gouvernance climatique en Côte d'Ivoire »	66
NANGA-ME-ABENGMONI LEONEL (B5) « Développement durable et apprentissage tout au long de la vie à l'Université »	68
KAMANO SEKOU (B6) « Recherche et développement durable : quelle contribution des enseignants-chercheurs guinéens ? »	69
IBINGA MARCELLE (B15) « Gouvernance universitaire au Gabon, une utopie pour les instituts : IUSO-SNE, IST, ITO »	71
MOHAMMED MONTASSER (B16)	73
YAPO LUCAS DELMAS « La gouvernance universitaire à l'épreuve des violences estudiantines en Côte d'Ivoire : Analyses et perspectives »	75
AXE 3 : GOUVERNANCE DE LA SECURITE ALIMENTAIRE, NUTRITIONNELLE ET ENVIRONNEMENTALE	77
KRA KOUAMÉ CHERUBIN (C1) « Stratégie de résilience des commerçantes de produits vivriers face au risque d'insécurité alimentaire et de protection sociale presque inexistant »	78
AJAHOUNG SONKENG SÉBASTIEN (C2) « La participation de la banque mondiale dans la gouvernance minière au Cameroun dep »	80
BAHOU LAURENT (C3) « Situation actuelle de l'exploitation des « magni » ou sardine »	82
KEITA FODE BANGALY (C11) « Les réfugiés libériens face aux défis de la sécurité alimentaire et environnementale en Guinée de 1989 à 2000 » (En ligne)	84
TRAORE RAMATOU (C28)	85
BOUDA TIRAOGO PRINCE FLORIAN (C30) « La Gestion des semences : entre figure moderne et traditionnelle, le jeu d'acteur entre »	86
NDEY NGANDZO HIPPOLYTE PEPIN (C32) « Urbanisation et mutations agricoles dans les villes satellites de Brazzaville : le cas de Kinkala et Ignie »	87
COULIBALY PELARDJOU (C49) « Tradition et stratégies de contournement des Interdits liés à culture de l'oignon dans le Département de Ferkessédougou (Côte d'Ivoire) ». (En ligne)	88
AXE 4: GOUVERNANCE DES SYSTEMES DE SANTE	89
ABOA EHUI BLA PELAGIE (D1) « Bionomie et importance des vecteurs de paludisme dans deux sites sentinelles du nord de la Côte d'Ivoire, Bouna et Odienné »	90
KOUA OBA JOVIAL (D3) « La problématique de la gouvernance de l'environnement sanitaire au Congo-Brazzaville »	92
SORO KONTCHA MARTHE (D4) « Les aires d'attraction des centres de santé publics dans la ville de Korhogo (nord ivoirien) »	93
COULIBALY MATHIEU HERMANN (D5) « La déconstruction de la légitimité de la biomédecine par les thérapeutes traditionnels dans la prise en charge de la maladie hémorroïdaire à Abidjan »	95

DAYORO ZOGUEHI ARNAUD KEVIN (D6) « <i>Personne âgées et politique ivoirienne de riposte de la covid-19 : un cadre d'observation de la gouvernance</i> »	97
NIAVA BOGUI LANDRY FERNAND (D7) « <i>Covid-19 et renforcement des protocoles sanitaires dans les centres de santé publics à Abidjan</i> »	99
AXE 5 : GOUVERNANCE SECURITAIRE	100
KONAN KOFFI ELIE (E1) « <i>Structure familiale et violences faites aux enfants dans les familles en Côte d'Ivoire</i> »	101
LANGUI KOUADIO MARC (E2) « <i>Droits des détenus en Côte d'Ivoire: théories et réalités</i> » ..	102
MAWA EPSE NANA MIRAILLE-CLEMENCE (E3) « <i>La gouvernance sécuritaire et le droit à l'éducation en Afrique (2009-2021)</i> »	104
MEYE NDONG SERGES (E4) « <i>La culture de sécurité, un enjeu de la gouvernance en Afrique centrale : Essai d'analyse géopolitique sur le cas du Gabon</i> »	106
N'CHO BROU HYACINTHE (E5) « <i>Analyse sociologique du rôle de la gouvernance dans la pérennisation de la paix en période post-conflit : cas de la sous-préfecture de Duékoué (Côte d'Ivoire).</i> »	107
SORO SEYDOU (E6) « <i>Trafic d'armes et crime organisé en Afrique : quelles politiques de résilience ?</i> »	109
YAO KOUASSI AIME (E7) « <i>Gouvernance territoriale et Gestion des Risques et la Sécurité dans le Tourisme</i> »	110
AXE 6 : GOUVERNANCE DES DIVERSITES LINGUISTIQUES, ARTISTIQUES ET CULTURELLES	112
BONY YAO CHARLES (F1) « <i>Promotion et valorisation des langues africaines pour une intégration et une articulation dans la langue française : l'exemple des expressions « AKWABA » et « YAKO » en Côte d'Ivoire</i> »	113
BOUMY KOUÉ KEVIN (F2) « <i>Le district autonome des montagnes : quelle politique de protection et de promotion équitables des traditions et coutumes dans une aire de diversité ethnoculturelle ?</i> »	115
CISSE BASSORY (F3) « <i>La diversité linguistique, véritable problème de gestion de gouvernance : cas de la Côte d'Ivoire</i> »	117
KONAN LOUKOU JEAN-MARIE (F4) « <i>Médiation culturelle et marketing territorial a SÈGOU : entre développement de la culture et culture du développement</i> »	119
KOUADIO MAFIANI N'DA (F5) « <i>La société ivoirienne à l'épreuve de la diversité linguistique : quelles stratégies pour une cohabitation harmonieuse et inclusive des différents peuples ?</i> »	121
N'DRE DAMANAN JOACHIM (F7) « <i>Esquisse lexicale de notions de bonne gouvernance en langues locales et leur adéquation et/ou impact sur les politiques de gestion des états</i> »	123
N'GATTA KOUKOUA ETIENNE (F8) « <i>Gouvernance des diversités culturelles et linguistiques en Côte d'Ivoire: cas de la Semaine Nationale des Arts et de la Culture (SNAC)</i> »	125
AXE 7 : GOUVERNANCE FONCIERE RURALE	126
KOFFI KOUAMÉ SYLVAIN (G1) « <i>Culture de l'anacarde et déterminants de l'émergence des conflits fonciers dans la sous-Préfecture de Bodokro</i> »	127

MINKO ABITEGNI JEAN EMMANUEL (G2) « <i>Quand la violence foncière pénètre la paysannerie camerounaise : le conflit intercommunautaire des peuples du Logone et chari.</i> »	129
N’GATTA KOUASSI GERMAIN (G3) « <i>Dynamique des relations entre les populations riveraines et le parc national d’Azagny (Sud de la Côte d’Ivoire)</i> »	131
VEI KPAN NOEL (G4) « <i>Gouvernance foncière à l’épreuve de la volonté humaine</i> »	132
YAO KOMENAN LOUKOU JACQUES (G5) « <i>Migrations et dynamique foncière dans le département de Soubré : problèmes et stratégies d’adaptation</i> »	134
KOFFI -DJAH OKON MARGUERITE (G6) « <i>Ethnicisation des crises foncières dans la région du Guémon en Côte d’Ivoire : quelle stratégie de communication pour un changement social et comportemental</i> »	136
PREMIERE JOURNEE /MARDI 28 JUIN 2022/ATELIER 2 /SESSION 2/16H-17H45	138
AXE 7 : GOUVERNANCE DES PEUPLES ET DES SOCIETES	139
DIABAGATE ABOU (A5) « <i>Colonisation des axes routiers par les activités économiques dans les quartiers résidentiels d’Abidjan</i> »	140
DOSSO ISMAILA (A6) « <i>Téléphonie mobile et commerce régional à Korhogo dans le contexte de la COVID 19 (Nord de la Côte d’Ivoire)</i> »	142
GOZE THOMAS (A7) « <i>Les grandes infrastructures routières face au défi de la mobilité dans la métropole d’Abidjan</i> »	144
KADJA SANHOU FRANCIS (A8) « <i>Les leviers dramatiques de la justice : forces et faiblesses des gouvernances africaine</i> »	146
KANGAH TIA AFFELIH WILFRIED (A9) « <i>Appropriation des TIC par les ménages de Daloa : défis et stratégies</i> »	148
KOUAKOU AMENAN CHRISTIANE (A10) « <i>Migration ouest africaine : regards croisés sur la gouvernance des refugies et des rapatriés dans un contexte post-crise en Côte d’Ivoire</i> »	149
KOUASSI KOUAKOU JEAN-MICHEL (A11) « <i>Le président de maxime N’debeka : jeux et enjeux dramatiques</i> »	151
AXE 2 : GOUVERNANCE UNIVERSITAIRE ET DELA RECHERCHE, EMPLOYABILITE ET COMPETITIVITE ECONOMIQUE	153
DIALLO ABDOURAHAMANE (B7) « <i>La mutation de l’enseignement supérieur guinéen de l’ancien système au système LMD</i> »	154
GACHA FRANCK-GAUTIER (B8) « <i>Gouvernance administrative des universités ivoiriennes et compétitivité socioprofessionnelle des apprenants</i> »	156
MBEN LISSOUCK FERDINAND (B9) « <i>Sensibilité au genre et universités camerounaises : entre logiques publiques et pratiques sociales</i> »	158
MOUDJOURI MERCI BIENVENUE (B10) « <i>Dynamique de la gouvernance universitaire en Afrique Francophone : entre recherche, professionnalisation et employabilité des diplômés.</i> » ...	159
TOURE KINANYA DONATIEN (B11) « <i>L’université face à l’employabilité des étudiants : une analyse des compétences transversales</i> »	161
TRAORE NOHOUA (B12) « <i>Le rôle des infrastructures de recherche dans la productivité des chercheurs en Côte d’Ivoire</i> »	163

ADIOLA BELO (B13) « Rationalité des nouveaux bacheliers dans le choix d'Université : une observation à partir des étudiants orientés par Campus Faso à l'Université Nazi BONI ».....	164
DAGNOGO GNERE LAETICIA BLAMA (B14) « Gouvernance universitaire et management de la qualité : challenges d'une Université innovante et compétitive ».....	166
AXE 3 : GOUVERNANCE DE LA SECURITE ALIMENTAIRE, NUTRITIONNELLE ET ENVIRONNEMENTALE	168
COULIBALY BAKARI (C4) « Impact des engins de pêche sur le peuplement ichtyologique de la lagune de Grand-Lahou (Côte d'Ivoire) »	169
DIEN KOUAYE OLIVIER (C5) « La problématique de la gestion de l'orpaillage sur les sites miniers industriels en.... ».....	171
DIOMANDE METANGBO (C6) « Gestion Intégrée des Risques Climatiques sur la production du cacao en Côte d'Ivoire »	172
DJADJI EBRAM LUC GERVAIS (C7) « Valeurs traditionnelles des tortues marines dans les communautés côtières de lahou-kpanda a Abreby et a Mondoukou, Côte d'Ivoire ».....	173
DJEDJE GOKOU JEAN MARIE (C8) "L'agriculture conventionnelle aux alentours du fleuve Sassandra et contamination des poissons : cas de la localité de Guessabo (Côte d'Ivoire)».....	174
DRO BERNADIN (C9) « Production de plantules à partir des stumps de Carapa procera à Daloa».....	176
ADAHY BOTOU (C50)	178
N'GUESSAN KONAN JEAN-YVES.....	178
YESSOH BOUAH JEAN-MARIE	178
KONAN-WAIDHET ARTHUR BRICE	178
SUGIYAMA HIRONOBU	178
ASSIDJO NOGBOU EMMANUEL « Performance des périmètres hydroagricoles : cas du périmètre »	178
AXE 4 : GOUVERNANCE DES SYSTEMES DE SANTE	180
ABOA EHUI BLA PELAGIE (D1) « Bionomie et importance des vecteurs de paludisme dans deux sites sentinelles du nord de la Côte d'Ivoire, Bouna et Odienné ».....	181
PAKA ETIENNE (D8) « Gouvernance de la sante a l'échelle locale : le district sanitaire de Baongo (Brazzaville, République du Congo) »	183
BOP MARTIAL COLY (D9) « Equité dans la prise en charge gratuite de la césarienne au centre hospitalier régional de Kaolack, Sénégal».....	184
KONÉ TANYO BONIFACE (D10) « Les effets des politiques de décentralisation dans l'accès aux soins de santé moderne à N'djébonoua (cote d'ivoire)».....	186
TARNAGDA AWA 2 ^{ème} JUMELLE (D11) « Politique sanitaire et accès aux chenilles de karité comme alternative à la réduction de la malnutrition infantile au Burkina Faso».....	187
COULIBALY Salifou (D12).....	189
AXE 5 : GOUVERNANCE SECURITAIRE	191

SOMDA DOMEBEIMWIN VIVIEN (E8) « <i>Le retour des coups d'état en Afrique : une crise de croissance de la gouvernance démocratique ?</i> ».....	192
TRAORE DIDIATA (E9) « <i>Analyse situationnelle de la lutte intégrée antidrogue en Côte d'Ivoire.</i> »	193
ANGOUA ANGOUA JOSEPH (E10) « <i>Stratégies d'adaptation des populations face aux inondations dans la région du Sud-Comoé</i> »	194
KONE BRAHIMA (E11).....	196
TAPE SOPHIE PULCHÉRIE (E12) « <i>Les effets de la mauvaise gouvernance des transports de personnes dans la ville de Korhogo (Nord de la Côte d'Ivoire)</i> »	198
KOUMAN KOBENAN MAXIME (E13) « <i>: Terrorisme ou guerre asymétrique : un défi de gouvernance</i> »	200
DIALLO OUSMANE (E14) « <i>Analyse des effets de la réponse humanitaire à la crise sécuritaire sur les relations de genre chez les personnes déplacées internes de la commune de Tougouri (Burkina Faso)</i> ».....	201
AXE 6: GOUVERNANCE DES DIVERSITES LINGUISTIQUES, ARTISTIQUES ET CULTURELLES.....	202
MOULARET RENAUD-GUY AHIOUA (F6).....	203
N'GUESSAN KOUAKOU GERVAIS BIENVENU (F9) « <i>Governance of linguistic diversity and inclusive development in Africa: from a linguistic to a metalinguistic polyphony in ELLEN Johnson Sirleaf's speeches</i> »	206
OUEDRAOGO TIGA ALAIN (F10) « <i>Renforcement des capacités des acteurs et de l'expertise nationale en vue de....</i> ».....	207
DODO JEAN-CLAUDE (F11)« <i>L'impact de l'usage socio-économique du nouchi dans développement de la Côte d'Ivoire</i> »	208
OUIINDE Épouse YEO EDMONDE FRANCINE (F12) « <i>Politique linguistique en Côte d'Ivoire: pour un ajustement aux réalités scolaires</i> ».....	209
DRI LOU CLAUDINE (F13) « <i>Politique d'alphabétisation en contexte multilingue ivoirien : Éléments pour une contextualisation des contenus</i> »	211
KRA KOUAKOU APPOH ENOC (F14) « <i>Les langues en Côte d'Ivoire: entre diversité et politique linguistique</i> »	213
AXE 7: GOUVERNANCE FONCIEERE RURALE	215
KOUASSI KOFFI NOEL (G7) « <i>Souveraineté et autorité du pouvoir coutumier à l'aune de la formalisation des droits fonciers ruraux en pays Senoufo (Nord ivoirien)</i> »	216
YOBO AGUI MAJOIE (G9) « <i>La place des femmes et des jeunes dans le processus de la sécurisation foncière rurale en Côte d'Ivoire</i> »	217
ZANHOUE LOU IRIÉ CORINE (G10)« <i>La gouvernance foncière de la périphérie urbaine de Bouaflé(Centre-ouest de la Côte d'Ivoire)</i> »	219
KOUADIO WILLIAMS ABEL (G11) « <i>Cartographie des zones à risque d'inondation dans la ville de San-Pedro</i> ».....	220
KONE MOUSSA (G12) « <i>Quand les cédants deviennent les demandeurs et les demandeurs deviennent les "propriétaires" des terres reçues dans le Haut-Sassandra</i> »	221

DEUXIEME JOURNEE /MERCREDI 29 JUIN 2022/ATELIER 3 /SESSION 3/14H-15H45	223
AXE 1: GOUVERNANCE DES PEUPLES ET DES SOCIETES.....	224
KOUASSI YAO FREDERIC (A12) « <i>La gouvernance territoriale rurale à l'épreuve de l'urbanisation dans la sous-préfecture de Bingerville</i> »	225
ESSOH LOHOUES OLIVIER (A13) « <i>L'influence des structures socioculturelles (Lôw et Agbanzi) sur la fabrication de la citoyenneté villageoise et le conflit intragénérationnel chez les odzukru (Côte d'Ivoire)</i> »	227
MBOHA NYAMSI HENRI LUDOVIC (A14)« <i>La gouvernance des migrations au Cameroun : regard synoptique sur une politique publique nationale.</i> ».....	229
MEITE YOUSOUF (A15)« <i>La régulation du système de transport urbain Abidjanais : quelle approche transactionnelle pour une gouvernance durable de la mobilité urbaine à Abidjan ?</i> » ...	231
N'DRI YAO EUGENE (A16) « <i>Ggouvernance familiale et niveau de développement psychologique des adolescents à Abidjan (Côte d'Ivoire)</i> ».....	232
N'GUESSAN BLA MIREILLE (A17) « <i>La théâtralisation du système de gouvernance dans Papassidi maître-escroc de Bernard Binlin Dadié</i> ».....	234
OUEDRAOGO TIGA ALAIN (A46) « <i>Les pratiques endogènes de réconciliation dans la région du centre-nord comme mode de gouvernance pour les burkinabè.</i> ».....	235
AXE 2: GOUVERNANCE UNIVERSITAIRE ET DE LA RECHERCHE, EMPLOYABILITE ET COMPETITIVITE ECONOMIQUE	236
MOUSSAVOU GEORGES (B17) « <i>Gouvernance de la recherche nationale au Gabon : quid de la rupture d'avec l'ORSTOM et le CNRS 46 ans après.</i> »	237
NOBAH CELINE SIDONIE KOCO (B18).....	239
« <i>L'association des femmes chercheuses de Côte d'Ivoire: une école de gouvernance associative au profit des institutions nationales et internationales</i> »	239
TOUKPO FRANCK HERMANN (B19) « <i>Le système LMD en Côte d'Ivoire: exigences et normes internationales face aux réalités local</i> »	241
YOBOUE CONSTANT JOEL (B21) « <i>La connaissance du système d'action concrète et par les acteurs sociaux des institutions universitaires comme clé d'une gouvernance réussie des Universités Publiques Ivoiriennes</i> »	243
NINDJIN CHARLEMAGNE (B22) « <i>Reformes à l'Université encourageant l'approche chaine de valeur dans les projets de recherche et la culture entrepreneuriale auprès des apprenants</i> ».....	244
YAO KOUAME (B23)	247
AXE 3: GOUVERNANCE DE LA SECURITE ALIMENTAIRE NUTRITIONNELLE ET ENVIRONNEMENTALE	248
KARIDIOULA DAOUDA (C10) « <i>Amélioration rationnelle des pratiques de séchage du cacao pour une meilleure conservation et gestion des ressources</i> »	249
KOFFI ANTOINE (C12) « <i>Caractérisation physico-chimique des sols de nouvelles localités heveicoles de Côte d'Ivoire: Cas des Départements de Man (ouest) et Toumodi (Centre)</i> »	251

KONAN BROU RICHMOND (C13) « Sources des hydrocarbures aromatiques polycycliques dans les eaux de pluie et effet sur la santé des populations : cas du District d'Abidjan au Sud de la Côte d'Ivoire ».....	253
KONAN KOUADIO JUSTIN (C14) « Caractéristiques et quantité des raies du genre mobula débarquées par la pêche artisanale maritime opérant au large des côtes ivoiriennes... ».....	255
KONE NAMINATA (C15) « Exploitation, croissance et mortalités du « machoiron » ».....	257
N'GUESSAN KONAN JEAN-YVES (C51).....	259
ADAH BOTOU	259
KONAN-WAIDHET ARTHUR BRICE	259
KRA LEANDRE JUNIAS	259
SIGUYAMA HIRONOBU	259
ASSIDJO NOGBOU EMMANUEL« Variation des besoins en eau du riz irrigué dans le centre de la Côte d'Ivoire »	260
AXE 1: GOUVERNANCE DES PEUPLES ET DES SOCIÉTÉS.....	261
OUATTARA SEYDOU (A18) « Gouvernance et dynamisme du transport fluvio-lagunaire sur le littoral ivoirien »	261
TRAORE SOGOTIENIN RAMATA (A20)« La distanciation : suppression des masques de la gouvernance dans la dramaturgie de Bertolt Brecht »	263
YAO N'GUESSAN ECLAIR-SALÈS (A21) « Impact de la gouvernance urbaine sur l'aménagement routier à Korhogo (nord de la Côte d'Ivoire) »	264
YAPI SOPIE ODETTE RITA (A22)« Analyse sociologique des attitudes parentales dans l'éducation des enfants à Brebo »	265
YEO MAMADOU (A23)« La relance du Projet Soja dans le Nord-Ouest de la Côte d'Ivoire à l'épreuve des changements globaux »	266
AXE3: GOUVERNANCE DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE NUTRITIONNELLE ET ENVIRONNEMENTALE .	267
KOUADIO KOUAMÉ JUSLAIN ROMARIC (C16) « Variations hydropluviométriques et la problématique de l'eau potable dans la sous-préfecture de Grand-Lahou »	268
KOUAKOU KOUAKOU PHILIPPS (C17) « Pratiques culturelles de l'igname kponan de bondoukou et gestion durable ».....	269
KOUASSI CHARLES AIMÉ. (C18) « Activités économiques et processus de dégradation de l'environnement du front lagunaire d'Abobo-Doumé »	271
MOATILA OMAD LAUPEM (C19) « Les problèmes d'accès à l'eau à Inoni plateau (République du Congo). »	273
OUATTARA épse COULIBALY YAGNAMA ROKIA (C20) « Gouvernance environnementale locale : cadre institutionnel et appropriation dans la région du Cavally- Côte d'Ivoire »	274
KRA LEANDRE JUNIAS (C52).....	276
AXE1: GOUVERNANCE DES PEUPLES ET DES SOCIÉTÉS.....	278
YEO YEFOUGNINI (A24)«Gouvernance économique et contre-performance des équipes en Côte d'Ivoire: cas de l'équipe nationale de hand-ball»	279

KONAN AKISSI AMANDINE (A25) « Gouvernance des espaces funéraires à Zuénoula et Gohitafla : entre affranchissement du rubicon traditionnel et pratiques ostentatoires »	281
DIOMANDE BOURAHIMA (A27) « Influence des structures socioculturelles (LÔW ET AGBANZI) sur la fabrication de la citoyenneté villageoise et le conflit intragénérationnel chez les ODZUKRU (Côte d'Ivoire)».....	283
ADOU KOUADIO ANTOINE (A28) « Gouvernance et société : une lecture politique et sociale du poète »	285
ATSE KAMBO MARTIAL (A29)« La gouvernance économique en Côte d'Ivoire : atouts, faiblesses et défis »	286
MABANZA LAURENT HOSPICE (A47) « Une politique de l'humain pour une bonne gouvernance des peuples et des sociétés »	288
AXE7: GOUVERNANCE FONCIERE RURALE	289
SANGARE MOUSSA (G8)« Vulnérabilité foncière et autonomisation des femmes à l'ouest de la Côte d'Ivoire. ».....	290
BISSOU GUIKAHUE DANIEL (G13) « Gouvernance touristique dans l'espace rural de la région du sud Comoé : une analyse du jeu des acteurs avec l'outil Mactor »	291
ALLEGBE ALLEGBE JOSEPH (G14)« Penser le droit foncier dans la philosophie de la nature de Karl Marx comme enjeux des temps modernes ».....	292
FALLE LANDRY YVES (G15) « Problématique dans les transactions foncières sur les terrains »	293
DEUXIEME JOURNEE /MERCREDI 29 JUIN 2022/ATELIER 4 /SESSION 4/16H-17H45	295
AXE1: GOUVERNANCE DES PEUPLES ET DES SOCIETES.....	296
BAMBA ASSOUMAN (A29) « Ça fait rien »	297
KONE AMIDOU (A32)« Réconciliations nationales postélectorales et développement économique en Afrique : une gageüre ? »	299
KOUADIO KOUAKOU DIDIE (A33) « Politiques de développement en Côte d'Ivoire et conséquences sur les villages : cas d'Allangoua et de N'gbessou en pays Baoulé (1969-2021) »	300
OUEDRAOGO TIGA ALAIN (A34) « Renforcement des capacités des acteurs et de l'expertise nationale en vue de la mise en œuvre de l'aménagement linguistique ».....	301
SEKONGO KALITIA FATOUMATA (A35) « Bilan de la gouvernance urbaine de Napié (nord de la Côte d'Ivoire) »	302
SOME SOMDA MINIMALO ALICE (A36)« Réflexion sur la question de la gouvernance des états membres de l'union africaine »	303
AXE3: GOUVERNANCE DE LA SECURITE ALIMENTAIRE NUTRITIONNELLE ET ENVIRONNEMENTALE .	304
SYLLA SOUMAILA (C21) « Paramètres de biologie de reproduction de deux espèces marines du plateau continental de la Côte d'Ivoire: Brachydeuterus auritus et Selene dorsalis ».....	305
TIEBRE SOLANGE (C22)« Stratégie de mobilisation de financement pour la gestion des ressources du Centre National de Floristique (Abidjan, Côte d'Ivoire) : Partage d'expérience »	307
TOURE NAKA (C23).....	308

VOUI BI BIANUVIRIN NOEL BOUE (C24) « Effets des pratiques culturelles sur la diversité floristique et la production de <i>Coffea canephora</i> L. (Caféier) dans la localité de Kéibla (Daloa, Centre-ouest, Côte d'Ivoire) ».....	310
AXE3: GOUVERNANCE DE LA SECURITE ALIMENTAIRE NUTRITIONNELLE ET ENVIRONNEMENTALE .	312
YAO EPSE ASSAHI AKOISSI IDA NATACHA (C25) « Niveau d'implication des acteurs dans la gestion des risques industriels à Abidjan sud ».....	313
ANDON N'GUESSAN SIMON (C26)« Stratégie de gouvernance foncière en forêt protégée domaniale périurbaine : cas de la forêt classée du Mont Korhogo (Nord, Côte d'Ivoire) ».....	314
ABOYA NARCISSE (C27)«Gouvernance des espaces piscicoles à Adjin (Côte d'Ivoire) entre synergie et opposition des acteurs en présence ».....	315
ASSI TANO MAXIME (C29)« Effet du changement climatique sur la sécurité alimentaire des producteurs de coton dans le département de Korhogo au nord de la Côte d'Ivoire. »	316
OUATTARA DJAKARIDJA (C31) « Valorisation, diversification des produits locaux et sécurité alimentaire au Burkina Faso : cas du sésame ».....	317
NIKIEMA DOMINIQUE (C33) « Performance agronomique de quelques variétés de riz soumis à différentes modes de gestion».....	319
AXE1: GOUVERNANCE DES PEUPLES ET DES SOCIETES.....	320
KONAN KOFFI ELIE (A37)« Structure familiale et violences faites aux enfants dans les familles en Côte d'Ivoire».....	321
KOUASSI épse KADI AKISSI IRÉNÉE (A38) « Inégalités de genre et développement de la personnalité ».....	322
MARAHOUA EPIPHANE (A39) « Normes sociales de genre et participation au marché du travail en zone CEDEAO »	324
OUATTARA ASSIATA (A40) « Déterminants des inégalités de genre dans l'espace UEMOA : cas du capital humain ».....	326
ANGHU GNANDA BEATRICE (A41) « Symbolique d'une quête identitaire et enjeux démocratiques, quelle gouvernance pour une société égalitaire : cas de la société américaine ». 327	
ATSIN ACHY WILFRIED (A42)« Etat, secret, discrétion et bonne gouvernance : quels enjeux pour la pratique et le développement »	329
YAO AKPOLE KOFFI DANIEL (A44) « L'être de l'administrateur et la culture de la disposition d'esprit politique : Pour fonder la bonne gouvernance »	330
AXE3: GOUVERNANCE DE LA SECURITE ALIMENTAIRE, NUTRITIONNELLE ET ENVIRONNEMENTALE	332
OUATTARA HOWELE (C34) « Valeur nutritive et quantité d'asticots produits à partir de quatre types de déchets (rejets de mangue, contenu ruminal de bœuf, lisier de porc, déchet de Poisson) de la ville de Korhogo : impact de leur utilisation sur les performances zootechniques du coquelet »	333
YAO YAO JULES (C35) « Le programme alimentaire mondial (Pam) et les crises nutritionnelles au Niger (1984-2005) »	335
KONAN-WAIDHET ARTHUR BRICE (36) « Résilience des riziculteurs au changement climatique dans le département de Yamoussoukro».....	336

KOTCHI KOFFI JOACHIM (37) « Gouvernance de la filière riz : Diagnostic des CODERIZ dans la promotion de la filière rizicole à Oumé, dans la Région du Goh».....	338
SEKA JEAN-BAPTISTE (C38) « Libéralisation de la filière café cacao en Côte d'Ivoire»	340
AXE3: Gouvernance DE LA SECURITE ALIMENTAIRE, NUTRITIONNELLE ET ENVIRONNEMENTALE....	341
SILUE PEBANAGNANAN DAVID (39) « Gouvernance des barrages et développement des activités économiques en Côte d'Ivoire».....	342
YAO JOSELITO CARLOS (40) « Adaptation paysanne a la variabilité hydro-climatique dans le bassin de l'Agnéby ».....	344
ADJOURMAN YAO DESIRE (C41) « Activité antimicrobienne de Garcinia Kola et utilisation dans la production de films antimicrobiens »	346
BEUGRE GNAKON FLORA CARENNE (C42) « Pratiques alimentaires des ménages urbains des quartiers précaires de Port-Bouët à Abidjan».....	348
BLEU GOME MICHEL (C43) « Effets antianémiques d'un complément alimentaire à base de <i>Jatropha gossypifolia</i> chez des rats ».....	349
AXE3: GOUVERNANCE DE LA SECURITE ALIMENTAIRE, NUTRITIONNELLE ET ENVIRONNEMENTALE	351
GBRAGUHE DESIREE VICTOIRE (C44) « Evaluation de la consommation de la pastèque (<i>Citrulluslanatus</i>) dans la ville d'Abidjan »	352
OUEDRAOGO MOHAMADO (C45) « Potentiel nutritionnel et thérapeutique de la spiruline au cours des essais de la dénutrition et de rénutrition chez le rat. »	354
YAO BROU LAZARE (C46)« Evaluation des teneurs en éléments traces métalliques (plomb, cadmium et mercure) du piment (<i>capsicum spp</i>) et du poivre (<i>piper nigrum</i>) des marches (Yopougon, Adjamé et Port-Bouët) d'Abidjan (Côte d'Ivoire) »	355
YAYO N'CHO AMALATCHY JACQUELINE (C47).....	356
MOBIO AUBIN JACOB (C48) « L'innovation dans la production de l'attiéké à l'épreuve de la gouvernance locale ».....	357

Colloque International

**Thème : « La gouvernance à l'ère des changements globaux :
Situation, résilience et défis en Afrique »**

1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Le concept de gouvernance est au centre des discours, des réflexions et des recherches. Il est parfois perçu comme une méta-variable explicative des résultats de gestion d'une institution, d'une organisation ou d'une association. La gouvernance fait référence à l'ensemble des processus de gouvernement, aux institutions et aux processus et pratiques en matière de prise de décision et de réglementation concernant les questions d'intérêt commun. La bonne gouvernance ajoute une dimension normative ou une dimension d'évaluation au processus de gouvernance.

Du point de vue des droits de l'homme, elle fait avant tout référence au processus par lequel les institutions publiques et d'utilité publique, bien que de droits privés, conduisent des affaires publiques, gèrent des ressources publiques et garantissent la réalisation des droits de l'homme (OCHR, 2016).

Le recours à la notion de gouvernance a connu une extension au cours des dernières décennies, alors que le mot était à peine utilisé il y a trente ans. Le contenu de la notion de gouvernance est souvent imprégné de normativité, en ce sens que la gouvernance renverrait à un mode de gestion ou à des pratiques qui s'inscriraient d'entrée de jeu à l'intérieur du registre de la positivité, par opposition au gouvernement, en l'occurrence, qui, depuis des lustres relèverait plutôt du registre de la négativité. Or, l'une des causes pour sortir du sous-développement des États africains serait la mal gouvernance des structures de décision permettant la mobilisation des puissances publiques.

A l'instar de bien de pays dans le monde, les pays africains sont engagés dans un processus de transformations complexes, profondes et largement interdépendantes.

Ainsi, la gouvernance rendrait désastreux le sous-développement déjà complexe par la dépendance techno-économique et politique héritée du joug colonial. Le sous-développement se trouve reflété dans les institutions, les traditions, les groupes sociopolitiques et les relations extérieures des pays qui en sont l'objet. Ces transformations induisent de nombreux enjeux pour soutenir l'équilibre de la société et garantir la stabilité et la tranquillité des peuples. Au nombre de ces enjeux, figurent ceux de santé globale, de régulation et de contrôle de phénomènes de migrations internationales, de gestion des changements climatiques, du contrôle des ressources naturelles, d'insertion professionnelle, de formation, de contrôle des dynamiques urbaines, sécuritaires et territoriales. Tous ces enjeux conduisent les gouvernants à se fixer des objectifs de développer une économie compétitive, un secteur bancaire compétitif, un système éducatif accessible et performant, un régime fiscal qui génère des revenus suffisants, des infrastructures modernes et durables, un système de santé et de

protection inclusif, un système de production agricole et agroalimentaire résilient et plus dynamique. On peut noter que la sécurité alimentaire et nutritionnelle demeure encore et toujours une préoccupation mondiale. Au spectre de la crise alimentaire, s'ajoute l'insécurité nutritionnelle pour la plupart des pays de l'Afrique Occidentale. Les changements climatiques, la forte croissance démographique, la non-maîtrise des techniques agricoles et les comportements à l'encontre de la protection de l'environnement, la méconnaissance des lois et textes sur le foncier constituent des facteurs exacerbant. Tous ces facteurs montrent que la sécurité alimentaire exige l'application d'une bonne gouvernance aux niveaux international, régional et national (McKeon, 2013) afin d'assurer la durabilité des systèmes alimentaires. La coordination, la cohérence et la complémentarité des actions des organisations qui œuvrent en faveur d'une sécurité alimentaire et nutritionnelle durable doivent permettre de trouver des solutions adaptées et de mobiliser un appui significatif au bénéfice de la sécurité alimentaire, d'améliorer l'efficacité et l'impact de l'action des acteurs publics comme privés.

La situation actuelle de la Promotion de la Santé (PS) en Afrique est l'un des paradoxes qu'on connaît sur le continent. L'une des explications possibles à cette situation d'échec est certainement à trouver dans le fait que les interventions sanitaires se sont surtout et jusque-là, centrées sur les Systèmes de Santé (SS) et jamais sur les Déterminants de la Santé (DS) au moment où l'on sait que les systèmes de santé ne peuvent prétendre, à eux seuls, contribuer véritablement à l'amélioration de l'état de santé (Houéto, 2008).

L'enseignement supérieur continue d'être caractérisé dans de nombreux pays africains par une crise de sureffectif, de personnel inadéquat, de normes en détérioration, d'infrastructures physiques délabrées, d'équipements insuffisants et d'un soutien gouvernemental en baisse du point de vue budgétaire et politique. Dans le même temps, on demande au secteur de l'enseignement supérieur de produire des diplômés de qualité et une recherche de pointe en vue d'appuyer le développement national et continental. Bien que le rôle essentiel que joue ce secteur dans la capacité du continent à réaliser les objectifs d'initiatives telles que : le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique de l'Union Africaine et les Objectifs du Millénaire pour le Développement de l'ONU soit de plus en plus reconnu, les réformes politiques et institutionnelles traitent essentiellement de l'impact économique de l'enseignement supérieur dans de nombreux pays et négligent l'aspect gouvernance. D'un autre côté, la vision qui guide les objectifs en matière de développement aux niveaux national, continental et international souligne le rôle central joué par une bonne gouvernance comme condition préalable à la réalisation de ces objectifs (SAIIA, 2009).

Depuis 2015, une initiative vise à « soutenir le développement des capacités à préparer et mettre en œuvre les plans d'urgence » du continent. Pour l'atteinte de cet objectif et pour se hisser au rang des pays émergents, il faut comprendre les facteurs limitants, les expériences de résilience et les défis actuels à relever pour répondre efficacement aux défis globaux qui se posent aux collectivités humaines. Aussi face aux enjeux locaux et aux défis de la mondialisation, l'efficacité de la gouvernance doit-elle être questionnée.

Le présent colloque invite à la réflexion, chacun selon son domaine de compétence professionnelle et de responsabilité sociale, les Enseignants-Chercheurs, les Chercheurs, les Dirigeants de l'Administration Publique et du Secteur Privé, les Responsables d'ONG, les décideurs politiques autour des quatre composantes de la gouvernance que sont le Cadre Politique et Juridique, la Coordination et Cohérence des actions, la mise en œuvre et l'application et le Suivi-Evaluation.

2. OBJECTIFS DU COLLOQUE

2.1. Objectif général

L'objectif général de ce colloque est de faire l'état situationnel de la gouvernance dans les domaines déclinés dans les différentes thématiques, notamment la gouvernance des peuples et des sociétés, la gouvernance universitaire et de la recherche, employabilité et la compétitivité économique, la gouvernance de la Sécurité Alimentaire, nutritionnelle et environnementale, la Gouvernance des Systèmes de Santé, la Gouvernance sécuritaire, la Gouvernance des diversités linguistique, artistique et culturelle.

2.2. Objectifs spécifiques :

De manière spécifique, il s'agira d'apporter un éclairage sur :

- La gouvernance des peuples et des sociétés ;
- La gouvernance universitaire et de la recherche face aux contraintes de l'employabilité et de la compétitivité économique ;
- La gouvernance de la Sécurité Alimentaire et nutritionnelle et environnementale ;
- La Gouvernance des Systèmes de Santé et des Crises Sanitaires Majeures (CSM) ;
- La gouvernance des diversités linguistique, artistique et culturelle ;
- La gouvernance sécuritaire ;
- L'identification des mécanismes de communication et de diffusion sur les enjeux de la gouvernance face aux défis des changements globaux ;
- La proposition de mécanismes de résilience pour une meilleure gouvernance en Afrique.

PROGRAMME DU COLLOQUE

Thème : « LA GOUVERNANCE À L'ÈRE DES CHANGEMENTS GLOBAUX : SITUATION, RÉILIATION ET DÉFIS EN AFRIQUE »
Lieu : Fondation Félix Houphouët-Boigny de Yamoussoukro, les 28, 29 et 30 Juin 2022

PROGRAMME

Mardi 28 Juin 2022

07h30-08h30 : Accueil et installation des invités

08h30-08h50 : Allocutions d'ouverture

- ✓ **Mot de bienvenue** : Prof. BIAKA Zasseli Ignace, Membre du Conseil d'Administration du FONSTI
- ✓ **Mot de cadrage** : Prof. Coulibaly Lacina, Président du Comité Scientifique du Colloque

08h50-09h20

PANEL 1

Thème : « Gouvernance en Afrique : Regards Croisés »

Communication 1 : M. SECK Birahime, Coordinateur Forum Civil : branche sénégalaise de Transparency International (Sénégal)

Communication 2 : M. HLYH Gnelbin Lakoun Charles, Directeur des Programmes de Renforcement des Capacités au Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance, du Renforcement des Capacités et de la lutte contre la corruption (Côte d'Ivoire)

Communication 3 : M. CISSE Moundiaye, Directeur Exécutif ONG 3D (Sénégal)

Communication 4 : M. Mugabe Aggée, Directeur du Centre de Gestion des Conflits (Rwanda)

Modérateur : Prof. DION YODE Simplicie

Rapporteur : Dr ABOYA NARCISSE, Maître de Conférences, UFHB(Côte d'Ivoire)

09h20-09h35 : Pause-café + réseautage

09h40-10h10

PANEL 2

Thème : « Gouvernance des Universités et Centres de Recherche pour une meilleure compétitivité économique »

Communication 1 : « Le coût de la Qualité versus les raccourcis de la médiocrité : La démagogie dans les coulisses de la gouvernance universitaire » par Professeur BAH Henri, Responsable PTR Gouvernance Cameroun.

Communication 2 : Impact Du Leadership sur la Stabilité et la Performance des Institutions d'Enseignement Supérieur : Cas de l'Université Polytechnique de Man par Professeur COULIBALY Lacina, Président Université de Man (Côte d'Ivoire).

Communication 3 : « Gouvernance universitaire : quelle approche pour une meilleure employabilité » par Professeur SANKARA Philippe, Recteur Université NAZI BONI (Burkina Faso).

Modérateur : Prof. THEOUA Pélégie, Université Alassane OUATTARA (Côte d'Ivoire)

Rapporteur : Dr BISSOU Daniel, Assistant, Université de San Pedro(Côte d'Ivoire)

10h10-10h50

PANEL 3

Thème : « Quelle gouvernance pour un meilleur partage des richesses générées par la croissance économique ? »

Communication 1 : *Quelle gouvernance pour un meilleur partage des richesses générées par la croissance économique par Professeur Ababacar MBENGUE, Université de Reims (France).*

Communication2 : *Quelle gouvernance pour un meilleur partage des richesses générées par la croissance économique par Professeur BAMBA N'Galadjo Lambert, Ministère de l'Economie et des Finances (Côte d'Ivoire).*

Communication 3 : *« Gouvernance : un instrument pertinent pour le développement économique du Cameroun ? » par Professeur KOBOU Georges, Université de Yaoundé II (Cameroun).*

Communication 4 : *« La conformité anti-corruption, un outil incontournable de gouvernance économique » par Madame KRAUER-DIABY Mariame, Experte internationale en matière de gestion de risques, de fraude et de corruption (Suisse).*

Modérateur : Prof. ANASSE ANASSE Augustin, Université Alassane OUATTARA (Côte d'Ivoire)

Rapporteur : Dr EHOUMA Koffi Ludovic, Maître-assistant, UFHB(Côte d'Ivoire)

10h50-12h00 : VISITE DE POSTERS ET PHOTO DE GROUPE

Axe 1 : Gouvernance des Peuples et des Sociétés

- ✓ **Poster 1 :** La reconnaissance, norme de gouvernance d'une société en crise chez Axel Honnet, présenté par KOUASSI KOMENAN VICTOR, Doctorant, Université Felix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire
- ✓ **Poster 2 :** Une politique de l'humain pour une bonne gouvernance des peuples et des sociétés, présenté par MABANZA LAURENT HOSPICE, Doctorant, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire

Axe 3 : Gouvernance de la Sécurité Alimentaire, Nutritionnelle et Environnementale

- ✓ **Poster 3 :** Gouvernance de la transformation artisanale du poisson, présenté par N'GUESSAN BROU PRISCA GLWADYS, Doctorante, Université Felix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire.
- ✓ **Poster 4 :** Gouvernance des plans d'eau et impact de la pollution sur la pêche lagunaire à Abidjan, présenté par COULIBALY TIEMONGO ESTELLE MEITA, Doctorante, Université Felix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire.
- ✓ **Poster 5 :** Développement de tarifs de cubage pour les plantations de the, présenté par GUEULOU NINA, Doctorante, Université Nangui Abrogoua (UNA) et Centre National de Recherche Agronomique (CNRA), Côte d'Ivoire.

Axe 5 : Gouvernance Sécuritaire

- ✓ **Poster 6 :** Gouvernance de la sécurité routière, présenté par MEITE AMADOU, Enseignant-Chercheur, l'Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire.

Axe 7 : Gouvernance Foncière Rurale

- ✓ **Poster 7 :** Recomposition du paysage productif en zone agro-industrialisée et gouvernance foncière, présenté par KOUADIO KONAN ERIC, Doctorant, Institut de Géographie Tropical (IGT), Université Felix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire.

12h00-14h00 : DEJEUNER

ATELIERS

14h-15h45 : Atelier session 1

Salle	AXE	SOUS-AXES	COMMUNICATIONS
Salle 1	Axe 1 : « Gouvernance des peuples et des sociétés »	- Société - Politique - Administration Président de séance : Dr (MC) KONIN Séverin	A1, A2, A3, A4, A31, A32, A44, A46
Salle 2	Axe 2 : « Gouvernance universitaire et de la recherche, employabilité et compétitivité économique »	- Enseignement supérieur, recherche et compétitivité économique - Enseignement supérieur Recherche et développement durable - Gestion des universités et structures de recherches (association, administration, syndicats) Présidente de séance : Prof COULIBALY Aoua Sougo	B1, B2, B3, B4, B5, B6, B15, B16, B24
Salle 3	Axe 3 : « Gouvernance de la Sécurité Alimentaire, nutritionnelle et environnementale »	- Accès économique et physique des aliments - Conservation et gestion des ressources naturelles - Disponibilité alimentaire déterminée par le niveau de production alimentaire, les niveaux de provision - Utilisation des aliments, transformation, consommation et nutrition des consommateurs Présidente de séance : Prof ATTA-DIALLO Hortense	C1, C2, C3, C11, C28, C30, C32, C50
Salle 4	Axe 4 : « Gouvernance des Systèmes de Santé »	- Gouvernance de l'environnement sanitaire (infrastructures, plateau technique, restauration...) - Gouvernance des établissements publics de santé - Gouvernance des offres de soin Présidente de séance : Prof NANDIOLO-KONE Rose	D2, D3, D4, D5, D6, D7
Salle 5	Axe 5 : « Gouvernance Sécuritaire »	- Droit de l'Homme - Etat de droit et sécurité Nationale Présidente de séance : Prof BAMBA Assouman	E1, E2, E3, E4, E5, E6, E7
Salle 6	Axe 6 : « Gouvernance des diversités linguistique, artistique et culturelle »	Diversité culturelle, linguistique et développement Président de séance : Dr (MC) KRA Enoc	F1, F2, F3, F4, F5, F7, F8
Salle 7	Axe 7 : « Gouvernance foncière rurale »	- Dynamiques socio-foncières et leurs implications - Mécanismes de régulation des conflits fonciers ruraux et leur efficacité Président de séance : M. KOUADIO Kan Salomon	G1, G3, G4, G5, G6
15h45-16h : Pause-Café			
16h-17h45 : Atelier session 2			
SALE	AXE	SOUS-AXES	COMMUNICATIONS
Salle 4	Axe 1 : « Gouvernance des peuples et des	Société	A5, A6, A7, A8, A9, A10, A11

	sociétés »	Président de séance : Dr (MC) KONIN Séverin	
Salle 5	Axe 2 : « Gouvernance universitaire et de la recherche, employabilité et compétitivité économique »	- Enseignement supérieur Recherche et développement durable - Enseignement supérieur, recherche et employabilité Présidente de séance : Prof COULIBALY Aoua Sougo	B7, B8, B9, B10, B11, B12, B13, B14,
Salle 6	Axe 3 : « Gouvernance de la Sécurité Alimentaire, nutritionnelle et environnementale »	Conservation et gestion des ressources naturelles Président de séance : Prof BAKAYOKO Adama	C4, C5, C6, C7, C8, C9, C10
Salle 1	Axe 4 : « Gouvernance des Systèmes de Santé »	- Gouvernance de l'environnement sanitaire (infrastructures, plateau technique, restauration...) - Gouvernance des offres de soin Gouvernance et gestion des systèmes de sante Présidente de séance : Prof NANDIOLO-KONE Rose	D1, D8, D9, D10, D11
Salle 2	Axe 5 : « Gouvernance Sécuritaire »	- Gouvernance de la sécurité routière - Relation civilo-securitaire / retour des coups d'état en Afrique - Sécurité aux frontières - Sécurité urbaine et rurale - Terrorisme Président de séance : Prof BAMBA Assouman	E8, E9, E10, E11, E12, E13, E14
Salle 3	Axe 6 : « Gouvernance des diversités linguistique, artistique et culturelle »	- Diversité culturelle, linguistique et développement - Langue et développement Politique linguistique, promotion et valorisation des langues africaines Président de séance : Dr (MC) KRA Enoc	F6, F9, F10, F11, F12, F13, F14
Salle 7	Axe 7 : « Gouvernance foncière rurale »	- Foncier rural et cohésion sociale - La sécurisation foncière rurale des femmes et des groupes sociaux vulnérables - Politiques publiques foncières rurales et le phénomène de l'accaparement des terres rurales Sécurité urbaine et rurale Président de séance : M. KOUADIO Kan Salomon	G7, G9, G10, G11, G12
18h : Fin des travaux d'atelier journée 1			

Mercredi 29 Juin 2022

08h00-08h10 : Ouverture des travaux ; par Prof. COULIBALY Lacina, Président du Comité Scientifique

08h10-09h10 CONFERENCE INAUGURALE JOUR 2

Thème : « Bonne Gouvernance : Indicateurs, Situations et Défis »

Conférencier : M. Maxime CHRETIEN, CFE, CAMS, CIA, Quality Assessment Accreditation, BLAST, CPA (Suisse)

Modérateur : Prof. BIAKA Zasseli Ignace(Côte d'Ivoire)

Rapporteur : Dr. Kouassi Boni Martin Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)

09h10-10h30

PANEL 4

Thème « La sécurisation foncière rurale à l'épreuve des changements globaux ».

Communication 1 : « Les enjeux de sécurisation foncière rurale » présenté par Professeur IBO GUEHI JONAS, Socio-Historien, Université Nangui ABROGOUA (Côte d'Ivoire).

Communication 2 : « Les mécanismes de régulation des conflits fonciers ruraux et leur efficacité » par Dr. KARAMBIRI Souleymane, Université Nazi Boni (Burkina Faso).

Communication 3 : « Cadre juridique et institutionnel national du foncier rural » par M. OUATTARA Nanakan, Directeur du Foncier Rural (Côte d'Ivoire).

Modérateur : M. BIATCHON LAKPA ALBERT SERAPHIN(Côte d'Ivoire)

Rapporteur : Dr TUO PEGA,Maître de Conférences, UFHB(Côte d'Ivoire)

10h30-10h45 : Pause-café + réseautage

10h45-12h00

PANEL 5

Thème : « Gouvernance Sécuritaire »

Communication 1 : « Le coût des coups d'état en Afrique : Contrôle du Secteur de la Sécurité » (par Professeur HOUNGNIKPO C.Mathurin, Chercheur Indépendant, Associé au Centre d'Etudes Stratégiques de l'Afrique, National Defense University, Washington DC, (USA)

Communication 2 : « Police de Proximité et Sécurité Citoyenne », par Docteur TAPE Bérenger Kama, Conseiller USA au Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité, Expert en Police de Proximité

Communication 3 : « Sûreté et Sécurité dans une démocratie », par Commissaire GNAZALE Séraphin

Modérateur : M. SAMY BI IRIE Dieudonné, Ex Directeur Général Adjoint de la Police Nationale (Côte d'Ivoire)

Rapporteur : Dr YAO KOUAME, UFHB(Côte d'Ivoire)

12h00-14h00 : DEJEUNER

14h-15h45 : Atelier session 3			
SALLE	AXE	SOUS-AXES	COMMUNICATIONS
Sal le 7	Axe 1 : « Gouvernance des peuples et des sociétés »	Société Président de séance : Dr (MC) DAYORO Kevin	A12, A13, A14, A15, A16, A17, A47
Sal le 2	Axe 2 : « Gouvernance universitaire et de la recherche, employabilité et compétitivité économique »	- Gestion des universités et structures de recherches (association, administration, syndicats) - Enseignement supérieur, recherche, Innovation et entrepreneuriat Président de séance : Prof BAH Henri	B17, B18, B19, B20, B21, B22, B23
Sal le 3	Axe 3 : « Gouvernance de la Sécurité Alimentaire, nutritionnelle et environnementale »	Conservation et gestion des ressources naturelles Président de séance : Prof OUATTARA Allassane	C12, C13, C14, C15, C16
Sal le 4	Axe 1 : « Gouvernance des peuples et des sociétés »	Société Président de séance : Dr KONIN Séverin	A18, A19, A20, A21, A22, A23
Sal le 5	Axe 3 : « Gouvernance de la Sécurité Alimentaire, nutritionnelle et environnementale »	Conservation et gestion des ressources naturelles Président de séance : Prof TIEBRE Solange	C17, C18, C19, C20, C21
Sal le 6	Axe 1 : « Gouvernance des peuples et des sociétés »	- Société - Religion - Politique Président de séance : DIAMOUTENE Doh Oumar	A24, A25, A26, A27, A28, A29
Sal le 1	Axe 7 : « Gouvernance foncière rurale »	- La sécurisation foncière rurale des femmes et des groupes sociaux vulnérables - Enjeux de sécurisation foncières et rurales - Dynamiques socio-foncières et leurs implications Président de séance : Prof BAMBA Assouman	G8, G13, G14, G15
15h45-16h : Pause-Café			
16h-17h45 : Atelier session 4			
SALLE	AXE	SOUS-AXES	COMMUNICATIONS
Sal le 1	Axe 1 : « Gouvernance des peuples et des sociétés »	Politique Président de séance : Dr (MC) DAYORO Kevin	A30, A33, A34, A35, A36, A37
Sal le 2	Axe 3 : « Gouvernance de la Sécurité Alimentaire, nutritionnelle et environnementale »	- Conservation et gestion des ressources naturelles - Disponibilité alimentaire déterminée par le niveau de production alimentaire, les niveaux de provision	C22, C23, C24, C25, C26

		Président de séance : Prof BAH Henri	
Sal le 3	Axe 3 : « Gouvernance de la Sécurité Alimentaire, nutritionnelle et environnementale »	Disponibilité alimentaire déterminée par le niveau de production alimentaire, les niveaux de provision Président de séance : Prof Alassane OUATTARA	C27, C29, C31, C33, C34
Sal le 4	Axe 1 : « Gouvernance des peuples et des sociétés »	- Société - Politique - Genre - Civilisation - Administration Président de séance : Dr (MC) KONIN Séverin	A38, A39, A40, A41, A42, A43, A45
Sal le 5	Axe 3 : « Gouvernance de la Sécurité Alimentaire, nutritionnelle et environnementale »	- Disponibilité alimentaire déterminée par le niveau de production alimentaire, les niveaux de provision - Stabilité et durabilité de la disponibilité, de l'accès et de l'utilisation Président de séance : Dr (MR) Alain OUEDRAOGO	C35, C36, C37, C38, C39
Sal le 6	Axe 3 : « Gouvernance de la Sécurité Alimentaire, nutritionnelle et environnementale »	- Stabilité et durabilité de la disponibilité, de l'accès et de l'utilisation - Utilisation des aliments, transformation, consommation et nutrition des consommateurs Président de séance : Prof BAKAYOKO Adama	C40, C41, C42, C43, C44
Sal le 7	Axe 3 : « Gouvernance de la Sécurité Alimentaire, nutritionnelle et environnementale »	- Utilisation des aliments, transformation, consommation et nutrition des consommateurs - Stabilité et durabilité de la disponibilité, de l'accès et de l'utilisation Présidente de séance : Prof ATTA DIALLO Hortense	C45, C46, C47, C48, C49
18h : Fin des travaux d'atelier Journée 2			
19h : Cérémonie d'Ouverture			
19h-19h30 : Accueil et installation 19h30-20h00 : Allocutions d'ouverture : 20h00 : Diner Gala			

Jeudi 30 Juin 2022

09h00-09h30 : Ouverture des travaux, par Professeur COULIBALY Lacina, Président du Comité Scientifique du Colloque(Côte d'Ivoire)

09h30-10h30 : Présentation du rapport du colloque

Présenté par le Rapporteur Général

10h00-10h20 : Pause-santé

10h30-11h30 :Remise des prix et clôture du colloque
Par FONSTI/PASRES

11h30-11h45 :Motclôture du colloque

12h00 – 14h00 : Déjeuner

14h00 – 17h00 / Visite touristique du District de Yamoussoukro

POINTS DE RAMASSAGE, SALLES CONNECTEES ET

- Points de ramassage**

Le tableau ci-dessous présente les points de ramassage des participants qui le souhaitent par les cars des Hôtels jusqu'au lieu du Colloque (*Fondation Félix Houphouët-Boigny pour la Recherche et la Paix / Yamoussoukro*)

POINTS DE RAMASSAGE
HÔTELMILLIONNAIRE
HÔTELUNIVERSAL
HÔTELVILLA DES HÔTES 2
HÔTELPARLEMENTAIRE

- Salles connectées à internet**

Jour 1 : Mardi 28 Juin 2022	14h-15h45 : Atelier session 1 Salle 1 : A31-A32-A44-A46	14h-15h45 : Atelier session 1 Salle 2 : B15-B16	14h-15h45 : Atelier session 1 Salle 3 : C11-C28-C30-C32-C50
	16h-17h45 : Atelier session 2 Salle 1 : D1-D11	16h-17h45 : Atelier session 2 Salle 2 : E13	16h-17h45 : Atelier session 2 Salle 3 : F6
Jour 2 : Mercredi 29 Juin 2022	14h-15h45 : Atelier session 3 Salle 1 : G8		

STRUCTURATION DU COLLOQUE

NOMBRE DE COMMUNICATION

- 2 Allocutions d'ouverture
- 170 Communications orales (Axe 1 – Axe 7)
- 9 Posters (visite des Posters)
- 5 Panels (17 Communications)
- 1 Conférence Inaugurale
- 15 Communications en lignes (dont 1 Poster)
- 1 Diner Gala

REPARTITION DES COMMUNICATIONS ORALES ET POSTERS EN ATELIER

- 179 Communications orales et Posters repartis sur les axes :
 - ✓ Axe 1 : 48
 - ✓ Axe 2 : 22
 - ✓ Axe 3 : 53
 - ✓ Axe 4 : 11
 - ✓ Axe 5 : 15
 - ✓ Axe 6 : 14
 - ✓ Axe 7 : 16

CODIFICATION DES RAPPORTEURS

N°	Nom et Prénoms	Identification / Codification
1	Dr ABOYA NARCISSE	R1
2	Dr BISSOU DANIEL	R2
3	Dr EHOUMA KOFFI LUDOVIC	R3
4	Dr KOUADIO OLIVIER	R4
5	Dr N'DRY EUGENE	R5
6	Dr N'GUESSAN KOUAME HENDERSONN	R6
7	Dr TUO PEGA	R7
8	Dr YAO KOUAME	R8
9	Dr YAO KOUASSI AIME	R9
10	Dr YAPO LUCAS DELMAS	R10
11	Dr YAPO LUDOVIC	R11
12	Dr KOUASSI BONI MARTIN	R12

CODIFICATION DES COMMUNICATIONS

AXE THEMATIQUE 1 :

Gouvernance des peuples et des sociétés

Codes	NOM ET PRENOMS	Sous-Axe	Titre Communication
A1	ASSIE BROU IDA	Société	Processus décisionnel dans un environnement de résilience sociale : Modélisation du système et caractéristiques
A2	BAKANAHONDA SYVINEY FRANCK LAUREL	Société	Aménagement urbain et extension spatiale de la commune urbaine de Kinkala (République du Congo)
A3	BAKAYOKO MAMADOU	Société	Cynisme politique et gouvernance des peuples : cas des sociétés africaines
A4	BAMBA LADJI	Société	Conflits agropastoraux en Côte d'Ivoire (cas de Bouna)
A5	DIABAGATE ABOU	Société	Colonisation des axes routiers par les activités économiques dans les quartiers résidentiels d'Abidjan
A6	DOSSO ISMAILA	Société	Téléphonie mobile et commerce régional à Korhogo dans le contexte de la COVID 19 (Nord de la Côte d'Ivoire)
A7	GOZE THOMAS	Société	Les grandes infrastructures routières face au défi de la mobilité dans la métropole d'Abidjan
A8	KADJA SANHOU FRANCIS	Société	Les leviers dramatiques de la justice : forces et faiblesses des gouvernances africaine
A9	KANGAH TIA AFFELIH WILFRIED	Société	Appropriation des TIC par les ménages de Daloa : défis et stratégies
A10	KOUAKOU AMENAN CHRISTIANE	Société	Migration ouest africaine : regards croisés sur la gouvernance des réfugiés et des r
A11	KOUASSI KOUAKOU JEAN- MICHEL	Société	Le président de maxime N'debeka : jeux et enjeux dramatique
A12	KOUASSI YAO FREDERIC	Société	La gouvernance territoriale rurale à l'épreuve de l'urbanisation dans la sous-préfecture de Bingerville
A13	ESSOH Lohoues Olivier	Coutume en Afrique	L'influence des structures socioculturelles (lôw et agbanzi) sur la fabrication de la citoyenneté villageoise et le conflit intergénérationnel chez les Odzokru (Côte d'Ivoire)
A14	MBOHA NYAMSI HENRI LUDOVIC HENRI	Société	La gouvernance des migrations au Cameroun : regard synoptique sur une politique publique nationale.
A15	MEITE YOUSSEUF	Société	La régulation du système de transport urbain Abidjanais : quelle approche transactionnelle pour une gouvernance durable de la mobilité urbaine à Abidjan ?
A16	N'DRI YAO EUGENE	Société	Gouvernance familiale et niveau de développement psychologique des adolescents
A17	N'GUESSAN BLA MIREILLE	Société	La théâtralisation du système de gouvernance dans Papassidi maître-escroc de Bernard BinlinDadié
A18	OUATTARA SEYDOU	Société	Gouvernance et dynamisme du transport fluvio-lagunaire sur le littoral ivoirien

A19	TOURE FATOUMATA MATENIN	Société	la résilience des femmes ruptures de l'Ex-décharge d'Akouedo
A20	TRAORE RAMATA SOGOTIENIN	Société	La distanciation : suppression des masques de la gouvernance dans la dramaturgie de bertoltbrecht cas de l'opéra de quat'sous
A21	YAO N'GUESSAN ECLAIR-SALES	Société	Impact de la gouvernance urbaine sur l'aménagement routier à Korhogo (Nord de la Côte d'Ivoire)
A22	YAPI SOPIE ODETTE RITA	Société	Analyse sociologique des attitudes parentales dans l'éducation des enfants à Bregbo
A23	YEO MAMADOU	Société	La relance du Projet Soja dans le Nord-Ouest de la Côte d'Ivoire à l'Epreuve des changements globaux
A24	YEO YEFOUGNINI	Société	Gouvernance sportive et contre-performance des équipes en Côte d'Ivoire : cas de l'équipe nationale de hand-ball
A25	KONAN AKISSI AMANDINE	Société	Gouvernance des espaces funéraires à Zuénoula et Gohitafla : entre affranchissement du rubicon traditionnel et pratiques ostentatoires
A26	ESSOH LOHOUES OLIVIER	Société	L'influence des structures socioculturelles (Lôw et Agbanzi) sur la fabrication de la citoyenneté villageoise et le conflit intragénérationnel chez les odzokru (Côte d'Ivoire)
A27	BOURAHIMA DIOMANDE	Religion	Gouvernance du croire. Les politiciens et la mosquée en Côte d'Ivoire
A28	ADOU KOUADIO ANTOINE	Politique	Gouvernance et société : une lecture politique et sociale du poète
A29	ATSE KAMBO MARTIAL	Politique	La gouvernance économique en Côte d'Ivoire : atouts, faiblesses et défis
A30	BAMBA ASSOUMAN	Politique	Ca fait rien
A31	BOKOTIABATO MOKOGNA ZEPHIRIN	Politique	Politics and Facts in Ekwensi's Jagua Nana and Aluko's Chi (En ligne)
A32	DON ANOMAN NATHALIE	Politique	La citoyenneté-parenté (En ligne)
A33	KONÉ AMIDOU	Politique	Réconciliations nationales postélectorales et développement économique en Afrique : une gageüre ?
A34	KOUADIO KOUAKOU DIDIE	Politique	Politiques de développement en Côte d'Ivoire et conséquences sur les villages : cas d'Allangoua et de N'gbessou en pays Baoulé (1969-2021)
A35	OUEDRAOGO TIGA ALAIN	Politique	Renforcement des capacités des acteurs et de l'expertise nationale en vue de la mise en œuvre de l'aménagement linguistique
A36	SEKONGO FATOUMATA KALITIA	Politique	Bilan de la gouvernance urbaine de Napié (Nord de la Côte d'Ivoire)
A37	SOME SOMDA MINIMALO ALICE	Politique	REFLEXION SUR LA QUESTION DE LA GOUVERNANCE DES ÉTATS MEMBRES DE L'UNION AFRICAINE
A38	KONAN KOFFI	Genre	Genre et répartition des rôles dans un groupement mixte en Côte d'Ivoire
A39	KOUASSI EPSE KADI AKISSI IRENEE	Genre	Inégalités de genre et développement de la pe....
A40	MARAHOUA EPIPHANE	Genre	Normes sociales de genre et participation au marché du travail en zone CEDEAO

A41	OUATTARA ASSIATA	Genre	Déterminants des inégalités de genre dans l'espace UEMOA : cas du capital humain
A42	ANGHU GNANDA BEATRICE	Civilisation	Symbolique d'une quête identitaire et enjeux démocratiques, quelle gouvernance pour une société égalitaire : cas de la société américaine
A43	ATSIN ACHY WILFRIED	Administration	Etat, secret, discrétion et bonne gouvernance : quels enjeux pour la pratique et le développement
A44	YAPI SYLVAIN MICHEL	Administration	Exercice du suivi-évaluation : des points à améliorer pour plus d'efficacité. (En ligne)
A45	YAO AKPOLE KOFFI DANIEL	Administration	L'être de l'administrateur et la culture de la disposition d'esprit politique : Pour fonder la bonne gouvernance
A46	TOURE MINSOEUN AICHATOU	Société	Le financement de projets de jeunesse : entre actions institutionnelles et perceptions sociales à Abidjan et Bouaké (Côte d'Ivoire) (en ligne)
A47	OUEDRAOGO TIGA ALAIN	Société	Les pratiques endogènes de réconciliation dans la région du centre-nord comme modèle de gouvernance pour les Burkinabès

AXE THEMATIQUE 2 :

Gouvernance universitaire et de la recherche, employabilité et compétitivité économique

Codes	NOM ET PRENOMS	Sous-Axe	Titre Communication
B1	KOUAKOU LEBE PRISCA MARIE-SANDRINE	Enseignement supérieur, recherche et compétitivité économique	La méconnaissance des résultats des recherches scientifiques cote d'ivoire : cas des argiles
B2	YAPO LUDOVIC MOUSSO		Economisation de l'enseignement supérieur et de la recherche pour une université compétitive
B3	AMON ANGBA MARTIN	Enseignement supérieur Recherche et développement durable	Résilience de la gouvernance académique et perspectives transformationnelles de la société africaine
B4	KONE TIANGOUA		La recherche scientifique comme levier et pilier essentiels de gouvernance climatique en Côte d'Ivoire
B5	NANGA-ME-ABENGMONI LEONEL		Développement durable et apprentissage tout au long de la vie à l'Université
B6	KAMANO SEYDOU		Recherche et développement durable : quelle contribution des enseignants-chercheurs guinéens ?
B7	DIALLO ABDOURAHAMANE	Enseignement supérieur, recherche et employabilité	La mutation de l'enseignement supérieur guinéen de l'ancien système au système LMD
B8	GACHA FRANCK-GAUTIER		Gouvernance administrative des universités ivoiriennes et compétitivité socioprofessionnelle des apprenants
B9	MBEN LISSOUCK FERDINAND		Sensibilité au genre et universités

			camerounaises : entre logiques publiques et pratiques sociales
B10	MOUDJOURI MERCI BIENVENUE		Dynamique de la gouvernance universitaire en Afrique Francophone : entre recherche, professionnalisation et employabilité des diplômés.
B11	TOURE KINANYA DONATIEN		L'université face à l'employabilité des étudiants : une analyse des compétences transversales
B12	TRAORE NOHOUA		Le rôle des infrastructures de recherche dans la productivité des chercheurs en Côte d'Ivoire
B13	ADIOLA BELO		Rationalité des nouveaux bacheliers dans le choix d'Université : une observation à partir des étudiants orientés par Campus Faso à l'Université Nazi BONI
B14	DAGNOGO GNERE LAETICIA BLAMA		Gouvernance universitaire et management de la qualité : challenges d'une Université innovante et compétitive
B15	IBINGA MARCELLE		Gouvernance universitaire au Gabon, une utopie pour les instituts : IUSO-SNE, IST, ITO (En ligne)
B16	MOHAMMED MONTASSER		Gouvernance de la recherche. L'exemple de l'université de Birmingham (En ligne)
B17	MOUSSAVOU GEORGES	Gestion des universités et structures de recherches (association, administration, syndicats)	Gouvernance de la recherche nationale au Gabon : quid de la rupture d'avec l'ORSTOM et le CNRS 46 ans après.
B18	NOBAH CELINE SIDONIE KOCO EPSE KACOU-WODJE		L'association des femmes chercheuses de Côte d'Ivoire : une école de gouvernance associative au profit des institutions nationales et internationales
B19	TOUKPO GRAGBA FRANCK HERMANN		Le système LMD en Côte d'Ivoire : exigences et normes internationales face aux réalités locales
B20	TRAORE SEKOU		Approche systémique de la gouvernance dans les établissements d'enseignement supérieur en Guinée
B21	YOBOUE KOUAKOU CONSTANT JOEL		La connaissance du système d'action concret par les acteurs sociaux des institutions universitaires comme clé d'une gouvernance réussie des universités publiques ivoiriennes
B22	NINDJIN CHARLEMAGNE	Enseignement supérieur, recherche, Innovation et entrepreneuriat	Reformes à l'Université encourageant l'approche chaîne de valeur dans les projets de recherche et la culture entrepreneuriale auprès des apprenants
B23	YAO KOUAME	Enseignement supérieur, recherche et compétitivité économique	Gouvernance de l'Université en contexte de capitalisme cognitif : risques et solutions à partir de HABERMAS

B24	YAPO LUCAS DELMAS	Gestion des universités et structures de recherches (association, administration, syndicats)	La gouvernance universitaire a l'épreuve des violences estudiantines en Côte d'Ivoire : Analyses et perspectives
-----	-------------------	--	--

AXE THEMATIQUE 3 :

Gouvernance de la Sécurité Alimentaire, Nutritionnelle et Environnementale

Codes	NOM ET PRENOMS	Sous-Axe	Titre Communication
C1	KRA KOUAME CHERUBIN	Accès économique et physique des aliments	Stratégie de résilience des commerçantes de produits vivriers face au risque d'insécurité alimentaire et de protection sociale presque inexistant
C2	AJAHOUNG SONKENG SEBASTIEN	Conservation et gestion des ressources naturelles	La participation de la Banque Mondiale dans la gouvernance minière au Cameroun depuis 1980 : quels jeux pour quels enjeux ?
C3	BAHOU LAURENT		Situation actuelle de l'exploitation des « magni » ou sardine
C4	COULIBALY BAKARI		Impact des engins de pêche sur le peuplement ichtyologique de la lagune de Grand-Lahou (Cote d'Ivoire)
C5	DIEN KOUAYE OLIVIER		La problématique de la gestion de l'orpaillage sur les sites miniers industriels en....
C6	DIOMANDE METANGBO		Gestion Intégrée des Risques Climatiques sur la production du cacao en Côte d'Ivoire
C7	DJADJI EBRAM LUC GERVAIS		Valeurs traditionnelles des tortues marines dans les communautés côtières de Lahou-kpanda à Abreby et à Mondoukou, Côte d'Ivoire
C8	DJEDJE GOKOU JEAN MARIE		L'Agriculture conventionnelle aux alentours du fleuve Sassandra et contamination des poissons : cas de la localité de Guessabo (Côte d'Ivoire)
C9	DRO BERNADIN		Production de plantules à partir des stumps de Carapa procera à Daloa
C10	KARIDIOULA DAOUDA		Amélioration rationnelle des pratiques de séchage du cacao pour une meilleure conservation et gestion des ressources
C11	KEITA FODE BANGALY		Les refuges libériens face aux défis de la sécurité alimentaire et environnementale en Guinée de 1989 à 2000(En ligne)
C12	KOFFI ANTOINE		Caractérisation physico-chimique des sols de nouvelles localités heveicoles de Côte d'Ivoire : Cas des Départements de Man (ouest) et Toumodi (Centre)
C13	KONAN BROU RICHMOND		Sources des hydrocarbures aromatiques polycycliques dans les eaux de pluie et effet sur la santé des populations : cas du District d'Abidjan au Sud de la Cote d'Ivoire
C14	KONAN KOUADIO JUSTIN		Caractéristiques et quantité des raies du genre mobula débarquées par la pêche artisanale maritime opérant au large des côtes ivoiriennes...
C15	KONE NAMINATA		Exploitation, croissance et mortalités du « machoiron »
C16	KOUADIO KOUAME JUSLAIN ROMARIC		Variations hydropluviométriques et la problématique de l'eau potable dans la sous-préfecture de Grand-Lahou
C17	KOUAKOU KOUAKOU PHILIPPS		Pratiques culturelles de l'igname kponan de bondoukou et gestion durable de.....
C18	KOUASSI CHARLES AIME		Activités économiques et processus de dégradation de l'environnement du front lagunaire d'Abobo-Doumé
C19	MOATILA OMAD LAUPEM		Les problèmes d'accès à l'eau à Inoni plateau (république du Congo)
C20	OUATTARA EPSE COULIBALY YAGNAMA ROKIA		Gouvernance environnementale locale : cadre institutionnel et appropriation dans la région du Cavally-Côte d'Ivoire»

C21	SYLLA SOUMAILA		Paramètres de biologie de reproduction de deux espèces marines du plateau continental de la Côte d'Ivoire : <i>Brachydeuterusauritus</i> et <i>Selenedorsalis</i>
C22	TIEBRE SOLANGE		Stratégie de mobilisation de financement pour la gestion des ressources du Centre National de Floristique (Abidjan, Côte d'Ivoire) : Partage d'expérience
C23	TOURE NAKA		Promotion du biochar issus de déchets agricoles et des déchets de poissons enrichis au biocompost
C24	VOUI BI BIANUVIRIN NOEL BOUE		Effets des pratiques culturales sur la diversité floristique et la production de <i>Coffeacanephora</i> L. (Caféier) dans la localité de Kéibla (Daloa, Centre-ouest, Côte d'Ivoire)
C25	YAO EPSE ASSAHI AKOISSI IDA NATACHA		Niveau d'implication des acteurs dans la gestion des risques industriels à Abidjan Sud
C26	ANDON N'Guessan Simon		Stratégie de gouvernance foncière en forêt protégée domaniale périurbaine : cas de la forêt classée du Mont Korhogo (Nord, Côte d'Ivoire)
C27	ABOYA NARCISSE		Gouvernance des espaces piscicoles à Adjin (côte d'Ivoire) entre synergie et opposition des acteurs en présence
C28	TRAORE RAMATOU		Logiques sociales des stratégies de préservation, de conservation, de gestion du karité chez les senoufo et les malinké au nord de la Côte d'Ivoire (En ligne)
C29	ASSI TANO MAXIME	Disponibilité alimentaire déterminée par le niveau de production alimentaire, les niveaux de provision	Effet du changement climatique sur la sécurité alimentaire des producteurs de coton dans le département de Korhogo au nord de la Côte d'Ivoire
C30	BOUDA TIRAOGO PRINCE FLORIAN		La Gestion des semences : entre figure moderne et traditionnelle, le jeu d'acteur entre (En ligne)
C31	DJAKARIDJA OUATTARA		Valorisation, diversification des produits locaux et sécurité alimentaire au Burkina Faso : cas du sésame (<i>sesamumindicum</i>)
C32	NDEY NGANDZO HIPPOLYTE PEPIN		Urbanisation et mutations agricoles dans les villes satellites de Brazzaville : le cas de Kinkala et Ignie (En ligne) (Poster)
C33	NIKIEMA DOMINIQUE		Performance agronomique de quelques variétés de riz soumis à différentes modes de gestion
C34	OUATTARA DJAKARIDJA		Valorisation, diversification des produits locaux et sécurité alimentaire au Burkina Faso : cas du sésame
C35	OUATTARA HOWELE		Valeur nutritive et quantité d'asticots produits à partir de quatre types de déchets (rejets de mangue, contenu ruminal de bœuf, lisier de porc, déchet de Poisson) de la ville de Korhogo : impact de leur utilisation sur les performances zootechniques du coquelet
C36	YAO YAO JULES		Le Programme Alimentaire Mondial (PAM) et les crises nutritionnelles au Niger (1984-2005)
C37	KONAN-WAIDHET ARTHUR BRICE	Stabilité et durabilité de la disponibilité, de l'accès et de l'utilisation	Résilience des riziculteurs au changement climatique dans le département de Yamoussoukro (Centre de la Côte d'Ivoire)
C38	KOTCHI KOFFI JOACHIM		Gouvernance de la filière riz : Diagnostic des CODERIZ dans la promotion de la filière rizicole à Oumé, dans la Région du Goh
C39	SEKA JEAN-BAPTISTE		Libéralisation de la filière café cacao en Côte d'Ivoire
C40	SILUE PEBANAGNANAN DAVID		Gouvernance des barrages et développement des activités économiques en Côte d'Ivoire

C41	YAO JOSELITO CARLOS		Adaptation paysanne a la variabilité hydroclimatique et sédimentologie dans le bassin versant de l'Agneby
C42	ADJOUUMAN YAO DESIRE	Utilisation des aliments, transformation, consommation et nutrition des consommateurs	Activité antimicrobienne de Garcinia Kola et utilisation dans la production de films antimicrobiens(En ligne)
C43	BEUGRE GNAKON FLORA CARENNE		Pratiques alimentaires des ménages urbains des quartiers précaires de Port-Bouët à Abidjan
C44	BLEU GOME MICHEL		Effets antianémiques d'un complément alimentaire à base de jatropha gossypifolia chez des rats
C45	GBRAGUHE DESIREE VICTOIRE		Evaluation de la consommation de la pastèque (<i>Citrulluslanatus</i>) dans la ville d'Abidjan
C46	OUEDRAOGO MOHAMADO		Potentiel nutritionnel et thérapeutique de la spiruline au cours des essais de la dénutrition et de rénutrition chez le rat
C47	YAO BROU LAZARE	Stabilité et durabilité de la disponibilité, de l'accès et de l'utilisation	Evaluation des teneurs en éléments traces métalliques (plomb, cadmium et mercure) du piment (capsicum spp) et du poivre (piper nigrum) des marches (yYopougon, Adjame et Port-Bouet) d'Abidjan (Côte d'Ivoire)
C48	YAYO AMALATCHY JACQUELINE		La filière « adjuevan » : une transformation artisanale forme de valorisation des pertes poste capture de la pêche artisanale maritime à Grand- Bereby
C49	MOBIO AUBIN JACOB		L'innovation dans la production de l'attiéké à l'épreuve de la gouvernance locale
C50	COULIBALY PELARDJOU		Tradition et stratégies de contournement des Interdits liés à culture de l'oignon dans le Département de Ferkessedougou (Côte d'Ivoire). (En ligne)

AXE THEMATIQUE 4 :
Gouvernance des Systèmes de Santé

Codes	NOM ET PRENOMS	Sous-Axe	Titre Communication
D1	ABOA EHUI BLA PELAGIE	Gouvernance de l'environnement sanitaire (infrastructures, plateau technique, restauration...)	Bionomie et importance des vecteurs du paludisme dans deux sites sentinelles du nord de la Côte d'Ivoire, Bouna et Odiénné(En ligne)
D2	DJOKOURI GBIOYOU SONIA		Conduites hygiéniques des usagers et les risques d'infections nosocomiales au CHR de Daloa
D3	KOUA OBA JOVIAL		La problématique de la gouvernance de l'environnement sanitaire au Congo-Brazzaville
D4	SORO KONTCHA MARTHE	Gouvernance des établissements publics de sante	Les aires d'attraction des centres de santé publics dans la ville de Korhogo (nord ivoirien)
D5	COULIBALY MATHIEU HERMANN	Gouvernance des offres de soin	La déconstruction de la légitimité de la biomédecine par les thérapeutes traditionnels dans la prise en charge de la maladie hémorroïdaire à Abidjan
D6	DAYORO ZOGUEHI ARNAUD KEVIN		Personnes âgées et politique ivoirienne de riposte de la covid-19
D7	NIAVA BOGUI LANDRY FERNAND		Covid-19 et renforcement des protocoles sanitaires dans les centres de santé publics à Abidjan
D8	PAKA ETIENNE		Gouvernance et offre de soins de santé à Bacongo (Brazzaville, Congo)(En ligne)
D9	BOP MARTIAL COLY	Gouvernance et gestion des systèmes de sante	Equité dans la prise en charge gratuite de la césarienne au centre hospitalier régional de Kaolack, Sénégal
D10	KONE TANYO BONIFACE		Les effets des politiques de décentralisation dans l'accès aux soins de santé moderne à Djebonoua (Côte d'Ivoire)
D11	TARNAGDA AWA 2 ^{ème} JUMELLE	Gouvernance des offres de soin	Politique sanitaire et accès aux chenilles de karité comme alternative à la réduction de la malnutrition infantile au Burkina Faso(En ligne)

**AXE THEMATIQUE 5 :
Gouvernance sécuritaire**

Codes	NOM ET PRENOMS	Sous-Axe	Titre Communication
E1	KONAN KOFFI ELIE	Droit de l'Homme	Structure familiale et violences faites aux enfants dans les familles en Côte d'Ivoire
E2	LANGUI KOUADIO MARC		Droits des détenus en Côte d'Ivoire : théories et réalités
E3	MAWA EPSE NANA MIRAILLE-CLEMENCE		La gouvernance sécuritaire et le droit à l'éducation en Afrique (2009-2021)
E4	MEYE NDONG SERGES	Etat de droit et sécurité Nationale	La culture de sécurité, un enjeu de la gouvernance en Afrique centrale : Essai d'analyse géopolitique sur le cas du Gabon
E5	N'CHO BROU HYACINTHE		Analyse sociologique du rôle de la gouvernance dans la pérennisation de la paix en période post-conflit : cas de la sous-préfecture de Duékoué (Côte d'Ivoire).
E6	SORO SEYDOU		Trafic d'armes et crime organisé en Afrique : quelles politiques de résilience ?
E7	YAO KOUASSI AIME		Gouvernance territoriale et Gestion des Risques et la Sécurité dans le Tourisme
E8	SOMDA DOMEBEIMWIN VIVIEN	Relation civilo-sécuritaire / retour des coups d'état en Afrique	Le retour des coups d'état en Afrique : une crise de croissance de la gouvernance démocratique ?
E9	TRAORE DIDIATA	Sécurité aux frontières	Analyse situationnelle de la lutte intégrée antidrogue en Côte d'Ivoire
E10	ANGOUA ANGOUA JOSEPH	Sécurité urbaine et rurale	Stratégies d'adaptation des populations face aux inondations dans la région du Sud-Comoé
E11	KONE BRAHIMA		L'opération licorne et le conflit militaire en Côte d'Ivoire (2002-2015)
E12	TAPE SOPHIE PULCHERIE		Les effets de la mauvaise gouvernance des transports des personnes dans la ville de Korhogo
E13	KOUMAN KOBENAN MAXIME	Terrorisme	Terrorisme ou guerre asymétrique : un défi de gouvernance (En ligne)
E14	DIALLO OUSMANE	Sécurité urbaine et rurale	Analyse des effets de la réponse humanitaire à la crise sécuritaire sur les relations de genre chez les personnes déplacées internes de la commune de Tougouri (Burkina Faso)

AXE THEMATIQUE 6 :

Gouvernance des diversités linguistique, artistique et culturelle

Codes	NOM ET PRENOMS	Sous-Axe	Titre Communication
F1	BONY YAO CHARLES	Diversité culturelle, linguistique et développement	Promotion et valorisation des langues africaines pour une intégration et une articulation dans la langue française : l'exemple des expressions « AKWABA » et « YAKO » en Côte d'Ivoire
F2	BOUMY KOUE KEVIN		Le District Autonome des Montagnes : Quelle politique de protection et de promotion équitables des traditions et coutumes dans une aire e diversité ethnoculturelle ?
F3	CISSE BASSORY		La diversité linguistique au service du développement
F4	KONAN LOUKOU JEAN-MARIE		Médiation culturelle et marketing territorial a SÉGOU : entre développement de la culture et culture du développement
F5	KOUADIO MAFIANI N'DA		Governance of linguistic diversity and inclusive development in africa: from a linguistic to a metalinguistic polyphony in ellenjohnsonsirleaf's speeches
F6	MOULARET RENAUD-GUY AHIOUA		Politique d'acquisition dans les bibliothèques publiques du district autonome d'Abidjan : états et perspectives en contexte de biblio-diversité (En ligne)
F7	N'DRE DAMANAN JOACHIM		Esquisse lexicale de notions de bonne gouvernance en langues locales et leur adéquation et/ou impact sur les politiques de gestion des états
F8	N'GATTA KOUKOUA ETIENNE		La diversité linguistique, véritable problème de gestion de gouvernance
F9	N'GUESSAN KOUAKOU GERVAIS BIENVENU		Gouvernance des diversités culturelles et linguistiques en côte d'ivoire : cas de la semaine nationale des arts et de la culture (SNAC)
F10	OUEDRAOGO TIGA ALAIN		Renforcement des capacités des acteurs et de l'expertise nationale
F11	DODO JEAN-CLAUDE	Langue et développement	L'impact de l'usage socio-économique du nouchi dans développement de la Côte d'Ivoire
F12	OUIINDE EPOUSE YEO EDMONDE FRANCINE	Politique linguistique, promotion et valorisation des langues africaines	« La politique linguistique en Côte D'ivoire : pour un ajustement aux réalités scolaire
F13	DRI LOU CLAUDINE	Gouvernance des diversités linguistique, artistique et culturelle	La société ivoirienne a l'épreuve de la diversité linguistique : quelles stratégies pour une cohabitation harmonieuse et inclusive des différents peuples ?
F14	KRA KOUAKOU APPOH ENOC		Les langues en Côte d'Ivoire : entre diversité et politique linguistique

AXE THEMATIQUE 7 :

Gouvernance foncière rurale

Codes	NOM ET PRENOMS	Sous-Axe	Titre Communication
G1	KOFFI KOUAME SYLVAIN	Dynamiques socio-foncières et leurs implications	« Culture de l'anacarde et déterminants de l'émergence des conflits fonciers dans la sous-préfecture de Bodokro »
G2	MINKO BITEGNI JEAN EMMANUEL		« Quand la violence foncière pénètre la paysannerie camerounaise : le conflit intercommunautaire des peuples du Logone et Chari. »
G3	N'GATTA KOUASSI GERMAIN		« Dynamique des relations entre les populations riveraines et le parc national d'Azagny (Sud de la Côte d'Ivoire) »
G4	VEI KPAN NOEL		« Gouvernance foncière à l'épreuve de la volonté humaine »
G5	YAO KOMENAN LOUKOU JACQUES		Migrations et dynamique foncière dans le département de Soubre : problèmes et adaptation
G6	KOFFI-DJAH OKON MARGUERITE	Mécanismes de régulation des conflits fonciers ruraux et leur efficacité	Dialectique de l'autochtone dans la région du Guémon et ethnicisation des crises foncières : quelle approche de la communication pour un changement social et comportemental ?
G7	KOUASSI KOFFI NOEL	Foncier rural et cohésion sociale	Souveraineté et autorité du pouvoir coutumier à l'aune de la formalisation des droits fonciers ruraux en pays Senoufo (Nord Ivoirien)
G8	SANGARE MOUSSA	La sécurisation foncière rurale des femmes et des groupes sociaux vulnérables	« Vulnérabilité foncière et autonomisation des femmes à l'ouest de la Côte d'Ivoire. » (En ligne)
G9	YOBO AGUI MAJOIE		« La place des femmes et des jeunes dans le processus de la sécurisation foncière rurale en Côte d'Ivoire »
G10	ZANHOUE LOU IRIE CORINE		« La gouvernance foncière de la périphérie urbaine de Bouafle (Centre-ouest de la Côte d'Ivoire) »
G11	KOUADIO WILLIAMS ABEL	Sécurité urbaine et rurale	« Cartographie des zones à risque d'inondation dans la ville de San-Pedro »
G12	KONE MOUSSA	Politiques publiques foncières rurales et le phénomène de l'accaparement des terres rurales	Quand les cédants deviennent les demandeurs et les demandeurs deviennent les "propriétaires" des terres reçues dans le Haut-Sassandra
G13	BISSOU GUIKAHUE DANIEL	Politique publique de sécurisation foncière	Gouvernance touristique dans l'espace rural de la région du sud Comoé : une analyse du jeu des acteurs avec l'outil Mactor
G14	ALLEGBE ALLEGBE JOSEPH	Enjeux de sécurisation foncières et rurales	« Penser le droit foncier dans la philosophie de la nature de Karl Marx comme enjeux des temps modernes »
G15	FALLE LANDRY YVES	Dynamiques socio-foncières et leurs implications	« Problématique dans les transactions foncières sur les terrains »

LE COMITE SCIENTIFIQUE

Axe 1 : GOUVERNANCE DES PEUPLES ET DES SOCIÉTÉS

- **Monsieur BIAKA Zasseli Ignace**, Professeur Titulaire de Philosophie de la Technique et Philosophie Politique et Morale, Université Félix HOUPHOUET-BOIGNY, Membre du Conseil Scientifique du PASRES-FONSTI, Membre du Conseil d'Administration du FONSTI, Abidjan (Côte d'Ivoire)
- **Monsieur KONE ISSIAKA**, Professeur Titulaire de Socio-anthropologie des organisations, Doyen de l'UFR Sciences Sociales et Humaines, Université Jean Lorougnon GUEDE, Daloa (Côte d'Ivoire)
- **Monsieur BAMBA Assouman**, Professeur Titulaire de Culture et Philosophie Africaine, Université Alassane OUATTARA, Bouaké (Côte d'Ivoire)
- **Monsieur AKINDES Francis**, Professeur Titulaire de Sociologie, Université Alassane OUATTARA, Bouaké (Côte d'Ivoire)
- **Monsieur BAH Henri**, Professeur Titulaire de Philosophie, Université Alassane OUATTARA, Bouaké (Côte d'Ivoire)
- **Monsieur N'DRI Yao Eugène**, Maître-Assistant en Psychologie, Université Félix HOUPHOUET-BOIGNY, Abidjan (Côte d'Ivoire)

Axe 2 : GOUVERNANCE UNIVERSITAIRE, EMPLOYABILITÉ ET COMPÉTITIVITÉ ÉCONOMIQUE

- **Monsieur COULIBALY Lacina**, Professeur Titulaire de Biotechnologie de l'Environnement, Président de l'Université Polytechnique de Man, Man (Côte d'Ivoire)
- **Monsieur Ababacar MBENGUE**, HEC-PhD-Professeur Agrégé des Universités, Faculté des Sciences Économiques, Sociales et de Gestion, Université de Reims (France)
- **Madame ATTA DIALLO Hortense**, Professeur Titulaire, Vice-Présidente de l'Université Nangui ABROGOUA, Membre du Conseil Scientifique FONSTI, Abidjan (Côte d'Ivoire)
- **Monsieur KONE Inza**, Professeur Titulaire de Primatologie, Université Félix HOUPHOUET-BOIGNY, Directeur Général du Centre Suisse de Recherches Scientifiques en Côte d'Ivoire, Abidjan (Côte d'Ivoire)
- **Madame COULIBALY Aoua Sougo**, Professeur Titulaire de Biogéochimie de l'environnement, Directrice de l'École Doctorale Sciences, Technologie et Agriculture Durable, Université Félix HOUPHOUET-BOIGNY, Présidente du Conseil Scientifique du FONSTI, Abidjan (Côte d'Ivoire)
- **Monsieur ANASSE Augustin**, Professeur Titulaire, Agrégé en Sciences de Gestion, Université Alassane OUATTARA, Membre du Conseil Scientifique du FONSTI, Bouaké, (Cote d'Ivoire)

- **Monsieur Jean SAINT-VIL**, Conseiller Spécial du Vice-Principal chargé de la Gouvernance et du Partenariat international, Université McGill, Canada
- **Monsieur ZOUMA Bernard**, Maître de Conférences en Physiques, Vice-Président chargé de la Recherche et de la Coopération Internationale de l'Université Joseph KI ZERBO, Ouagadougou (Burkina Faso)
- **Monsieur Babacar MBOW**, Professeur Titulaire, Université Cheick Anta DIOP, Dakar (Sénégal)
- **Monsieur NEBIE Roger**, Directeur de Recherche de chimie organique des substances naturelles, CNRST, Conseiller Technique du Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, Secrétaire Permanent de la SOACHIM, Ouagadougou (Burkina Faso)
- **Monsieur YAPO Ludovic Mousso**, Maître-Assistant en Lettres Modernes, Université Félix HOUPHOUET-BOIGNY, Abidjan (Côte d'Ivoire)
- **Monsieur Sékou TRAORE**, Université Gamal Abdel Nasser de Conakry, Institut Polytechnique, Département de Génie Chimique, Domaine principal de Recherche: Géopolymères (polymères inorganiques) dans le système $Al_2O_3-SiO_2$, Domaine transversal : Energies renouvelables, Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de l'Innovation, Chef Service des Etudes avancées et de la Recherche universitaire, Académie des Sciences de Guinée: Membre du Collège des Sciences Techniques.

Axe 3 : GOUVERNANCE DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE, NUTRITIONNELLE ET ENVIRONNEMENTALE

- **Madame KAMANZI Kagoyiré**, Professeur Titulaire de Biologie Végétale, Université Félix HOUPHOUET-BOIGNY, Abidjan (Côte d'Ivoire)
- **Monsieur OUATTARA Allassane**, Professeur Titulaire de Biologie et Ecologie aquatique, Université Nangui ABROGOUA, Abidjan (Côte d'Ivoire)
- **Madame TIEBRE Marie Solange**, Professeur Titulaire, Centre National de Floristique, Université Félix HOUPHOUET-BOIGNY, Abidjan (Côte d'Ivoire)
- **Monsieur BAKAYOKO Adama**, Professeur Titulaire, Université Nangui ABROGOUA, Centre Suisse de Recherches Scientifiques en Côte d'Ivoire, Abidjan (Côte d'Ivoire)
- **Monsieur KAMAGATE Bamory**, Professeur Titulaire, Vice-Président Université Polytechnique de Man, Man (Côte d'Ivoire)
- **Monsieur DIOMANDE Dramane**, Professeur Titulaire, Vice-Président Université Péléforo GON COULIBALY, Korhogo (Côte d'Ivoire)
- **Monsieur KOUAME Konan Simon**, Maître de Conférences de Psychologie, Université Félix HOUPHOUET-BOIGNY, Abidjan (Côte d'Ivoire)
- **Monsieur YAO Kouamé**, Maître-Assistant en Philosophie, Université Félix HOUPHOUET-BOIGNY, Abidjan (Côte d'Ivoire)

Axe 4 : GOUVERNANCE DES SYSTÈMES DE SANTÉ

- **Professeur Marcel TANNER**, Président de l'Académie Suisse des Sciences, Bâle (Suisse), Membre du Conseil d'Administration du FONSTI
- **Professeur CISSE Gueladio**, Epidémiologie, Institut Tropical et de Santé Publique (Suisse))
- **Monsieur KODO Michel**, Professeur Titulaire de Médecine, Vice-Président de l'Université Alassane OUATTARA, Bouaké (Côte d'Ivoire)
- **Madame NANDIOLO-KONE Rose**, Maître de Conférences Agrégé de Médecine, Université Alassane OUATTARA, Membre du Conseil Scientifique du FONSTI, Bouaké (Côte d'Ivoire)
- **Madame KOUASSI-M'BENGUE Alphonsine**, Médecin-Microbiologiste, Professeur Titulaire en Bactériologie-Virologie, Vice-Doyen de l'UFR des Sciences Médicales, Membre du Conseil Scientifique du FONSTI, Université Félix HOUPHOUET-BOIGNY, Abidjan (Côte d'Ivoire)
- **Monsieur DAYORO Zoguehi Arnaud Kevin**, Maître de Conférence en Sociologie de la santé, Université Félix Houphouët-Boigny.

Axe 5 : GOUVERNANCE SÉCURITAIRE

- **Général de Corps d'Armée Alexandre Apalo TOURE**, Commandant Supérieur de la Gendarmerie Nationale de Côte d'Ivoire
- **Monsieur Mathurin C. HOUNGINKPO**, Chercheur Indépendant, Associé au Centre d'Etudes Stratégiques de l'Afrique, National Defense University, Washington DC
- **Madame Dominique BANGOURA**, Université de Paris I Panthéon-Sorbonne
- **Dr. Tapé Béranger KAMA**, Conseiller USA au Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité, Expert en Police de Proximité
- **Mme SANGARE Namizata**, Commission Nationale des Droits de l'Homme, Côte d'Ivoire
- **Mme KRAUER-DIABY Mariame**, International Rescue Committee, Suisse
- **Monsieur KOUAKOU Ossei**, Maître de Conférences de Psychologie, Université Félix HOUPHOUET-BOIGNY, Abidjan (Côte d'Ivoire)
- **Monsieur KONIN Séverin**, Maître de Conférences d'Histoire, Université Félix HOUPHOUET-BOIGNY, Abidjan (Côte d'Ivoire)

Axe 6 : GOUVERNANCE DES DIVERSITÉS LINGUISTIQUE, ARTISTIQUE ET CULTURELLE

- **Madame LEZOU KOFFI Aimée Danielle**, Lettres et Sciences du langage, Professeur Titulaire, Vice-Doyen de l'UFR Lettres, Langues et Communication, Université Félix HOUPHOUET-BOIGNY, Abidjan (Côte d'Ivoire)
- **Monsieur Alain OUEDRAOGO**, Maître de Recherches en Linguistique, Conseiller Technique du Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation du Burkina Faso, Université Joseph KI ZERBO, Ouagadougou (Burkina Faso)
- **Monsieur KRA Kouakou Appoh Enoc**, Maître de Conférences en Linguistique, Université Félix HOUPHOUET-BOIGNY, Abidjan (Côte d'Ivoire)
- **Monsieur N'DOUBA Boroba François**, Professeur Titulaire de Psychologie, Vice-Doyen UFR-SHS, Université Félix HOUPHOUET-BOIGNY, Abidjan (Côte d'Ivoire))

Axe 7 : GOUVERNANCE FONCIÈRE RURALE

- **Monsieur IBO GUEHI Jonas**, Socio-Historien, Directeur de Recherche, Université Nangui ABROGOUA, Abidjan (Côte d'Ivoire)
- **Monsieur SANOGO Amed Karamoko**, Maître de Conférences de Philosophie Politique et Sociale, Université Alassane OUATTARA, Bouaké (Côte d'Ivoire)
- **Monsieur AMALAMAN Martin**, Sociologue, Maître de Conférences en Sociologie, Université Péléforo GON COULIBALY, Médiateur ARGAS en Côte d'Ivoire, Korhogo (Côte d'Ivoire)
- **Monsieur TOH Alain**, Sociologue, Maître de Conférences, Chef de Département de Sociologie, Membre du Conseil d'administration du FONSTI, Université Félix HOUPHOUET-BOIGNY, Abidjan (Côte d'Ivoire)
- **Madame SORO Marcelline**, Maître Assistant de Sociologie, Université Alassane Ouattara, Bouaké (Côte d'Ivoire)
- **Monsieur ABOYA Narcisse**, Maître de Conférences de Géographie, Université Félix HOUPHOUET-BOIGNY, Abidjan (Côte d'Ivoire)

Axe 8 : GOUVERNANCE ÉCONOMIQUE

- **Monsieur ANASSE Augustin**, Professeur Titulaire, Agrégé en Sciences de Gestion, Université Alassane OUATTARA, Membre du Conseil Scientifique du FONSTI, Bouaké, (Cote d'Ivoire)
- **Monsieur Ababacar MBENGUE**, HEC-PhD-Professeur Agrégé des Universités, Faculté des Sciences Économiques, Sociales et de Gestion, Université de Reims (France)

LE COMITE D'ORGANISATION

ORGANISATION :

Dr OUATTARA Annette, *Présidente du Comité d'Organisation*

SECRÉTARIAT SCIENTIFIQUE

Prof DAYORO Kevin, *Responsable Secrétariat Scientifique/Président de séance*

Prof BAMBA Assouman, *Membre Secrétariat Scientifique*

Dr YAPO Ludovic, *Membre Secrétariat Scientifique/Rapporteur*

COMMISSION PROTOCOLE

Prof KONIN Séverin, *Responsable Commission Protocole/Président de séance*

Dr YAO Kouamé, *Membre Commission Protocole*

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

Dr EHOUMA Koffi Ludovic, *Responsable Secrétariat Général*

Dr YAPO Lucas Delmas, *Membre Secrétariat Général*

Dr TUO Péga, *Membre Secrétariat Général*

Dr N'GUESSAN Kouamé Hendersonn, *Membre Secrétariat Général*

Mlle YEO GNIMAN, *Membre Secrétariat Général*

ACTES DU COLLOQUE

Prof KRA Enoc, *Responsable des actes du colloque*

Prof YAPI Yapi, *Rapporteur Général*

Dr NDRI Eugène, *Rapporteur*

Dr EHOUMA Koffi Ludovic, *Rapporteur*

Dr YAPO Lucas Delmas, *Rapporteur*

Dr TUO Péga, *Rapporteur*

Dr N'GUESSAN Kouamé Hendersonn, *Rapporteur*

Dr YAO Kouamé, *Rapporteur*

Dr BONY Kouassi, *Rapporteur*

Dr BISSOU Daniel, *Rapporteur*

COMMISSION LOGISTIQUE/TRANSPORT

Prof ABOYA Narcisse, *Responsable Commission Logistique*

Dr DIOMANDE Métangbo, *Membre Commission Logistique*

Dr KOUADIO Olivier, *Membre Commission Logistique/Transport*

Dr NDRI Eugène, *Membre Commission Logistique/Transport*

COMMISSION HÉBERGEMENT

Dr MORO Manou Honorine, *Responsable Commission Hébergement*

Dr KOUAKOU Lebe Prisca, *Membre Commission Hébergement*

Dr DANHI Alice, *Membre Commission Hébergement*

COMMISSION TOURISME

Dr ABOYA Narcisse, *Responsable Tourisme*

Dr YAO Kouassi Aimé, *Membre Commission Tourisme*

COMMISSION INFORMATIQUE

M. FOFANA Mohamed, *Responsable Commission Informatique*

M. DAN OULAI Alain, *Membre Commission Informatique*

M. KPON Roger, *Membre Commission Informatique*

M. KONTCHOI Herman, *Membre Commission Informatique*

COMMISSION COMMUNICATION

KOYE Martin, *Responsable Commission Communication*

AKE Germain, *Membre Commission Communication*

TOURE Djabira, *Membre Commission Communication*

COMMISSION RESTAURATION

SIDIKI Bintou, *Responsable Commission Restauration*

Dr MORO Manou Honorine, *Membre Commission Restauration*

BIOGRAPHIES/ABSTRACTS/RESUMES

Première journée :

MARDI 28 JUIN 2022

Atelier1/ session 1

14H-15H45

MARDI 28 JUIN 2022

14H-15H45 : ATELIER SESSION 1

AXE 1 : SOCIETE, POLITIQUE, ADMINISTRATION

SALLE 4

Président de séance : Dr (MC) KONIN Séverin

A1 : ASSIE BROU IDA

A2 : BAKANAHONDA SYVINEY FRANCK LAUREL

A3 : BAKAYOKO MAMADOU

A4 : BAMBA LADJI

A30 : DON ANOMAN NATHALIE

A31 : YAPI SYLVAIN MICHEL

A43 : YAPI SYLVAIN MICHEL

A48 : N'DA ROSELINE GBOCHO

ASSIE BROU IDA (A1)

Docteur, Assistant, Université Félix Houphouët-Boigny/Abidjan Côte d'Ivoire

ida_as09@yahoo.fr

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

Enseignante chercheuse à l'université Félix Houphouët-Boigny (UFHB). Première femme docteur en informatique de l'UFHB avec un doctorat unique obtenu avec la mention très honorable pour la thèse intitulée : " étude et contribution d'un système décisionnel à un observatoire de la résilience sociale" sous la codirection des professeurs ADOU Kablan Jérôme (UFHB) et OUMTANAGA Souleymane (INPHB).

TITRE DE LA COMMUNICATION :

« Processus décisionnel dans un environnement de résilience sociale : Modélisation du système et caractéristiques »

RESUME :

Dans un travail antérieur [1], nous avons proposé un modèle d'analyse de la résilience qui nous a permis d'appréhender la situation d'étude de la résilience sociale à travers certaines de ses caractéristiques telles que l'adaptation et le critère de résilience. Dans le présent article, nous répondons à un besoin d'outils décisionnels dans ce domaine par la spécification des fonctionnalités qui nous semblent importantes pour une aide à la décision afin d'assister les acteurs de la résilience sociale. En effet, l'acteur de la résilience a besoin d'un outil informatique qui lui permet de traiter intelligemment et dynamiquement l'information, en lui proposant en particulier des représentations pertinentes de la situation en adéquation avec ses modes cognitifs [2]. Les spécificités de cet outil décisionnel reposent sur l'intégration du contexte évolutif dans la mise en œuvre d'un outil décisionnel. Le traitement des données, son acquisition et son partage sont au centre de l'outil décisionnel que nous proposons.

Mots-clés: Résilience sociale, Maching learning, Outil d'aide à la décision.

BAKANAHONDA SYVINEY FRANCK LAUREL (A2)

Université Marien NGOUABI (Ecole Normale Supérieure) Laboratoire d'Étude et de Recherche Pluridisciplinaire en Sciences Humaines et en Environnement (LERPSHE)

Brazzaville, République du Congo,

franckbakanahonda@gmail.com

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

BAKANAHONDA Syviney Franck Laurel est docteur en Aménagement et environnement, Analyste en SIG et Expert géomaticien. Il est enseignant chercheur à l'Université MARIEN NGOUABI. Il enseigne la géographie à l'Ecole Normale Supérieure (ENS) et à la Faculté des Lettres, Arts et Sciences Humaines (FLASH). Il est membre de plusieurs laboratoires comme le Groupe de recherches et d'études géographiques des villes, transports, développement local, le Laboratoire de Géographie, Environnement et Aménagement (LAGEA), le Laboratoire d'Étude et de Recherche Pluridisciplinaire en Sciences Humaines et en Environnement (LERPSHE) à Brazzaville, en République du Congo. Il travaille sur les questions d'aménagement, de gestion de l'environnement, des transports, de la santé, des migrations, d'électricité et de l'eau. Membre de nombreux projets et commissions, il travaille dans le cadre de l'élaboration du plan local d'urbanisme de la ville de Brazzaville et de Pointe noire, dans la validation du rapport final d'étude sur les foyers de vulnérabilités au Covid-19 dans les villes de Brazzaville et Pointe-Noire, dans la validation de l'observatoire urbain. Il est aussi Expert Géomaticien-Consultant du Groupement URBAPLAN (Suisse) et Cap Consultants (Congo).

TITRE DE LA COMMUNICATION

« Croissance urbaine et accès aux soins de santé dans l'arrondissement 8 Madibou à Brazzaville (République du Congo) »

RESUME

Dans les villes d'Afrique au sud du Sahara, la croissance de la population trop rapide a pour conséquence la conquête des espaces à bâtir. Cette conquête se fait, cependant, de façon anarchique et accélérée. La ville de Brazzaville, connaît une forte croissance démographique et spatiale. Madibou, huitième arrondissement de la ville depuis 2011 est devenu l'une des destinations prioritaires des habitants car il dispose encore des espaces à lotir et donc des possibilités d'installation des populations. Cependant, le processus d'extension spatiale de Madibou n'intègre nullement l'implantation des centres de santé publics, ce qui engendre ainsi des problèmes d'accès aux soins de santé. Cette étude vise à analyser les modes d'accès aux soins de santé dans cet arrondissement de Madibou. Elle a été menée entre octobre et décembre 2021, auprès de 300 ménages dans six quartiers, des entretiens auprès des cadres du Ministère de la santé et des agents des centres de santé intégré. La recherche documentaire et les enquêtes de terrain montrent que Madibou, connaît de nos jours une forte poussée démographique et une extension spatiale. Malgré cette extension de l'arrondissement, l'offre de soins reste dominée par les structures sanitaires privées. Dans cet arrondissement, plusieurs

problèmes ont été évoqués particulièrement la diarrhée, le paludisme, les hémorroïdes, les maux de ventre et les soins prénatals et post-natals (vaccination et suivi de grossesse). Enfin à Madibou, la capacité financière, la disponibilité et l'accessibilité sont les composantes les plus influentes dans le choix du type de recours aux soins de santé.

Mots-clés : Brazzaville, Madibou, Croissance urbaine, Accès aux soins de santé.

BAKAYOKO MAMADOU (A3)

Maitre-assistant, Université Alassane Ouattara/ Bouaké/Côte d'Ivoire

mamadoubakayoko33@yahoo.fr

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

BAKAYOKO Mamadou est Enseignant-Chercheur au Département de Philosophie à l'Université Alassane Ouattara depuis la rentrée académique 2016-2017. Il a été le premier Président des Doctorants de cette Université de 2011 à 2015.

Après une Licence de Philosophie à l'Université de Bouaké (2004), une Maîtrise de philosophie (2005), puis un DEA en philosophie (2007), il enseigne en tant que vacataire à l'Institut Scolaire la Colombe (Abengourou) durant un an. Finalement, c'est le 03 janvier 2015 que Monsieur BAKAYOKO Mamadou a soutenu son Doctorat sur le thème suivant : CRITIQUE DE LA MODERNITÉ DANS LA PHILOSOPHIE DE NIETZSCHE sous la direction du Professeur SORO David Musa et de M. NANEMA Jacques. Depuis lors, en sa qualité de Maître-assistant, il s'est spécialisé sur les questions de morales, de métaphysique et sur les sujets contemporains.

Il est l'auteur de plusieurs articles scientifiques, on peut citer entre autres :

- Fonctionnalité et sens du connais-toi toi-même chez Platon, 2022
- Corps en scène, corps en folie. Archéologie du corps dans le coupé-décalé en Côte d'Ivoire, 2021.
- Descartes et Nietzsche : la problématique du sujet, 2021
- La question du corps : Nietzsche face à Platon, 2018
- Critique nietzschéenne des fondements métaphysiques de la science, 2018
- Le statut du surhomme nietzschéen comme idéal de vie, 2018

TITRE DE LA COMMUNICATION :

« Cynisme politique et gouvernance des peuples : cas des sociétés africaines »

RESUME :

Cette réflexion se situe dans le cadre de la sensibilisation contre la corruption et contre la promotion des antivaleurs en Afrique. Elle poursuit l'idéal de cerner, de reconnaître et finalement d'empêcher l'effondrement moral et psychologique des peuples africains chagrinés par le cynisme politique de leurs dirigeants et saisir la raison pour laquelle il existe une crise de confiance envers leurs institutions. En clair, l'objectif de ce travail vise à élucider la notion de cynisme à partir de la gouvernance politique en Afrique permettant d'en dévoiler le bien fondé philosophique pour la conscience illuminée et son jugement critique pour une vie sociale fondée sur l'intégrité des individus.

Il faut appréhender le cynisme politique par un comportement d'insolence morale qui mésestime les valeurs authentiques sur lesquelles reposent les institutions d'un État. Mieux, c'est quand des représentants de l'État, tel que les magistrats, les policiers, les médecins et des cadres politiques font de la corruption, la gabegie et les détournements des deniers publics une institution viable. Donc, le cynisme politique se manifeste quand les dirigeants prennent

plaisir à faire souffrir leurs peuples par toutes formes d'abus. Dès lors, c'est le manque d'intégrité des autorités en charge des affaires de la cité qui crée le spectre du cynisme des contemporains à l'échelle sociale.

Cependant, la démarche scientifique que nous souhaiterions adopter pour soutenir notre argumentaire est la méthode analytique et critique. En effet, nous estimons qu'aucune organisation ne peut se maintenir sans un minimum d'honnêteté, de confiance mutuelle et de respect de la chose publique. Cela indique que les premiers responsables en matière de gouvernance doivent non seulement donner l'exemple d'intégrité mais aussi refléter l'image du bon dirigeant. C'est dire qu'en eux, le peuple ne doit pas voir le symbole du loup qui se délecte de leur dur labeur.

Mots-clés : Afrique, Cynisme, Gouvernance, Intégrité, Peuples

BAMBA LADJI (A4)

Maître de conférences, Université Félix Houphouët-Boigny/ Abidjan/Côte d'Ivoire

ladjib@gmail.com

DIARRASSOUBA Maty épouse TRAORE

matytraore@gmail.com

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

Educateur spécialisé en début de carrière en 2009, je suis passé progressivement après un doctorat de thèse unique en janvier 2013 comme assistant d'université à l'UFR de criminologie d'Abidjan. Auteur de 19 articles scientifiques, je suis passé au grade de maître-assistant en 2015, puis en 2021 Maître de Conférences du CAMES, trois encadrements au Master, plus de 20 participations au jury pour le master, trois ouvrages dont un extrait de ma thèse de doctorat paru aux éditions l'Harmattan, Paris.

A mon actif, j'ai plus d'une quinzaine de colloques à l'international comme au plan national.

TITRE DE LA COMMUNICATION :

« Conflits agropastoraux en Côte d'Ivoire (cas de Bouna) »

Résumé :

Situé dans le nord-est de la Côte d'Ivoire, le département de Bouna connaît une perturbation de son climat social du fait des affrontements récurrents entre agriculteurs et éleveurs. Alors, à l'aide d'une enquête qualitative et quantitative auprès des populations de la zone, ce travail a eu pour objet de s'interroger sur les facteurs explicatifs de la persistance de ces conflits. En hypothèse nous soutenons que la persistance des conflits provient de l'irrespect des règles édictées pour une meilleure cohabitation des activités agricoles et pastorales dans le département de Bouna. Les résultats de terrain montrent que l'opposition entre lobis et Koulangos revêt un caractère de lutte pour l'affranchissement des lobis, les affrontements entre lobis et peulhs sont dus à une difficulté d'accès aux ressources naturelles. En effet, les changements climatiques conjugués à la croissance démographique ont entraîné une pénurie des terres cultivables. Par manque d'espaces cultivables, les paysans lobis exploitent les pistes de transhumance destinées aux éleveurs et leur bétail, malgré l'existence d'accord administratif et politique dans ce sens.

Mots-clés : Côte d'Ivoire– Bouna – Conflits agropastoraux – Cohésion sociale

BOKOTIABATO MOKOGNA ZEPHIRIN (31)

Docteur, Maitre- Assistant Cames/ Université Marien Ngouabi/ Brazzaville/ CONGO

bokotiabatozephirin@gmail.com

DIABAGATÉ ABOU

aboudiaba76@yahoo.fr

COULIBALY YAYA

coulyay@yahoo.fr

YAO AFFOUA MARIE ROSE

marielois@live.fr

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

BOKOTIABATO MOKOGNA, né le:20 Mai 1976 à Mossaka, Congo. De Nationalité Congolaise, je suis Enseignant chercheur, Docteur, Maître-Assistant (CAMES) à l'Université MARIEN NGOUABI, FACULTE DES LETTRES, ARTS ET SCIENCES HUMAINES (FLASH), Département de Langues Vivantes Etrangères (LVE) ; Spécialité : Littérature Africaine du monde Anglophone

TITRE DE LA COMMUNICATION :

« Politics and Facts in Ekwensi's Jagua Nana and Aluko's Chi »

RESUME

Cet article porte un éclairage sur la politique et les faits dans les deux romans Nigériens: Jagua Nana de Cyprian Ekwensi et Chief the Honourable Minister de T. M. Aluko. Le problème dans cet article se repose sur la manière dont Ekwensi et Aluko réussissent à combiner la politique et les faits de l'expérience historique du Nigeria avec leur fiction. En d'autres termes, il montre aussi comment les deux auteurs démontrent leurs talents créatifs littéraires en écrivant. Dans un intérêt scientifique, les approches historiques, psychologiques, et sociologiques sont très prépondérantes pour accomplir cette étude. Dans Jagua Nana, la politique et faits ont été discutés premièrement, à travers le système politique de l'ancien ordre. La population est dirigée par un chef qui n'est pas élu par elle mais, hérite le pouvoir selon la période de succession de la famille. Ainsi, il y a un conflit à propos de la dispute de chefferie entre les cousins. Deuxièmement, les discours de campagne de l'élection comme fait ont été révélés dans le système politique de nouvel ordre. Les politiciens utilisent les discours démagogiques pour convaincre la population à voter pour eux. En même temps, la politique et les faits ont été aussi analysés dans Chief the Honourable Minister. Comme résultats, les affaires politiques et les faits ont été révélés à travers l'élection et la nomination d'Alade, les conflits sur des postes, les secrets et loges des politiciens, la mauvaise gouvernance et la révolution politique. En conclusion, la politique est présentée comme la cause des faits qui torturent les populations.

Mots-clés : Politique, Faits, Ancien ordre, Nouvel ordre, Analysé.

YAPI MICHEL SYLVAIN (A43)

Doctorant, Chaire UNESCO, Université Félix Houphouët Boigny/ Abidjan /Côte d'Ivoire

smyapi7@gmail.com

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

M. YAPI Michel Sylvain est ivoirien, né en 1976 à Adjamé (Abidjan). Titulaire d'un DEA en Action humanitaire, il est doctorant à la Chaire UNESCO (Université Félix Houphouët-Boigny) et soutient en Juillet prochain une thèse de doctorat en Gestion de projets portant sur la : « Pratique et contribution du suivi-évaluation à l'amélioration de la gestion de projets humanitaires ».

M. YAPI exerce depuis plus d'une vingtaine d'années le ministère d'évangéliste et parallèlement au service divin est consultant/formateur dans des établissements d'enseignement supérieur, où il enseigne notamment : le suivi-évaluation, la gestion de projets, le management, etc. Il est auteur d'une vingtaine d'articles scientifiques, dont la plupart sont en attente de publication. Ce sont notamment :

- Les fondements philosophiques du suivi-évaluation.
- Modélisations des approches opérationnelles de la fourniture de l'aide internationale.
- L'architecture interactionnelle des acteurs de l'aide internationale.
- Le suivi-évaluation financier et son apport dans la bonification des projets humanitaires.
- Analyse des acteurs de l'aide internationale sous le prisme des forces de Porter.
- L'aide, son évaluation et les principes Polanyiens.
- Marchandisation de l'aide et de son évaluation.
- Les ONG : opérateurs centraux de l'aide.
- Le suivi-évaluation entre influences et appropriations publiques et privées.
- Les ressources humaines dans le management de projets.
- Pour une amélioration des pratiques suivies évaluatives.
- Les approches théoriques et idéologiques dans l'évaluation d'initiatives.
- Techniques et méthodes opérationnelles d'évaluation.
- Les critères temporels dans l'évaluation de projets.
- Les critères de fonction dans l'évaluation de projets.
- Les critères d'auteurs ou d'implication des parties dans l'évaluation de projets.
- Les critères de l'étendue dans l'évaluation de projets.
- Suivi-évaluation d'une initiative sanitaire : cas du Projet Cœur d'Ariel de la Fondation Ariel Glaser.
- Cadre Logique et Cadre Logique Axé sur les Résultats : origines et différences.

TITRE DE LA COMMUNICATION

« Exercice du suivi-évaluation : des points à améliorer pour plus d'efficacité. »

RESUME :

Les administrations publiques et les organisations privées font usage de diverses méthodes et techniques de suivi-évaluation (S&E), lequel sert à orienter tout type de projet autant qu'à mesurer les effets ou impacts en découlant. Mais beaucoup reste encore à faire, au vu des nombreuses

insuffisances et points à améliorer d'ordres organisationnel, professionnel et technique constatés dans la pratique. Plusieurs de ces points sont ici abordés à dessein de bonifier et perfectionner la pratique suivie évaluative.

L'observation (par le moyen d'une étude-terrain) et une analyse exploratoire de divers modes opérationnels permettent de relever cette multitude de lacunes à corriger. Ainsi, sur le plan organisationnel, celles-ci portent notamment sur : l'insuffisance du budget consacré aux activités de S&E, le retard dans la remontée des informations et données à cause de procédures longues et lourdeurs administratives, la non prise en compte de recommandations découlant des évaluations, l'exercice suivi-évaluatif limité à la durée du contrat avec des partenaires financiers ou techniques qui l'exigent mais non appropriés par nombre d'organisations ou administrations du Sud, etc. Sur le plan technique, il s'agit de : la conception des plans de S&E, l'usage du Cadre Logique classique qui pose un problème de flexibilité et de modification des composantes de la matrice lorsque nécessaire pour les adapter à de nouvelles réalités, l'orientation et le cadrage technique de certaines évaluations qui ignorent les effets collatéraux positifs ou négatifs des conséquences non-prévues lorsqu'elles se bornent à mesurer uniquement des indicateurs préfixés, la nécessité d'inclure les cibles pour chaque type d'indicateurs et censés mesurer leur atteinte ou non, etc. Quant au volet professionnel, le mode de recrutement de consultants et les rapports d'évaluation souvent tronqués et falsifiés pour servir divers desseins et intérêts sont quelques-uns des points clés.

La correction des points identifiés sera à coup sûr une source d'amélioration de diverses initiatives tant publiques que privées, qu'elles soient à but social ou marchand.

Mots-clés : Évaluation ; Administration ; Technique ; Projet ; Suivi.

N'DA ROSELINE GBOCHO (A48)

Enseignante-chercheure, maitre-assistante, Université Alassane Ouattara

roselinegbocho2014@gmail.com

KRA KOUAME WALTER

walterkra0@gmail.com

TOURE MINSOEUN AICHATOU

toureminsoeun@gmail.com

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR :

N'DA Roseline Gbocho est Enseignante-chercheure, Maitre-assistante, au Département de **Sociologie** et d'Anthropologie de l'UFR Communication, Milieu et Société (Université Alassane Ouattara). Elle a mené plusieurs études sur les faits sociaux saisis sous l'angle de la sociologie économique.

Le financement de projets de jeunesse : entre actions institutionnelles et perceptions sociales à Abidjan et Bouaké (**en ligne**)

TITRE DE LA COMMUNICATION

« Le financement de projets de jeunesse : entre actions institutionnelles et perceptions sociales à Abidjan et Bouaké » (en ligne)

RESUME:

En Côte d'Ivoire, les actions étatiques en faveur des jeunes sont essentiellement axées sur la réduction du taux de chômage. Celles-ci passent par la mise en place de programmes de financement de projets. Cependant, l'on observe une réticence des jeunes (hommes et femmes) face à l'octroi de fonds visant à favoriser leur autonomisation par la promotion de l'entrepreneuriat. Sur cette base et à partir d'une étude qualitative, cette communication se donne de comprendre la réinterprétation du sens des actions institutionnelles. Plus spécifiquement, elle analyse les perceptions sociales des programmes de financement et le rapport des jeunes à ces programmes. Elle montre : i) la réinterprétation du sens des actions institutionnelles ; ii) des perceptions sociales dépréciatives de l'octroi de financements et iii) : les taxes fiscales comme freins à l'adhésion des jeunes aux programmes de financement de projets de jeunesse.

Mots clés : Financement, entrepreneuriat, projets de jeunesse, actions institutionnelles, Cote d'Ivoire

MARDI 28 JUIN 2022

14H-15H45 : ATELIER SESSION 1

AXE 2 : SOCIÉTÉ, POLITIQUE, ADMINISTRATION

SALLE 2

SOUS AXE :

**Enseignement Supérieur, Recherche et Compétitivité
Économique**

**Enseignement supérieur Recherche et développement
durable**

**Gestion des universités et structures de recherches
(association, administration, syndicats)**

Président de séance : Prof COULIBALY Aoua Sougo

B1 : KOUAKOU LEBE PRISCA MARIE-SANDRINE

B2 : YAPO LUDOVIC MOUSSO

B3 : AMON ANGBA MARTIN

B4 : KONE TIANGOUA

B5 : NANGA-ME-ABENGMONI LEONEL

B6 : KAMANO SEYDOU

B15 : IBINGA MARCELLE

B16 : MOHAMMED MONTASSER

B 24 : YAPO LUCAS DELMAS

KOUAKOU LEBE PRISCA MARIE-SANDRINE (B1)

Maître-assistant, Université Félix Houphouët-Boigny (UFHB), Abidjan, Côte d'Ivoire

priscacoakre@yahoo.fr

KONAN KOFFI LEON

Leonkonan2000@yahoo.fr

ANDJI-YAPI YAO JONAS

jonasandji@yahoo.fr

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

Madame KOUAKOU Lébé Prisca Marie-Sandrine est née à Abidjan le 16 Mai 1984. Après son Baccalauréat Série C obtenu en 2000 au lycée Mamie Adjoua de Yamoussoukro, elle a obtenu son DEUG en physique-chimie en 2003, sa Licence en Chimie en 2005 et sa Maîtrise en Chimie en 2006. Elle a ensuite obtenu son DEA en Chimie des Matériaux Inorganiques en 2008, puis son Doctorat unique en Chimie des Matériaux Inorganiques en 2015 à l'Université Félix Houphouët-Boigny.

Elle a été recrutée en 2016 au Laboratoire de Chimie des Matériaux Inorganiques de cette même université en tant qu'Enseignant- Chercheur.

Elle y dispense les cours suivants : Cristallochimie et nomenclature des argiles, Chimie minérale descriptive, Chimie des matériaux inorganiques, TP chimie physique, TP chimie minérale, Hygiène et sécurité.

Elle est membre de :

- la Société Ouest Africaine de Chimie (SOACHIM) où elle assure le rôle d'Assistant technique administratif au sein de la section locale et de Secrétaire Générale au sein du Réseau Matériau Ouest Africain (REMOA).
- et de l'Association des Femmes Chercheurs de Côte d'Ivoire (AFEMCCI). Elle est également techno pédagogue, titulaire du Master ACREDITE obtenu à l'université Cergy-Pontoise en France.

Elle a participé à plusieurs colloques et congrès nationaux et internationaux. Ses domaines de recherche sont la valorisation des matériaux argileux dans la santé, la construction et dans le traitement des eaux.

TITRE DE LA COMMUNICATION

« La méconnaissance des résultats des recherches scientifiques Côte d'Ivoire: cas des argiles »

RESUME

Le Général Charles de Gaulle, lors d'une conférence de presse au palais de l'Elysée, le 25 mars 1959 disait : « *Des chercheurs qui cherchent, on en trouve ; des chercheurs qui trouvent, on en cherche.* ».

Cette affirmation n'est plus d'actualité car en Côte d'Ivoire, des chercheurs qui trouvent, on en trouve en effet, plusieurs recherches ont été menées au Laboratoire de Constitution et Réaction de la Matière de l'Université Félix Houphouët- Boigny d'Abidjan.

Les travaux menés ont porté sur la caractérisation physicochimique et minéralogique des gisements argileux de Côte d'Ivoire. Diverses techniques expérimentales ont été utilisées notamment la diffraction des Rayons X (DRX), la spectroscopie infrarouge (IR), la microscopie électronique à transmission...

Il ressort des résultats obtenus que ces argiles sont essentiellement constituées de kaolinites, d'illites et parfois de smectites. La valorisation de ces argiles a démontré leur efficacité dans le domaine de la construction, des céramiques, du traitement des eaux et de la santé.

Ces résultats pourraient participer à l'éradication de certaines maladies, à la lutte contre la pollution des eaux, à la réduction des coûts de matériaux de construction, donc à la lutte contre la pauvreté de façon générale car les argiles sont d'accès facile et son peu onéreuse.

Cependant, ces résultats sont méconnus du grand public. C'est pourquoi pour la vulgarisation de ces résultats, il serait souhaitable d'en faire la promotion à travers différents canaux à savoir la presse écrite, audiovisuelle, les institutions politiques (Gouvernement, Assemblée Nationale, Sénat), et la redynamisation de la semaine de la promotion ivoirienne (SEPRI).

Mots-clés : Argiles, Vulgarisation, Recherche scientifique, Côte d'Ivoire

YAPO LUDOVIC MOUSSO (B2)

Enseignant-chercheur, Université Félix Houphouët-Boigny Abidjan
yapoludovic77@gmail.com

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR :

YAPO Ludovic Moussou est ivoirien de nationalité. Titulaire du Doctorat ès Lettres et d'un Master 2 en Action Humanitaire à la Chaire Unesco à l'Université Félix Houphouët Boigny Abidjan Cocody. Enseignant chercheur, Maître Assistant à l'UFR Langues, Littératures et Civilisations au Département de Lettres Modernes. Spécialiste de Littérature Orale, il se prononce sur les questions de mythes, d'archétypes, schèmes et de tout ce qui est rattaché au système anthropologique de l'imaginaire.

Membre du Laboratoire LADYLAD-UFHB, Laboratoire Dynamique des langues et Discours. il a à son actif plusieurs publications dont certaines ont fait l'objet de parution à l'Edition Universitaire Européenne.

YAPO Ludovic Moussou est également membre du Comité de rédaction de la Revue Rss Pasres, une revue en Lettres, Sciences Humaines et sociales qui facilite la publication des chercheurs en Côte d'Ivoire, en Afrique et dans le monde entier.

TITRE DE LA COMMUNICATION:

« Economisation de l'enseignement supérieur et de la recherche pour une université compétitive »

RESUME:

La managérialisation du système de l'enseignement supérieur et de la recherche passe par l'imprégnation de ce secteur aux logiques d'efficacité et de rentabilité qui augurent une importante place à la concurrence mondiale. L'un des objectifs de la stratégie globale de l'Union Européenne pour la croissance (Europe 2020) qui souligne le rôle primordial de l'enseignement supérieur dans le monde pour le développement du "capital humain" et en tant que force motrice de la recherche et de l'innovation dans une économie mondiale de la connaissance.

La notion d'économisation appliquée à l'enseignement supérieur vise à surmonter les différents systèmes de l'enseignement supérieur à une finalité capitale: l'amélioration de la croissance à l'appui des théories économiques. L'analyse en termes d'économisation paraît stimulante pour caractériser les évolutions de ce secteur qui s'inscrivent à la fois dans les transformations systématiques. Un premier facteur implique un vaste mouvement de délibération et de privatisation du secteur de l'enseignement supérieur. Un deuxième facteur oriente le secteur à l'objectif d'une économie fondée sur le savoir. L'analyse présentée ici s'intéresse aux logiques d'économisation de l'enseignement supérieur qui s'articule autour des notions de compétitivité, d'employabilité, ou de rapprochement des universités du marché de l'emploi. Cette contribution se préoccupe de la manière dont les rankings internationaux sont perçus, traduits et utilisés dans la politique d'enseignement supérieur pour servir de modèle aux universités ivoiriennes.

MOTS CLES: Economisation , université, managérialisation, compétitivité, employabilité

AMON ANGBA MARTIN (B3)

Département de philosophie, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Cote d'Ivoire)

amon.martin@yahoo.fr

TITRE DE LA COMMUNICATION

« Résilience de la gouvernance académique et perspectives transformationnelles de la société africaine »

RESUME :

La gouvernance universitaire peut être efficace dans le sens d'une adaptation-recontextualisation du contenu d'enseignement dans le supérieur. L'objectif de cet article est de montrer que l'Université citoyenne africaine doit privilégier l'aptitude à penser, à communiquer et à apprendre, ainsi qu'à envisager différentes questions sociétales endogènes dans une large perspective historique, comparative et interdisciplinaire. Ce qui exige la reconfiguration des pôles de recherches en vue de trouver des solutions réalistes et réalisables. Notre méthode sociocritique nous a permis de montrer qu'une résilience académique est synonyme d'insertion et d'intégration sociale du genre et, fournit une expertise compétitive des jeunes. L'académie africaine doit interagir avec le secteur public et le secteur privé en instituant une coordination intelligente des fruits de la recherche.

Mais les Universités africaines doivent surtout réfléchir aux mécanismes d'autonomisation concernant certaines charges internes, de sorte à réduire la trop grande dépendance à l'égard des pouvoirs publics qui n'ont pas souvent les mêmes priorités en matière de réduction de la pauvreté et de la recherche. À cet effet, la réforme des programmes d'enseignement des universités africaines est nécessaire si l'on veut que les établissements produisent des diplômés capables de participer à la société mondiale en voie d'émergence et d'y être compétitifs. Cette réforme est à la fois technique et politique doit se faire de façon concertée et participative entre les parties intéressées et concernées (enseignants, administrateurs, étudiants, employeurs et bailleurs de fonds). Sans cette démarche inclusive, la réforme ne réussira pas à mobiliser ceux-là mêmes qui ont la responsabilité de donner les cours, de faire la recherche ainsi que ceux qui sont chargés de mobiliser les ressources financières. C'est donc un renouveau du système académique qui s'impose aujourd'hui aux africains, s'ils veulent faire de l'enseignement supérieur un pôle scientifique du développement durable en amont et en aval du progrès social, politique et économique.

Mots-clés : Académie, formation, gouvernance, production, progrès, résilience, savoir.

KONE TIANGOUA (B4)

Maitre-assistant / Université Nangui Abrogoua/Abidjan/ Côte D'ivoire

tiangoua.kone@yahoo.fr

AKPO Kouakou Sylvain

sylvain.akpo@yahoo.fr

OUATTARA Petemanagnan Jean Marie

jm_petemanagnan@yahoo.fr

COULIBALY LACINA

coulacina2003@yahoo.fr

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

Titulaire d'un Doctorat en Mécanique-Génie Civil, Dr. Tiangoua KONE est Maître-assistant à l'Unité de Formation et de Recherche en Sciences et Gestion de l'Environnement (UFR-SGE) de l'Université Nangui Abrogoua (Abidjan, Côte d'Ivoire). Dr. KONE est Spécialiste en Génie de l'Environnement avec une expertise en changement climatique. Les activités de recherche de Dr. Tiangoua KONE incluent le traitement biologique des déchets, le transfert des polluants dans les sols et les eaux souterraines et la vulnérabilité des ressources en eau aux changements climatiques. Parallèlement à carrière de chercheur, Dr. Tiangoua KONE a développé une solide expérience en élaboration de politiques publiques de développement durable, contribuant ainsi au renforcement de la gouvernance environnementale au niveau national. Relativement à son expertise en changement climatique, Dr. KONE a développé cette expertise grâce à de solides expériences comme consultant dans le cadre de diverses études et projets en lien avec les changements climatiques. Par ailleurs, dans le cadre de ses fonctions de Sous-directeur chargé des Etudes et Projets au Ministère de l'Environnement et du Développement Durable de Côte d'Ivoire de 2016 à 2021, Dr. Tiangoua KONE a acquis des capacités en conception et mise en œuvre de projets complexes en matière d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques. Enfin, Dr. KONE a occupé la fonction de Point Focal National du Fonds Vert pour le Climat pour la Côte d'Ivoire, lui permettant d'acquérir une solide expertise en mobilisation des financements climatiques auprès des guichets de la finance verte (*i.e.*, Fonds Vert pour le Climat, fonds bilatéraux, etc.) et de piloter plusieurs processus pour l'accès de la Côte d'Ivoire à la finance climatique.

TITRE DE LA COMMUNICATION :

« La recherche scientifique comme levier et pilier essentiels de gouvernance climatique en Côte d'Ivoire »

RESUME :

La lutte contre les Changements Climatiques (CC) et leurs effets néfastes est de plus en plus au cœur des Politiques Publiques particulièrement dans les Pays en Développement (PED) notamment en Afrique. En effet, les pays africains sont parmi les plus touchés par les effets néfastes des CC, entre autres, les sécheresses prolongées, les inondations, les décalages des cycles culturels, etc.

Pour relever ce défi des CC tout en garantissant une croissance économique résiliente, les PED doivent élaborer des Politiques Publiques de Développement Durable (PPDD) qui intègrent leurs priorités nationales et leurs engagements internationaux. L'élaboration de telles PPDD nécessite la participation de tous les acteurs au développement tant au niveau national, sectoriel que local.

C'est dans ce contexte que la présente communication entend porter une réflexion sur les leviers d'action du monde de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (ESRS) pour mieux contribuer aux PPDD par des outils d'aide à la décision en Côte d'Ivoire. Les résultats préliminaires montrent que les questions de développement durable, y compris les CC, semblent impliquer une multiplicité d'acteurs institutionnels, avec un chevauchement de missions qui conduit à un manque de coordination. Par ailleurs, la question cruciale de données et d'évidences scientifiques demeure le défi majeur pour la formulation de PPDD ambitieuses et réalistes.

On note donc une faible implication des acteurs nationaux de l'ESRS probablement due à une insuffisance (i) des moyens et d'équipes nationales de recherche dédiées aux questions de CC et (ii) de dialogue institutionnel entre les décideurs politiques et les acteurs de l'ESRS.

Au regard de ce qui précède, la gouvernance climatique en Côte d'Ivoire pourrait être renforcée avec une meilleure participation des acteurs de l'ESRS par le développement de curricula de formation sur le développement durable et de centres et/ou équipes de recherches dédiées spécifiquement aux questions liées aux CC.

Mots-clés : Changements climatique, Développement durable, Recherche scientifique, Gouvernance climatique, Politiques publiques

NANGA-ME-ABENGMONI LEONEL (B5)

Assistant/ Ecole Normale Supérieure Bertoua / Cameroun

nangameabeng@yahoo.fr

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

Léonel Nanga-Me-Abengmoni studied German as a Foreign Language and German Studies at the Ecole Normale Supérieure de Yaoundé and the Faculty of German Studies at the University of Yaoundé 1. He received his PhD in 2019 from the Technische Universität Berlin. His current research focus concerns sustainability in teaching and lifelong learning. In this context, he is a member of research associations worldwide: in Canada (Centre de Recherche Interuniversitaire sur la Formation et la Profession Enseignante - CRIFPE) as well as in France (Laboratoire des Technologies Éducatives – TechEduLab) and Africa (the University network Greening Africa Together – GATo).

TITRE DE LA COMMUNICATION :

« Développement durable et apprentissage tout au long de la vie à l'Université »

RESUME :

L'Université en Afrique fait face à de nombreux défis. À côté du problème de l'employabilité des diplômés, on dénombre plusieurs autres difficultés telles que la professionnalisation des filières, la restructuration des parcours de formation et la digitalisation des enseignements/apprentissages. Au Cameroun, le nouveau cap annoncé en 2018 vers le numérique universitaire prévoit dans sa stratégie d'implémentation la réalisation de l'objectif de développement durable (ODD 4) relatif à l'apprentissage tout au long de la vie. La question centrale qui constitue la problématique du présent travail est donc la suivante : Quelle(s) stratégie(s) doit-on mettre en œuvre pour promouvoir le développement durable et l'apprentissage tout au long de la vie dans les Universités au Cameroun ? Sur la base du projet « Greening Africa Together » (GATo) regroupant sur sa plateforme digitale plus de vingt-cinq Universités Africaines et Occidentales autour des thématiques du changement climatique - qui y sont abordées de façon interdisciplinaire, nous montrerons comment la formation des étudiants d'allemand langue étrangère des Écoles Normales Supérieures de Yaoundé et de Bertoua a été enrichie par des savoirs transdisciplinaires et des activités pratiques d'intégration de ces savoirs aux besoins des communautés. Aussi, nous discuterons les perspectives de validation de ce module de formation dans les curricula certificatifs des apprenants et analyserons les possibilités d'extension et d'échange du projet GAT avec d'autres réseaux présents en Côte d'Ivoire à l'instar du « African Climate and Environment Center – Future African Savannas » (AFAS).

Mots-clés : Université, apprentissage tout au long de la vie, développement durable, Greening Africa Together, Cameroun

KAMANO SEKOU (B6)

Université Julius Nyerere de Kankan/ Guinée

sekouesther@gmail.com

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

Sékou KAMANO est titulaire d'un doctorat en Sciences de l'information et de la communication de l'Université Toulouse III Paul Sabatier (France). Sa thèse, « Médiation de la production scientifique des établissements d'enseignement supérieur guinéens », est un travail d'étude porté sur la circulation de la recherche en République de Guinée. Il est actuellement en poste à l'Université Julius Nyerere de Kankan (Guinée) en tant qu'enseignant-chercheur et chef de Département. Depuis 2018, Dr Sékou KAMANO est membre associé du Laboratoire d'Etudes et de Recherches Appliquées en Sciences Sociales (Toulouse), Equipe Médiations en Information-Communication Spécialisées (MICS). Il est également membre du Réseau des chercheurs franco-brésiliens en Sciences de l'information et de la communication ayant pour objectif de développer et de croiser des recherches conduites dans les deux pays sur les Médiations et Usages Sociaux des Savoirs et de l'Information MUSSI. Ses recherches portent principalement sur la médiation des sciences et sur les relations science-société. Il s'intéresse particulièrement à l'analyse des objets, des dispositifs info-communicationnels et les acteurs qui les mettent en œuvre. Depuis janvier 2020, il est chercheur postdoctoral à Pilot African Postgraduate Academy (PAPA).

TITRE DE LA COMMUNICATION:

« Recherche et développement durable : quelle contribution des enseignants-chercheurs guinéens ? »

RESUME:

Les objectifs de développement annoncés dans la Déclaration du Millénaire et habilement structurés par Christian Lévêque (2018), soulignent la nécessité pour la science d'intervenir dans la réduction de la pauvreté, l'amélioration de la santé maternelle, la lutte contre la mortalité infantile et les pandémies du siècle tel que le VIH/Sida et le paludisme. En Guinée, cette perspective de recherche est particulièrement dynamique. Les recherches menées dans les institutions d'enseignement supérieur guinéen se préoccupent de plus en plus de la « connaissance scientifique » des problèmes qui se posent aux gouvernants. Malgré l'insuffisance des ressources matérielles et financières, les enseignants-chercheurs ont en commun d'œuvrer pour le développement socio-économique du pays. On peut alors se demander comment les savoirs produits dans les universités intègrent les préoccupations de développement durable ? quel apport de la recherche universitaire face aux défis du développement durable ? L'objectif général visé par cette communication est de mettre en visibilité la manière dont les recherches développées dans les institutions d'enseignements supérieurs guinéens s'inscrivent à l'intersection entre la science et le développement

(durable). Pour atteindre cet objectif, nous observerons un corpus de neuf revues scientifiques publiées par quatre institutions d'enseignement et de recherche. Une grille d'analyse des articles permettra de préciser les domaines scientifiques abordés par les enseignants-chercheurs ainsi que les sujets spécifiques traités. Les problématiques abordées visent une meilleure amélioration des conditions de vie des populations (santé, environnement, agriculture durable, économie etc.) et sont largement prises en charge dans les contextes de production des savoirs. L'intégration d'un système national de recherche permet une ouverture entre la recherche institutionnelle (Centre de recherche, Instituts).

Mots-clés : Recherches scientifiques, Développement durable, Enseignement supérieur, Guinée

IBINGA MARCELLE (B15)

Ecole Normale Supérieure/CRAAL/ Libreville/ Gabon

ibingamarcelle2018@gmail.com

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

IBINGA Marcelle est enseignant permanent à l'Ecole Normale Supérieure de Libreville. Elle est titulaire d'un doctorat nouveau régime en études ibériques et latino-américaines option théâtre, obtenu à l'Université de Perpignan en France dont le titre est : "Le théâtre comme expérience éducative au Mexique à travers Teatro para la educacion especial en el INBA de Socorro Merlin y Leticia Angeles". Depuis 2015, elle est Maître de Conférences en littérature hispano-américaine option théâtre. Sa recherche de thèse met en exergue le théâtre comme méthode d'apprentissage chez les enfants déficients. Cette approche lui sert pour l'enseignement de l'espagnol comme langue étrangère dans le cadre de la formation des enseignants des lycées et collèges. Par ailleurs, IBINGA Marcelle est auteure de plus de vingt articles et deux ouvrages collectifs dont l'un s'intitule : "Production scientifique au Gabon : tentative de réponse aux questionnements sociaux".

Aussi, IBINGA Marcelle est membre de plusieurs réseaux scientifiques :

- CRAAL (Centre de recherche appliquée aux arts et aux langues) ENS-Libreville,
- ASELE (Association pour l'enseignement de l'espagnol langue étrangère) Espagne ;
- SEDLL (Société espagnole de didactique de la langue et de la littérature) Espagne/Portugal.

Actuellement, je suis Directeur Général de l'Institut Universitaire des Sciences de l'Organisation Sophie Ntoutoume Emane (IUSO-SNE)

TITRE DE LA COMMUNICATION

« Gouvernance universitaire au Gabon, une utopie pour les instituts : IUSO-SNE, IST, ITO »

RESUME :

Dans un contexte international où le savoir est considéré comme un des principaux facteurs de compétitivité, plusieurs pays africains ont entrepris de vastes réformes dans l'optique de transformer leur système d'enseignement supérieur. Parmi ces réformes, la gouvernance universitaire occupe une place privilégiée. Dans cette dynamique mondiale, le Gabon n'est pas en reste ? La gouvernance définie comme : « un processus de coordination d'acteurs, de groupes sociaux et d'institutions, en vue d'atteindre des objectifs définis et discutés collectivement » (Laurie Boussaguet et al, 2004, p. 243), s'applique au domaine de l'enseignement et de la recherche. De ce point de vue, « la gouvernance renvoie alors à l'ensemble d'institutions, de réseaux, de directives, de réglementations, de normes d'usages politiques sociaux ainsi que d'acteurs publics et privés qui contribuent à la stabilité d'une société et d'un régime politique, à son orientation, à la capacité de diriger, à celle de fournir des services et à assurer sa légitimité » (*Idem*). À partir de là, nous pouvons aisément déduire qu'aussi bien les pouvoirs publics que les managers des universités et autres instituts ont des droits et des obligations. L'expression "Gouvernance universitaire" semble apparaître dans le

jargon de l'enseignement supérieur par suivisme et non pas parce que les enjeux sont bien compris. Telle est l'impression qui se dégage. Ce constat détermine notre question principale de recherche : existe-t-il des modes de gouvernance universitaire permettant un véritable développement des instituts universitaires au Gabon ? Trois hypothèses sont formulées : premièrement, la gouvernance universitaire telle qu'elle est menée à l'IUSO, l'IST et l'ITO est une utopie ; deuxièmement, cette posture suggère l'idée d'un pilotage à vue. Quant à la troisième, les études menées montrent que l'Etat met l'accent, beaucoup plus, sur la performance de ces établissements, au lieu de vérifier d'abord si le processus menant à ce résultat est fiable. Exiger aux chefs d'établissement d'appliquer un processus qui n'est ni normé ni réglementé n'est plus suffisant, car contredit finalement l'assertion selon laquelle : « les universités appartenant à l'État jouissent de la personnalité juridique et des autonomies administrative et financière » (Théophile Maganga, 2005, p. 133), puisque la réalité est toute autre chose. En effet, les premiers résultats de cette étude montrent que ce qui est attendu dans le processus de gouvernance universitaire c'est la performance à tout prix. À travers cette recherche, nous tenterons de dresser un panorama de la gouvernance universitaire de par le monde afin de le comparer à celui qui se pratique dans les instituts supérieurs au Gabon.

Mots-clés : Gouvernance universitaire, bonne gouvernance, performance, utopie, panorama de gouvernance.

MOHAMMED MONTASSER (B16)

Chercheur, Doctorant, Université Mohamed V

Montassermohammed@outlook.com

SAFIANI SIHAM

i.siham@hotmail.com

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR :

Je suis Montasser Mohammed, étudiant palestinien au Maroc, je suis doctorant en gouvernance de l'Afrique et du

J'ai obtenu un Master (2019) en Gouvernance, Gestion des Ressources Humaines et Ingénierie de formation de la Mohamed V, Rabat, Maroc. Et un licence en langue française de l'université Al-Aqsa, Gaza, Palestine.

Actuellement, mon sujet de thèse est la gouvernance universitaire ; étude comparative entre la Palestine et le Maroc marocaine d'audit et de développement intitulé « GOUVERNANCE UNIVERSITAIRE A L'ERE DE COVID-19 »

J'ai plus de 7 ans d'expérience dans le monde professionnel. J'ai travaillé en tant qu'enseignant supérieur de français.

TITRE DE LA COMMUNICATION

« Gouvernance de la recherche :

L'exemple de l'université de Birmingham et de l'université au Maroc »

RESUME:

L'étude visait à examiner les modèles de gouvernance de la recherche scientifique. L'étude a été divisée en deux domaines de la gouvernance universitaire et gouvernance de la recherche scientifique. Une partie appliquée dans la recherche scientifique de Birmingham University, puis Passant à l'état de la gouvernance de la recherche au Maroc ou aide à aboutir à un cadre de gouvernance de la recherche au niveau universitaire via un benchmark.

Quelle différence dans le système de gouvernance de recherche entre l'université marocaine et l'université Birmingham ?
comparaison quelle valeur ajoutée pour l'université marocaine ?

Cadre théorique

1. Gouvernance dans les universités

Les modèles de gouvernance du XXe siècle utilisés dans les universités publiques font l'objet d'un doute croissant car les universités publiques sont efficacement gouvernées.

Récemment, « l'efficacité des dispositifs de gestion et de gouvernance » dans les universités a été reconnue selon la liberté académique et l'ouverture (Trakman, 2008) :

- L'autonomie institutionnelle doit être respectée ;

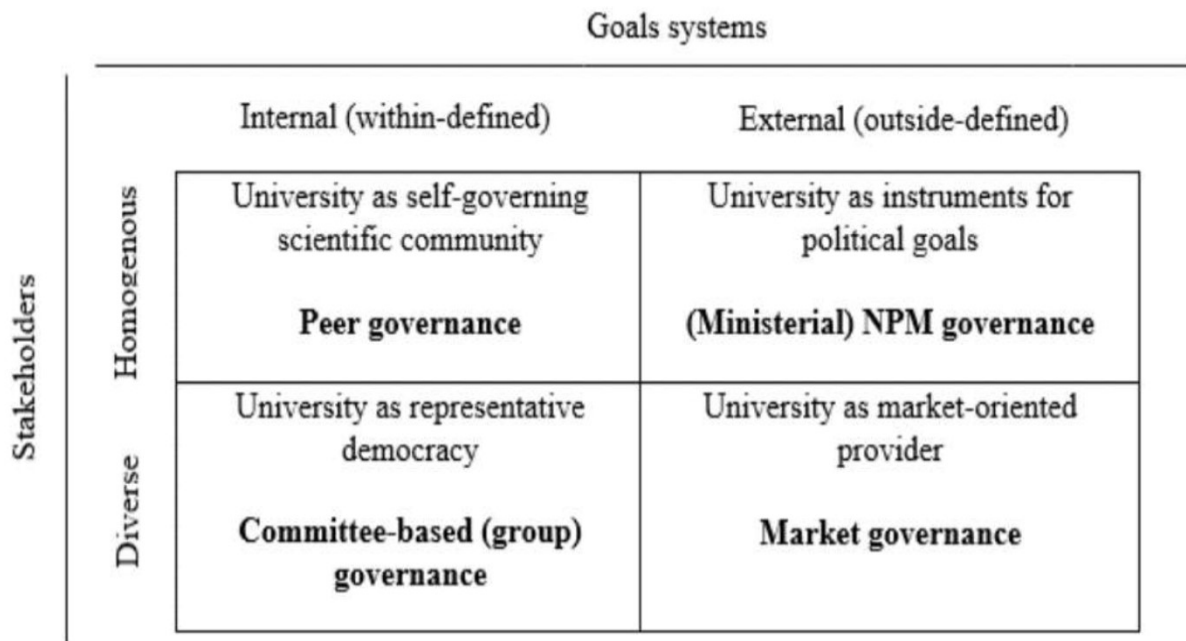


Figure 1 Contemporary template of governance logics (Frost, Hattke, & Reihlen, 2015)

La figure 1 montre les logiques de gouvernance qui en découlent, qui est appelée gouvernance par les pairs, gouvernance basée sur des comités (de groupe), gouvernance (ministérielle) du NPM et gouvernance du marché. Un axe définit la portée de l'implication participative des parties prenantes et l'autre l'origine majeure du système d'objectifs adopté par l'université.

On peut distinguer quatre modèles essentiels de prise de décision aux universités selon (Harakat, 2011, pp. 79-80)

- Le modèle collégial
- Modèle bureaucratique
- Le modèle politique
- Le modèle des anarchies

Et nous avons cinq modèles de gouvernance universitaire selon (Trakman, 2008)

- Gouvernance collégiale
- Corporate gouvernance
- Modèles de gouvernance Stakeholder
- Gouvernance fiduciaire
- Modèles de gouvernance amalgames

Gouvernance de recherche

La gouvernance de la recherche est un processus visant à garantir la qualité de la recherche et à protéger les droits impliqués. Cela peut inclure les utilisateurs de services, les familles, professionnels et chercheurs (Easton & L...

1. Méthodologie de recherche

MOTS CLES : gouvernance de recherche , gouvernance universitaire, université, recherche scientifique, management

YAPO LUCAS DELMAS

Enseignant-chercheur, université Félix Houphouët-Boigny/ UFR SHS/ISAD/ Abidjan

yaludel76@gmail.com

YAPO GILLES GILDAS

Doctorant, université Félix Houphouët-Boigny/ UFR SHS/ISAD/ Abidjan

ADOU ADOU CLAVER,

Etudiant, université Félix Houphouët-Boigny/ UFR Criminologie / Abidjan

BIBLIOGRAPHIE DE L'AUTEUR :

Yapo Lucas Delmas, est sociologue de l'éducation, Maître-assistant et Enseignant-chercheur à l'université Félix Houphouët-Boigny de Cocody, en Côte d'Ivoire. Il appartient précisément à l'Institut des Sciences Anthropologiques de Développement de l'UFR Sciences de l'Homme et de la Société. Ses travaux de recherche portent sur les déviances (violences, drogues délinquances en milieux scolaire et universitaire) dans les institutions de formation et d'éducation.

TITRE DE LA COMMUNICATION :

*« La gouvernance universitaire à l'épreuve des violences estudiantines en Côte d'Ivoire :
Analyses et perspectives »*

RESUME :

La gouvernance renvoie à un système d'entités décisionnelles qui dirige un certain domaine d'activités. Et à ce propos, cette étude se propose d'analyser la gouvernance des universités publiques ivoiriennes au regard des violences estudiantines qui y ont pris forme. Il s'agit donc de démontrer la responsabilité de la gouvernance de ces institutions prestigieuses dans l'émergence de ces violences estudiantines. Pour ce faire, nous avons procédé à la documentation et à l'analyse des résultats d'entretiens réalisés auprès des enseignants et des personnels administratif et technique ;

respectivement dans les universités Félix Houphouët-Boigny, Alassane Ouattara et Nangui Abrogoua.

Ce qui a permis d'établir que les violences des étudiants dans ces institutions est aussi associée à leur mode de gouvernance.

Mots clés : violence, université, gouvernance, étudiants

MARDI 28 JUIN 2022

14H-15H45 : ATELIER SESSION 1

**AXE 3 : GOUVERNANCE DE LA SECURITE ALIMENTAIRE,
NUTRITIONNELLE ET ENVIRONNEMENTALE**

SALLE 3

SOUS AXE :

Conservation et gestion des ressources naturelles

Accès économique et physique des aliments

Disponibilité alimentaire déterminée par le niveau de
production alimentaire, les niveaux de provision

Président de séance : Prof ATTA DIALLO Hortense

C1 : KRA KOUAME CHERUBIN

C2 : AJAHOUNG SONKENG SEBATIEN

C3 : BAHOU LAURENT

C11 : KEITA FODE BANGALY

C28 : TRAORE RAMATOU

C30 : BOUDA TIRAOGO PRINCE FLORIAN

C32 : NDEY NGANDZO HIPPOLYTE PEPIN

C49 : COULIBALY PELARDJOU

KRA KOUAMÉ CHERUBIN (C1)

Enseignant-Chercheur, Université Jean Lorougnon Guédé De Daloa

kouamecherubinkra@gmail.com

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

KRA Kouamé Cherubin, date et lieu de naissance : 23 octobre 1982, nationalité: ivoirienne, célibataire sans enfant contacts téléphoniques :(225) 59160580/06882333, email :krakouamecherubin@yahoo.fr, kouamecherubinkra@gmail.com, Je suis enseignant-chercheur au département de Sociologie Anthropologie a l'université Jean Lourougnon Guédé de Daloa. Ma spécialité : sociologie-anthropologie économique

TITRE DE LA COMMUNICATION :

« Stratégie de résilience des commerçantes de produits vivriers face au risque d'insécurité alimentaire et de protection sociale presque inexistant »

RESUME :

La faim et l'insécurité alimentaire sont les principaux obstacles à la réduction de la pauvreté en Afrique de façon générale et en Côte d'Ivoire de façon particulière. En effet, les ménages ivoiriens sont vulnérables A un ensemble de risque : changement climatique, économique et social. Les conséquences liées aux chocs environnementaux ont un impact direct sur les moyens de subsistance de la population rurale, celle-là même qui travaille dans cette agriculture de subsistance. Les risques environnementaux ont également un impact indirect sur la sécurité alimentaire de la population dans les zones urbaines à travers la baisse de l'offre alimentaire. Dans les zones périphériques d'Abidjan, nous rencontrons différents types de pauvreté. On a la pauvreté chronique et la pauvreté transitoire, la particularité de ces ménages au niveau des deux types de pauvreté, est que ces ménages sont de grande taille comptant plusieurs enfants. La crise des prix du carburant, ainsi que la récente crise sanitaire. En effet, la Côte d'Ivoire dépend en partie des importations (céréales) pour satisfaire certains de ses besoins alimentaires et l'actuelle crise politique européenne provoque une hausse des prix de la céréale importée a inmanquablement affecte le bien-être des ménages pauvres et en absence de filets sociaux permettant d'amortir ces chocs. Face à tous ces risques, les commerçantes de produits vivriers, grâce leur dévouement, leur ténacité et leur persévérance, ont toujours maintenu les prix des produits vivriers accessibles aux différentes couches sociales, même les plus vulnérables. La question est de savoir : - Comment peut-on justifier le maintien des prix des produits vivriers sur nos marchés malgré les différents chocs présents ? Notre objectif est de montrer les stratégies que les commerçantes de produits vivriers mobilisent pour maintenir l'accessibilité des prix des produits sur les marches face aux risques d'insécurité alimentaire, d'absence de politique de protection sociale et de subvention. La démarche méthodologique mobilisée pour cette étude qualitative, a comporte un guide d'entretien adresse 100 enquêtes. Parmi ces 100 enquêtes, nous avons : 50 commerçantes de produits vivriers dans la commune d'Abobo et de Yopougon, 30 ménages dans la commune d'Abobo précisément derrière rail et 20 ménages

dans la commune de Yopougon. L'approche compréhensive de max weber, la théorie de la résilience et la théorie du don, contre-don de Marcel Mauss seront mobilisé pour l'éclairage théorique. Notre analyse va se faire en trois points, à savoir : d'abord parler de la situation qui prévaut au niveau de la sécurité alimentaire et de la politique de protection sociale, ensuite présenter l'action des commerçantes de produits pour maintenir le prix sur les marchés malgré les chocs et pour finir présenter les impacts de ces stratégies mises en place par les commerçantes

Mots-clés : Economie, stratégie, commerçante, risque, don

AJAHOUNG SONKENG SÉBASTIEN (C2)

Doctorant En Science Politique/ Université de Dschang/Cameroun

sebastiensonkeng674@gmail.com

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

AJAHOUNG Sonkeng Sébastien est né le 27 janvier 1992 à Fondonera, arrondissement de Santchou, département de la Menoua, région de l'Ouest-Cameroun. Il est célibataire sans enfants en charge. Il est Étudiant, sans emploi cursus scolaire 1995-2002 : cursus primaire couronné par le Certificat d'Étude Primaire (CEP) 2002-2014 : cursus secondaire sanctionné par le Brevet d'Étude du Premier Cycle (BEPC) en 2007, le PROBATOIRE en 2010, le BACCALAURÉAT en 2014. 2014-2020 : cursus universitaire sanctionné par la Licence en Psychologie Sociale en 2017, la maîtrise en Science Politique option Relations Internationales en 2019, le Master en Science Politique option Relations Internationales en 2020.

AJAHOUNG Sonkeng Sébastien est aujourd'hui doctorant, deuxième année en Science Politique option Relations Internationales à l'Université de Dschang (Cameroun), membre du Centre de Recherche d'Expertise en Gouvernance, Relations Internationales et Stratégiques en Afrique (CREGRISA), membre de l'Unité de Recherche en Analyse politique Stratégique et Sociale (URAPOSSOC), chercheur associé à l'Institut des Politiques et Initiatives Social (IPIS), Tél : (+237) 670 886 661 / (+237) 693 939 988, Email : sebastiensonkeng674@gmail.com.

TITRE DE LA COMMUNICATION:

« La participation de la banque mondiale dans la gouvernance minière au Cameroun dep »

RESUME :

Le secteur minier est considéré par la Banque mondiale (BM) comme pilier de développement. C'est à ce titre qu'à partir de 1980, elle a porté une attention particulière aux ressources minières dans sa stratégie pour retirer les pays africains de la pauvreté. En effet, c'est dans le cadre des Programmes d'ajustement structurel (PAS), qu'elle initie des stratégies visant la libéralisation du secteur minier africain, destiné à booster le développement. Une série de réformes, orientée vers la limitation de l'emprise de l'État sur le secteur minier et la mobilisation de capitaux privés internationaux, va être enclenchée. Les États sont donc incités à valoriser leurs ressources minières à partir de politiques préconisant des avantages fiscaux incitatifs aux firmes étrangères. C'est dans ce sillage que le Cameroun, en collaboration avec le Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD) et le Bureau de Recherche Géologiques et Minières (BRGM), va mener des études pour retracer son potentiel minier. À l'aune des connaissances géologiques actuelles du Cameroun, seulement 40% du territoire est exploré avec au moins 52 types de ressources minérales découverts. En dépit de cet énorme potentiel minier, ce pays traverse une période de paupérisation qui n'est pas sans lien avec la gouvernance de son secteur minier. Partant, cette communication vise à analyser l'apport de la

Banque Mondiale sur la gouvernance minière au Cameroun depuis 1980. S'appuyant sur une démarche sociologique combinant l'interaction stratégique au constructivisme, notre analyse souhaite mettre en exergue d'une part, les actions et interactions mobilisées par la Banque Mondiale pour y participer au Cameroun. Et d'autre part, les enjeux poursuivis par celle-ci. Car elle est très active dans la construction de la gouvernance minière au Cameroun à travers des actions multiformes.

Lesquelles dénationalisent cette gouvernance minière, rendant impossible et inconséquent son enfermement dans le seul cadre de l'État-nation. Cependant, ces actions sont motivées par plusieurs enjeux dont certains sont manifestes et d'autres latents.

Mots-clés : Banque Mondiale, Cameroun, Enjeux, Jeux, Gouvernance minière

BAHOU LAURENT (C3)

Chargé de Recherche/ Centre de Recherches Océanologiques - Abidjan

(COTE D'IVOIRE)

lbahoucrothon@yahoo.fr

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

Dr. Laurent BAHOU, est Titulaire d'un Doctorat Thèse Unique en Ecologie Tropicale, mais il est aussi Hydrobiologiste, Diplômé de l'Université Félix Houphouët-Boigny de Cocody (Abidjan, Côte d'Ivoire). Présentement en service au Département Ressources Aquatiques Vivantes (DRAV) au Centre de Recherches Océanologiques - Abidjan, où il exerce comme Chercheur. Ses activités de recherche portent essentiellement sur des thématiques ayant rapport avec la Pêche et la Gestion des Pêcheries artisanales maritimes en général, mais particulièrement sur des aspects qui portent sur la Biologie et la Bio-écologie des espèces marines telles les thons tropicaux et espèces associées ainsi que sur les espèces pélagiques d'intérêt économique.

TITRE DE LA COMMUNICATION :

« Situation actuelle de l'exploitation des «magni» ou sardine »

RESUME :

Les sardinelles font partie du groupe de poissons appelés « petits pélagiques » qui représentent la principale ressource en poissons du littoral ivoirien. Ces dernières décennies où la consommation de poissons n'a cessé de croître, et où le poisson est devenu la principale source de protéines animales du consommateur ivoirien, les stocks de sardinelles sont fortement mis à contribution dans l'approvisionnement des populations locales en poissons. Malheureusement, l'exploitation excessive des sardinelles n'est pas sans conséquence sur l'équilibre de l'écosystème et sur la viabilité des pêcheries. Certains observateurs tiennent l'augmentation de l'effort de pêche des flottes ciblant les sardinelles pour la cause de la surexploitation des stocks à l'échelle sous régionale depuis 2006 ; alors que d'autres observateurs prédisent qu'en Côte d'Ivoire, les stocks de sardinelles sont sur le point de s'effondrer. L'objectif général de cette présentation est d'attirer l'attention des gestionnaires des pêcheries au plan local (notamment le MIRAHA) et même au plan international (FAO, COMHAFAT) sur la nécessité de mettre en place une stratégie de gestion durable des sardinelles. En plus d'indiquer le rôle des sardinelles au sein des écosystèmes et le circuit de distribution des sardinelles à partir de Sassandra, nous avons montré les retombées économiques et sociales de l'exploitation des stocks de sardinelles sur la base de quelques résultats acquis suite à des interviews et enquêtes de terrain réalisées à Sassandra. Sous réserve

d'approbation de l'idée, les résultats partiels déjà acquis pourraient être renforcés par des données supplémentaires ayant valeur d'indicateurs ou références biologiques (taille de première capture, taille de maturité sexuelle, biologie de la reproduction, bio-écologie des sardinelles, etc.) qu'il faudra collecter dans le cadre d'un projet formel. Ceci permettra

d'élaborer un plan de gestion des sardinelles et les résultats acquis pourraient être appliqués en élargissant à la gestion d'autres ressources halieutiques en Côte d'Ivoire.

Mots-clés : Sardinelles, Surexploitation des stocks, Gestion durable, Viabilité des pêcheries, Sassandra

KEITA FODE BANGALY (C11)

Enseignant-chercheur en Histoire à l'Université de Kindia, Guinée. E-mail:
keitafodebangaly9@gmail.com

Yousseuf CONDE,

Enseignant-chercheur en Environnement à l'Université de Kindia, Guinée. E-mail :
condeyousseuf@yahoo.fr

TITRE DE LA COMMUNICATION

*« Les refugies libériens face aux défis de la sécurité alimentaire et environnementale en
Guinée de 1989 à 2000 » (En ligne)*

RESUME:

En 1989, suite à l'éclatement de la guerre civile au Libéria, des centaines de milliers de personnes se sont réfugiées au sud de la Guinée dans un laps de temps. En 1990, la proportion de réfugiés en Guinée forestière avait été estimée à 82 000 personnes. De 1992 à 1996, 800 000 réfugiés se sont installés en Guinée forestière. Face à une grande pression sur les ressources locales, des tensions ont éclaté entre les populations locales et les réfugiées. Le Haut Commissariat des Réfugiés et le gouvernement guinéen ont dû faire face à une double préoccupation, de venir en aide aux réfugiés et de résoudre la crise sociale par le biais des solutions durables.

Mots clés: Histoire, Humanitaire, Réfugiés, Libéria, Guinée

TRAORE RAMATOU (C28)

Maitre-assistante, Université Péléforo GON COULIBALY, Korhogo

AINYAKOU Taiba Germaine,

Maitre-Assistant,

TRAORE Kassoum,

Maitre de Conférences

TITRE DE LA COMMUNICATION

« Logiques sociales des stratégies de préservation, de conservation, de gestion du karité chez les senoufo et les malinké au nord de la côte d'ivoire »

RESUME

L'étude s'est déroulée dans la région de Bagoué et de Tchologo. Elle a mobilisé des femmes malinkés (3) et senoufos (3), des jeunes malinkés (3) et senoufos (3), des producteurs malinkés (5) et senoufo (5), les chefs de terre malinkés (1) et senoufos (1), les chefs de village malinkés (1) et senoufos (1), les notables malinkés (2) et senoufos (2) et des responsables de l'interprofession du Karité (2) à travers des entretiens, des recherches documentaires et l'observation. Cette étude purement qualitative a mis en exergue les multiples usages du karité et surtout les stratégies de préservation, de conservation et sa propension à résister au changement climatique grâce au greffage adopté par les structures d'encadrement. Nous avons voulu répondre à la question suivante : Quelles sont les logiques sociales qui sous-tendent la reconversion des paysans au karité dans le nord ivoirien malgré la longue périodicité avant sa production ? L'objectif étant de décrire les logiques sociales des stratégies de préservation, de conservation et de gestion du karité en Côte d'Ivoire dans un contexte de changement climatique.

Il ressort de l'étude que le karité a pendant longtemps été considéré comme un produit à usage typiquement traditionnel. Il entre effectivement dans la gestion des ménages comme pour des usages cosmétiques, médicaux et culinaires. Sa consommation aujourd'hui à grandes échelles et son exportation par les grandes firmes permet de croire en la naissance d'une économie véritable. En effet, les paysans conscients de la non maîtrise des prix de vente du coton et d'anacardes qui, malheureusement, ne répond pas à leur attente, sont en train de revenir sur le karité, moins coûteux, plus avantageux d'un point de vue économique.

Mots-clés : Gouvernance agricole, préservation et conservation du karité, greffage, gestion du karité, changement climatique.

BOUDA TIRAOGO PRINCE FLORIAN (C30)

Doctorant/ Université Norbert Zongo / Burkina Faso

OUEDRAOGO ARNAUD

arnaudobt@gmail.com

SOME YELEZOUOMIN STEPHANE CORENTIN

corentin.some@gmail.com

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

Je m'appelle BOUDA Tirago Prince Florian, étudiant en deuxième année de doctorat à l'Université Norbert ZONGO. J'ai fait mes premiers pas dans la recherche il y a trois ans environs avec l'obtention de mon Master de recherche qui portait sur la perception paysanne sur la variabilité climatique en conformité avec les données scientifiques nationales. Actuellement je suis passionné par les outils en géographie et j'entreprends une thèse dans ce domaine en relation avec l'environnement et l'aménagement du territoire.

TITRE DE LA COMMUNICATION :

« La Gestion des semences : entre figure moderne et traditionnelle, le jeu d'acteur entre »

RESUME :

Dans la commune de Sougou, les populations ont une bonne perception de leur environnement naturel, lequel environnement est perturbé par les aléas climatiques. De ce fait, elles adoptent des stratégies atténuantes. L'une des solutions pour sortir de cette crise climatique est l'utilisation des semences améliorées en impliquant des personnes-ressources locales dans la gestion de ces semences. L'analyse montre que cette gestion connaît plusieurs failles qui poussent les populations à se tourner vers d'autres sources atténuantes contre la variabilité climatique. Elles s'adaptent en pratiquant soit des stratégies à priori ou à fortiori pour préserver leurs cultures des adversités du climat. Dans cette étude, nous nous attèlerons à faire ressortir le jeu d'acteur développé par les personnes-ressources, les populations locales, ainsi que leurs visions sur la gestion des semences avec le nouveau système électronique de la distribution des semences.

Mots-clés : semences améliorées, variabilité climatique, Jeu d'acteur, Sourgou, Burkina Faso

NDEY NGANDZO HIPPOLYTE PEPIN (C32)

Université Marien Ngouabi De Brazzaville, République du Congo

phndeyngz@gmail.com

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

Pépin Hippolyte NDEY NGANDZO est docteur en géographie économique de l'université Marien Ngouabi (Brazzaville, R.Congo), titulaire d'un Diplôme d'Etudes Supérieures Spécialisées en Marketing et Stratégies Commerciales (de l'IGDE et l'Université Catholique du CEPROMAD-RDC), d'un certificat professionnel en gestion de projets de développement (de la Banque Inter-Américaine pour le Développement) et d'un certificat professionnel en Environnement et Développement Durable (de l'Institut Française pour le Développement Durable et l'Université Senghor du Sénégal) . Enseignant chercheur à l'Université Marien NGOUABI, chercheur associé au laboratoire de Géographie-Environnement et Aménagement.

TITRE DE LA COMMUNICATION :

« Urbanisation et mutations agricoles dans les villes satellites de Brazzaville : le cas de Kinkala et Ignie »

RESUME :

Brazzaville, la capitale politique de la République du Congo, est une ville qui a connu une urbanisation rapide et incontrôlée dans les années 2007 à 2015 (1383864 habitants en 2007 et 1957714 habitants, projection 2015).

Aujourd'hui encore, elle ne cesse de s'étendre, colonisant ainsi les collines dans les directions Nord, Sud et Ouest (2388090 en 2020 et 2469630 en 2021). Cette urbanisation pose de nombreux problèmes parmi lesquels les besoins alimentaires dont les solutions sont proposées par les villes satellites comme Kinkala et Ignié et leurs zones d'influences. L'exploitation des documents écrits, des entretiens et des enquêtes par questionnaires montrent que pour répondre à cette demande croissante, les acteurs ont mis en œuvre des stratégies basées sur la restructuration des espaces agricoles, l'optimisation des rendements et l'amélioration de la qualité des produits.

Mots-clés : Brazzaville, Kinkala, Ignie, Urbanisation, Mutations agricoles

COULIBALY PELARDJOU (C49)

Master International en Innovation et Développement en milieu Rural, Université Ki-Zerbo, Burkina Faso.

pelardjouc@gmail.com

AINYAKOU Taiba Germaine,

Maître-Assistante, Université Peleforo GON COULIBALY, Côte d'Ivoire.

Dr.ainyakou@gmail.com

VANGA Adja Ferdinand,

Professeur titulaire, Université Peleforo GON COULIBALY, Côte d'Ivoire.

af_vanga@yahoo.fr

TITRE DE LA COMMUNICATION

« Tradition et stratégies de contournement des Interdits liés à culture de l'oignon dans le Département de Ferkessédougou (Côte d'Ivoire) ». (En ligne)

RESUME

La Côte d'Ivoire est un pays où l'agriculture occupe une place de choix dans son économie avec une part importante de la population active. Cependant, certaines spéculations essentielles pour la sécurité alimentaire, sont confrontées à des contraintes socio-culturelles, limitant ainsi leur production et leur consommation dans des zones dites inappropriées selon la culture locale. L'oignon qui est une ressource fortement consommée en Côte d'Ivoire et dans la Sous-région Ouest Africaine, est concernée par ces restrictions culturelles. Cette étude vise à analyser les logiques qui sous-tendent ces contraintes et les stratégies mises en place pour cultiver l'oignon en zone rurale de Ferkessédougou.

La collecte des données a concerné aussi bien les données secondaires (revue documentaire) que les données primaires (enquêtes quantitative et qualitative). L'enquête a concerné 105 personnes dont 15 pour les données qualitatives et 90 pour les données quantitatives réparties comme suit : les chefs traditionnels et coutumiers, les Agents de l'ANADER et les agriculteurs dont producteurs ou non de l'oignon dans la zone rurale.

Les résultats de ce travail montrent que la population senoufo est fortement impliquée dans les activités culturelles, quelle que soit l'appartenance religieuse. L'essentiel de la population enquêtée (chrétienne et musulmane) pratique l'initiation. Seulement 14% des chrétiens ont déclaré ne pas pratiquer le fétichisme. En revanche, 100% de la population rurale enquêtée estime que la culture d'oignon est hantée par « des génies ». Ainsi, pour conjurer le mauvais sort et atténuer « la colère des divinités », des rituels sont pratiqués dans zones concernées, avant de pratiquer la culture d'oignon.

Mots clés : Tradition, Culture de l'oignon, Sénoufo, Ferkessédougou, Côte d'Ivoire

MARDI 28 JUIN 2022

14H-15H45 : ATELIER SESSION 1

AXE 3 : GOUVERNANCE DES SYSTEMES DE SANTE

SALLE 4

SOUS AXE :

Gouvernance de l'environnement sanitaire (infrastructures, plateau technique, restauration...)

Gouvernance des établissements publics de sante

Gouvernance des offres de soin

Président de séance : Prof NIANDIOLO-KONE Rose

D1 : ABOA EHUI BLA PELAGIE

D3 : KOUA OBA JOVIAL

D4 : SORO KONTCHA MARTHE

D5 : COULIBALY MATHIEU HERMANN

D6 : DAYORO ZOGUEHI ARNAUD KEVIN

D7 : NIAVA BOGUI LANDRY FERNAND

ABOA EHUI BLA PELAGIE (D1)

Centre Suisse de Recherche Scientifique en Côte d'Ivoire

pelagieaboa2012@gmail.com

ASSOUHO KONAN FABRICE

Institut Pierre Richet de Bouaké

assokofabrice@gmail.com

ZOH DOUNIN DANIELLE

Institut Pierre Richet de Bouaké

zohdounin@yahoo.fr

ZAHOU LI BI ZAHOU LI JULIEN

Centre Suisse de Recherche Scientifique en Côte d'Ivoire

julien.zahouli@csrs.ci

YAPI YAPI GREGOIR

Centre d'Entomologie Médical et Vétérinaire (CEMV)

yapigrec@yahoo.fr

FOURNET FLORENCE

Institut de Recherche et de Développement

florence.fournet@ird.fr

ADJA AKRE MAURICE

Université Felix Houphouët Boigny/ Institut Pierre Richet de Bouaké

adjamaurice@yahoo.fr

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

Je suis AboaEhui Bla Pélagie, 26 ans célibataires sans enfant. Inscrite en première année de thèse unique en Entomologie Médicale et Vétérinaire à l'Université Alassane Ouattara de Bouaké/ Centre d'Entomologie et Vétérinaire/ Centre Suisse Recherche Scientifique en Côte d'Ivoire.

TITRE DE LA COMMUNICATION

« Bionomie et importance des vecteurs de paludisme dans deux sites sentinelles du nord de la Côte d'Ivoire, Bouna et Odienné »

RESUME :

Introduction : En Côte d'Ivoire, le paludisme reste une cause majeure de mortalité, avec un paysage épidémiologique variable. Nous avons évalué la bionomie des moustiques vecteurs du paludisme et la transmission de *Plasmodium falciparum* au nord de la Côte d'Ivoire.

Méthodes : les moustiques du genre anophèles ont été échantillonnés dans les zones rurales et urbaines des districts sanitaires de Bouna et d'Odienné, au nord de la Côte d'Ivoire, de février à décembre 2019. Les femelles adultes ont été collectées à l'aide de méthodes de capture sur appât humain et de pulvérisation intradomiciliaire. La source des repas sanguins et l'infection

par *P. falciparum* ont été analysées à l'aide de la technique ELISA (Enzyme-Linked Immunosorbent Assay). Les sous-espèces d'*Anopheles gambiae*s.l. ont également été identifiées en utilisant la réaction en chaîne par polymérase (PCR).

Résultats : Au total, 15 espèces de moustiques appartenant à quatre genres ont été identifiées. Les trois principaux vecteurs du paludisme en Côte d'Ivoire, *An. gambiae*s.l., *An. funestus*s.l. et *An. nilis*s.l., étaient présents. L'analyse de l'origine des repas sanguins a montré que les femelles de *An. gambiae*s.l. capturées au repos se nourrissaient préférentiellement sur homme. *An. gambiae*s.l. et *An. funestus*s.l., ont été trouvés infestés par *P. falciparum* à Bouna, tandis que seul *An. gambiae*s.l. a été trouvé infecté à Odienné. Les taux annuels d'inoculation entomologique (TIE) étaient particulièrement plus élevés à Bouna qu'à Odienné, avec des valeurs de 439,8 et 72,4 piqûres infectées/homme/an, respectivement.

Conclusions : Cette étude a montré de fortes diversités dans les espèces de moustiques du genre *Anopheles*, leur capacité à transmettre *P. falciparum* à l'homme, donc une forte hétérogénéité dans la distribution de cette maladie dans le nord de la Côte d'Ivoire.

Mots-clés : Paludisme, *Anopheles gambiae*, *Anopheles funestus*, Côte d'Ivoire.

KOUA OBA JOVIAL (D3)

Conseiller à la population

obajov@gmail.com

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

Formation et de Recherche Démographique (IFORD) de Yaoundé au Cameroun et d'un Doctorat en Géographie humaine obtenu à l'Université Marien NGOUABI de Brazzaville. Jovial KOUA OBA est enseignant non permanent au département de la Géographie de l'Université Marien NGOUABI. L'auteur est agent du Ministère de la Santé. Il a occupé les fonctions de chefs de service des études à la Direction Générale de la Population, attaché à la population à la Présidence de la République. Actuellement, il occupe les fonctions du Conseiller à la population du Ministre de la Santé et de la Population. Auteur de nombreux articles et d'un ouvrage en cours de parution aux éditions l'harmattan sur : La Démographie congolaise : les défis actuels et futurs. Il est membres du comité des experts africains sur la population, chercheur à l'union pour l'étude et la recherche en population et développement (UERPOD).

TITRE DE LA COMMUNICATION:

« La problématique de la gouvernance de l'environnement sanitaire au Congo-Brazzaville »

RESUME:

Depuis son indépendance, la République du Congo a vécu des transitions différentes : politique organisationnelle, démographique mais également épidémiologique et sanitaire. Le pays a essayé à maintes reprises la reconstruction et la réforme de son système de santé par l'élaboration et la mise en œuvre des plans de développement sanitaire successifs, 2007-2012, 2012-2018 et 2018-2023. Ces derniers font l'objet de critiques avec des résultats d'évaluation souvent mitigés. Ces critiques portent, entre autres, sur leur inefficacité et leur non pertinence, l'absence ou le manque des ressources, la vétusté des plateaux techniques, la mauvaise qualité des services sanitaires qui a de la peine à freiner les évacuations sanitaires vers l'étranger, etc. Le présent article essaie d'analyser la gouvernance du système de santé en utilisant l'approche systémique, à travers laquelle nous avons confronté le système aux quatre principaux attributs de la bonne gouvernance, et d'évaluer la capacité du pays à relever les défis et à gagner le pari des Objectifs de Développement Durable relatif à la santé. Notre méthodologie basée sur l'observation, les entretiens, la revue de la littérature et l'exploration des données secondaires nous a permis de constater de nombreuses lacunes dont la persistance constitue une réelle entrave au développement du système de santé congolais vétusté des infrastructures datant de l'époque coloniale et ne répondant plus aux normes modernes, les plateaux techniques dégradés, une gestion selon une logique administrative sans référence à la performance, des soins chers et inadaptés.

Mots-clés : Gouvernance sanitaire, Environnement sanitaire, Système de santé, Congo-Brazzaville

SORO KONTCHA MARTHE (D4)

Etudiante, Institut de Géographie Tropicale (IGT) de l'Université Félix Houphouët-Boigny

kmarthe26@gmail.com

TUO PEGA

pegal2007@yahoo.fr

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

Je me nomme Mademoiselle SORO Kontcha Marthe, Sénoufo originaire de Korhogo dans le Nord Ivoirien. Après un Baccalauréat Série C au Lycée Moderne 2 de Bouaflé (Centre-Ouest de la Côte d'Ivoire), mes études universitaires m'ont permis d'obtenir une Licence et un Master Recherche en Géographie de la Santé à l'Institut de Géographie Tropicale (IGT) de l'Université Félix HOUPHOUET-BOIGNY à Abidjan en République de Côte d'Ivoire. Enquêtrice du Projet ATP(Abidjan - Projet - Transport), je suis également titulaire d'un Certificat de Superviseur et Enquêteur de Projets délivré par EGIS-Millennium Challenge Corporation. Membre du Groupe de Recherche Espace, Territoires, Sociétés et Santé (GRETSSA), mes recherches portent sur les questions d'attraction des centres de santé, l'accès et le recours aux soins de santé.

TITRE DE LA COMMUNICATION :

« Les aires d'attraction des centres de santé publics dans la ville de Korhogo (nord ivoirien) »

RESUME:

INTRODUCTION : L'accès et le recours des populations aux soins dans les centres de santé restent des préoccupations majeures dans les pays en développement. Malgré la diversité des soins de santé modernes en milieu urbain, il subsiste encore des altérités dans l'attraction des centres de santé. Le développement de la ville de Korhogo, quatrième et principale ville dans le nord ivoirien, suscite des inquiétudes quant à la fréquentation des centres de santé publics. Cette étude vise à montrer les déterminants d'attraction des centres de santé publics dans la ville de Korhogo.

METHODOLOGIE : L'étude repose sur la recherche documentaire et l'enquête de terrain. La première a permis de collecter des informations, des données statistiques démographiques, sanitaires et cartographiques pour argumenter et caractériser le niveau d'accès aux centres de santé. Concernant l'enquête de terrain, l'utilisation d'un GPS au cours de l'observation a permis la géolocalisation des centres de santé publics. Des entretiens auprès des responsables sanitaires et municipaux et une enquête par questionnaire auprès d'un échantillon de 384 chefs de ménages ont été effectués. Le test statistique de Khi-2 de Karl Pearson a été utilisé pour mettre en évidence les déterminants qui influencent l'attraction des centres de santé publics.

RESULTATS : Il ressort de l'étude que la ville de Korhogo est parfaitement couverte par les centres de santé publics selon les normes de couverture établies par l'Organisation Mondiale de Santé. Cependant, le taux de fréquentation des centres de santé publics reste faible (22%)

et varie d'un centre à un autre. Il est de 32% au Dispensaire Urbain, 27% au CSU Petit-Paris, 17% au CSR de Nagnenefou, etc. Du fait des préférences, les chefs de ménages enquêtés peuvent fréquenter un centre de santé de leur choix souvent au-delà de l'aire sanitaire de proximité. Ainsi, le test de Khi-2 a montré que les facteurs géographiques (la distance), sociodémographiques (l'âge, le sexe), économiques (le revenu) et culturels (le niveau d'instruction) influencent négativement l'accès et le recours des populations aux soins dans les centres de santé publics de Korhogo en cas de problème de santé.

CONCLUSION : Dans la ville de Korhogo, il existe des déterminants physiques, humains et organisationnels qui influencent l'attraction des centres de santé publics chez les populations.

Mots-clés : Korhogo, Attraction, Centres de santé publics, Aire sanitaire, Accès et recours

COULIBALY MATHIEU HERMANN (D5)

Enseignant-Chercheur, Université Péléforo Gon Coulibaly (Côte d'Ivoire)

mathieu.coulibaly@upgc.edu.ci

TITRE DE LA COMMUNICATION

« La déconstruction de la légitimité de la biomédecine par les thérapeutes traditionnels dans la prise en charge de la maladie hémorroïdaire à Abidjan »

RESUME

Contexte de l'étude : En Côte d'Ivoire, quatre unités spécialisées prennent en charge la maladie hémorroïdaire. Elles sont logées au sein des CHU de Treichville, Cocody, Yopougon et Bouaké. Celles-ci proposent, outre le traitement médicamenteux et le traitement instrumental pratiqués dans les autres établissements sanitaires publics du pays, le traitement chirurgical. L'existence de ces structures de soins spécialisées ne peut occulter le fait que les ivoiriens, comme partout en Afrique subsaharienne, ont recours à 80% à la médecine traditionnelle. Cette situation est à l'origine de recours tardifs voire de non recours des malades à la biomédecine. Ayant cette primauté, la perception qu'ont les thérapeutes traditionnels de la biomédecine et de ses procédés thérapeutiques peut influencer les populations. Il importe donc d'identifier celle qu'ils ont de la prise en charge de la maladie hémorroïdaire par la biomédecine. D'où le questionnement suivant : Comment les thérapeutes traditionnels perçoivent ils cette prise en charge ? Que révèlent leurs propos du rapport biomédecine - médecine traditionnelle ? Que nous apprennent t ils de la gouvernance du système de santé ivoirien ?

Objectif : Cette communication a pour objectif de présenter la perception que les thérapeutes traditionnels ont de la prise en charge de la maladie hémorroïdaire par la biomédecine.

Méthodologie : Les résultats proviennent de données qualificatives recueillies par entretiens semi directifs administrés à quinze thérapeutes traditionnels exerçant dans la ville d'Abidjan. Ceux-ci ont été choisis sur la base de l'inscription de la maladie hémorroïdaire dans leur offre thérapeutique de même que sur celle de la présence dans leurs patients de personnes souffrant de cette pathologie.

Résultats : Les thérapeutes traditionnels montrent un certain scepticisme quant à l'efficacité de la biomédecine. Selon eux, pour des raisons d'ordre historique et d'autres liées à la nature même de la maladie hémorroïdaire, la biomédecine est illégitime à prétendre guérir cette pathologie. Elle l'est d'autant plus que ses procédés thérapeutiques sont jugés inefficaces et risqués voire mortels. Cette perception souligne in fine l'influence que peut avoir la médecine traditionnelle sur les populations et surtout les rapports concurrentiels voire conflictuels que cette médecine entretient avec la biomédecine dans un système de santé qui se veut pourtant cohérent et efficace. Ces problèmes de gouvernance du système de santé existent au détriment des populations surtout celles souffrant de maladies chroniques.

Conclusion : Une gouvernance favorisant l'inclusion des médecines pourrait conduire biomédecine et médecine traditionnelle à mieux s'accepter, se connaître et collaborer pour le bien des populations.

Mots-clés : Déconstruction, Légitimité, Biomédecine, Thérapeutes traditionnels et maladie hémorroïdaire

DAYORO ZOGUEHI ARNAUD KEVIN (D6)

Maître de Conférences, Université Félix Houphouët-Boigny

dayorokevin@yahoo.fr

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

Enseignant-chercheur à l'Institut d'Ethno Sociologie (IES) de l'UFHB de Cocody, DAYORO Arnaud Kevin est de nationalité ivoirienne. Maître de Conférences des Universités (CAMES) en Sociologie, Anthropologue de la Santé et Socio-gérontologue, il assure la coordination générale du GRESA. Ses enseignements portent généralement sur l'anthropologie du vieillissement et la sociologie des maladies chroniques. Il est responsable de l'Unité Pédagogique Société, Santé et vieillissement. À travers la promotion de la recherche-action, il œuvre au développement des liens entre la communauté universitaire et les institutions publiques et privées en charge des politiques de protection sociale en matière de santé et de vieillissement. DAYORO Arnaud Kevin est par ailleurs Vice-Doyen en charge de la Recherche de l'UFR des Sciences de l'Homme et de la Société (SHS) de l'UFHB de Cocody depuis 2017. Il est Rédacteur en Chef Adjoint de la Revue Ivoirienne d'Anthropologie et de Sociologie KASA BYA KASA et de la Revue des sciences sociales du PASRES RSS-PASRES. Auteur de plusieurs articles scientifiques dans le domaine de la sociologie du vieillissement, il axe sa production scientifique sur les temporalités sociales et les recompositions biographiques. Actuellement, il travaille avec ses pairs à la mise en place d'un Réseau Africain de Gérontologie et de Gériatrie.

TITRE DE LA COMMUNICATION

« Personne âgées et politique ivoirienne de riposte de la covid-19 : un cadre d'observation de la gouvernance »

RESUME

Les expériences de gestion de la COVID-19 dans les pays d'Asie, d'Europe et des Amériques ont permis de notifier que les personnes âgées de plus de 65 ans sont une catégorie très vulnérable surtout en cas de comorbidités comme le diabète. Aussi, des approches spécifiques ont-elles été élaborées pour réduire les risques de morbidité chez les personnes âgées. Calqué sur les modèles des pays suscités, le plan de riposte de la Côte d'Ivoire rend compte de la gouvernance de la santé et spécifiquement des personnes âgées. A partir de l'analyse de contenu, les politiques, les orientations stratégiques, les affiches de sensibilisation, sont exploitées. Les entretiens avec 25 personnes âgées de plus de 60 ans (dont 10 femmes et 15 hommes ; 7 personnes déclarés malade de la COVID contre 16. 3 personnes contre 20 non vaccinés) , ainsi que l'observation des cadres de soins ont permis de révéler l'âgisme institutionnel qui se profile comme un processus de disqualification sociale, de désaffiliation sociale et de désappropriation sociale des personnes âgées. La quasi inexistence de politiques spécifiques pour les personnes âgées et le retard de l'introduction de la gériatrie dans le système de santé, malgré la géronto-croissance en Côte d'Ivoire, témoignent de la mal-gouvernance du secteur de santé.



Mots-clés : Personnes Agées, Covid -19, Gouvernance, Santé, Côte d'Ivoire

NIAVA BOGUI LANDRY FERNAND (D7)

Université Jean Lorougnon Guédé de Daloa, Côte D'ivoire

niavalandry@yahoo.fr

DANHI SENAHO ALICE

alsenad07@yahoo.fr

BOUBERI BENITA

benyluva@hotmail.com

BEDIAKON KOUADIO SAN BORIS

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

Dr Landry NIAVA est Maître-Assistant et enseignant à l'Université Jean LorougnonGuédé à Daloa. Il travaille sur les défis en matière de respect des droits des populations vulnérables ainsi que leur accès aux services sociaux essentiels (santé, éducation). Il a travaillé durant plusieurs années pour le compte de cabinets d'études américains et institutions publiques de recherches telles que le Centre de Contrôle des Maladies (CDC) des Etats-Unis d'Amérique (USA) spécialisé dans les techniques avancées en matière d'analyse qualitative axée sur une diversité de problématiques notamment la question du travail dans le secteur du cacao. En 2014, cette riche expérience acquise lui a permis d'effectuer un voyage dans la prestigieuse institution Harvard University dans le cadre de la restitution d'une étude qualitative portant sur la nutrition des enfants dans les communautés cacaoyère à lui confier par le chocolatier Mars en collaboration avec ICRAF (International Centre of Agroforestry).

TITRE DE LA COMMUNICATION:

« Covid-19 et renforcement des protocoles sanitaires dans les centres de santé publics à Abidjan »

RESUME :

Ce papier est une réflexion sur la structuration de l'offre de soins pendant la première vague de la pandémie à COVID-19. A partir d'entretiens semi-directifs et de focus group, l'étude réalisée auprès de professionnels de santé et des usagers aboutit au résultat clef selon lequel la COVID-19 a eu un impact positif sur la qualité de l'offre des services de santé. En effet, cette crise sanitaire a permis de réactiver certains dispositifs sanitaires en occurrence les postes et salles de tri mais aussi de renforcer la conscience des protocoles sanitaires au niveau du personnel de santé se traduisant entre autres par le renforcement du capital humain.

Mots-clés : COVID-19, Centre de santé, Gestes barrières, Offre de soins, Protocoles sanitaires

MARDI 28 JUIN 2022

14H-15H45 : ATELIER SESSION 1

AXE 3 : GOUVERNANCE SECURITAIRE

SALLE 5

SOUS AXE :

Droit de l'Homme

Etat de droit et sécurité Nationale

Président de séance : Prof BAMBA Assouman

E1 : KONAN KOFFI ELIE

E2 : LANGUI KOUADIO MARC

E3 : MAWA EPSE NANA MIRAILLE-CLEMENCE

E4 : MEYE NDONG SERGES

E5 : N'CHO BROU HYACINTHE

E6 : SORO SEYDOU

E7 : YAO KOUASSI AIME

KONAN KOFFI ELIE (E1)

Consultant Socio-Economiste, Chercheur, Université Félix Houphouët-Boigny

eliebledou@gmail.com

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

Dr Konan Elie est docteur en criminologie option sociologique. Il est consultant socio économiste et chercheur au laboratoire international de criminologie université Félix Houphouët-Boigny Abidjan... Auteurs d'une thèse unique sur les violences faites aux enfants et Auteurs d'articles scientifiques tels que les structures familiales et les violences faites aux enfants dans les familles en Côte d'Ivoire, les violences faites aux enfants talibés à Abidjan, l'évaluation de l'outil MDAT dans le développement de la petite enfance...

TITRE DE LA COMMUNICATION :

« Structure familiale et violences faites aux enfants dans les familles en Côte d'Ivoire »

RESUME:

Cette étude vise principalement à analyser les structures familiales en Côte d'Ivoire qui sont à la base de la production des violences sur les enfants dans le milieu familial. Les résultats montrent que ces violences sur les enfants sont fonction des types de familles. Les familles monoparentales, les familles recomposées et les familles avec parents célibataires produisent plus de violences sur les enfants par rapport aux familles dites normales ou nucléaires avec les deux parents biologiques.

Mots-clés: Structure familiale, Violence, Famille, Enfants, Représentation sociale

LANGUI KOUADIO MARC (E2)

Enseignant-Chercheur, Université Péléforo Gon Coulibaly

languikouadiomarc@gmail.com

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR :

LANGUI KOUADIO MARC Docteur en Droit Public, Enseignant-chercheur à l'université Péléforo Gon Coulibaly de Korhogo (Côte d'Ivoire) ASSISTANT Spécialité : droit constitutionnel - droit administratif et les questions de droits de l'homme et Formateur à l'ENA (discipline : Droit administratif)»

PUBLICATIONS : 1- Les compétences du juge constitutionnel ivoirien en période électorale 2- De l'existence du droit à la sexualité des détenus en droit ivoirien 3- la responsabilité des dirigeants des agences d'exécution (en voie de publication)

TRAVAUX EN COURS 1- Les effets du changement de constitution 2- Le système juridictionnel ivoirien autre activité académique

TITRE DE LA COMMUNICATION :

« Droits des détenus en Côte d'Ivoire: théories et réalités »

RESUME :

Aujourd'hui, plus que jamais, les droits de l'homme sont un instrument de politique étrangère des Etats et une condition d'octroi de l'aide internationale. C'est pourquoi, les Etats, à tort ou à raison, se prévalent de leur respect à tous égards. Le système carcéral ivoirien, mû par la paix, la sécurité publique et la resocialisation des individus aux comportements réprouvés par la société, les intègre aux normes qui régissent la sphère carcérale. Ainsi, les détenus n'en sont-ils pas moins titulaires. En cela, la législation nationale et les instruments juridiques (régionaux et internationaux) qui s'y intègrent sont éloquents. Toutefois, en dépit de l'abondance des instruments qui les consacrent, les droits des détenus sont l'objet de violations graves, massives et permanentes dans les établissements pénitentiaires ivoiriens. Cette situation est induite par plusieurs raisons. D'une part, les raisons permanentes ou structurelles. Elles sont d'abord culturelles. Dans ce cas, elles sont liées à la résistance de la conception traditionnelle de l'établissement pénitentiaire et des détenus. Puis, elles sont personnelles. Dans cette autre hypothèse, les violations sont justifiées par la méconnaissance desdits droits par une frange importante de la population ivoirienne, le personnel des établissements pénitentiaires y compris. D'autre part, les raisons circonstanciées ou conjoncturelles. Elles procèdent de l'état de pauvreté de l'Etat qui n'épargne ni le personnel pénitentiaire, ni les détenus. Elles sont aussi liées aux états de crise armée (ou militaro-politique) et de catastrophe (naturelle ou artificielle) qui, comme une espèce d'adjuvants, amplifient, quand elles surviennent, les violations existantes. Cet ensemble, au fondement de l'émergence de pratiques carcérales contra legem, voire contra constitutionem, finit par transformer les établissements pénitentiaires ivoiriens en des lieux de non-droit et de déshumanisation du genre humain. D'où l'impérieuse nécessité de donner aux droits de l'homme, consacrés à foison, l'effectivité sans laquelle ils ne seraient que simple idéation.

Mots-clés : Droits de l'homme, détenu, violation, législation, convention

MAWA EPSE NANA MIRAILLE-CLEMENCE (E3)

Chargée de Cours, Université de Bamenda Cameroun

miraclemawa@gmail.com

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

Titulaire d'un Doctorat/ Ph.D en Histoire obtenu au Département d'Histoire de l'Université de Yaoundé I Cameroun en 2017 et d'un Master en Sciences de l'Education de l'Université Laval-Canada en 2014, Miraille Clémence MAWA est actuellement Chargée de Cours au Département d'Histoire et Archéologie à la Faculté des Arts de l'Université de Bamenda au Cameroun. Elle est membre de plusieurs sociétés savantes notamment la Société Camerounaise d'Histoire (SCH), du Centre de Recherche Interuniversitaire sur la formation et la Profession Enseignante (CRIFPE) et du Cercle de Recherche sur les Imaginaires de l'Afrique et ses Diasporas (CERIMAD). Ses centres d'intérêts et publications sont relatifs à l'histoire de l'éducation, à l'intégration des TIC à l'éducation, aux questions de genre et à l'histoire des civilisations et religions. Elle a participé à plusieurs rencontres scientifiques tenues au Cameroun et à travers le monde notamment le deuxième congrès du Centre de Recherche Interuniversitaire sur la formation et la Profession Enseignante (CRIFPE) au Brésil tenu le 2 décembre 2021. Elle a également pris part du 21 au 26 mars 2021 à l'Université de Yaoundé I à la première édition du séminaire des Instituts des Humanités Numériques d'Afrique francophone sous le thème « Oser les humanités numériques dans un environnement faiblement doté ».

TITRE DE LA COMMUNICATION :

« La gouvernance sécuritaire et le droit à l'éducation en Afrique (2009-2021) »

RESUME:

Dans plusieurs pays africains les menaces à la sécurité sont légions. Des crimes organisés, les conflits intercommunautaires, l'intolérance religieuse et l'accroissement des actes terroristes mettent en péril la sécurité et le respect des droits de l'homme. Au Cameroun, les exactions terroristes dans le Nord et la crise dite "anglophone" dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest ont ébranlé l'épanouissement des populations des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Dans un tel contexte, la gouvernance sécuritaire est mise en jeu en vue de préserver l'épanouissement de la population. Cette recherche vise à comprendre les moyens nationaux et internationaux mobilisés pour assurer le respect du droit à l'éducation en temps de crise. Elle s'appuie sur une approche interdisciplinaire et se veut qualitative car centrée sur une étude de cas, celle du Cameroun. L'année 2009 marque l'adoption du Code de Conduite des Forces de Défense et de Sécurité par la Communauté des Etats de l'Afrique Centrale et l'année 2021 se réfère à la publication du rapport de l'Organisation Non Gouvernementale Human Right Watch sur la situation scolaire dans les zones anglophones en crise depuis 2016. L'analyse des données révèle que la bonne gouvernance sécuritaire est un gage du respect des droits de l'homme en général et du droit à l'éducation en particulier. Ce droit à l'éducation est en danger dans les communautés du Cameroun en conflit notamment celles du

Nord-Ouest et du Sud-Ouest avec la destruction des écoles et l'enlèvement des enseignants entre autres. Néanmoins des actions internationales et nationales telles que l'adoption du Code de Conduite des Forces de Défense et de Sécurité en Afrique Centrale, la Déclaration sur la Sécurité dans les Écoles, la création d'une cinquième région militaire à Bamenda et la prise en charge scolaire des déplacés internes contribuent à la préservation de ce droit.

Mots-clés: Gouvernance sécuritaire, Droits de l'Homme, Education, Crise anglophone, Cameroun

MEYE NDONG SERGES (E4)

maydanone@hotmail.fr

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

Serges MEYE NDONG, Géographe politiste sécuritaire, Enseignant-Chercheur au Département de Science politique de l'Université Omar Bongo (LBV/Gabon)

TITRE DE LA COMMUNICATION :

« La culture de sécurité, un enjeu de la gouvernance en Afrique centrale : Essai d'analyse géopolitique sur le cas du Gabon »

RESUME :

Ce texte est un essai d'analyse géopolitique sur la production de la culture de sécurité qui, dans le cadre de la gouvernance de l'Etat, est proposée comme un enjeu pour ne plus dire sécuritaire. Le texte se veut de se limiter à l'Afrique centrale, en insistant, pour des questions de faisabilité plus particulièrement sur le Gabon.

Sur cette lancée, il serait d'abord intéressant de noter que la culture de sécurité est l'ensemble des valeurs, croyances, mesures et actions inculquées à une population pour développer en elle des habitudes et donc des comportements utiles, à la quiétude et à la tranquillité publique. Autrement dit, la culture de sécurité est un instrument de la sécurité de l'Etat. Un instrument de sécurité qui est malheureusement oublié, négligé voire ignoré par nombre de ceux-ci en Afrique, ainsi que cela est observé en Afrique centrale et, donc, pour ce qui concerne ce propos au Gabon, où la gouvernance sécuritaire se limite aux œuvres de la police et de la gendarmerie et parfois même des forces armées.

Au moment où, il est encore questionné la gouvernance en Afrique, à l'ère des changements globaux, cette proposition de communication, tout en reconnaissant l'importance de l'offre de sécurité (police et gendarmerie) ci-dessus mentionnée, se veut de soutenir, en guise de résilience que la prise en compte de la culture de sécurité par les Etats serait d'un apport important dans la production de sécurité, en ce qu'elle impacte aussi bien sur l'esprit que sur la mentalité. La culture de sécurité responsabilise, en effet, le citoyen qui est aussi bien l'acteur ou le producteur de la sécurité que le bénéficiaire. Il en va ainsi des dirigeants politiques et des gestionnaires des instruments de sécurité, pour les premiers, de la population qui compte sur cette première catégorie pour les seconds. Une culture de sécurité qui se doit d'être enseignée, transmise à toutes les couches de la société de l'Etat, à travers toute l'étendue de son territoire par divers acteurs. La culture de sécurité est, dans la gouvernance, le moyen le plus efficace par lequel la sécurité devient "une affaire de tous".

N'CHO BROU HYACINTHE (E5)

Sociologue, chercheur au centre ivoirien de Recherches Economiques et Sociales (CIRES) de l'université Félix Houphouët Boigny de Cocody (Abidjan) en Côte d'Ivoire.

brouchohyacinthe@gmail.com

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

Sociologue, chercheur au centre ivoirien de Recherches Economiques et Sociales (CIRES) de l'université Félix Houphouët Boigny de Cocody (Abidjan) en Côte d'Ivoire.

TITRE DE LA COMMUNICATION

« Analyse sociologique du rôle de la gouvernance dans la pérennisation de la paix en période post-conflit : cas de la sous-préfecture de Duékoué (Côte d'Ivoire). »

RESUME :

L'Afrique apparaît globalement comme une région en déséquilibre durable et un espace de tensions et de disparités (Christian Bouquet : 2005). Les états issus des indépendances sont en perte de légitimité et n'ont pas su institutionnaliser des capacités appropriées de bonne gouvernance et de gestion non violente des conflits (Derick .W; Brinkerhoff : 2011).

Ces situations de conflits passés ou présents sont différentes de par la nature du contexte politique et socio-économique : conflits autour du fleuve Mano, de la corne de l'Afrique, dans la région des grands lacs ; en Casamance, en Côte d'Ivoire, au Mali et au Burkina Faso (Toh Alain et Al). il s'y ajoute que l'extrême dépendance politique et économique vis-à-vis de l'extérieur complexifie les situations de crise, en faisant intervenir des intérêts et des sensibilités externes aux milieux concernés ((CGLU) : 2016). Or les menaces de tensions sont dangereuses en l'absence de mécanismes de médiation, ancrés dans des valeurs culturelles séculaires positives.

Il est unanimement admis de nos jours que la problématique des conflits pose avec acuité des problèmes de gouvernance, elle paraît rendre compte du déphasage des modes de gestion des affaires publiques avec les dynamiques socio-culturelles, les dynamiques institutionnelles manquant crucialement de légitimité. (Jean Pierre ; Olivier De Sardan : 2016). En Côte d'Ivoire depuis le 19 Septembre 2002 (début d'une rébellion armée), jusqu'aux élections de 2020 le pays a plongé dans des crises sans précédents. Si tel est le cas : Comment les acteurs institutionnels et non- institutionnels s'impliquent-ils dans la prévention, la régulation et la gestion des conflits à Duékoué après la crise post-électorale de 2011 pour une paix durable ?

Répondre à cette interrogation C'est décrire les mécanismes qui fondent la capacité d'une société à faire évoluer de manière positive et non-violente des situations de conflits pour la reconstruction de l'Etat du vivre ensemble intercommunautaire à Duékoué voire pour un développement humain durable.

Mais auparavant il est utile d'identifier les logiques sociales des conflits intercommunautaires survenus après la crise post-électorale de 2011 à Duékoué.

Pour y parvenir **350** personnes ont été enquêtées. L'axe méthodologique qui a guidé le recueil des données et la rédaction de cette recherche s'appuie sur **la théorie des parties prenantes**. Les modalités du travail de terrain sont centrées respectivement sur un questionnaire et des entretiens. L'analyse des données de l'enquête révèle que : les logiques sociales des conflits intercommunautaires à Duékoué sont :

- L'accaparement des terres et des plantations des populations autochtones par les nouveaux migrants et les populations anciennement migrantes.
- Le mépris et le non-respect de l'autorité coutumière et de l'autochtonie par les nouveaux migrants et les populations anciennement migrantes.

Quant aux mécanismes de renforcement de cohésion sociale mis en place par les acteurs institutionnels et non-institutionnels ils sont : - Les Comités de projets, - Les Comités de retour et de paix, - et les Facilitateurs.

Mots-clés : Conflit, Gouvernance, Pérennisation, Paix, Côte d'Ivoire.

SORO SEYDOU (E6)

Doctorant, département de philosophie Université Félix Houphouët-Boigny (Abidjan)

seydousoro14@gmail.com

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

Doctorant, département de philosophie Université Félix Houphouët-Boigny (Abidjan)

TITRE DE LA COMMUNICATION

« Trafic d'armes et crime organisé en Afrique : quelles politiques de résilience ? »

RESUME

L'Afrique est un marché que toutes les multinationales veulent conquérir du fait de ses potentialités et de son libéralisme. Étant le lieu des échanges libres et pacifiés, le marché africain devrait être le fondement de la paix sociale et de la stabilité entre les nations. Contrairement aux attentes, le marché africain porte la violence et même une violence aussi perverse que sadique. Les échanges entre l'Afrique et l'Afrique, entre l'Afrique et le monde, triplés de politiques incompetentes ont laissé subrepticement entrer et s'intensifier la criminalité sur le sol africain. Aujourd'hui, le continent noir est dominé par une immense pieuvre de la criminalité qui l'accable dans son élan de développement et de sécurité. L'essentiel de l'activité de cette criminalité organisée part du trafic des armes jusqu'à la traite des êtres humains en passant par l'industrie de la drogue. Le trafic des armes a favorisé le terrorisme qui lui-même a occasionné les ingérences et le pillage de nos ressources premières. Face à ce paysage sordide et effroyable d'une Afrique en crise avec elle-même et avec le monde, le besoin de paix et de sécurité se fait plus que jamais une nécessité. Notre approche veut s'inscrire dans la recherche d'une véritable politique de résilience face au trafic des armes et à la criminalité organisée afin qu'advienne une Afrique plus responsable, plus harmonieuse et mieux respectable.

Mots-clés : Crime organisé, Marché, Trafic d'armes, Transarmement, Violence.

YAO KOUASSI AIME (E7)

Maitre-assistant, Université Félix Houphouët-Boigny

aimeyaokouassi@gmail.com

GOUMO ATCHE JESSICA MARYSE

atchomaryse@gmail.com

SYLLA IDRISSE

syllaidris@gmail.com

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

Dr YAO Kouassi Aimé est Enseignant-Chercheur à l'Institut de Géographie Tropicale (IGT), de l'Université Félix Houphouët-Boigny de Cocody depuis septembre 2012. Maître-Assistant d'université, il est chargé de cours de TD en Statistiques descriptives, de Cartographie et de Méthodologie de la recherche. Spécialiste des études touristiques au sein du laboratoire du Littoral, Mer, Santé, Sécurité Alimentaire et Transport, il a en charge les cours magistraux de niveau Licence et Master 2 sur les Curiosités et circuits touristiques en Côte d'Ivoire ainsi que l'étude de l'avenir du tourisme sur le littoral ivoirien. Il encadre donc des étudiants de Master dans la conduite de leur mémoire de fin de cycle en études de la géographie du tourisme.

TITRE DE LA COMMUNICATION :

«Gouvernance territoriale et Gestion des Risques et la Sécurité dans le Tourisme »

RESUME :

La sécurité est devenue un enjeu majeur qui concerne différentes catégories de personnes dans toutes les régions du globe. La prise en compte de la sécurité est également un impératif pour le secteur touristique. En effet, elle apparaît comme la deuxième attente dans le secteur hôtelier après l'hygiène liée à la propreté. Risque et sécurité se pose comme des enjeux fondamentaux dans le tourisme. De plus, au-delà des enjeux soulevés par l'activité touristique en elle-même, on constate que le tourisme, secteur par nature très dynamique, est en pleine expansion et en constante évolution dans notre pays. La recherche de sécurité par le public des destinations touristiques est ainsi décrite par Vles (1996) et Chazaud (1993) comme une tendance profonde. Les enjeux de sécurité liés au tourisme nécessitent donc d'établir une stratégie concertée et coordonnée entre ces deux domaines. Cet article se propose d'analyser les "Dispositifs et Outils de Gouvernance Territoriale" (S. Lardon, E. Chia et H. Rey-Valette, 2009), pour assurer la sécurité autour des activités touristiques. La ville est au cœur d'un réseau d'acteurs concernés, ce qui lui permet de développer et d'animer cette stratégie. Cette stratégie doit inclure l'ensemble des parties prenantes : les professionnels de la sécurité et de la chaîne d'activité de l'Industrie du Tourisme. À terme, ce réseau doit mener à

l'établissement d'un partenariat formel mais aussi à la création d'instances informelles de concertation et d'échange regroupant l'ensemble des parties prenantes. Comment ces différentes parties prenantes intègrent-elles la gestion des risques et de la sécurité dans le maintien des activités touristiques dans le District Autonome de Yamoussoukro ? Pour la réalisation de cette étude, nous avons établi à la fois une approche systémique comme cadre théorique qui a permis d'analyser le secteur du tourisme dans ses composantes au niveau du District. Il est perçu comme un système social complexe tout en appréhendant les enjeux spécifiques liés aux risques et à la question de sécurité dans le tourisme. Ensuite, les approches empirique et documentaire ont été mobilisées au fin de connaître après un travail de terrain, d'établir la cartographie des types et zones à risque, ainsi que les facteurs d'insécurité auxquels sont confrontés les acteurs du tourisme dans le District Autonome de Yamoussoukro, leurs impacts et surtout la stratégie de prévention et/ou de gestion des risques.

Mots-clés : Gouvernance, Territoire, Risques, Sécurité, Tourisme

MARDI 28 JUIN 2022

14H-15H45 : ATELIER SESSION 1

**AXE 3 : GOUVERNANCE DES DIVERSITES LINGUISTIQUES,
ARTISTIQUES ET CULTURELLES**

SALLE 6

SOUS AXE :

Droit de l'Homme

Etat de droit et sécurité Nationale

Président de séance : Dr (MC) KRA Enoc

F1 : BONY YAO CHARLES

F2 : BOUMY KOUE KEVIN

F3 : CISSE BASSORY

F4 : KONAN LOUKOU JEAN-MARIE

F5 : KOUADIO MAFIANI N'DA

F7 : N'DRE DAMANAN JOACHIM

F8 : N'GATTA KOUKOUA ETIENNE

BONY YAO CHARLES (F1)

Enseignant-Chercheur, Université Péléforo GON COULIBALY, Korhogo-Côte d'Ivoire

bony.yao@yahoo.fr

KOUASSI KOFFI AURELIEN

Masterant, Université Péléforo GON COULIBALY, Korhogo-Côte d'Ivoire

kouassikoffisass@gmail.com

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

Monsieur BONY Yao Charles est Maître-assistant en grammaire et linguistique du français au département de Lettres Moderne à l'Université Péléforo GON COULIBALY de Korhogo. Il est membre de plusieurs laboratoires de recherche: LTML (Laboratoire des Théories et Modèles Linguistiques), ONVDP (Observatoire National de la Vie et du Discours Politique-Côte d'Ivoire), CIREB (Coordination Internationale des Recherches et Etudes Brachylogiques- Côte d'Ivoire). Auteur de plusieurs articles scientifiques, Monsieur BONY Yao Charles aborde la question du fonctionnement du mode participe dans les énoncés.

TITRE DE LA COMMUNICATION

« Promotion et valorisation des langues africaines pour une intégration et une articulation dans la langue française : l'exemple des expressions « AKWABA » et « YAKO » en Côte d'Ivoire »

RESUME

Instrument de communication et de socialisation, la langue se présente comme un produit social destiné à réguler et à assurer les interactions et partages entre les sociétés. Elle constitue le vecteur des échanges entre les humains. Michel Pougeoise (2007, p.256) la définit comme « un système virtuel de communication propre à une communauté linguistique donnée (...) Elle est un produit social ». Elle fait appel à des faits psychologiques qui touchent les locuteurs et les rapports qu'ils entretiennent avec leurs différents langages, ainsi que les faits sociologiques qui définissent la situation de contact et sa formation. À cet effet, plusieurs parlers se combinent dans la plupart des productions orales, littéraires et leurs confèrent une certaine spécificité. On y perçoit une volonté de valorisation et d'intégration sur le plan linguistique. Ainsi, dans l'archipel linguistique, le français, langue romane, savante et impérialiste, jouit toujours d'une autonomie du fait de son homogénéité affichée dans la communauté linguistique bien qu'il ait des frontières poreuses au contact des autres langues. En Afrique francophone, la langue française connaît des avatars du fait de sa proximité avec les langues locales. On note, de cet arrimage, une créativité linguistique liée aux calques et aux emprunts lexicaux. Ainsi, les africains s'approprient le français en l'adaptant à leur sensibilité et à un moyen de communication indispensable aux besoins de l'expression d'une pensée Africaine. Dans cette alchimie linguistique, certains idiomes constituent la matrice à partir de laquelle l'on assiste à la fois à une intégration et une valorisation des langues africaines. Et c'est dans cette perspective que s'inscrivent les expressions « AKWABA » et « YAKO » dans le contexte ivoirien, d'où l'étude de *la promotion et la valorisation des langues africaines pour une intégration et une articulation dans la langue française : l'exemple des expressions « AKWABA » et « YAKO » en Côte d'Ivoire*.

Mots clés : promotion, intégration, valorisation, langue, akwaba, yako

BOUMY KOUÉ KEVIN (F2)

Enseignant-Chercheur (Maitre-assistant), Université Félix Houphouët-Boigny Côte d'Ivoire
kouekevin2@yahoo.fr

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

Après une longue carrière de journaliste et d'agent de communication senior, Dr BOUMY Koué Kévin, 42 ans, est Enseignant-Chercheur (Maître-assistant) en Lettres Modernes, précisément en Poésie française à l'Université Félix Houphouët-Boigny (Abidjan, Côte d'Ivoire), UFR Langues, Littératures et Civilisations (LLC). Il est par ailleurs membre du Laboratoire de Littératures et Ecritures des Civilisations (LLITEC). A ce titre, il est l'auteur d'une douzaine d'articles scientifiques sur l'écriture des marges comme porteuse d'un nouvel ordre poétique depuis la fin du XIX^e siècle. Dr BOUMY Koué Kévin est également Enseignant Vacataire à l'Ecole Nationale d'Administration (ENA). Parallèlement, Dr BOUMY Koué Kévin s'intéresse aux problématiques de développement communautaire, particulièrement dans les régions de l'extrême ouest de la Côte d'Ivoire dont il est originaire. C'est le sens de la communication qu'il propose à la communauté universitaire sur les stratégies de protection et de promotion équitables des traditions et coutumes dans une aire de diversité ethnoculturelle à l'échelle du District des Montagnes.

TITRE DE LA COMMUNICATION :

« Le district autonome des montagnes : quelle politique de protection et de promotion équitables des traditions et coutumes dans une aire de diversité ethnoculturelle ? »

RESUME:

Le besoin de transférer certaines compétences et prérogatives aux entités territoriales, surtout sur les problématiques de développement, a commandé à la création récente des Districts Autonomes qui, selon la loi N° 2014-452 du 05 août 2014 portant mode de création, attributions, organisation et fonctionnement, « regroupe soit un ensemble de Régions, soit un ensemble de départements, de Communes, et de Sous-Préfectures ». Créé par décret pris en Conseil des Ministres, sur proposition du Ministre chargé de l'Administration du Territoire, le District Autonome se voit attribuer au niveau de ses prérogatives la « protection et la promotion des traditions et coutumes » (Article 4, alinéa 6) sur l'étendue de sa zone d'influence. Dès lors, se pose au moins une problématique, vu que les regroupements sont faits généralement plus sur une base d'une proximité territoriale que sur celle d'une unicité ethnoculturelle. Comment protéger et promouvoir efficacement et équitablement les valeurs traditionnelles dans ce contexte de diversité ? Trouver des éléments de réponse à une telle interrogation impose une étude assortie de recommandations sur la politique culturelle d'un District ; étant entendu que l'avènement du District fait partie des changements majeurs dans les modes de gouvernance territoriale en Côte d'Ivoire. En matière de diversité, le District des Montagnes tant par son étendue que par la dissemblance des groupes qui le composent, reste un symbole. Etabli sur une superficie de 31 050 km² et regroupant trois (3) Régions que sont :

le Tonkpi, le Guémon et le Cavally, le District des Montagnes regorge aussi une grande diversité ethnoculturelle. Avec ses deux grands peuples, les Dan ou Danwopeumin (Yacouba, Toura) et les Wê ou Wèhon (Guéré, Wobè), auxquels il faut adjoindre une forte communauté d'allochtones sous régionaux, la gouvernance du District exige plus que jamais la mobilisation des stratégies modernes de gestion intégrée et participative.

A ce titre, l'Objectif majeur de notre communication est d'encourager ou de proposer une meilleure pratique de gouvernance culturelle inclusive sur le territoire multiethnique et multiculturel du District des Montagnes. Cela passera par une identification et une cartographie des pratiques culturelles afin d'en faciliter la gouvernance.

Des entrevues seront menées avec les nouvelles autorités du gouvernorat, afin de connaître la politique culturelle et des recommandations issues de l'observation empirique seront faites. Il est évident que plusieurs aspects des cultures Dan et Wê sont similaires, mais les singularités existent. C'est pourquoi au nom de l'inclusion, cette communication destinée à être enrichie aboutira à des propositions de pôles culturels interconnectés ou des foires à l'échelle du District. Il faut également des investissements rationnés pour protéger et promouvoir les traditions et coutumes, sans exclusive.

Mots-clés: Traditions - Coutumes - Diversité ethnoculturelle - Gouvernance - District

CISSE BASSORY (F3)

Masterant, Université Péléforo Gon Coulibaly, Korhogo, Côte D'ivoire

bassorycisse98@gmail.com

BA OUSMANE DJIMEL

bahdjimel2@gmail.com

KEI POHI CÉTHILLE GOUDA

Cethillekei@gmail.com

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

Monsieur CISSE Bassory est étudiant en Master au département de Lettres Modernes, option Grammaire et Linguistique du français, à l'Université Péléforo GON COULIBALY de Korhogo. Dynamique, CISSE Bassory étudie la question de l'énonciation dans le discours, précisément la notion de l'implicite. Le présent colloque est pour lui l'occasion de mieux s'imprégner dans le monde scientifique et s'outiller dans la recherche.

TITRE DE LA COMMUNICATION :

« La diversité linguistique, véritable problème de gestion de gouvernance : cas de la Côte d'Ivoire »

RESUME :

Accéder à la magistrature suprême en Côte d'Ivoire, est devenu depuis belle lurette, un combat très alambiqué entre une collectivité qui se proclame être le digne fils de la terre promise, c'est-à-dire les Baoulé et une autre stigmatisée d'identité rhizome, c'est-à-dire les Dioula. Dans une telle veine, naît-il un profond antagonisme entre les deux blocs dont les langues parlées constituent les véritables facteurs de discriminations et de rejets aussi bien au plan politique, social que culturel d'où le concept de l'ivoirité. De cela, l'on assiste à une division du pays en deux grandes zones qui se contrattaquent sur le plan idéologique, de l'identité racine et celle du rhizome, des langues parlées, des cultures et des religions. Chaque ethnie dans l'esprit qu'elle soit la meilleure, la seule légitime de pouvoir briguer à la magistrature parmi toutes les soixante régissant la Côte d'Ivoire, milite à son corps défendant pour la restauration du népotisme, du tribalisme mais aussi et surtout à une incitation à la haine à l'endroit des autres groupes ethniques du pays perçus comme étant des barbares, des étrangers. Malheureux que cela puisse paraître, cette diversité linguistique a impacté négativement le milieu politique et empêche la gestion de la bonne gouvernance. Au vu et au su de cette réalité déplorable, la présente réflexion se veut d'étudier l'impact de la diversité linguistique dans la société ivoirienne. Celle-ci va se charger de montrer en quoi la pluralité linguistique a pu diviser les Ivoiriens et empêcher la gestion de la bonne gouvernance depuis plus de 30 ans. Dans cette optique, la trajectoire analytique de notre panel expose de prime abord, une approche conceptuelle de la diversité linguistique. Ensuite, montrer comment cette pluralité linguistique a pu impacter la gouvernance en Côte d'Ivoire et clore enfin sur les conséquences désastreuses de cette diversité linguistique aussi bien sur la gouvernance que la masse sociétale.

Mots-clés: Plurilinguisme, Gouvernance, Identité, Rhizome, Racine

KONAN LOUKOU JEAN-MARIE (F4)

Doctorant en Sciences de l'Information et de la Communication (SIC) à l'Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire
Konanjeanmarie88@gmail.com

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

Konan Loukou Jean-Marie est Doctorant en Sciences de l'Information et de la Communication (SIC) à l'école doctorale Sociétés, Communication, Arts, Lettres et Langues (SCALL) de l'Université Félix Houphouët BoignyCocody-Abidjan. Son sujet de thèse s'intitule : Médiation culturelle et marketing des territoires en côte d'ivoire : logiques, enjeux et stratégies. Il est titulaire d'un Master de communication politique et des organisations obtenu en juin 2019 dans ladite Université.

En décembre 2020, il publie avec Raymond Kra l'article : *communication publique et gestion de la pandémie de covid-19 en Côte d'Ivoire : de la communication de crise à la crise de la communication* dans le numéro 05 de LES INCUNABLES, revue congolaise des sciences de l'information et de la communication de l'Université Marien Ngouabi de Brazzaville.

En Juin 2021, il présente une communication sur : *médiation culturelle et préservation du patrimoine en côte d'ivoire : entre sauvegarde des atouts et atouts de la sauvegarde dans la commune de Bondoukou* lors de la 3eme édition des journées scientifiques de l'INSAAC.

En novembre 2021, il est lauréat ACF-ACADEMY pour le BOOT CAMP1 management culturel à Ségou au Mali.

Konan Loukou est par ailleurs président du Comité Universitaire d'Action Culturelle (CUAC), chargé à l'organisation de GREC-ARTERIAL et coordonnateur pays des Journées d'Intégration Culturelle des Universités de l'Afrique de Ouest (JICUA)

TITRE DE LA COMMUNICATION

« Médiation culturelle et marketing territorial à SÉGOU : entre développement de la culture et culture du développement »

RESUME :

La gouvernance des collectivités territoriales implique la mise à contribution des potentialités locales (humaines, naturelles, touristiques culturelles...) pour la conduite des projets et objectifs de développement. Ainsi, les atouts culturels et artistiques, de par leur fort potentiel constituent des leviers importants de marketing territorial et de gouvernance locale. A Ségou, commune du centre du Mali, une politique de médiation culturelle mise en place permet de développer la culture et d'en tirer des dividendes importants. Aussi, au-delà du développement de la culture, la créativité et l'innovation artistique déployées révèlent une culture du développement au service du marketing territorial et l'attractivité de la commune. Cependant, au regard des difficultés que rencontrent nombre de collectivités territoriales dans la mise à contribution efficace des atouts culturels pour leur marketing et leur développement, l'exemple de Ségou mérite d'être interrogé. Ainsi, une analyse qualitative de la question s'est fixé l'objectif de comprendre les ressorts et dynamiques de la politique culturelle à la base du marketing territorial de Ségou. En partant de l'hypothèse d'un lien entre médiation culturelle et développement de l'attractivité de la commune de Ségou, il ressort qu'une prégnante

politique de médiation culturelle conduite dans la philosophie de l'entrepreneuriat culturel Maaya constitue le fondement de la réussite du marketing territorial pour l'attractivité et le développement de Ségou.

Mots-clés : Médiation culturelle, Marketing territorial, Développement, Commune de Ségou

KOUADIO MAFIANI N'DA (F5)

Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire

gnamiankadjo@gmail.com

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

A travers cette étude, Monsieur KOUADIO a mis en avant les valeurs tant sociales que littéraires de cette perle de la pensée qui humidifie et valorise le discours traditionnel à travers un raisonnement imagé et symbolique. Aujourd'hui, Maître-assistant CAMES, l'homme a à son actif, plusieurs articles publiés dans diverses revues scientifiques. Sa recherche s'inscrivant dans les axes suivants: proverbe/littéralité, proverbe/éducation, proverbe et modernisme, l'homme ne cesse d'écumer les sillages au contact des populations rurales pour comprendre les différentes motivations de l'utilisation de "cette parole millénaire". Il ressort de ces contacts que le proverbe qui est un véritable langage social est au discours ce qu'est la sève pour la plante. son éclosion exige des acteurs de l'interlocution une certaine maîtrise de la langue du terroir et les images y afférentes, le tout dans un esprit de convivialité partagé. la langue, la communauté linguistique intéressent donc au premier chef, ce parémologue de premier plan.

En sus, Monsieur KOUADIO est membre du Laboratoire de Littératures et Ecritures des Civilisations (LLITEC). Il est également membre du Groupe de Recherche sur les Traditions Orales (GRTO). Il est aussi sympathisant de l'association ivoirienne pour la sauvegarde des langues maternelles

TITRE DE LA COMMUNICATION

« La société ivoirienne à l'épreuve de la diversité linguistique : quelles stratégies pour une cohabitation harmonieuse et inclusive des différents peuples ? »

RESUME

Située à l'ouest de l'Afrique, la Côte d'Ivoire abrite plus d'une soixantaine d'ethnies réparties en quatre grands groupes linguistiques, à savoir : les Kwa, les Gour, les Krou et les Mandé. Cette diversité ethnique fonde de prime à bord un creuset d'où charrient richesse, grandeur, fascination, spécificité et dynamisme dans un héritage culturel immense. L'évolution actuelle de la société exige de ces différentes entités une certaine transversalité dans une communion fusionnelle pour accompagner le pays dans sa marche vers le développement. Cependant, l'émergence de situations contingentes (crise de gestion foncière, hégémonie culturelle, positionnement politique et économique...), mettent à mal la coexistence des acteurs du tissu social, pourtant gage de solidité et de résistance et même de résilience de l'Etat-nation. Face à de tels périls, il importe que des réflexions et actions soient menées en amont pour faire de la diversité linguistique un atout voire un privilège au service de la collectivité. Cette contribution se veut donc une tribune pour explorer les pistes qui pourraient éventuellement créer une synergie agissante entre les différentes communautés du pays en tenant compte des bouleversements actuels ; cela, en y incluant de façon active, la participation des filles et fils de la Côte d'Ivoire autour d'un certain nombre de valeurs.

Mots-clés : Réalité linguistique, Côte d'Ivoire, Développement, Cohabitation.

N'DRE DAMANAN JOACHIM (F7)

Enseignant-Chercheur, Université Alassane Ouattara UFR/CMS

ndre.damanan@gmail.com

YAO KOUAME GILLES

ygilles16@gmail.com

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

Damanan Joachim N'DRE est Maître de Conférences en Sciences du Langage, au Département des Sciences du Langage et de la Communication, Université Alassane Ouattara, Bouaké. QUELQUES COMMUNICATIONS A DES COLLOQUES Du 05 au 06 juin 2014 Colloque scientifique international "WORTBILBUNG"/ la formation des mots" à l'université de Bern/Suisse Du 02 au 04 sept. 2015 Colloque national "hommage à Kouadio N'Guessan Jérémie homme des diversités culturelle et linguistique constructeur du savoir" à l'université Félix Houphouët Boigny Du 10 au 11 sept. 2015 Colloque scientifique international "SpracheundsozialeKognition"/Langue et cognition sociale" à l'université de Bern/Suisse Du 11 au 15 Août 2019 31ème Congrès de la SLAO sur les langues de l'Afrique de l'Ouest à l'université Félix Houphouët-Boigny, Cocody-Abidjan Du 10 au 12 Avril 2019 Colloque International Pluridisciplinaire du DSLC sur le thème « Jeux et enjeux de la catégorisation : entre dénomination, discours social et développement » à l'Université Alassane Ouattara, Bouaké.

TITRE DE LA COMMUNICATION

« Esquisse lexicale de notions de bonne gouvernance en langues locales et leur adéquation et/ou impact sur les politiques de gestion des états »

RESUME

La notion de « gouvernance » est une notion transversale. Elle s'applique à tous les niveaux de la vie publique. La bonne gouvernance, c'est la gestion harmonieuse des affaires de l'Etat, de la société. La bonne gouvernance, c'est le respect scrupuleux des us et coutumes. La succession des classes d'âge, dans la gestion des affaires de la société, est un gage de la bonne gouvernance. La stratification de la société elle-même où chaque individu sait le rôle qui est le sien, est un gage de la bonne gouvernance. En Afrique donc, depuis la nuit des temps, la bonne gouvernance existe. Mais depuis les années 1980, cette notion de bonne gouvernance a refait surface et on en parle comme s'il s'agissait d'une création ex-nihilo. Des experts des grandes agences internationales, des sociologues de la politique, des juristes de tout bord ont fait de cette notion leur cheval de bataille. En 1989, avec le constat de la mauvaise gestion des Etats de la chose publique, la Banque Mondiale met des garde-fous. Désormais, l'aide au développement doit obéir à des critères de la bonne gouvernance. Ces critères sont, entre autres, les concepts d'honnêteté, d'équité, de transparence, etc. Malheureusement, ils sont foulés aux pieds, au point que la bonne gouvernance rencontre de nombreux écueils dans son fonctionnement. Ces nombreux écueils sont dus, en réalité, à l'inadaptation et à l'incompréhension des concepts de bonne gouvernance tels qu'édités par les organisations internationales. Les experts des grandes agences internationales tiennent-ils compte, dans

leurs politiques de bonne gouvernance, des réalités socioculturelles des Etats et/ou des populations cibles ? Les décisions qu'ils prennent sont-elles murement pensées et cadrent-elles avec la culture des peuples ? Nous pensons que, pour une réussite parfaite de la bonne gouvernance, force est à la langue : socle de tout développement, véhicule de la culture et des valeurs des peuples. Il faut l'enseigner aux peuples qui la parlent. Ainsi, ils pourront s'imprégner des nouvelles réalités du monde; qu'ils traduiront dans leur propre langue pour mieux se les approprier. La bonne gouvernance est un mode de vie d'une société respectueuse des valeurs morales et de probité. En baoulé par exemple, les notions telles que : **anuannzɛ**, **di anuannzɛ**, **siefuɛ**, **nanwlɛ**, **bose**, **klolɛ** véhiculent ces valeurs là. Riches en significations, on ne saurait les galvauder sans s'attirer le courroux de la société. La présente communication analysera ces notions de bonne gouvernance, sous le prisme des réalités africaines. L'analyse tiendra compte de toutes les subtilités sémantiques de ces notions, ainsi que les aspects socioculturels et cognitifs qu'elles véhiculent.

Mots-clés : Société, Gouvernance, Honnêteté, Dignité, Transparence

N'GATTA KOUKOUA ETIENNE (F8)

Enseignement-Chercheur/ Université Alassane Ouattara/ Bouaké/ Côte d'Ivoire

etiennengatta@uao.edu.ci

GOORE LOU SÔHO PRISCA

gooreprisca@gmail.com

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

Docteur N'GATTA Koukoua Etienne est enseignant-chercheur en Sciences du langage au Département des Sciences du Langage et de la Communication de l'Université Alassane Ouattara de Bouaké. Maître-assistant, détenteur d'un Doctorat en Sciences du langage option linguistique descriptive, il travaille sur les questions de description linguistique, de documentation des langues ivoiriennes et de développement culturel. Il est membre du Laboratoire des Sciences du Langage Appliquées aux Langues Locales (LASLALL) du Département des Sciences du Langage et de la Communication de l'Unité de Formation et de Recherche (UFR) Communication, Milieu & Société de l'Université Alassane Ouattara de Bouaké (Côte d'Ivoire). Il est également membre du Groupe de recherche Atelier d'Abidjan pour les Langues Négro-africaines et la Grammaire Générative (ABILANG) de l'Université Félix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire). Docteur N'GATTA Koukoua Etienne est auteur de plusieurs articles scientifiques et expert consultant dans le projet de traduction de la bible en langue Abouré en collaboration avec la Société Internationale de Linguistique (SIL) et l'Alliance Biblique de Côte d'Ivoire.

TITRE DE LA COMMUNICATION

« Gouvernance des diversités culturelles et linguistiques en Côte d'Ivoire: cas de la Semaine Nationale des Arts et de la Culture (SNAC) »

RESUME

La Semaine Nationale des Arts et de la Culture (SNAC) est une manifestation culturelle annuelle organisée par le Ministère de la Culture et de l'Industrie des Arts et du Spectacle en collaboration avec le Conseil de l'Entente et la Mairie d'une commune ivoirienne pour promouvoir la culture des peuples de la Côte d'Ivoire. Elle met en compétition des groupements culturels venus des différentes régions. Ainsi, se positionne-t-elle comme une plateforme de mise en exergue des diversités culturelles et linguistiques car, par cette manifestation, l'Etat de Côte d'Ivoire montre sa volonté de valoriser les us et coutumes ainsi que les diversités linguistiques et artistiques du pays. Cela se traduit par l'érection de critères basés sur la pratique des langues locales menacées de disparition dans les communications inter-verbales et la mise en scène des faits culturels. Elle participe à la promotion et à la socialisation à partir d'un plan stratégique de conscientisation des populations à l'adhésion et à la valorisation des potentielles culturelles du pays. En un mot, l'état et ses partenaires veulent, par l'art et la culture, rassembler les Ivoiriens.

Mots-clés : Gouvernance, socialisation, Langues locales, Manifestation culturelle, Pérennisation

MARDI 28 JUIN 2022

14H-15H45 : ATELIER SESSION 1

AXE 7 : Gouvernance FONCIERE RURALE

Sous- axe

Dynamiques socio-foncières et leurs implications

Mécanismes de régulation des conflits fonciers ruraux et leur efficacité

SALLE 7

Président de séance : M. KOUADIO Kan Salomon

G1 : KOFFI KOUAME SYLVAIN

G2 : MINKO BITEGNI JEAN EMMANUEL

G3 : N'GATTA KOUASSI GERMAIN

G4 : VEI KPAN NOEL

G5 : YAO KOMENAN LOUKOU JACQUES

G6 : KOFFI-DJAH OKON MARGUERITE

KOFFI KOUAMÉ SYLVAIN (G1)

Doctorant, Université Alassane Ouattara

sylvanuslebeni01@gmail.com

OKA KOUAKOU FERDINAND

okaferdi@yahoo.fr

ASSUE YAO JEAN-AIME

assueyao@yahoo.fr

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

Inscrit en première année de thèse de Doctorat, l'étudiant KOFFI Kouamé Sylvain est titulaire d'un master en Géographie Humaine option Sociale et Economique. Son projet de thèse porte sur « *La Culture d'anacarde, délimitation des terroirs villageois et émergences des conflits fonciers dans le Département de Béoumi* ». Il a des compétences dans le domaine de cartographie (QGIS 3.18, ARC GIS et Envi), des outils de collecte et de traitement de données (IBM Spssstatistic 2.0, Sphinx V 5, Excel 2013, Word 2013) et des outils de présentation (Power Point 2013). Il participe aussi aux activités organisées par le Département de Géographie de l'Université Alassane OUATTARA. Aussi, il a été commissaire au compte du bureau des parents d'élèves du Collège JeanJacques Rousseau de Bouaké et premier vice-président de l'association des étudiants ressortissant de Adjokro (Sous-Préfecture de N' Guessankro). Il écrit et parle très bien le français et l'anglais moyennement. Il aime le football, la lecture et la musique.

TITRE DE LA COMMUNICATION:

« Culture de l'anacarde et déterminants de l'émergence des conflits fonciers dans la sous-Préfecture de Bodokro »

RESUME:

La question des conflits fonciers liée à la culture de l'anacarde est aujourd'hui au cœur des débats en Côte d'Ivoire. Introduite dans l'agriculture ivoirienne à partir de 1960, les superficies des champs d'anacardiens connaissent une dynamique, précisément dans le Centre et le Nord du pays. En effet, la Sous-préfecture de Bodokro est l'une des localités où l'on observe un essor de cette culture avec une superficie estimée à 4725,27 ha en 2021. Cette dynamique s'explique par les conditions naturelles et humaines favorables. Cependant, cette culture censée réduire le niveau de pauvreté dans la sous-préfecture de Bodokro, est source de divers conflits fonciers entre les différents acteurs. Le présent travail vise à analyser les interactions entre la dynamique de la culture de l'anacarde et l'émergence des conflits fonciers dans la Sous-préfecture de Bodokro. Pour mener à bien cette étude, la méthodologie a concernée l'observation de terrain, les entretiens auprès des responsables de l'ANADER, des autorités administratives et des autorités coutumières. Une enquête par questionnaire adressée à un échantillon de 307 paysans répartis dans dix villages de la Sous-préfecture, selon le volume démographique, la situation géographique et la densité de la culture de l'anacarde. Par ailleurs, les résultats obtenus révèlent que l'adoption de cette culture depuis les années 1990 dans la Sous-Préfecture de Bodokro, a engendré une course au foncier et occasionné la raréfaction des terres cultivable et l'émergence de conflits fonciers.

Ces conflits représentent : 0,7% de type communautaire, 7,2% de type inter-village, 10,4% de type interfamilial, 32,2% de type inter-producteurs et 49,5% de type intrafamilial.

Mots-clés : Sous-préfecture de Bodokro (Côte d'Ivoire), Culture de l'anacarde, Modes d'accès au foncier, Conflits fonciers, cohésion sociale

MINKO ABITEGNI JEAN EMMANUEL (G2)

jeanemmanuelminko5@gmail.com

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

MINKO A BITEGNI Jean Emmanuel est doctorant de l'université de Maroua. Il travaille sur les questions foncières. Son thème de thèse porte sur : AU CŒUR DE LA QUOTIDIENNETÉ DE L'ÉTAT AU CAMEROUN : UNE COMBINAISON STRATÉGIQUE DANS LES POLITIQUES DE REDISTRIBUTION FONCIÈRE. Il est Directeur administratif dans l'Observatoire du Politique en Afrique (AYEN-OPA), organe dans lequel il est chercheur. Il est enquêteur dans une étude sur les inégalités de genre en milieu universitaire de Yaoundé II-Soa sous la supervision de la professeure Nadine Machikou. Il a contribué à la rédaction du rapport sur la fabrique inclusive de la paix en Afrique Centrale et de l'Ouest sous la coordination de la professeure Nadine Machikou. Il a été membre du Secrétariat technique de la conférence internationale de la fabrique inclusive de la paix en Afrique Centrale et de l'Ouest qui s'est tenue en Juillet 2021 au Hilton hôtel à Yaoundé, avec la participation de la fondation Konrad Adenauer et l'Université de Yaoundé II-Soa. Il a intervenu au colloque national sur les questions sociales au Cameroun dans l'axe : Questions foncières et luttes sociales avec le thème : la construction foncière du mouvement séparatiste au Cameroun : la crise anglophone.

TITRE DE LA COMMUNICATION

« Quand la violence foncière pénètre la paysannerie camerounaise : le conflit intercommunautaire des peuples du Logone et chari. »

RESUME

Le présent papier entend montrer comment le foncier a été déterminant dans le conflit intercommunautaire opposant les peuples la région du Logone et Chari à savoir : les Mousgoum, les Kotoko et les Arabes Choa. Un conflit qui s'est amplifié à la suite de l'assèchement grandissant du bassin du lac Tchad à cause des changements climatiques et depuis l'annonce des politiques agro-industrielles par le Président Biya lors du comice agropastoral à Ebolowa en 2011. Une chose qui a inéluctablement conduit à la violence foncière – entendue ici comme l'ensemble d'actes de destructions et de désorganisation ayant pour soubassement les ressorts fonciers et mettant en mal à la fois l'ordre social et l'ordre politique. Une situation qui favorise la sollicitation des vastes terres dans les zones reculées de cette partie camerounaise par une certaine élite autochtone locale et allogène constituée des hommes politiques, financiers, coutumiers et des cadres de diverses institutions étatiques et privées pour des activités agropastorales et agro-industrielles et se comportant comme de néo-seigneurs, consolidant les rapports aînés-cadets sociaux. Une réalité qui a contribué à paupériser les populations autochtones et entraîner leurs frustrations. Cette désappropriation foncière de ces élites politiques, financières et coutumières vis-à-vis des populations autochtones a été déterminante dans la radicalisation de ces dernières. La présente contribution entend mobiliser la sociologie des mouvements, les récits de vie, les éléments

explicatifs et empiriques, centrés sur un matériau ethnographique pour participer à l'amélioration de la gouvernance foncière et au solutionnement de cette crise foncière au Cameroun.

Mots-clés : Conflit intercommunautaire, peuples du Logone et Chari, Violence foncière, Néo-seigneurs fonciers, Politiques agro-industrielles.

N'GATTA KOUASSI GERMAIN (G3)

ISAD/Université Félix Houphouët-Boigny

germainkouassi.n@gmail.com

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

N'GATTA Kouassi Germain est Doctorant de l'UFR / SHS-ISAD à l'Université Félix Houphouët Boigny- Cocody / Abidjan. N'GATTA Kouassi Germain travail sur les relations entre les populations riveraines les aires protégées en Côte d'Ivoire. En 2018, il publie son premier article intitulé "IMPLICATION DES POPULATIONS RIVERAINES ET LEURS SAVOIRS LOCAUX DANS LA CONSERVATION DURABLE DU PARC NATIONAL D'AZAGN" Vol 1, N° 1 (2018). il est l'auteur de l'ouvrage " IMPLICATION DES POPULATIONS RIVERAINES ET LEURS SAVOIRS LOCAUX DANS LA CONSERVATION DURABLE DU PARC NATIONAL D'AZAGN" Edité par Edition Universitaire Européenne (EUE) paru le 25 Octobre 2019. Il est actuellement en 4e année de Doctorant et sa thèse s'intitule "patrimoine culturel, écotourisme et conservation durable du parc national du Banco" sud côte d'Ivoire.

TITRE DE LA COMMUNICATION

*« Dynamique des relations entre les populations riveraines et le parc national d'Azagny
(Sud de la Côte d'Ivoire) »*

RESUME

La présente étude est une analyse des problèmes relatifs à la gestion durable des aires protégées en Côte d'Ivoire. Elle porte principalement sur le Parc National d'Azagny dont la superficie est passée de 30 000 hectares à l'indépendance à 19400 hectares aujourd'hui. Alors, pour comprendre le rapport entre ce recule forestier, activités humaines et la conservation de la biodiversité, cette étude a été menée dans le Parc National d'Azagny et villages environnants. Elle a pour objectif principal de déterminer le type de rapport existant entre populations humaines et la biodiversité du parc national d'Azagny afin de dégager les limites d'exploitation des sols. A cet effet, l'étude se propose par une approche à la fois qualitative et quantitative pour caractériser les types d'occupation des sols. Cette approche sollicite donc deux outils dont un questionnaire et un guide d'entretien. Notre analyse de cette thématique révèle que c'est le secteur nord du Parc National d'Azagny qui subit la plus forte pression humaine. Il est sous l'influence des activités humaines et des densités des populations de la localité. Ceci entraine des risques de vulnérabilité de la diversité végétale et animale dans cet espace protégé.

Mots-clés : Azagny ; Conservation ; Diversité biologique ; Gestion ; Vulnérable.

VEI KPAN NOEL (G4)

Enseignant Chercheur, UAO Bouaké

veizrangbeu@gmail.com

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

Maitre de Conférences, Enseignant-chercheur depuis Janvier 2006 à UAO-Bouaké, Géographe spécialisé en SIG et Environnement, Développement durable, Planification Stratégique de Développement, Suivi, Prospective et Evaluation de projets dans les pays du tiers monde avec une double compétence en réforme du système Educatif (LMD). Parfaite Maitrise des politiques, procédures et pratiques de l'UE, FEM, PNUD, Banque mondiale, BAD... (Elaboration de cadres logiques, réalisation de plans d'action, préparation devis programme, rédaction de termes de référence, utilisation des outils de prospective de suivi et d'évaluation dans le système Educatif).

Travail en équipe et sous pression, avec plus 25 publications dans des Revues à Comité de lecture au niveau national et international.

Alumni Fulbright en 2018-2019 comme Chercheur invité auprès de l'Université de Rutgers (New Jersey/ USA) pour la mise en place d'un programme de modélisation par SIG des changements climatiques et de développement durable en Côte d'Ivoire. Lauréat de la commission universitaire pour le développement (CUD-Belgique) en 2010 pour une étude sur le Système d'Information Géographique (SIG) appliqué à la population et développement durable dans le district d'Abidjan à l'Université Libre de Bruxelles (ULB).

Avril 2008 à Ouagadougou (Burkina Faso) : Expert auprès de la Commission de l'UEMOA (Union Economique et Monétaire Ouest Africaine) pour la mise en place des TDR du Schéma Directeur de Développement et d'Aménagement de l'Espace Communautaire. Membre du comité scientifique de rédaction.

Marié 03 enfants.

TITRE DE LA COMMUNICATION

« Gouvernance foncière à l'épreuve de la volonté humaine »

RESUME :

En Côte d'Ivoire, la Politique Foncière s'inscrit dans les orientations politiques du Gouvernement, précisée entre autres par le Cadre Stratégique de Croissance et de Lutte contre la Pauvreté (CSLP) qui prévoit notamment la mise en place et le renforcement des mécanismes de règlement et prévention des conflits fonciers. Dans la sous-préfecture de Daleu, avec la pratique intensive des cultures de cacao, café et de l'hévéa on observe un fort taux de régression du couvert forestier. Cette déforestation engendre la dégradation des sols, la perte de la biodiversité et la dégradation des autres ressources. Selon DURAND-LASSERVE A. et *al*, (2012, p.13), l'accroissement de la demande de terres agricoles se traduit par une pression générale sur le foncier qui est le fait des exploitants (paysannerie locale), des investisseurs nationaux et des investisseurs étrangers. Le front pionnier à Daleu observe de ce fait une dynamique spatio temporelle à cause de l'indisponibilité foncière qui se réduit d'année en année. Ce processus de

différenciation sociale et économique est accéléré par la pression démographique. Face à ce problème de pression foncière qui influence négativement la dynamique du couvert végétal, il est nécessaire de s'interroger sur la question simple mais fondamentale à savoir, comment la pression foncière impacte-t-elle la dynamique du couvert végétal dans la Sous-Préfecture de Daleu ? Cette étude vise une meilleure connaissance de l'impact de la pression foncière sur le couvert végétal dans la sous-préfecture de Daleu. La méthode adoptée s'est basée sur une échelle d'observation comportant trois niveaux que sont la Sous-Préfecture, les villages et les campements. Ces différentes échelles d'observations nous ont permis d'analyser non seulement le phénomène de la pression foncière à l'échelle de la sous-préfecture et des villages mais également les impacts de cette situation sur le couvert végétal dans la sous-préfecture de Daleu. A cela, s'ajoutent le traitement et l'analyse des données de sources diverses (la recherche documentaire, données pluviométriques, données agricoles, des données démographiques, cartographiques, photographiques et images satellitaires) qui couvrent parfaitement la zone d'étude. Au regard des résultats, on observe une régression significative du couvert forestier de 2000 à 2021. Le couvert est passé de 31 808 hectares en 2000 à 25 894 en 2010 et 23 346 en 2021 soit une régression de -10,53%. Dans la même période on observe une augmentation des superficies de cultures et jachères de +18,31. Le principal facteur explicatif est la prédation spatiale ou chaque acteur veut exprimer son identité par la mise en valeur d'une parcelle au détriment des réglementations en vigueur dans un contexte de conflits fonciers.

Mots-clés: Gouvernance foncière, Volonté humaine de puissance spatiale, crise socio environnementale, Daleu, Côte d'Ivoire

YAO KOMENAN LOUKOU JACQUES (G5)

Doctorant, Université Félix Houphouët-Boigny / Institut de Géographie Tropicale/

Laboratoire CAPDEV

komenanloukou@gmail.com

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

YAO KOMENAN LOUKOU JACQUES, né le 10 décembre 1991 à la maternité de Prikro est titulaire d'un Master de recherche en Géographie humaine et économique option Population, d'une Licence de Géographie générale et d'un Baccalauréat série C. JACQUES est Doctorant à l'Université Félix Houphouët-Boigny. Il réalise une thèse à l'institut de Géographie Tropicale au sein du laboratoire de Cartographie, Population et Développement (CAPDEV). Il est cartographe de formation et a une maîtrise approfondie des logiciels de cartographie (Envi, Arcgis et Qgis). Il maîtrise également des logiciels d'analyse de données quantitatives et qualitatives au nombre desquels figurent les logiciels Sphinx, Spss, Epidata. Il a participé à l'atelier sur les droits de l'homme organisé par la Cour pénale internationale par le biais du Centre ESD en 2017, il a participé également aux ateliers de recherches scientifiques dont le plus récent en date du 07 septembre 2021 portant sur le terme "production vivrière et changement climatique.

TITRE DE LA COMMUNICATION:

«Migrations et dynamique foncière dans le département de Soubré : problèmes et stratégies d'adaptation»

RESUME :

Dès son accession à l'indépendance, la Côte d'Ivoire base son avenir économique sur l'agriculture. Pour y arriver, elle s'appuie sur les migrations pourvoyeuses de mains d'œuvre agricoles. Dans le département de Soubré, ces migrations se sont intensifiées entre 1975 et 2018 et ont contribué à 90% à l'augmentation rapide de sa population. Cette croissance démographique spectaculaire soutenue par l'arrivée massive d'autres peuples crée une recomposition socio-ethnique et une dynamique foncière accélérée. Il en découle des problèmes liés au foncier. Cette étude vise à montrer les stratégies développées par les populations pour faire face aux problèmes de la dynamique foncière liée aux migrations. La méthodologie s'appuie sur la recherche documentaire, des enquêtes de terrain et le traitement des images satellitales. Les principaux résultats montrent que la population du département de Soubré croît rapidement grâce aux migrants et à leur fécondité soit 86% de la population totale. Parmi ces migrants 47% sont des allochtones et 53% des allogènes dont les plus nombreux sont les burkinabés (56%) et de Maliens (37%). Cette forte population dépend à 85% de l'agriculture qui est très extensive. Ce qui a entraîné une fin des terres cultivables de sorte qu'il est impossible d'étendre les champs. Les autochtones, les allochtones et les allogènes se disputent des titres fonciers à cause de la rareté des terres. Certains vont jusqu'à se donner des coups à la machette pour des questions de limites de parcelles. Pour remédier à tous ces problèmes de foncier et pour accroître la productivité de leur champ, Les paysans se

font de plus en plus former et encadrer par des structures compétentes. Ils adoptent la reconversion des cultures en passant progressivement de la cacao-culture à l'hévéaculture. Ils multiplient aussi des œuvres de cohésion sociale pour limiter les litiges fonciers.

Mots-clés : Soubré, Migration, Foncier rural

KOFFI -DJAH OKON MARGUERITE (G6)

Enseignant-chercheur, Université Félix Houphouët-Boigny

djahmarguerite@yahoo.fr

KOFFI KOMENAN SIMONPIERRE

nanmeko@gmail.com

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

Okon Marguerite KOFFI -DJAH, est titulaire d'un doctorat en Criminologie, d'une maîtrise en Communication, Maître-assistant depuis 2019, Spécialiste en Communication Sociale sur les questions de violence et de la communication à l'UFR Information, Communication et Arts plus précisément au Département des Sciences de l'Information et de la Communication à l'Université Félix Houphouët-Boigny (RCI). En plus des cours dispensés, elle a exercé des responsabilités administratives en tant que Directeur-adjoint du département de communication et est l'actuelle Directrice-adjointe du Centre d'Etudes et de Recherche en Communication (CERCOM). Responsable de niveau (Licence 3 ; options : Marketing-publicité, Journalisme, Communication pour le développement, communication politique et des organisations) depuis 2019.

TITRE DE LA COMMUNICATION :

« Ethnicisation des crises foncières dans la région du Guémon en Côte d'Ivoire : quelle stratégie de communication pour un changement social et comportemental »

RESUME :

Le conflit est inhérent à toutes les sociétés humaines (A. Touraine, 1976). En cela, P. Watzlawick conclut : « on peut ne pas communiquer ». La dimension ethniciste de la crise foncière ivoirienne, n'est ni exclusivement rurale, ni lié au fait que les communautés paysannes, soient attachées à leur identité ethnique. Elle est la résultante d'une crise structurelle de la ruralité amplifiée par des politiques de libéralisation dans le but de pourvoir en main-d'œuvre les régions forestières, entraînant ainsi une concentration d'activités économiques et l'installation d'importantes communautés voltaïques [1]. Les autochtones quant à eux se sont transformées en planteurs propriétaires non travailleurs. Le pays a longtemps défendu une position pro-nataliste en matière de politique de population, fondée sur l'idée que l'enjeu du développement est la mise en valeur des richesses minières, énergétiques et agricoles. Dans ce champ social qu'est le Guémon, pour les autochtones, les rapports sociaux sont à l'évidence inégalitaires pour leurs allogènes. Ces deux communautés conflictuelles réclament une effectuosité de la démocratie juridique fondée sur la guerre des positions. Pour les autochtones, l'écheveau du conflit est lié à un égo collectif et un enjeu menacé : être propriétaire terrien. Seule la reconnaissance de leurs intérêts par rapport à l'histoire et à leur culture s'impose. La légitimité à l'adversaire en fait est niée. L'interaction

doit aboutir à la stratégie dépendant/perdant. Cet article analyse les règles de communication dans ce type de conflit pour un changement social et comportemental de sortie de crise. La démarche méthodologique sollicitée, consiste à l'usage de la recherche documentaire qualitative, d'un guide d'entretien et la recherche quantitative fondée sur l'administration de questionnaire. Cette recherche a été possible grâce au recueil et à l'analyse de données primaires auprès des ministères techniques en charge de la question du foncier et de l'immigration, de responsables des grands groupes ethniques (Baoulé, Guéré, Burkinabé et Malinké) dans la région du Guémon. Ces enquêtes nous ont permis d'identifier l'absence de base légale normative à l'accès au foncier suppléé par un accord tacite conformément à la parole donnée. En conclusion, nous pouvons souligner les limites de la dialectique de l'autochtone par les crises et les tensions à répétition dans le foncier. Pour une nouvelle dynamique dans le dialogue de coopération, les médiateurs doivent proposer une attitude et un discours qui mettent à plat les problèmes afin de freiner l'escalade en mettant l'accent sur la sécurisation et la valorisation. Ces deux aspects de communication procèdent du raisonnement selon lequel, l'adversaire est un interlocuteur avec qui il va valoir trouver une solution aux conflits.

[1] Chauveau, J-P. et Dozon, J-P. (1985). Colonisation, Economie de plantation et société civile en Côte d'Ivoire. ORSTOM. Sér. sci .Hum. Vol.XXI. n°1. 62-80.

Mots-clés: Communication, Dialogue, Attitude, Crises foncières, Changement comportemental

Première journée :

MARDI 28 JUIN 2022

ATELIER 2 /SESSION 2

16H-17H45

MARDI 28 JUIN 2022

16H-17H45 : SESSION 2

AXE 7 : GOUVERNANCE DES PEUPLES ET DES SOCIÉTÉS

Sous- axe

Sociétés

SALLE 4

Président de séance : Dr (MC) KONIN Séverin

A5 : DIABAGATE ABOU

A6 : DOSSO ISMAILA

A7 : GOZE THOMAS

A8 : KADJA SANHOU FRANCIS

A9 : KANGAH TIA AFFELIH WILFRIED

A10 : KOUAKOU AMENAN CHRISTIANE

A11 : KOUASSI KOUAKOU JEAN-MICHEL

DIABAGATE ABOU (A5)

Maitre de Conférences, Université Félix Houphouët-Boigny

aboudiaba76@yahoo.fr

COULIBALY YAYA

coulyay@yahoo.fr

YAO AFFOUA MARIE ROSE

marielois@live.fr

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

Je suis Docteur DIABAGATE ABOU, Titulaire d'une thèse unique de Doctorat en Géographie, de nationalité Ivoirienne et enseignant-chercheur a l'Institut de Géographie Tropicale (IGT) de l'Université FELIX HOUPHOUET-BOIGNY depuis 2013. Je suis du parcours Géographie humaine et Economique (GHE) précisément de l'Option Géographie Urbaine. Je suis passé Maître-assistant au CAMES 2016 et Maître de Conférences au CAMES 2021. Au niveau académique, j'assume la responsabilité des soutenances de Master, de Secrétaire Général de l'équipe de recherche espace Système et Prospective (ERESP) et de Membre de l'équipe de Gestion des Collectivités territoriales par Approche Normative (EGCTAN), logées au sein de l'Institut. Mes recherches postdoctorales gravitent autour des Problèmes de développement mais surtout des Fonctions Urbaines. Ce qui m'a permis d'être auteur et co-auteur d'une quarantaine de publications scientifiques tant nationales qu'internationales. Aussi, ai-je à mon actif une dizaine de participations à des rencontres scientifiques.

TITRE DE LA COMMUNICATION

« Colonisation des axes routiers par les activités économiques dans les quartiers résidentiels d'Abidjan »

RESUME :

Avec la prolifération tout azimut des activités économiques surtout informelles à Abidjan, la capitale économique ivoirienne, les services et domaines publics sont de plus en plus pris d'assaut. Loin d'échapper à cette situation, les axes routiers surtout ceux des quartiers résidentiels sont les plus convoités par ces activités. C'est le cas de l'axe routier DOKUI-MAHOU dans la commune COCODY, matérialisation visible de cette colonisation par les activités. Le présent article veut de ce fait montrer le mode de colonisation de cet axe routier par les activités économiques. Pour atteindre cet objectif, l'étude identifiera d'une part, les différentes activités présentes sur cet axe et d'autre part, elle décrira le mode d'occupation de l'espace par les activités. De ce fait, la méthodologie déployée s'est appuyée sur la recherche documentaire, l'observation et l'inventaire des activités économiques des entretiens et un questionnaire sur la base de choix raisonné. Ces techniques ont été soutenues par l'approche territoriale systémique qui met en relation les activités et l'espace. La combinaison de toute

cette méthodologie a permis de dégager d'une part, quatre (04) catégories d'activités économiques (46% D'ACTIVITES COMMERCIALES, 37% D'ACTIVITES ARTISANALES, 15 % D'ACTIVITES DE SERVICES ET 02% D'ACTIVITES DE TRANSPORT). D'autre part, ces activités occupent la voie publique selon deux modes (62 % ILLEGALEMENT ET 38 % LEGALEMENT). De plus, 35% de ces activités sont regroupées autour des feux tricolores pendant que 65% occupent les trottoirs de l'axe routier DOKUI-MAHOU.

Mots-clés : Dokui-Mahou, Axe routier, Activités économiques, Colonisation

DOSSO ISMAILA (A6)

*Docteur, Enseignant-Chercheur/Université Péléforo Gon Coulibaly/ Korhogo/ Côte d'Ivoire
ismodosso@gmail.com*

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

Dr Dosso Ismaïla, Enseignant-chercheur à UPGC Korhogo ; Docteur en Géographie, Spécialité : Aménagement du territoire, géographie numérique. Informaticien certifié Oracle Academy options Java et Data-base

TITRE DE LA COMMUNICATION :

*« Téléphonie mobile et commerce régional à Korhogo dans le contexte de la COVID 19
(Nord de la Côte d'Ivoire) »*

RESUME :

Le commerce régional est un moteur du dynamisme économique de la ville de Korhogo. Ces échanges sont fondés sur la proximité de cette ville avec les frontières Nord de la Côte d'Ivoire. Cette situation frontalière facilite les mouvements pendulaires des commerçants entre les marchés de Korhogo et ceux des régions de Sikasso au Mali et Bobo-Dioulasso au Burkina-Faso. Cependant, l'apparition du COVID 19 a contraint le gouvernement ivoirien à ordonner la fermeture des frontières à tout trafic de personne depuis le 22 mars 2020.

La crainte de l'introduction du virus par les frontières terrestres incite les autorités à durcir les contrôles dans les zones frontalières, notamment aux postes-frontières. Également, la mairie de Korhogo a ordonné la suspension du traditionnel *koundiere* (jour de marché) et la fermeture quotidienne des places de marchés à la mi-journée. Ces mesures barrières menacent le dynamisme des échanges régionaux et constituent une source de vulnérabilité des commerçants transfrontaliers. Face à cette situation inédite, ces acteurs doivent développer des stratégies d'adaptation et de survie. Comment le commerce régional résiste-t-il à la crise sanitaire ?

L'objectif de cet article est de comprendre le rôle de la téléphonie mobile dans les stratégies d'adaptation et de résilience des commerçants en temps de crise. Des enquêtes qualitatives ont été menées à Korhogo auprès des commerçants grossistes et détaillants, des Directions Régionales de l'OIC (Office Ivoirien des Chargeurs), l'OCPV (Office d'Aide à la Commercialisation des Produits Vivriers) et de la douane. La recherche des données secondaires porte sur la collecte des informations sur la nature, le volume et l'origine des échanges. L'enquête de terrain a également nécessité des observations au marché central de la ville qui est le lieu de prédilection des commerçants transfrontaliers. La récolte des données primaires porte sur l'affluence des places de marché et l'évolution des prix des marchandises. La recherche a abouti aux résultats suivants : grâce aux télécommunications, les réseaux marchands ont développé des systèmes de communication qui leur permettent d'étendre leur

emprise géographique sur les marchés éloignés de leur région d'origine. Ces réseaux de communication permettent aux commerçants transfrontaliers de maintenir une influence institutionnelle sur leurs dépendants et sous-traitants en temps de crise. Aussi, la communication entre les acteurs du commerce est un facteur déterminant de la stratégie de résilience des régions frontalières d'Afrique de l'Ouest face aux récurrentes crises sécuritaires et sanitaires.

Mots-clés : Korhogo, Réseaux marchands, Réseaux de communication, Commerce transfrontalier, COVID19

GOZE THOMAS (A7)

Docteur, Maitre-assistant/Université Félix Houphouët-Boigny/ Abidjan/ Côte d'Ivoire

dadeagoze@gmail.com

KOBENAN APPOH CHARLESBOR

appohcharlesbor@yahoo.fr),

KOUASSI PATRICK JUVET

kpatrickjuvet@yahoo.fr

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

GOZE THOMAS Maître-assistant CAMES, GOZE Thomas est titulaire d'un doctorat de thèse unique en Géographie Urbaine. Il est enseignant-chercheur à l'Institut de Géographie Tropicale (IGT) au sein de l'UFR Sciences de l'Homme et de la Société (SHS) à l'Université Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan-Côte d'Ivoire. Membre de l'Equipe de Recherche Espace Système et Prospective (ERESP), ses domaines de compétences en géographie gravitent autour des thématiques portant sur le cadre et les conditions de vie des populations en milieu urbain.

TITRE DE LA COMMUNICATION:

« Les grandes infrastructures routières face au défi de la mobilité dans la métropole d'Abidjan »

RESUME :

La ville d'Abidjan connaît une urbanisation rapide, marquée par une forte expansion spatiale. De l'extrême est (Port-Bouët) à l'extrême ouest (Yopougon), la distance atteint 40 km. Du nord au sud, elle dépasse 25 km. Cet étalement d'Abidjan entraîne de longues distances de parcours quotidiens. Sa population est passée de 200 000 habitants en 1960 à 949 000 habitants en 1975 et à 4 395 243 habitants en 2014, soit 19,11% de la population ivoirienne (RGP, 1975 et RGPH, 2014). Dans le même temps, son parc automobile a considérablement augmenté, passant de 25 587 véhicules en 2010 à 498 531 véhicules en 2016 (DGUA, 2016). Ces facteurs engendrent une forte pression sur les infrastructures et services de transport de la capitale économique. Les deux ponts (Houphouët-Boigny, De Gaulle), les échangeurs (Agban, gare nord, etc.), les voies express (Yopougon-Adjamé, Abobo-Adjamé, etc.) et les boulevards (Giscard Destin, François Mitterrand, Nangui Abrogoua, etc.) construits dans les années 60 sont totalement dépassés, entraînant des difficultés de mobilité dans la métropole d'Abidjan et qui fait perdre jusqu'à 5% du revenu national à la Côte d'Ivoire, (W. GAHIE, 2019, p. 9). Améliorer la mobilité urbaine devient donc un impératif pour Abidjan. Dans cette optique, de nouvelles infrastructures ont été réalisées. L'objectif de cette étude, est de connaître l'apport des nouvelles infrastructures routières dans la mobilité des abidjanais. Pour atteindre cet objectif, la présente étude s'est appuyée sur une méthodologie qui a fait appel à la recherche documentaire, à l'observation de visu, à des entretiens semi-dirigés et à un questionnaire adressé à 135 abidjanais (25

chauffeurs de taxis compteurs, 20 chauffeurs de wôrô-wôrô, 20 chauffeurs de gbaka, 15 chauffeurs des autobus de la SOTRA, 15 chauffeurs particuliers et 40 usagers). Les résultats obtenus montrent que depuis 2011, plusieurs projets de construction de grandes infrastructures routières sont lancés par l'Etat ; notamment le troisième pont Henri Konan Bédié (HKB), les échangeurs de la SOLIBRA, de la Riviera II, etc. Ces constructions ont certes donné une image plus moderne et idyllique à la capitale économique mais, elles n'ont pas réussi à relever le défi de la mobilité des abidjanais.

Mots-clés : Ville d'Abidjan, Grandes infrastructures, Mobilité, Services de transport, Quartiers défavorisés

KADJA SANHOU FRANCIS (A8)

Docteur, Maitre-Assistant/Université Péléforo Gon Coulibaly/ Korhogo/Côte d'Ivoire

fran6kadja@gmail.com

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

KADJA Sanhou Francis est Enseignant-chercheur à l'Université Péléforo Gon Coulibaly de Korhogo. Il a soutenu, en 2013 à l'Université Félix Houphouët-Boigny, une thèse unique de Doctorat en Lettres Modernes portant sur le sujet : « *L'œuvre théâtrale de Jean-Pierre GUINGANÉ : un théâtre d'Agit-prop* ». Il s'intéresse aux différentes pratiques dramaturgiques dans l'Africaine contemporaine. Ses dernières publications ont porté sur : « *Pratiques occultes et pouvoirs politiques : de la gloriole à la tragédie des potentats dans le théâtre de GUINGANÉ* », « *La dramatisation des identités culturelles chez WOLE Soyinka : entre tradition, moralité et modernité* », Sidiki Bakaba, quêteur d'identité et de liberté, à l'exemple de Zida dans l'œuvre théâtrale *Le Cri de l'espoir* de Jean-Pierre GUINGANÉ. Sidiki BAKABA : un engagement au service des Arts du spectacle africains, L'interculturalité langagière dans l'espace dramatique : l'exemple de *La Route*, pièce théâtrale de Wole Soyinka, La parole africaine comme vecteur du vivre ensemble dans le théâtre de Charles NOKAN et L'historicité du personnage féminin dans la dramaturgie dadiéenne : cas de *Les voix dans le vent* et *Beatrice* du Congo.

TITRE DE LA COMMUNICATION

« Les leviers dramatiques de la justice : forces et faiblesses des gouvernances africaine »

RESUME :

La bonne gouvernance est définie comme étant la manière dont le pouvoir est exercé pour gérer les ressources nationales, économiques et sociales consacrées au développement. Elle est orientée vers la répartition des biens et la satisfaction des besoins de toutes les couches des sociétés. Elle doit se préoccuper de retenir les cultures et les valeurs de la civilisation africaine comme des facteurs susceptibles d'intervenir positivement dans les stratégies d'adéquation et de modernisation économique et sociale. Telle devait être la politique de développement de tous les dirigeants du continent africains, avec pour point d'ancrage la justice comme levier et gage d'égalité, d'équité et de liberté. Malheureusement, l'on observe une certaine inertie dans la gestion et/ou l'exécution d'une justice à géométrie variable. En effet, en tant qu'institution sociale, la dramatisation de la justice induit une profonde déviation de la trajectoire habituelle du fait des intérêts lucratifs et grossiers des différents protagonistes. Cette situation sape la bonne gouvernance et ouvre la voie à des procès complaisants et conflictuels. Ainsi, pour étudier les formes que prend la justice sur un État et l'effet de l'appareil judiciaire, l'analyse sera axée sur la pièce théâtrale *Au nom du peuple* de Ahmed Tidjani Cissé. S'appuyant sur la sociocritique, cette approche devrait permettre de déterminer une typologie des pratiques de la justice sur les différents secteurs d'activités. L'objectif final est de comprendre comment les politiques peuvent influencer sur les mécanismes de la justice.



Mots-clés : Dramatique, Justice, Forces, Faiblesses, Gouvernance

KANGAH TIA AFFELIH WILFRIED (A9)

Doctorant, Université Alassane Ouattara (Bouaké, Côte d'Ivoire)

tiakangah@gmail.com

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

Monsieur KANGAH Tia Affelih Wilfried est un doctorant à l'Université Alassane Ouattara de Bouaké (Côte d'Ivoire). Apprenti géographe, ses recherches portent sur la dimension spatiale des Technologies de l'Information et de la Communication et sur la problématique « TIC et au service du développement ». Après avoir soutenu en 2020 son mémoire de master intitulé « TIC et structuration urbaine de Daloa », il poursuit présentement sa thèse sous la direction du Professeur LOUKOU Alain François. Ce dernier est l'un des précurseurs de la géographie du numérique en Côte d'Ivoire.

TITRE DE LA COMMUNICATION :

« Appropriation des TIC par les ménages de Daloa : défis et stratégies »

RESUME :

Le monde d'aujourd'hui est un monde de plus en plus tributaire des outils technologiques tels que l'internet mobile et fixe, l'ordinateur, le téléphone mobile, etc. Ces outils favorisent l'accès et la diffusion plus large de l'information, et un partage de connaissances et d'expériences plus efficace entre les acteurs de développement au sein d'un même territoire et d'horizons variés, tout en s'affranchissant partiellement du temps et de l'espace. À cet égard, l'aménagement numérique se révèle comme une aspiration de toutes sociétés.

Tout comme dans de nombreux pays en développement du continent africain, en Côte d'Ivoire, il existe visiblement un contraste entre le milieu rural et urbain en matière d'accès géographique aux TIC. En effet, les milieux urbains concentrent plus d'infrastructures et d'équipements numériques. L'espace urbain de Daloa n'est pas en marge de cet état de fait. Cependant, malgré ce déploiement progressif du digital à Daloa, la problématique d'accès et/ou de l'usage des outils technologiques par les populations afin d'en tirer pleinement profit se pose. La présente étude vise au renouvellement des regards scientifiques sur l'insertion sociale des TIC dans la ville de Daloa. L'atteinte de cet objectif a mobilisé trois outils de la collecte de données à savoir la recherche documentaire, l'enquête par questionnaire et les entretiens. Lesdites enquêtes ont permis de dévoiler d'une part les contraintes d'ordre sociodémographique et socioéconomique relatives à l'appropriation des appareils technologiques, respectivement le nombre important de non scolarisés associés au sentiment de non-appartenance à la génération numérique et le coût élevé des outils ainsi que des services TIC et, d'autre part les stratégies en quatre axes des acteurs politiques nationale et locale pour réduire cette injustice territoriale et numérique.

Mots-clés : Aménagement numérique, Appropriation, Défis, Stratégies, Ville de Daloa

KOUAKOU AMENAN CHRISTIANE (A10)

Docteur, Assistant ; UJLOG/ CSRS/ Daloa/Côte d'Ivoire

christianekouakou@gmail.com

FOKOU GILBERT

gilbert.fokou@csrs.ci

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

KOUAKOU Amenan Christiane, de nationalité Ivoirienne, est Enseignante-Chercheuse à l'université Jean Lorougnon Guédé (UJLOG) et Chercheure Post Doc au Centre Suisse de Recherche Scientifique (CSRS). Elle est titulaire d'un Doctorat en Sociologie (option Sociologie du politique et de l'intégration) Mention Très Honorable avec les félicitations écrites du Jury à l'université Félix Houphouët -Boigny Abidjan (UFHB) et d'un Master en Marketing Management à SUP' ELITE à Abidjan. Le Dr KOUAKOU Amenan Christiane est assistante à l'Université Jean Lorougnon Guédé (UJLOG) à l'UFR Sciences Sociales et Humaines (SSH) depuis janvier 2021. Ses principaux travaux se sont axés sur la résilience des populations déplacées (Réfugiés, rapatriés Ivoiriens) . C'est un chercheur avec une dizaine d'année d'expériences dans divers domaines tels que le travail, la santé, l'igration, la politique et l'intégration. Cela lui a valu d'intervenir en tant qu'Experte en Focus group dans le cadre de l'évaluation du système de l'état civil ivoirien selon l'approche de l'APAI-CRVS piloté par l'ONI en 2017, d'être Membre du Réseau de Formation, de Recherche et d'Action sur les Migrations Africaines (REFORMAF) et Co-Formatrice à l'atelier de formation :« Migrations africaines, droits de l'homme et développement » en 2019.

Par ailleurs, le Dr KOUAKOU Amenan Christiane a participé à plusieurs missions de sensibilisation (projet ATPC du Centre Suisse de Recherches Scientifiques en 2014, ...), d'évaluation (de l'enquête de couverture dans le cadre d'une activité de Traitement de Masse par la chimiothérapie préventive(PCT)-ICOSA à Tiassalé en 2014,...) et d'Etude d'impact environnemental en 2016 à Taabo . Elle a été consultante associée dans l'évaluation des projets « Baby Cap », « DEVCO » de Save the Children en 2021.

TITRE DE LA COMMUNICATION :

« Migration ouest africaine : regards croisés sur la gouvernance des refugies et des rapatriés dans un contexte post-crise en Côte d'Ivoire »

RESUME :

Les migrations constituent aujourd'hui un enjeu majeur et critique dans les politiques et programmes de promotion du développement socioéconomique, notamment dans le contexte des Objectifs de Développement Durable (ODD). C'est pourquoi, l'absence d'actions significatives de la part des Etats africains et de l'ensemble des catégories d'acteurs remet en cause la réalisation de ces Objectifs et la concrétisation de la vision Afrique 2063. En Afrique de l'Ouest, les dynamiques migratoires présentent des réalités et des tendances qui interpellent Selon une étude réalisée en 2015, les Etats membres de la CEDEAO sont aussi bien des pays d'émigration que d'immigration. La majorité des migrants et des réfugiés restent cependant à l'intérieur du continent et principalement en Afrique du Sud, en Côte d'Ivoire et au Nigéria (OIM, 2015). L'Afrique de l'Ouest quant à elle a toujours été un espace de mobilités et de

migration des populations. Cependant, la période postcoloniale se singularise par une instabilité politique manifestée sous la forme de guerres civiles et de rébellions. Dans les années 1990 et 2000, les guerres dans certains pays d'Afrique de l'Ouest notamment au Libéria (1989-1997 ; 1999-2003), en Sierra Leone (1991-2002) et en Côte d'Ivoire (2002-2010) ont provoqué des flux migratoires dans la région (réfugiés) et particulièrement en Côte d'Ivoire. En plus des réfugiés subsahariens présents sur le territoire ivoirien, certains réfugiés ivoiriens qui étaient dans les pays limitrophes retournent volontairement de manière spontanée ou organisée par le HCR dans leur pays d'origine (rapatriés). Ces populations déplacées (réfugiés, rapatriés) sont confrontées à des difficultés parce que la guerre a fait des ravages dans la vie des familles interrompant certains processus spécifiques. Ce sont donc des familles séparées, des terres confisquées, des maisons détruites, des couples disloqués qui rencontrent des problèmes d'accès aux moyens d'existence durables, du fait de leur mobilité qualifiée de forcée. Ce travail vise à mettre en exergue le développement et la gouvernance des populations déplacées dans un contexte post-crise en Côte d'Ivoire. Nous fondons notre recherche sur une analyse croisée des résultats de nos travaux en Côte d'Ivoire sur les réfugiés subsahariens et sur la résilience des rapatriés Ivoiriens dans leur localité d'origine, permettant d'envisager la gestion des populations déplacées à partir d'une approche comparative. Malgré une gouvernance différenciée en fonction des statuts des individus, il ressort que des décisions opérationnelles doivent être prises pour une meilleure intégration de ces populations déplacées. Dans un contexte de crise post-électorale marqué aussi par une crise économique mondiale, la Côte d'Ivoire doit faire face aux défis de la recomposition des identités, des sociétés et des territoires d'accueil.

Mots clés : Gouvernance, Migration ouest africaine, Réfugiés et rapatriés, Résilience, Côte d'Ivoire

KOUASSI KOUAKOU JEAN-MICHEL (A11)

Docteur Enseignant-Chercheur/ Université Péléforo Gon Coulibaly. Korhogo/ Côte d'Ivoire
jeanmichelkouassi75@yahoo.fr

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

Docteur de l'Université Félix Houphouët Boigny de Cocody-Abidjan, KOUASSI Kouakou Jean-Michel est Enseignant-chercheur et Maître-assistant à l'Université Péléforo Gon Coulibaly de Korhogo. Il est titulaire d'une thèse unique de Doctorat en Lettres-Modernes portant sur le sujet : « *La dialectique de l'échec dans le théâtre négro-africain* » soutenue sous la direction de Professeur Sidibé Valy. Il est membre du Groupe de Recherche en Art du Spectacle (GRAS). Il s'intéresse à l'évolution dramaturgique, esthétique et thématique du théâtre contemporain. Ses dernières publications ont porté sur : « *L'entrisme politique et la déconstruction du héros dramatique mussetien dans Lorenzaccio* », « *Les sofas de Bernard Zadi Zaourou : l'impensé d'un 'voyage initiatique tragique* », « *La théâtralisation de la décadence du pouvoir politique dans la délivrance d'Ilunga : le pouvoir de la parole et la parole du pouvoir* », *Misterioso-119 et Blue-S-cat, un théâtre au carrefour des arts chez Koffi Kwahulé* », « *De l'hétéronomie à l'autonomie individuelle : une dynamique de la construction du personnage dramatique dans les voix dans le vent* » et « *Au nom du peuple d'Amed Tidjani Cissé : La théâtralisation d'une justice à géométrie variable* ».

TITRE DE LA COMMUNICATION:

« *Le président de maxime N'debeka : jeux et enjeux dramatiques* »

RESUME :

La question de la bonne gouvernance est un thème générique, car la bonne gouvernance concerne tous les États. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) définit la gouvernance dans son document de politique générale de 1997 intitulé "La gouvernance en faveur du développement humain durable" comme étant l'exercice de l'autorité politique, économique et administrative en vue de gérer les affaires d'un pays à tous les niveaux. Souvent galvaudée par nombre d'auteurs pour toutes les questions liées au développement et à la gestion étatique dans son ensemble, la bonne gouvernance est devenue un outil souvent usité pour répondre aux nombreux défis que pose la réalité sociopolitique en Afrique. La pièce théâtrale *Le président* (1982) du dramaturge congolais Maxime N'Debeka, est le lieu de la confluence de plusieurs éléments pertinents qui mettent en lumière une gestion qui contraste avec la « bonne gouvernance ». Les thèmes de corruption, de détournements de deniers publics, d'exploitation de l'homme par l'homme fonctionnent dans une concomitance absolue. Par une mise en scène faite de péripéties, la tactique de Maxime N'Debeka, par le canal du personnage éponyme pour qui « gouverner, c'est voler » est de faire passer la gestion calamiteuse des chefs d'États africains dont il est la bijection, aux yeux du monde pour ce qu'ils sont et les condamner sans faux fuyants afin de les amener à faire de la bonne gouvernance leur soupape de gestion. Cette étude prenant appui sur l'analyse thématique se propose alors de montrer comment à partir de jeux et enjeux

dramatiques de mots et des maux, le dramaturge congolais parvient-il à faire de la promotion de la bonne gouvernance, son credo, son leitmotiv. Ce mécanisme se meut autour des interrogations suivantes : Qu'est-ce que la bonne gouvernance ? Quelle est sa typologie ? En quoi la dramatisation de la mauvaise gouvernance contribue-t-elle à faire la promotion de la bonne gouvernance ?

Mots-clés : Bonne gouvernance, Promotion, jeu et enjeux dramatiques, Mots, Maux

MARDI 28 JUIN 2022

16H-17H45 : SESSION 2

**AXE 2 : GOUVERNANCE UNIVERSITAIRE ET DELA
RECHERCHE, EMPLOYABILITE ET COMPETITIVITE
ECONOMIQUE**

Sous- axe

Enseignement supérieur, recherche et développement durable

Enseignement supérieur, recherche et employabilité

SALLE 5

Président de séance : Prof COULIBALY Aoua Sougo

B7 : DIALLO ABDOURAHAMANE

B8 : GACHA FRANCK-GAUTIER

B9 : MBEN LISSOUCK FERDINAND

B10 : MOUDJOURI MERCI BIENVENUE

B11 : TOURE KINANYA DONATIEN

B12 : TRAORE NOHOUA

B13 : ADIOLA BELO

B14 : DAGNOGO GNERE LAETICIA BLAMA

DIALLO ABDOURAHAMANE (B7)

Directeur de Programme Droit Public et Enseignant-chercheur/Université General Lansana

Conte de Sonfonia Conakry

abdourahamane.wassolo@gmail.com

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

Abdourahamane DIALLO, est un juriste Enseignant-chercheur et Directeur de programme droit public à la Faculté des Sciences Juridiques et Politiques de l'université Général Lansana CONTE de Sonfonia Conakry en République de Guinée. Il enseigne les cours de droit constitutionnel, de systèmes politiques comparés, du droit international public et du droit public économique.

Il est Doctorant en Droit public à l'université Cheikh Anta diop de Dakar. (La soutenance est prévue au 7 mai 2022). Son sujet de thèse porte sur "l'intervention des organisations internationales dans les processus électoraux en Afrique de l'ouest francophone. Les exemples de la Côte d'ivoire, de la Guinée et du Mali", sous la Direction de M. Saidou Nourou TALL (Professeur titulaire de classe exceptionnelle).

Il a un Master 2 en Droits de l'homme et droit humanitaire dont le sujet de mémoire est intitulé "Du droit d'ingérence à la responsabilité de protéger " Il est expert certifié sur des questions de la traite des personnes et du trafic illicite de migrants par l'Office des Nations unies contre les Drogues et le Crime. Il a déjà participé à plusieurs colloques, dont le dernier est le deuxième colloque international de Bouaké (RCI) sur L'État civil et la gouvernance publique qui a eu lieu les 23 et 24 février à l'université Alassane OUATTARA de Bouaké. Sa communication portait sur "La place de l'état civil dans le processus de développement économique et social en Guinée.

TITRE DE LA COMMUNICATION :

« La mutation de l'enseignement supérieur guinéen de l'ancien système au système LMD »

RESUME :

La mutation peut être considérée comme le remplacement ou le changement d'une chose par une autre. Dans le cadre de ce sujet, il s'agit du remplacement d'un système d'enseignement à un autre.

En 2007, la République de Guinée a adopté le système de Licence-Master-Doctorat (LMD). Avant cette date, elle pratiquait le système de Maîtrise communément appelé système classique. Cette mutation a été diversement appréciée tant par les acteurs du système de l'enseignement Supérieur que par des personnes externes en République de Guinée.

Si on peut vanter les mérites de ce nouveau système, il ne reste pas sans méfaits surtout dans le contexte guinéen.

Notre constat révèle que si les motivations du passage au système LMD sont salutaires (I), les réalités sur le terrain laissent voir de l'improvisation ou de l'impréparation de la Guinée dans ce processus de mutation (II). Dans les motivations, on peut évoquer l'autonomisation

(A) et la facilitation de la mobilité des apprenants (B). Mais dans la réalité, ces ambitions se butent aux obstacles dûs à l'improvisation du processus (II).

Les acteurs (enseignants et étudiants) ne sont pas bien outillés (A) et les conditions d'études sont inappropriées ou inadéquates (B). Tous ces problèmes ne favorisent pas la formation de qualité dont les étudiants ont besoin pour faciliter l'employabilité des diplômés.

Mots-clés : Mutation, Enseignement Supérieur, Démarche de développement professionnel, Motivations de la mutation, Improvisation de la mutation

GACHA FRANCK-GAUTIER (B8)

Maitre de Conférences/Université Péléforo Gon Coulibaly/Korhogo/Cote D'ivoire

gachafanck@upgc.edu.ci

KOFFI Hamanys Broux De Ismael

ismael.debroux@yahoo.fr

GOIN BI Zamblé Théodore

goinbited@gmail.com

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

Je suis Sociologue, Enseignant-Chercheur, recruté à l'Université Péléforo GON COULIBALY de Korhogo depuis janvier 2013. Spécialiste des questions du Travail et des Organisations, j'interviens également dans diverses thématiques, notamment la question du genre, l'autonomisation financière de la femme, l'incohérence des systèmes administratifs dans l'offre du service public, etc. J'ai à mon actif plusieurs colloques et congrès au Bénin, au Togo, au Ghana, en France et en Belgique. En termes de productions intellectuelles, mes écrits sont estimés à plus d'une vingtaine de publications dans les revues locales, sous-régionales et internationales, auxquelles on peut ajouter des communications éditées et la participation à un ouvrage collectif sur l'enfance en difficulté. Par ailleurs, je suis membre de l'Association Internationale des Sociologues de Langue Française (AISLF) et membre du Laboratoire d'Etudes et de Recherches Interdisciplinaires en Sciences Sociales (LERISS) de l'Université Félix Houphouët-Boigny.

TITRE DE LA COMMUNICATION:

« Gouvernance administrative des universités ivoiriennes et compétitivité socioprofessionnelle des apprenants »

RESUME

:

Contexte

Aujourd'hui, les universités changent et s'adaptent à la demande sociale. L'enseignement change, avec des pratiques plus créatives et collaboratives (Endrizzi, 2012), via le recours aux ressources numériques. Ces technologies sont au cœur des stratégies des universités africaines, principaux réservoirs des ressources humaines qualifiées. Même si le numérique offre des réponses aux défis universitaires, son déploiement soulève des questions, notamment son usage dans l'enseignement et l'apprentissage. A l'université, l'expansion d'Internet change le rapport à la connaissance, à la production et à la transmission du savoir (Bahi, 2006). Or, un constat empirique s'impose dans les universités ivoiriennes : l'outil informatique est peu disponible et la connexion des bibliothèques réduite (Bahi, idem). Ce constat s'observe à l'UPGC : connexion à internet quasi inexistante, la seule salle multimédia opérationnelle occasionnellement, des ordinateurs en panne, un seul amphithéâtre connecté au réseau internet. Saisir la pertinence de la gouvernance administrative et numérique, en questionnant la performance organisationnelle et la compétitivité socioprofessionnelle des étudiants. 64 acteurs ont été interviewés : 25 Enseignants, 35 Etudiants, 04 Responsables

administratifs. Les données ont été analysées au prisme des théories du déterminisme technologique et de l'analyse stratégique.

Primo, on note un usage approximatif du numérique dans la diffusion des connaissances, du fait que les enseignants sont peu formés ou non à son utilisation.

Secundo, les étudiants sont loin d'avoir adopté le numérique, même si certains en ont une relative maîtrise.

Tertio, l'administration déploie avec difficultés les TIC, ainsi que la connexion Internet via Wifi.

Ces faits déteignent négativement sur la performance de l'université, tant il est vrai que la gouvernance numérique améliore significativement les résultats académiques. Le numérique s'impose comme une nécessité dans tous les secteurs d'activités, y compris le secteur Education Formation. Dans un environnement universitaire mondial en concurrence, l'UPGC devrait faire la promotion du numérique, en mettant à disposition tout l'équipement didactique adéquat.

Mots-clés : Gouvernance administrative, Ressources numériques, Usage, Université, Compétitivité

MBEN LISSOUCK FERDINAND (B9)

Chargé de cours Université de Yaoundé II/ Cameroun

ferdinand.mben@univ-yaounde1.cm

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

Ferdinand MBEN LISSOUCK est enseignant, Chargée de cours au département de sociologie de l'université de Yaoundé 1 au Cameroun. Ses travaux portent sur les questions urbaines et les questions de genre. Il a récemment publié "Les apprentissages féminins de la conjugalité et de la sexualité dans un camp de réfugiés au Cameroun : Injonctions normatives et usages du droit", in Aurélie Fillod-Chabaud et Laura Odasso (dir.), Faire et défaire les liens familiaux. Usages et pratiques du droit en contexte migratoire, Presses de l'Université de Rennes, 2020. Dans le domaine humanitaire, Il collabore avec de nombreuses ONGs et associations locales et internationales ; ainsi de de nombreuses institutions du système des Nations-Unies.

TITRE DE LA COMMUNICATION

« Sensibilité au genre et universités camerounaises : entre logiques publiques et pratiques sociales »

RESUME

Les travaux traitant de la problématique du genre dans les universités camerounaises montrent que les femmes, après avoir été historiquement marginalisée par le système éducatif, ont été intégrées et acceptées en tant que membre, non plus à part mais à part entière, de la communauté universitaire (Bella : 2014). À rebours de ces travaux, cette contribution met en exergue la rémanence de l'androcentrisme dans le système universitaire camerounais. Les données utilisées, ici, proviennent d'une enquête qualitative réalisée dans le cadre d'une journée d'étude sur le « sexe de la science politique », qui s'est tenue à l'Université de Dschang le 27 janvier 2021. Cette enquête, qui s'est déroulé du 10 décembre 2020 au 15 janvier 2021 au travers d'entretiens semi-structurés avec 30 individus ; parmi lesquels 20 étudiantes, 5 enseignants et 5 enseignantes de la Faculté des Arts, Lettres et Sciences Humaines de l'Université de Yaoundé 1 au Cameroun. Elle a été complétée par une recherche documentaire, qui a permis d'actualiser les données dans le cadre de cette contribution. Partant du fait que la sensibilité au genre relève de la capacité à reconnaître et à mettre en évidence les différences, les problèmes et les inégalités existant entre les sexes, et à les intégrer à des stratégies et des actions (UNDP : 2007), les résultats indiquent que malgré la définition d'un Programme National Genre par l'État du Cameroun, les problèmes spécifiques aux femmes ne sont pas toujours pris en compte dans les stratégies d'actions des managers dans les universités camerounaises d'une part ; et, que d'autre part, les idées patriarcales continuent de structurer fortement l'imaginaire et l'action des universitaires camerounais des deux sexes.

Mots-clés : Genre, Université, Sensibilité au Genre, logiques publiques, pratiques sociales.

MOUDJOURI MERCI BIENVENUE (B10)

Ph.D en Science politique/ Assistant au Département de Science Politique/Université de Ngaoundéré

moudjourib@gmail.com

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

Moudjouri MERCI Bienvenue est né le 03 juin 1986 à Karna dans le département de la Vina, dans la Région de l'Adamaoua. Il est titulaire du Doctorat PhD en Science politique soutenue le 27 juin 2020 à l'université de Ngaoundéré. Le thème de sa thèse est : „Le corps enseignant dans la construction du champ de la gouvernance Universitaire au Cameroun : dynamiques collusives et collusives“. Depuis septembre 2020, il enseigne à L'institut des Travailleurs sociaux et de l'Action humanitaire de Garoua. Le 03 mai, il est recruté comme Assistant au département de Science politique de la Faculté des Sciences juridiques et politiques de l'université de Ngaoundéré. Ses champs disciplinaires sont : la gouvernance et les politiques publiques, la sociologie des organisations, la science administrative, et les relations internationales. Il a participé au colloque international "Assurance qualité/Recherche : Enjeux et perspectives actuelles" organisé par l'université Abdelhamid Ibn Mostaganem, avec pour communication : Le CAMES et la fabrique de la qualité des productions scientifiques en Afrique Noire francophone.. Il a également publié "La francophonie et l'enseignement supérieur en Afrique francophone : quelles actions pour quels effets" dans l'ouvrage collectif coordonné par Charles De. Logan et Koffi G. Agbefle dont le titre est : La Francophonie : 50 ans+1. Il a de nombreux articles en cours de publication dans les ouvrages collectifs.

TITRE DE LA COMMUNICATION

« Dynamique de la gouvernance universitaire en Afrique Francophone : entre recherche, professionnalisation et employabilité des diplômés. »

RESUME :

Contexte

La gouvernance universitaire trouve un terrain fertile en Afrique francophone. Les universités africaines sont à la croisée des chemins entre les missions classiques et l'exigence de modernisation de l'enseignement supérieur pour le développement. Depuis deux décennies, les pouvoirs publics ont assigné aux universités le rôle du développement social et économique des Etats. Pour y parvenir, ils mettent l'accent sur le triptyque recherche, professionnalisation des formations et l'employabilité des jeunes diplômés.

Objectif

L'objectif de cette communication est de montrer que la gouvernance universitaire dépasse le cadre de modernisation institutionnelle. Elle s'intéresse désormais à la recherche, la professionnalisation et l'employabilité. En réalité, l'exigence des administrations publiques et privées entraîne les mutations dans les recherches. Ces administrations ont besoin des personnels qualifiés pour occuper les tâches qui se complexifient au sein des organisations. C'est ainsi que les établissements d'enseignement supérieur créent des filières professionnalisantes capables de produire des personnels compétents capables de s'adapter à

l'environnement. La professionnalisation des formations est un gage certain de l'employabilité des diplômés. La recherche contribue à moderniser la formation qui à son tour donne accès à l'emploi.

Méthodologie

Pour mieux saisir la dynamique de la gouvernance universitaire encadrée entre la recherche, la formation professionnelle et l'employabilité, deux courants méthodologiques sont convoqués. Tout d'abord, l'analyse systémique permet de saisir les dynamiques d'adaptation de l'université à son environnement et la mutation de l'environnement à partir de l'influence de l'université. Il en est ainsi car l'université tout comme l'environnement s'influence mutuellement. L'analyse stratégique, pour sa part, sera utile pour mettre en lumière les stratégies que des acteurs (les pouvoirs publics, les organisations internationales et les entreprises) déploient pour atteindre l'objectif de développement social et économique par la recherche et l'employabilité. Nous ferons également recours à la technique documentaire qui consistera à exploiter les documents relatifs à la question.

Résultats

La raison d'être de l'ingénierie de la gouvernance universitaire produit les résultats escomptés. Les universités d'Afrique francophone ont toutes basculé dans la professionnalisation des enseignements. Les disciplines des sciences sociales et des sciences dures connaissent une inflation des filières professionnalisantes. Les étudiants s'intéressent de plus en plus à ces filières qui sont déterminantes pour l'employabilité. Le secteur professionnel a modifié les travaux de recherches. Elles ne visent plus des productions formelles, mais elles contribuent au développement, c'est la raison des centres d'excellence de recherche, des partenariats entre le monde de l'entreprise et l'université.

Conclusion

La gouvernance universitaire en Afrique francophone prend ses marques du fait que la recherche est tournée pour les besoins des organisations (publiques et privées). Ces recherches sont transmises aux des apprenants dans le cadre des formations professionnelles. Ils acquièrent des compétences durant leur formation. Ces compétences sont des leviers pour leur employabilité.

Mots-clés :

TOURE KINANYA DONATIEN (B11)

Enseignant-Chercheur/ Université Félix Houphouët-Boigny/ Abidjan / Côte d'Ivoire

tourekinaya@gmail.com

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

Dr TOURE Kinanya Donatien, Psychologue Sociale, Enseignant-chercheur à l'Université Félix Houphouët Boigny au département de Psychologie. Je suis également titulaire d'un Master et d'une Maîtrise en Psychologie Sociale et du travail. Je travaille sur les questions sociales telles que "les comportements de santé", les violences faites aux femmes et aux enfants etc.

TITRE DE LA COMMUNICATION

«L'université face à l'employabilité des étudiants : une analyse des compétences transversales»

RESUME :

Contexte : Face à la concurrence mondiale et au développement des économies des pays du Sud, les pays africains doivent faire face à un impératif de développement. Cet impératif met au premier rang le monde universitaire dont la mission première est de préparer les diplômés au marché du travail ou de permettre à des individus de gagner leur vie durablement grâce à une activité indépendante ou à la création d'une entreprise. Bien qu'ils soient dotés d'universités, les pays africains sont nombreux à faire face au chômage des jeunes diplômés. En Côte d'Ivoire, plusieurs indices traduisent cet état de fait. Ainsi, on relève le chômage massif, notamment chez les jeunes, le phénomène des intellectuels chômeurs. Cette crise est imputable à une kyrielle de facteurs : le boom démographique scolaire, l'augmentation du nombre de diplômés, l'inadéquation entre le système scolaire et celui du marché de l'emploi. Chaque année se succèdent des vagues de diplômés qui n'ont pas tous la chance d'être insérés dans le monde professionnel.

Les résultats d'une enquête-emploi menée auprès des ménages, en 2012, par l'AGEPE (Agence d'Etudes et de Promotion de l'Emploi) nous renseignent sur la situation de l'emploi en Côte d'Ivoire. Ainsi, le taux de chômeurs s'élève à 79,6% en milieu rural et à 73,3% en milieu urbain. L'enquête nous informe également que ces chômeurs sont essentiellement primo-demandeurs d'emploi. En effet, avec la croissance démographique et la mise en place par l'Etat d'une politique d'optimisation de la scolarisation sans aucune discrimination, le taux de diplômés augmente chaque année. L'inadéquation entre le système éducatif et celui du marché de l'emploi ne favorise pas l'insertion socioprofessionnelle de ceux-ci. La pression d'un chômage des jeunes toujours plus important a conduit les pouvoirs publics à engager une véritable « course à la professionnalisation » des diplômés universitaires afin de développer l'employabilité de tous les étudiants (Caillaud, 2012). C'est alors qu'en 2012, les universités ivoiriennes ont ainsi adopté la réforme LMD « Licence-Master-Doctorat ». Il ne fait alors aucun doute que l'enseignement supérieur joue un rôle important dans le développement du capital humain et la croissance économique. Le lien entre l'enseignement supérieur et l'emploi est au centre d'initiatives menées dans de nombreux pays africains. L'Etat comme

les employeurs presse l'enseignement supérieur de produire des diplômés aptes au travail et dotés d'attributs, de capacités et de dispositions nécessaires pour bien travailler. Mais, face aux difficultés d'insertion professionnelle que rencontrent les jeunes, l'on en arrive à se poser la question suivante : *Comment l'enseignement supérieur doit/peut-elle contribuer à améliorer l'employabilité des jeunes diplômés en quête d'emploi ?*

Objectif : Au vu de l'interrogation soulevée, *cette communication se propose de déterminer les apports possibles de l'Enseignement Supérieur à l'employabilité des jeunes diplômés en quête d'emploi.* En d'autres termes, il s'agit de penser la place et le rôle de l'université dans l'accompagnement et le développement des aptitudes de chacun des individus formés à trouver et conserver un emploi, à progresser dans un travail et à s'adapter au changement tout au long de la vie professionnelle.

Méthodologie : Du point de vue méthodologique, nous adopterons une double approche, qualitative et quantitative, centrée sur une recherche documentaire, un questionnaire et des entretiens. La recherche documentaire sera faite en vue de dégager les leviers mis en place par les universités pour faire face aux défis de l'employabilité des jeunes diplômés. Un questionnaire sera ensuite soumis aux diplômés pour mesurer leur niveau d'employabilité et, enfin, des entretiens seront menés pour comprendre les avantages et les limites des différents leviers et donc le rôle de l'université dans ce processus.

Résultats attendus : Ce travail envisage atteindre plusieurs résultats dont les principaux sont les suivants : Dégager dans un premier temps, les déterminants de l'employabilité ; Montrer ensuite, comment l'enseignement supérieur pourrait développer et maintenir chacun de ces déterminants afin d'aider les diplômés dans leur processus d'insertion socioprofessionnelle.

MOTS-CLES : Enseignement supérieur, Employabilité, Jeunes diplômés, Université, Chômage

TRAORE NOHOUA (B12)

Enseignant-Chercheur, Université Alassane Ouattara de Bouaké, Côte d'Ivoire

nohouaresearch@gmail.com

TITRE DE LA COMMUNICATION :

« Le rôle des infrastructures de recherche dans la productivité des chercheurs en Côte d'Ivoire »

RESUME

Pour le Conseil pour le Développement de la Recherche en Sciences Sociales en Afrique (CODESRIA), l'absence d'une infrastructure de recherche limite la contribution des spécialistes au développement des projets sociaux et économiques répondant aux préoccupations réelles des populations. Ces insuffisances qui ont probablement une incidence directe sur la capacité des chercheurs à produire des connaissances scientifiques au profit du développement suscitent des interrogations. Ainsi, la présente étude se veut une contribution à la détermination des leviers pouvant booster l'accès des chercheurs aux infrastructures de recherche en vue d'accroître leur productivité du travail du chercheur. À partir d'analyses empiriques l'étude anticipe les contraintes de financement, le grade du chercheur, l'insuffisance de bibliothèques, le manque de réseautage, l'âge du chercheur, l'affiliation à un centre/laboratoire de recherche, la difficulté d'accès aux bases de données et à une connexion internet comme déterminants de la productivité du travail du chercheur.

ADIOLA BELO (B13)

Doctorant/Université Joseph Ki-Zerbo/ Burkina Faso

beladios89@gmail.com

FAYAMA TIONYELE

tionyele@yahoo.fr

OUEDRAOGO BOWENDSOM CLAUDINE VALÉRIE

claudeval@yahoo.com

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

ADIOLA Belo est actuellement doctorant de sociologie à l'Université Professeur Joseph KI-ZERBO. Il est également, depuis 2018, Conseiller d'Orientation Scolaire et Professionnelle (COSP) à la Direction Régionale des Enseignements Post-primaire et Secondaire des Hauts-Bassins (DREPS/HB) du Ministère de l'Education Nationale et de la Promotion des Langues Nationales (MENAPLN). ADIOLA Belo est par ailleurs le Président du Réseau des Sociologues du Burkina (RESOB), une association qui a pour objectif de promouvoir la sociologie à travers diverses activités (rencontres d'échange, formation, recherches, plaidoyer...).

Les sujets de recherches de ADIOLA BELO sont l'Education (par ricochet l'orientation), la santé et la sociologie de la famille. Il a à son actif deux articles déjà co-publiés sur la thématique de l'orientation scolaire et professionnelle. Deux autres ont en cours de parutions. Il a enfin d'autres co-publications d'articles sur l'incivisme, le mariage et le divorce.

TITRE DE LA COMMUNICATION:

« Rationalité des nouveaux bacheliers dans le choix d'Université : une observation à partir des étudiants orientés par Campus Faso à l'Université Nazi BONI »

RESUME:

De nos jours, l'enseignement supérieur burkinabè dispose de quatorze (15) institutions d'enseignement publiques réparties dans les treize (13) chefs-lieux de région du pays. L'objectif poursuivi est de rendre ces institutions plus proches des futurs apprenants que sont les nouveaux bacheliers afin de leur permettre d'éviter les difficultés (logements, nourriture) liées au déplacement de leurs localités d'origine. A cet effet, chaque nouveau bachelier en fonction de la filière souhaitée, déposait son dossier d'orientation dans une université de son choix pour y être orienté.

Cependant, avec l'avènement de la plateforme Campus Faso, le nouveau bachelier a l'obligation de faire un dépôt de dossier dans au moins deux universités pour un total de douze choix de filières à effectuer. Ainsi, il se pose un double problème pour le nouveau bachelier. En plus du choix de filière se joint le choix d'université.

C'est dans l'optique d'analyser la problématique du choix d'université que nous avons mené la présente recherche intitulée : « Rationalité des nouveaux bacheliers dans le choix

d'Université : une observation à partir des étudiants orientés par Campus Faso à l'Université Nazi BONI ».

A travers une méthodologie de recherche purement qualitative et une posture théorique basée sur la rationalité, nous avons réalisé trente entretiens individuels et un focus group auprès de deux catégories d'acteurs (responsables de Campus Faso et étudiants de l'UNB). Il ressort de l'analyse des données recueillies que des raisons personnelles, sociales, économiques, mais toutes rationnelles au sens de Boudon (1979) sont avancées par les enquêtés pour justifier leur choix de villes (Universités). Il s'agit essentiellement de la volonté d'être proches de la famille, le retour au bercail, l'absence relative de retard à l'UNB et le souci d'éviter la vie chère des localités inconnues... En définitive, nous constatons qu'il existe une pomme de discorde entre les nouveaux bacheliers et les personnes ressources interrogées. Au niveau des nouveaux bacheliers, il se pose une préoccupation de recherche de meilleures conditions afin de poursuivre les études. Du côté des personnes ressources (autorités) le souci est plutôt tourné vers la gestion rationnelle de la capacité d'accueil de chaque université. De part et d'autre la problématique de la rationalité est mise au-devant.

Mots-clés : Rationalité, Orientation, Choix d'université, Campus Faso, Nouveau bachelier

DAGNOGO GNERE LAETICIA BLAMA (B14)

Maitre De Conférences/ Université Alassane Ouattara/Bouaké/Côte d'Ivoire

dagnogoblama@gmail.com

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

Docteure en Sciences de l'Information et de la Communication, Maitre de Conférences au département des Sciences du Langage et de la Communication à l'Université Alassane Ouattara (UAO) de Bouaké / Cote d'Ivoire, Experte en Assurance Qualité dans l'Enseignement supérieur, Chef du Service de Communication de l'UAO. J'ai participé à plusieurs activités de sensibilisation, de formation et de renforcement des capacités des acteurs de l'Enseignement supérieur de la Côte d'Ivoire dans le cadre de l'implémentation du système LMD, en tant que point focal LMD de mon département. Depuis 2019, je suis responsable de la Cellule Interne d'Assurance Qualité de l'UAO, suite à une série de formation en Assurance Qualité dont j'ai bénéficié, d'une part avec le DAAD et l'Université de la Sarre (Allemagne), et d'autre part, avec le CAMES et l'UEMOA. Par ailleurs, j'ai participé, avec l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF), à la conception et la mise en ligne de deux MOOC / CLOM (Massive Opened Online Course / Cours en Ligne Ouverts et Massifs). Le premier, intitulé : « Communication, nouveaux médias et développement » est disponible sur la plateforme de l'UVCI (Université Virtuelle de Côte d'Ivoire). Le teaser (la vidéo de présentation du MOOC) est accessible à partir du moteur de recherches Google. Le second a pour titre : « Communication, Santé et Développement ». Mes domaines de Recherches sont la Communication pour le Changement de Comportement et le Développement, l'Ethique de la Communication et des Technologies, la Communication et le Management de la Qualité.

TITRE DE LA COMMUNICATION :

« Gouvernance universitaire et management de la qualité : challenges d'une Université innovante et compétitive »

RESUME :

De nos jours, la performance d'une organisation, qu'elle soit marchande ou non marchande, doit tenir compte de l'importance accordée à la mise en place d'un système de management de la qualité dans le pilotage de ses activités, le développement des structures et la conduite du capital humain en situation de travail. Dans l'enseignement supérieur, un système de management de la qualité peut être défini comme « l'ensemble des directives de prises en compte et de mise en œuvre d'une politique centrée sur la qualité avec pour objectif la maîtrise de l'ensemble des processus (...) de l'établissement supérieur. » (F. Boubakour 2016, p. 6), C'est, en quelque sorte, une forme de management où « les établissements doivent avoir une politique et des procédures associées pour le management de la qualité. » (B. Curvale, 2009, p. 5). Dès lors, la qualité ne correspond pas seulement à un résultat, mais de manière indissociable, à la démarche qui y conduit. Si bien que s'engager sérieusement

dans la démarche qualité n'est pas seulement se donner des objectifs supplémentaires, mais réformer en profondeur sa manière de travailler » Cannac (2004, p.11), en vue de satisfaire les exigences académiques, garantir la qualité vis-à-vis des parties prenantes et parties intéressées.

Alors, Qu'est-ce que la Qualité pour un établissement d'enseignement supérieur et comment mettre en place un système de management de la Qualité qui garantisse la performance et le rayonnement d'une Université ?

Nous partons du postulat selon lequel, La qualité intrinsèque d'une institution d'enseignement supérieur ne suffit pas, elle doit être prouvée et garantie afin de pouvoir être visible et crédible aux yeux des étudiants, des partenaires institutionnels et de la société en général. Ainsi, l'implémentation efficace et effective d'un système de management de la qualité dans un établissement d'enseignement supérieur dépend prioritairement de la gouvernance, qui devra associer les parties prenantes dans la conception et la gestion des principales activités de développement et d'innovation de l'établissement.

D'où l'approche participative, qui est le modèle théorique de référence pour faire d'une institution d'enseignement supérieur, une structure de qualité. La présente communication se veut ainsi, un argumentaire en faveur de l'assurance qualité dans la gestion des Universités de façon générale.

Mots-clés : Gouvernance, Université, Management, Qualité, Compétitivité

MARDI 28 JUIN 2022

16H-17H45 : SESSION 2

**AXE 3 : GOUVERNANCE DE LA SECURITE ALIMENTAIRE,
NUTRITIONNELLE ET ENVIRONNEMENTALE**

Sous- axe

Conservation et gestion des ressources naturelles

SALLE 6

Président de séance : Prof BAKAYOKO Adama

C4 : COULIBALY BAKARI

C5 : DIEN KOUAYE OLIVIER

C6 : DIOMANDE METANGBO

C7 : DJADJI EBRAM LUC GERVAIS

C8 : DJEDJE GOKOU JEAN MARIE

C9 : DRO BERNADIN

C50 : ADAHI BOTOU MOÏSE

COULIBALY BAKARI (C4)

Centre de Recherches Océanologiques/ Cote d'Ivoire

nanan84@yahoo.fr

TAH LEONARD

tahlone@yahoo.fr

KONAN KOUADIO JUSTIN

kouadjustin@yahoo.fr

KONE TIDIANI

ktidiani@yahoo.fr

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

COULIBALY Bakari est né le 03 Octobre 1965 à Tounvré. Après des études secondaires eu Baccalauréat série D il a étudié en Chimie-Biologie géologie à l'université Félix Houphouët-Boigny à partir de 1987 où il obtient la licence d'enseignement des sciences naturelles en 1991. De 1992 à 2012 il a été enseignant des sciences de la vie et de la terre au lycée. Après une thèse de doctorat soutenue publiquement le 03 juin 2017 avec pour thème "Exploitation de la lagune de Grand-Lahou (Côte d'Ivoire) par la pêche artisanale : structure du peuplement ichthyologique et production des populations exploitées" je suis recruté en qualité de chercheur au Centre de Recherches Océanologique (CRO). En effet, le porteur du présent projet de communication est chargé de recherches (CAMES) au Centre de Recherches Océanologiques. Je travaille au département Ressources Aquatiques Vivantes dans les thématiques de la dynamique des pêcheries lagunaires et maritimes et la gestion des stocks halieutiques. Auteur de 09 publications scientifiques et 09 fiches techniques dans les domaines ci-dessus indiqués.

TITRE DE LA COMMUNICATION (poster) :

« Impact des engins de pêche sur le peuplement ichthyologique de la lagune de Grand-Lahou (Côte d'Ivoire) »

RESUME :

Cette étude menée de Novembre 2013 à octobre 2014 a eu pour but d'évaluer l'impact des engins de pêche sur le peuplement ichthyologique de la lagune de Grand-Lahou. Six types d'engins de pêche ont été identifiés au cours de la période d'étude. Il s'agit de filets maillants de petites mailles, de moyennes mailles et de grandes mailles, les éperviers, les Palangres et les pêcheries fixes. Le taux d'utilisation le plus important (70%) a été enregistré avec les filets maillants de petites mailles pendant la grande saison des pluies. Pendant la grande saison sèche Les éperviers affichent un fort taux d'utilisation (69%). Les faibles taux d'utilisation des engins ont été enregistrés avec les palangres (3%) et les pêcheries fixes (0%) pendant la grande saison des pluies. Parmi les engins de pêches utilisés les filets maillants de petites mailles ont capturé le plus grand nombre d'espèces (25) suivi éperviers (20), des filets maillants de moyennes mailles (17), de grandes mailles (7), des palangres (5) et des pêcheries

fixes (1). L'étude des captures des différents engins de pêche a montré que pour les filets maillants de petites, de moyennes et des grandes mailles, les captures sont dominées par *Ethmalosa fimbriata* (67%), de *Liza falcipinnis* (45%) et de *Trachinotus teraia* (48%) respectivement. Les captures des éperviers sont dominées par *Elops lacerta* (36%) tandis que celles des palangres et des pêcheries fixes sont dominées par *Chrysichthys nigrodigitatus* (92%). Les prises par unité d'effort (PUE) enregistrées en kg par engin ont été de $12,29 \pm 8,85$; $6,24 \pm 9,24$; $7,08 \pm 3,45$; $9,79 \pm 6,10$; $8,79 \pm 6,63$; $12,22 \pm 3,53$ pour les filets maillants de petites, de moyennes, de grandes mailles, les éperviers, les palangres et les pêcheries fixes respectivement. La production totale de poissons de la lagune de Grand-Lahou a été estimée à 483,434 tonnes.

Mots-clés : Engins de pêche, CPUE, production de poissons, Lagune de Grand-Lahou, Impact

DIEN KOUAYE OLIVIER (C5)

Chargé de Recherche, Université Nangui Abrogoua / Centre De Recherche En Ecologie
dienolivier@gmail.com

BERTHE SALIMATA

sali_berte@yahoo.fr

TITRE DE LA COMMUNICATION :

« La problématique de la gestion de l'orpaillage sur les sites miniers industriels en.... »

RESUMÉ :

Dans cet article, nous essayons, à partir d'investigations menées sur un site minier industriel à Séguéla, de comprendre les facteurs explicatifs de la présence des orpailleurs sur un permis minier, et d'identifier les stratégies innovatrices pour gérer cette dualité. Les résultats montrent que l'occupation d'un site minier industriel fait des orpailleurs une catégorie d'acteurs locaux ayant une influence négative sur l'intégrité du permis et représentant, de ce fait, une menace directe pour les opérations qui s'y exercent. Cependant, il est difficile d'envisager leur départ forcé à cause du risque de création de conditions d'instabilité autour de la mine et de perte de revenus ou de moyens de subsistance des populations locales.

L'étude conclut que l'amélioration des relations, la mise en place de mécanismes de participation, le renforcement des capacités en termes de formation et d'encadrement et la mise en œuvre d'une assistance planifiée pour le retrait des sites occupés, peuvent être des solutions pour créer les conditions favorables à une gestion efficace des sites miniers infiltrés.

Mots-clés : Cote d'Ivoire, Ressources naturelles, Orpaillage, Industrie minière, Infiltration

DIOMANDE METANGBO (C6)

Enseignant-Chercheur UPGC

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR :

Monsieur Diomandé Métangbo est né à Daloa le 08 février 1975. Après une maîtrise en Science d'Abobo-Adjamé (2000), il a obtenu un Diplôme Approfondi (2005), puis une Thèse Unique de d de la Terre de l'Université Félix Houphouët Boigny ex-Université de Cocody-Abidjan – Option H ensuite affecté à l'Université Peleforo Gon Coulibaly de Korhogo (Côte d'Ivoire) où il exerce en

TITRE DE LA COMMUNICATION

« Gestion Intégrée des Risques Climatiques sur la production du cacao en Côte d'Ivoire »

RESUME:

Les différents diagnostics menés en Côte d'Ivoire signalent une baisse du rendement du Caca attribuée par les paysans à la baisse de la fertilité des sols et au changement de la pluviosité. I baisse de rendement actuel et futur (horizon 2050) sur la production cacao du fait des changer l'approche conceptuelle AR5 du GIEC (2014) selon laquelle risque est perçue comme étant fon vulnérabilité. La méthodologie choisie a combiné plusieurs approches sous l'angle climatique résultats montrent que le risque de la baisse de rendement est élevé à l'horizon 2050 selon les

DJADJI EBRAM LUC GERVAIS (C7)

TITRE DE LA COMMUNICATION

« Valeurs traditionnelles des tortues marines dans les communautés côtières de lahou-kpanda à Abreby et à Mondoukou, Côte d'Ivoire »

RESUME

Les tortues marines sont les symboles des océans. Elles passent majoritairement leur vie en mer mais ont également une vie terrestre. Face au déclin de leurs populations, la problématique de leur conservation est au centre des préoccupations de l'Union International pour la Conservation de la Nature (UICN) et de la Convention sur les Espèces Migratrices (CMS). Toutefois, il semblerait que les tortues marines auraient des vertus thérapeutiques. L'utilisation médicinale de la diversité faunique est mal connue. Le présent article a consisté à évaluer les potentialités endogènes des tortues marines chez les différents peuples de notre zone d'étude. D'août 2015 à mars 2016 a été réalisée une étude sur les valeurs traditionnelles des tortues marines de Lahou-Kpanda à Abreby et à Mondoukou. Pour ce faire, deux méthodes dites directe et indirecte ont été utilisées. La méthode directe a consisté en des patrouilles de jours et de nuit, de contrôle des embarcations de pêcheurs et produits de pêches, à l'observation de nids pillés et protégés et de traces de tortues marines. Quant à la méthode indirecte, un interview à l'aide de questionnaires portant sur la connaissance des tortues marines, le niveau de fréquentation des plages et les valeurs (culturelle, alimentaire, économique, pharmacopée et ou médicinale) de tortues marines ont été administrés à toutes les couches sociales y compris les communautés étrangères à raison de cinq (5) personnes par village. Au total, 115 personnes ont été interviewées. Il ressort que trois espèces de tortues marines (*Lepidochelys olivacea*, *Chelonia mydas* et *Dermochelys coriacea*) fréquentent les zones d'études. La pression du braconnage est la raison principale de leur déclin. Elles sont présentes dans la vie des différents communautés côtières. Leur importance varie selon les communautés. Chez les peuples autochtones Avikam et Alladian, l'intérêt médicinal des tortues marines n'est pas connu. Ils sont plus d'ordres culturel (tradition), économique et alimentaire sauf dans certaines familles où l'intérêt culturel relève du sacré. A Mondoukou, une décision coutumière interdit à tous résidents

MOTS CLES : Tortues marines, communautés côtières, valeurs traditionnelles, Côte d'Ivoire.

DJEDJE GOKOU JEAN MARIE (C8)

Doctorant/ Université Jean Lorougnon Guédé/Daloa/ Côte D'ivoire
djedjegokou@yahoo.fr

ASSA KOFFI JEAN-CLAUDE

jcbassa7@gmail.com

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

J'ai fait les études supérieures à l'université NANGUI ABROGOUA (Ex Abobo Adjamé) de la 1^{ère} année au master, ensuite le doctorat (En cours) à l'université JEAN LOROUGNON GUEDE. Auteur d'une publication intitulée 'Phytosanitary Risks and Practices of Farmers around the Sassandra River in Guessabo (Central West, Côte D'ivoire)' parue en 2021 dans la revue Journal of Chemical, Biological and Physical Sciences ; DOI : 10.24214/jcbps.D.11.3.20109. Auteur d'une communication orale à la 1^{ère} Edition des Journées promotionnelles de l'UFR Environnement les 06 et 07 décembre 2018 à l'université Jean Lorougnon Guédé Daloa - Côte d'Ivoire.

TITRE DE LA COMMUNICATION:

« L'agriculture conventionnelle aux alentours du fleuve Sassandra et contamination des poissons : cas de la localité de Guessabo (Côte d'Ivoire) »

RESUME :

L'autosuffisance alimentaire, le changement climatique, la rareté des terres cultivables et la présence de plantes adventistes sur les parcelles influencent énormément le secteur agricole. L'agriculture conventionnelle s'avère appropriée pour la fertilisation des sols. Elle entraîne des mutations en termes de rendement agricole de qualité et de gouvernance dans la réglementation et l'utilisation sécurisée des pesticides. Les matières actives dérivées des pesticides abusivement utilisées, contaminent tous les compartiments de l'environnement y compris les cours d'eau qui servent à l'irrigation des parcelles. A Guessabo, les alentours du fleuve sont très propices pour une agriculture conventionnelle. Cette partie du fleuve est très sollicitée par les agriculteurs pour des cultures de courte durée nécessitant assez de pesticides pour l'entretien des parcelles. Les phénomènes de ruissellement, d'infiltration souterraine et de volatilisation des pesticides après les traitements des parcelles contribuent énormément à la contamination des poissons du fleuve. Cette contamination génère des perturbations dans la chaîne alimentaire. Dans le cadre d'une approche écotoxicologique, l'analyse des poissons (*Oreochromis niloticus* et *Chrysichthys nigrodigitatus*) de ce fleuve a permis d'évaluer leur l'état de contamination dans la chaîne alimentaire en 2020. Ces poissons refferment des teneurs considérables de matières actives nécessitant une attention particulière. Cet article vise alors à analyser les nouvelles stratégies agricoles appropriées pour faire face aux exigences de la conservation qualitative et quantitative des poissons. Des enquêtes orales, des focus groups, et des analyses de contrôle permettront d'atteindre ces objectifs. Quant à la gouvernance du secteur agricole, elle nécessite des orientations majeures. D'une part une

agriculture conventionnelle qui s'inscrit dans une politique de suivi des agriculteurs et de sécurité alimentaire. D'autre part cette agriculture biologique développe une production durable. Par ailleurs, la formation des planteurs à l'utilisation de pesticides exclusivement homologués traduit bien la prise en compte des préoccupations environnementales pour une agriculture durable.

Mots-clés : Agriculture conventionnelle, Fleuve, Contamination, Poissons, Guessabo

DRO BERNADIN (C9)

Maitre-Assisant, Université Jeqn Lorougnon Guédé, Cote d'Ivoire

droberna@gmail.com

COULIBALY SIENDOU

saidcoul23@yahoo.fr

SALLA MORETO

salla.moreto@yahoo.fr

KOUASSI ADJOUA HELEINE

helenakouassi2014@gmail.com

KONE MAMIDOU WITABOUNA

witabouna@yahoo.fr

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

Docteur Dro Bernadin est titulaire d'un Doctorat de botanique, option Biologie végétale, spécialité Phytochimie de l'Université Félix HOUPHOUETBOIGNY, Abidjan, Côte d'Ivoire. Cette thèse a été réalisée au Centre Suisse de Recherches Scientifiques grâce au financement du PASRES en sa session de juillet 2009 (Projet n° 25). Il est actuellement enseignant-chercheur à l'UFR Agroforesterie de l'Université Jean Lorougnon GUEDE de Daloa.

Monsieur DRO Bernadin a, à son actif, 23 publications parues dans des revues à comité de lecture, 09 masters encadrés, 08 participations aux rencontres scientifiques dont un prix de la meilleure communication orale et plusieurs séminaires et ateliers de formations.

Lauréat de 02 bourses postdoctorales (AUF 2017 et FULBRIGHT 2020), Monsieur DRO contribue activement au rayonnement de son institution. Il est chef de service des Etudes et Prospective, Membre du conseil scientifique de l'UFR Agroforesterie et chargé de l'évaluation des programmes dans la Cellule Interne d'Assurance Qualité (CIAQ).

TITRE DE LA COMMUNICATION:

*« Production de plantules à partir des stumps de *Carapa procera* à Daloa »*

RESUME :

En Côte d'Ivoire, comme dans bien des pays africains, la biodiversité connaît une régression considérable à cause du défrichage rapide de la végétation à des fins agricoles entraînant ainsi la baisse drastique de la flore.

Des plantes de valeur dont *Carapa procera* enregistrent, dans le même temps, une hausse en demande du fait de la forte croissance démographique. *C. procera*, plante très exploitée pour ses multiples usages, a une régénération naturelle variant de nulle à très faible. A ce rythme, elle pourrait disparaître avec tous ses intérêts. Il est donc urgent de développer des stratégies ou méthodes de restauration et de conservation en sa faveur. Cette étude a été conduite pour produire, par des stumps, des plantules viables de *Carapa procera* en vue d'une exploitation rationnelle et durable. Un dispositif de quatre blocs complètement randomisés avec quatre répétitions a été utilisé. Les blocs étaient séparés de 30 cm les uns des autres. Les

stumps de *carapa procera*, prélevés en milieu naturel près de Daloa, ont été réduits en groupes de stumps de 8 cm (T1), 14 cm (T2), 20 cm (T3) et 30 cm (T4). Ils ont été, ensuite, disposés par bloc de 40 dans des phytocels de 33 et 11 cm contenant du substrat sous une ombrière et suivis un entretien régulier sur trois mois. Sur chaque plantule issue des stumps, les mesures ont été faites pour évaluer les paramètres de croissance et morphologiques. Elles ont porté sur le diamètre au collet, les longueurs (feuille, rachis, pétiole, acumen), la largeur de la feuille, le nombre de feuilles par rejet, le nombre et la hauteur de rejets par stumps. Les analyses statistiques ont été réalisées avec le logiciel Statistica 7.1. Il a permis, entre autres, de comparer les moyennes des différents traitements par les analyses de variances (ANOVA) et de classer les différents traitements par groupe homogène avec le test de comparaison multiple de Student-Newman-Keuls. Les plantules issues des stumps de 20 cm (T3) et 30 cm (T4) ont enregistré les meilleurs résultats sur 03 mois. Elles présentent respectivement des diamètres au collet de 4,8 et 4,53 cm, une largeur moyenne des folioles de 9,54 cm, une largeur moyenne des feuilles de 11,6 et 11,29 cm et une longueur moyenne des folioles de 11,52 et 13,80 cm. Les faibles valeurs ont été enregistrées chez les plantules issues des stumps de 8 cm (T1). Les paramètres de croissance ont été les meilleurs chez les plantules de ces deux traitements. En somme, les stumps de 20 et 30 cm ont produit des plantules vigoureuses et épanouies de *Carapa procera*. La technique de régénération de *Carapa procera* par production de plantules issues de stumps est prometteuse avec des stumps de 20 et 30 cm de longueur.

Mots-clés : Déforestation, Régénération par stump, *Carapa procera*, Plantes utilitaires, Reforestation

ADAHI BOTOU (C50)

Institut National Polytechnique Félix Houphouët-Boigny

botou.adahi@inphb.ci

N'GUESSAN KONAN JEAN-YVES

YESSOH BOUAH JEAN-MARIE

KONAN-WAIDHET ARTHUR BRICE

SUGIYAMA HIRONOBU

ASSIDJO NOGBOU EMMANUEL

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR :

Ingénieur Génie Rural (Marié 4 Enfants) Mars 2002: Université de Tsukuba, Japon *Ph.D.* in Agricultural Engineering (Génie Rural), option irrigation et drainage
CARRIERE ACADEMIQUE 2003-présent: INP-HB, Yamoussoukro. Enseignement et Recherche en Hydraulique Agricole, Irrigation sous Pression, Riziculture Irriguée
2002-2003: Recherche Postdoctorale, Université de Tsukuba, Tsukuba, Japon
CARRIERE ADMINISTRATIVE 2007-2012: INP -HB, Yamoussoukro Chef de Cabinet du Directeur Général de l'INP-HB

CONFERENCES.

02 – 04 décembre 2019: Journées scientifiques du CAMES, 4e édition, 2019. Thème : « Valorisation des résultats de la recherche et modèle économique », Ouidah, Bénin.
1er août – 31 septembre 2016 : Plateforme de Recherche et d'expérimentation en Sciences et Techniques pour l'Irrigation, IRSTEA, UMRGEAU, sous la responsabilité de Dr Bruno Molle, Responsable de PRESTI, Montpellier Supagro, France.
12 – 17 mars 2012: 6ème Forum Mondial de l'Eau à Marseille, France.

TITRE DE LA COMMUNICATION:

« Performance des périmètres hydroagricoles : cas du périmètre »

RESUME:

En vue de déceler les problèmes qui entravent la productivité d'un aménagement irrigué, une évaluation de la performance du périmètre rizicole de Nanan, en Côte d'Ivoire a été effectuée. La méthodologie adoptée a été de déterminer ces indicateurs de performance des systèmes irrigués, que sont l'efficacité d'irrigation et la productivité de l'eau. Le travail a essentiellement consisté en des mesures hydrauliques dans les canaux du périmètre. L'ETM a été déterminée à l'aide des logiciels Climwat 2.0 et Cropwat 8.0 de la FAO. L'efficacité globale de l'irrigation du périmètre de l'ordre de 35% est faible. L'efficacité de transport de 81,5% dissimule d'importantes faiblesses, principalement le manque d'entretien du canal principal. Quant à l'efficacité d'application à la parcelle, elle est de 42,3% et induit des pertes en eau de 57,7%. Cela est majoritairement dû au faible niveau de formation du riziculteur concernant les techniques d'irrigation et à la mauvaise planification de l'irrigation sur le site. On observe une productivité de l'eau de 0,42 kg/m³, en dessous des valeurs conseillées (0,6 kg/m³) et qui est essentiellement due à une gestion inappropriée de l'irrigation sur le périmètre. Les résultats obtenus révèlent donc une faible performance du périmètre rizicole irrigué de Nanan. Des mesures

immédiates et durables doivent être prises par les décideurs, telles qu'une réhabilitation complète du réseau d'irrigation et un renforcement des capacités des riziculteurs quant à la pratique de l'irrigation du riz.

MOTS CLES : Périmètre rizicole, irrigation, efficacité d'irrigation, productivité de l'eau, Yamoussoukro

MARDI 28 JUIN 2022

16H-17H45 : SESSION 2

AXE 4 : GOUVERNANCE DES SYSTEMES DE SANTE

Sous- axe

Gouvernance de l'environnement sanitaire (infrastructures, plateau technique, restauration)

Gouvernance et gestion des systèmes de santé

SALLE 1

Président de séance : Prof NANDIOLO KONE Rose

D1 : ABOA EHUI BLA PELAGIE

D8 : PAKA ETIENNE

D9 : BOP MARTIAL COLY

D10 : KONE TANYO BONIFACE

D11 : TARNAGDA AWA 2^{ème} JUMELLE

D12 : COULIBALY SALIFOU

ABOA EHUI BLA PELAGIE (D1)

Centre Suisse de Recherche Scientifique en Côte d'Ivoire

pelagieaboa2012@gmail.com

ASSOUHO KONAN FABRICE

Institut Pierre Richet de Bouaké

assokofabrice@gmail.com

ZOH DOUNIN DANIELLE

Institut Pierre Richet de Bouaké

zohdounin@yahoo.fr

ZAHOU LI BI ZAHOU LI JULIEN

Centre Suisse de Recherche Scientifique en Côte d'Ivoire

julien.zahouli@csrs.ci

YAPI YAPI GREGOIR

Centre d'Entomologie Médical et Vétérinaire (CEMV)

yapigrec@yahoo.fr

FOURNET FLORENCE

Institut de Recherche et de Développement

florence.fournet@ird.fr

ADJA AKRE MAURICE

Université Felix Houphouët Boigny/ Institut Pierre Richet de Bouaké

adjamaurice@yahoo.fr

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

Je suis AboaEhui Bla Pélagie, 26 ans célibataires sans enfant. Inscrite en première année de thèse unique en Entomologie Médicale et Vétérinaire à l'Université Alassane Ouattara de Bouaké/ Centre d'Entomologie et Vétérinaire/ Centre Suisse Recherche Scientifique en Côte d'Ivoire.

TITRE DE LA COMMUNICATION

« *Bionomie et importance des vecteurs de paludisme dans deux sites sentinelles du nord de la Côte d'Ivoire, Bouna et Odienné* »

RESUME :

Introduction : En Côte d'Ivoire, le paludisme reste une cause majeure de mortalité, avec un paysage épidémiologique variable. Nous avons évalué la bionomie des moustiques vecteurs du paludisme et la transmission de *Plasmodium falciparum* au nord de la Côte d'Ivoire.

Méthodes : les moustiques du genre anophèles ont été échantillonnés dans les zones rurales et urbaines des districts sanitaires de Bouna et d'Odienné, au nord de la Côte d'Ivoire, de février à décembre 2019. Les femelles adultes ont été collectées à l'aide de méthodes de capture sur appât humain et de pulvérisation intradomiciliaire. La source des repas sanguins et l'infection par *P. falciparum* ont été analysées à l'aide de la technique ELISA (Enzyme-Linked Immuno-Sorbent Assay). Les sous-espèces d'*Anopheles gambiae* s.l. ont également été identifiées en utilisant la réaction en chaîne par polymérase (PCR).

Résultats : Au total, 15 espèces de moustiques appartenant à quatre genres ont été identifiées. Les trois principaux vecteurs du paludisme en Côte d'Ivoire, *An. gambiae* s.l., *An. funestus* s.l. et *An. nilis* s.l., étaient présents. L'analyse de l'origine des repas sanguins a montré que les femelles de *An. gambiae* s.l. capturées au repos se nourrissaient préférentiellement sur homme. *An. gambiae* s.l. et *An. funestus* s.l., ont été trouvés infestés par *P. falciparum* à Bouna, tandis que seul *An. gambiae* s.l. a été trouvé infecté à Odienné. Les taux annuels d'inoculation entomologique (TIE) étaient particulièrement plus élevés à Bouna qu'à Odienné, avec des valeurs de 439,8 et 72,4 piqûres infectées/homme/an, respectivement.

Conclusions : Cette étude a montré de fortes diversités dans les espèces de moustiques du genre Anopheles, leur capacité à transmettre *P. falciparum* à l'homme, donc une forte hétérogénéité dans la distribution de cette maladie dans le nord de la Côte d'Ivoire.

Mots-clés : Paludisme, Anophèles gambiae, Anophèles funestus, Côte d'Ivoire.

PAKA ETIENNE (D8)

*Maître Assistant, Département de géographie, Université Marien Ngouabi,
Institut Géographique National (IGN)
pakaetienne65@gmail.com*

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

Etienne Paka, Maître-assistant (CAMES) en géographie, est enseignant-chercheur à l'Université Marien Ngouabi et Directeur général de l'institut géographique national (IGN). Ses travaux de recherche portent essentiellement sur les problématiques sanitaires. C'est ainsi qu'il est en charge des enseignements de géographie de la santé au département de géographie de la Faculté des Lettres, Arts et Sciences Humaines de l'Université Marien Ngouabi, au Centre Inter-état d'Enseignement Supérieur en Santé Publique d'Afrique Centrale (CIESPAC) et à la Faculté de médecine de l'Université de Kinshasa.

TITRE DE LA COMMUNICATION

« Gouvernance de la sante a l'échelle locale : le district sanitaire de Baongo (Brazzaville, République du Congo) »

RESUME

Contexte : Depuis les années 1980, de nombreux pays africains ont mis en place des réformes des systèmes de santé visant, entre autres, à garantir la durabilité de l'offre de soins, améliorer sa couverture territoriale et sa gouvernance. L'étude a été réalisée en 2020 à Baongo, l'un des districts sanitaires de la ville de Brazzaville. Objectif : Elle vise à identifier les acteurs et à analyser les dispositifs de la gouvernance sanitaire à l'échelle locale. Méthodologie : Les données utilisées proviennent de trois sources : documents relatifs aux réformes sanitaires et administratives ; entretiens qualitatifs semi-directifs ; observation participante. Les entretiens et l'observation participante ont permis d'appréhender la perception, les logiques et les pratiques des acteurs impliqués dans la gouvernance sanitaire à l'échelle locale. Résultats : Même si l'Etat demeure un acteur essentiel du système de santé, plusieurs acteurs non étatiques sont impliqués dans la gouvernance urbaine des services de santé. Plusieurs dispositifs ont été mis en place à différentes échelles pour coordonner leurs interventions. Toutefois, faute d'une décentralisation administrative et sanitaire suffisante, les processus décisionnels restent encore marqués par la verticalité. Les dispositifs censés favoriser la participation des différents acteurs apparaissent comme des lieux de lutte de « pouvoir » pour le contrôle social et territorial. Le manque de convergence entre la logique étatique et celle des acteurs non étatiques (secteur privé et partenaires internationaux), l'asymétrie des positions et des ressources des acteurs, la non prise en compte des spécificités urbaines entraînent des incohérences et des dysfonctionnements en termes de maillage spatial et de fréquentation de l'offre de soins. Conclusion : Il convient de reconsidérer de manière durable le cadre et les objectifs de la gouvernance sanitaire locale pour mieux tenir compte de la complexité des situations urbaines concernant la santé.

Mots-clés : Gouvernance, services de santé, espace urbain, Baongo.

BOP MARTIAL COLY (D9)

Enseignant/Chercheur, Université Alioune Diop De Bambey, Sénégal

martialcoly.bop@uadb.edu.sn

SECK ALIOUNE

seckbayekl@gmail.com

DIOP CHEIKH TACKO

cheikhtacko.diop@uadb.edu.sn

NGOM NDEYE FATOU

ndeyefatou.ngom@uadb.edu.sn

FAYE ABDOULAYE

abdoulaye.faye@uadb.edu.sn

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

Je suis Dr Martial Coly BOP, né le 14 juin 1968 à SOUM, département de Foundiougne au Sénégal. J'ai effectué mes études du primaire à l'université au Sénégal. Je suis titulaire d'un baccalauréat série C en 1990, d'un doctorat en chirurgie dentaire en 1997, d'un Certificat d'études Spéciales en Santé publique en 2007 et d'un Master en Management des Organisations de la Santé en 2010. Le doctorat et le CES de santé Publique ont été obtenus à l'Université Cheikh Anta DIOP de Dakar au Sénégal. Le Master a été obtenu à l'Institut National d'Administration Sanitaire de Rabat au Maroc.

Au plan professionnel, j'ai été chirurgien-dentiste de district de 1998 à 2007, Chef de la division suivi-évaluation à la Direction des Etablissements Publics au Ministère de la Santé et de l'Action sociale de 2011 à 2013 et Directeur d'Hôpital de 2014 à 2021. J'ai été recruté dans l'Enseignement Supérieur à l'Université Alioune DIOP de Bambey en 2012 et présentement je suis Maître-assistant CAMES. Enfin, je suis inscrit en thèse de doctorat en Santé Publique depuis 2021.

TITRE DE LA COMMUNICATION:

« Equité dans la prise en charge gratuite de la césarienne au centre hospitalier régional de Kaolack, Sénégal »

RESUME:

Introduction. L'objectif de l'étude visait l'analyse de l'équité à travers le ciblage des femmes proposées à la gratuité de la césarienne au Centre Hospitalier Régional El hadji Ibrahima Niass de Kaolack (CHREIN). Méthodologie. Il s'agissait d'une étude transversale, descriptive, quantitative et qualitative. La procédure d'échantillonnage pour la collecte des données quantitatives était un sondage à deux degrés. Les données étaient collectées à l'aide d'ODK Collect et saisies dans Excel pour générer des moyennes et des fréquences. La technique « boule de neige » était effectuée pour la collecte des données qualitatives. Les entretiens et les focus group étaient utilisés et les données saisies à l'aide d'un tableau thématique pour la transcription et l'analyse du contenu des discours. Résultats. L'enrôlement des bénéficiaires était thérapeutique et avait une allure de directives. Parmi les ménages ciblés dans l'étude, 48% étaient issus de la zone rurale. 24% exerçaient dans le commerce, 23% dans l'agriculture

et l'élevage et 17% dans l'informel. 36% avaient une taille de 6 à 10 personnes. La taille du ménage influe fortement sur les dépenses de survie. 74 % n'avaient pas adhéré à un régime de protection sanitaire. 75% disposaient une capacité contributive négative. 28,4% des ménages avaient effectué les frais les plus fréquents compris entre 150 000 et 200 000 F CFA. Ces dépenses concernaient l'ordonnance, l'hospitalisation, les examens de radio et les analyses, l'alimentation, le transport et les autres frais. 47,6% des ménages avaient jugé ces dépenses excessives car appauvrissantes. Conclusion : L'équité sociale dans le ciblage de la gratuité de la césarienne reste insuffisante. La gratuité serait plus pertinente si le ciblage, en sus du ciblage horizontal, prenait en compte la taille du ménage, le revenu, le profil professionnel, le régime de protection sanitaire, l'accessibilité géographique, le transport, la durée d'hospitalisation et les autres frais liés aux soins.

Mots-clés: Couverture Maladie Universelle (CMU), Gratuite, Césarienne, Equité, Sénégal

KONÉ TANYO BONIFACE (D10)

Géographie, ONG planète paix Gbeke

bonifacekone03@gmail.com

KONAN JEAN MICHEL KOUAKOU ATTIE

attien_2@yahoo.fr

BOHOUSSOU N'GUESSAN SÉRAPHIN

bohounse@yahoo.fr

KOFFI BROU ÉMILE

koffi_brou@yahoo.fr

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

Je suis Docteur KONÉ Tanyo BONIFACE, Docteur en Géographie, spécialiste des questions sanitaires et d'environnementales. Je suis auteur de 9 publications scientifiques, membre du Laboratoire VST. Secrétaire Général ONG Planète Paix Gbêkè.

TITRE DE LA COMMUNICATION:

« Les effets des politiques de décentralisation dans l'accès aux soins de santé moderne à N'djébonoua (cote d'ivoire) »

RESUME:

La décentralisation des services de soins doit permet de rendre l'offre de soins accessible à tous en réduisant les inégalités et les disparités géographiques de santé. Dans le but de permettre aux localités du pays de disposer d'établissement de santé adéquat pour des soins de qualité, les autorités ivoiriennes ont mis en place des politiques de décentralisation sanitaire. C'est d'ailleurs la mise en œuvre de ces politiques de décentralisation qui a favorisé au niveau de la Sous-préfecture de N'djébonoua la construction de cinq établissements de santé publique pour une population de plus de 30 000 habitants. La présente étude vise à analyser les effets des politiques de décentralisation dans l'accès aux soins primaires à l'échelle de la sous-préfecture de N'djébonoua. Les résultats montrent avant la décentralisation des services de soins un niveau d'accessibilité géographique aux services de soins publics des populations faible (entre 0 et 30%). Par contre après le démarrage effectif de la décentralisation des services de soins, on assiste à une forte amélioration de l'accessibilité géographique aux soins modernes (80% situées à moins de 5km), un renforcement du dispositif sanitaire (infrastructures et ressources humains), une influence des soins moderne sur les itinéraires traditionnels, un accès facile à des soins de qualité dans la sous-préfecture de N'djébonoua.

Mots clés : N'djébonoua, Décentralisation, Santé, Soins de santé modernes

TARNAGDA AWA 2^{ème} JUELLE (D11)
Master de Géographie, Université Joseph KI-ZERBO, Burkina Faso.
awatarnagda8@gmail.com

AINYAKOU TAIBA GERMAINE
Maître-assistante en Sociologie, Université Péléforo GON COULIBALY, Côte
d'Ivoire. Dr.ainyakou@gmail.com

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

Je m'appelle Tarnagda Awa, étudiante en Master II de Géographie, option Aménagement du Territoire, plus précisément en géographie de la santé à l'Université Ouaga I Pr Joseph Ki-Zerbo. Notre étude porte sur les chenilles de karité, ressources très riches en valeurs nutritives en lien avec la malnutrition des enfants au Burkina Faso. Cette étude a été menée dans deux milieux distincts (espace de production et de commercialisation) des chenilles afin de connaître les habitudes alimentaires des ménages et la santé de leurs enfants.

TITRE DE LA COMMUNICATION:

« Politique sanitaire et accès aux chenilles de karité comme alternative à la réduction de la malnutrition infantile au Burkina Faso »

RESUME:

Au Burkina Faso, la réduction de la mortalité infantile fait partie des actions prioritaires du Gouvernement, en matière de santé publique. Cependant, les dernières enquêtes d'envergure nationale, réalisées dans le pays, indiquent que la malnutrition chronique affectait 27,3% des enfants en dessous de 5 ans. En milieu rural, la proportion d'enfants présente une forme de malnutrition trois fois plus élevée que celle du milieu urbain (21% contre 7%). En outre, les carences en micronutriments tels que la vitamine A ou l'avitaminose A, le fer et l'iode, affectent le système immunitaire de l'enfant, tout en augmentant les risques de décès. Dans cette étude, il est question d'analyser la politique de santé publique au Burkina Faso, en lien avec la chenille de karité comme alternative à la réduction de la malnutrition infantile, dans un contexte de pauvreté plus ou moins généralisée, aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain. L'étude a été réalisée dans la Province du Houet située à l'ouest du Burkina Faso, et dont le chef-lieu est Bobo-Dioulasso. La démarche méthodologique a consisté en une approche mixte (quantitative et qualitative). Un questionnaire a été administré à 220 ménages et un guide d'entretien à 25 acteurs de la chaîne de commercialisation des chenilles et 04 structures déconcentrées de l'Etat que sont les Districts sanitaires, les personnes ressources de l'environnement et de l'agriculture. Le traitement et l'analyse des données ont été réalisés avec les logiciels Sphinx, QGIS, OSM Tracker et le package Microsoft. Il ressort des résultats obtenus que la presque totalité des Districts sanitaires enquêtés reconnaissent les vertus des chenilles de karité et leurs valeurs nutritionnelles. Toutefois, à part quelques rares cas, le personnel de santé ne conseille pas ces ressources naturelles disponibles localement, et souvent gratuitement, aux mamans qui présentent leurs enfants victimes de malnutrition. Pour

ce qui est de la population enquêtée, les chenilles de karité sont plus consommées en milieu urbain (78,2%) qu'en milieu rural (57%) qui est l'espace de cueillette desdites chenilles. Paradoxalement, la proportion d'enfants malnutris (27%) dans le milieu de production des chenilles (milieu rural) est plus élevée que celle (9,33%) de l'espace de commercialisation des chenilles (milieu urbain). Cette situation est due à des facteurs socioéconomiques tels que la pauvreté du monde rural qui amène certaines populations à privilégier l'acheminement en quantité des chenilles vers le milieu urbain, afin de les commercialiser et de subvenir aux besoins familiaux. A ces contraintes s'ajoutent les habitudes alimentaires, certaines restrictions religieuses, et dans certains cas, les conditions inadéquates de transformations et de conservation des chenilles de karité.

Mots-clés : Chenilles de karité, valeurs nutritives, malnutrition infantile, Province du Houet, Burkina Faso.

COULIBALY Salifou (D12)

*Assistant, Université Alassane OUATTARA,
Laboratoire Ville Société Territoire (LaboVST), Chercheur-associé à l'Équipe de Recherche
Espace-Système et Prospective (ERESP), E-mail : porofooua@gmail.com*

DOHO BI Tchou André,

*Maître-assistant, Université Alassane Ouattara, Laboratoire Ville Société Territoire
(LaboVST), Chercheur-associé au Laboratoire Africain de Démographie et des Dynamique
Spatiales (LABORADDYS), E-mail : tchankonybi@yahoo.fr*

DIARRASSOUBA Bazoumana,

*Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara, Laboratoire Africain de Démographie
et des Dynamique Spatiales (LABORADDYS), Chercheur-associé au Laboratoire Ville
Société Territoire (LaboVST),
E-mail : diarrabazo@yahoo.fr*

SECREDOU Kouakou Kra Romaric,

*Doctorant (géographie), Université Alassane Ouattara (Bouaké, Côte d'Ivoire), E-
mail : secredouromaric@gmail.com*

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

TITRE DE LA COMMUNICATION:

*« Impact des investissements dans la dynamique de développement communal de Bondoukou
(côte d'ivoire) et le bien-être des populations »*

RESUME:

La présente contribution s'inscrit dans le contexte général de la problématique de l'urbanisation, un phénomène historique qui traduit la modernisation des sociétés humaines (MEMPD, 2006, p.71). Elle est caractérisée par la création de villes dont la dynamique se manifeste par une poussée démographique territoriale. En effet, le taux d'urbanisation de la Côte d'Ivoire est passée de 32% en 1975 (RGP, 1975) à plus de 49,5% en 2014 (RGPH, 2014). Cette augmentation rapide qui s'est faite sous l'effet conjugué de l'exode rural, la forte migration et la croissance démographique naturelle en milieu urbain a impacté Bondoukou, une ville située au Nord-Est de la Côte d'Ivoire. L'objectif visé par cette étude est d'appréhender l'impact des investissements communaux dans la dynamique de développement de la ville de Bondoukou et le bien-être des populations résidentes.

Le travail repose sur l'observation de terrain, l'analyse de documents et des entretiens semi-directifs auprès des acteurs locaux et des autorités communales. Des traitements cartographiques et statistiques des données ont permis d'obtenir les résultats qui révèlent que

l'espace urbanisé de Bondoukou connaît une mutation suite à la réalisation des équipements et infrastructures socio-collectifs faite par les différentes municipalités. Toutefois, cette métamorphose reste inachevée, même si les constats laissent entrevoir que la ville de Bondoukou, chef-lieu de la commune est progressivement devenue un centre urbain attractif où convergent de nombreuses populations des zones rurales.

Mots clés : Bondoukou (Côte d'Ivoire), dynamique urbaine, développement urbain, investissements communaux, bien-être des populations

MARDI 28 JUIN 2022

16H-17H45 : SESSION 2

AXE 5 : GOUVERNANCE SECURITAIRE

Sous- axe

Gouvernance de la sécurité routière

Relation civilo-sécuritaire /retour des coups d'état en Afrique

Sécurité aux frontières

Sécurité urbaine et rurale

Terrorisme

SALLE 2

Président de séance : Prof BAMBA Assouman

E8 : SOMDA DOMEBEIMWIN VIVIEN

E9 : TRAORE DIDIATA

E10 : ANGOUA ANGOUA JOSEPH

E11 : KONE BRAHIMA

E12 : TAPE SOPHIE PULCHERIE

E13 : KOUMAN KOBENAN MAXIME (En ligne)

E14 : DIALLO OUSMANE (En ligne)

SOMDA DOMEBEIMWIN VIVIEN (E8)

Assistant à l'Université Saint Thomas d'Aquin, Ouagadougou/Burkina Faso

somda.vivien@gmail.com

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

Assistant à l'Université Saint Thomas d'Aquin, Ouagadougou/Burkina Faso

TITRE DE LA COMMUNICATION

« Le retour des coups d'état en Afrique : une crise de croissance de la gouvernance démocratique ? »

RESUME :

Après un moment de tâtonnements, l'Afrique a été comme forcée de s'engager résolument sur le chemin de la démocratie occidentale qui suppose une autre façon de gouverner les peuples et les sociétés. Dans l'apprentissage démocratique, ce continent semblait avoir fait de gros progrès en abandonnant le putsch comme voie d'accès au pouvoir d'État. Mais dans un contexte de crises (pandémie du coronavirus, insécurité et djihadisme dans le Sahel, crises post-électorales, course aux armements chez les grandes puissances, reconfiguration géopolitique et géostratégique), il y a une résurgence des coups d'États dans certaines régions du continent. Dès lors, il est intéressant de réfléchir sur ce thème : « Le retour des coups d'État en Afrique francophone : une crise de croissance de la gouvernance démocratique ? »

Ce thème invite à une approche critique et prospective de la gouvernance démocratique, particulièrement en Afrique francophone. Comment s'y présente la démocratie ? Quel sens donner à la crise de la gouvernance démocratique traduite par les coups d'État ? Comment sauver la démocratie en Afrique ? Répondre à ces questions vise deux objectifs : donner sens à la difficile situation de la gouvernance démocratique en Afrique et à en dégager les facteurs de résilience. L'hypothèse de cette recherche en philosophie politique, c'est que les difficultés de la démocratie africaine qui sont illustrées par les coups d'États expriment une crise de croissance susceptible de conduire à une plus grande maturité. Pour vérifier son hypothèse et atteindre ses objectifs, cette étude adoptera une démarche analytique fondée sur une recherche documentaire. Le cadre théorique sera marqué par la démocratie sociale, la contre-démocratie et la justice comme équité. Trois résultats se profilent à l'horizon. Premièrement, telle qu'elle se construit en Afrique francophone, la démocratie prend la forme d'une démocratie sociale vécue dans une ambiance contre-démocratique. Dans ce contexte, les insatisfactions du peuple servent de prétexte pour renverser par tous les moyens le régime en place. Deuxièmement, la crise de la démocratie dans cette partie de l'Afrique n'est pas une fatalité : favorisée par un certain nombre de facteurs, elle paraît « normale » dans un processus de maturation. Troisièmement, des raisons d'espérer apparaissent et annoncent des facteurs de résilience.

Somme toute, la démocratie qui intéresse l'Afrique depuis son indépendance est un régime et un idéal qui murissent sous une pression idéologique de l'Occident et celle des besoins qui éprouvent les peuples et les sociétés d'Afrique. Mise momentanément en mal par les coups d'État, elle doit pouvoir s'inculturer et poursuivre sa maturation au service du progrès global du continent.

Mots-clés :

TRAORE DIDIATA (E9)

UFR Criminologie de l'Université Félix Houphouët-Boigny

didiata.traore08@ufhb.edu.ci / traore80@live.fr

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

Docteur TRAORE Didiata est Enseignante-Chercheuse à l'UFR Criminologie de l'Université Félix Houphouët Boigny (UFHB) d'Abidjan depuis le 18 février 2019. Elle est membre du Laboratoire de Recherche Sécurité et Société (LARESS) de ladite Université, auteure de cinq (05) articles scientifiques publiés. Ses axes de recherches articulent autour de la gouvernance sécuritaire antidrogue. Elle est Consultante en Ingénierie et Stratégies de Développement, membre du Réseau Ivoirien de Suivi et d'Evaluation (RISE).

TITRE DE LA COMMUNICATION :

« Analyse situationnelle de la lutte intégrée antidrogue en Côte d'Ivoire. »

RESUME :

Les structures inter-agences (la CAAT et l'UCT), créées dans l'optique du renforcement des activités de lutte contre le trafic de drogues illicites en Côte d'Ivoire, sont confrontées à des dysfonctionnements qui dépeignent sur la qualité de leur rendement. L'objectif de l'étude est de montrer que les faibles rendements observés résultent de difficultés d'ordre organisationnel. Pour ce faire, une étude documentaire, suivie d'une enquête de terrain de type transversal ont été réalisées. L'observation directe non participante et l'entretien semi-directif auprès de quinze (15) personnes ressources, intervenant au niveau stratégique et au niveau opérationnel, ont favorisé la collecte et l'analyse de données qualitatives et quantitatives.

Ce qui a permis de comprendre que le mode de gestion du personnel, combiné à un équipement inadapté, constituent les failles de ce dispositif sécuritaire. Des mesures pour une lutte antidrogue efficiente ont été proposées.

Mots-clés : Lutte intégrée, Structures inter-agences, Trafic de drogues illicites, Dysfonctionnements, Lutte antidrogue efficiente

ANGOUA ANGOUA JOSEPH (E10)

Doctorant, Université Felix Houphouët-Boigny/Institut de Géographie Tropicale

angoua.joseph@hotmail.com

DIDI-ANOAH AGOH PAULINE

line237@yahoo.com

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

ANGOUA Angoua Joseph, né le 14 mai 1993 à Akounougbe S/P d'Etuéboué, est Doctorant à l'Université Félix Houphouët-Boigny de Cocody-Abidjan, Côte d'Ivoire. Il est titulaire d'un master de recherche de géographie option géographie physique et environnement, spécialité Climatologie, d'une licence en géographie et d'un Baccalauréat série D. Angoua réalise actuellement un doctorat de thèse unique à l'Institut de Géographie tropicale au sein du Laboratoire d'Etude des Milieux Naturels (LAMINAT). Il a communiqué à la XIIème édition des Journées Géographiques de Côte d'Ivoire organisée par l'association des géographes de Côte d'Ivoire tenu du 17 au 20 février 2020 à Grand-Bassam avec pour thème : « *Changements Climatiques en Afrique Subsaharienne : de la Vulnérabilité à l'Adaptation* ». Angoua a également été membre du comité d'organisation du colloque « *Les bétibé (Eotilé) dans l'évolution des peuples akan de Côte d'Ivoire: contexte, parcours et défis* » tenu du 4 au 6 mars 2020 à Adiaké. De plus, il a participé de façon régulière dans le cadre du Projet CrowVal de l'Agence station Européenne du 5 au 7 février 2019. Il est membre du Réseau des Professionnels Africains de la Géomatique (RPAG) depuis 2020.

TITRE DE LA COMMUNICATION :

« *Stratégies d'adaptation des populations face aux inondations dans la région du Sud-Comoé* »

RESUME:

La croissance galopante de la population avec pour corolaire l'étalement urbain le plus souvent anarchique et les aléas pluviométriques constituent certaines causes des inondations. La population de la région du Sud Comoé a quadruplé passant de 148 823 habitants en 1975 à 642 620 habitants en 2014. Cette augmentation de la population entraîne sa vulnérabilité face aux inondations. Ces inondations ont fait plus de 561 victimes et parfois occasionnées plusieurs dégâts matériels dans certaines localités. Cette augmentation engendre une forte vulnérabilité de la population. Cette étude vise à montrer les différentes stratégies d'adaptation développées par la population et les autorités administratives pour faire face aux inondations. La méthodologie adoptée est à la fois quantitative et qualitative. Elle s'appuie sur des données d'enquête de terrain par questionnaire et par guide d'entretien menée dans six localités de la région. Le logiciel Sphinx a permis d'analyser les stratégies développées et proposées par la population (informations recueillies auprès d'un échantillon de 422 individus). Et l'analyse du contenu qui a servi à déterminer les stratégies développées par les autorités administratives à travers les entretiens auprès des autorités coutumières. Il ressort des analyses que plusieurs stratégies ont été développées par la population de la région du

Sud-Comoé pour faire face aux inondations. En effet, 23% de la population interrogée renforcent leur maison par la construction des murs et le placement des sacs de sable et des pneus. 40% d'entre eux entretiennent les caniveaux. 35% préfèrent déménager sur un niveau site et 2% remblaient les cours et arrêtent de jeter les ordures ménagères et autres objets dans les caniveaux. Ces actions sont accompagnées par celles des autorités de la région et du gouvernant ivoirien. Il s'agit de la construction des ouvrages de protection, des canalisations pour l'évacuation des eaux pluviales et de l'ouverture de l'embouchure du fleuve Comoé.

Mots-clés: Sud-Comoé, Stratégies d'adaptation, Inondation, Vulnérabilité, Sécurité

KONE BRAHIMA (E11)

Enseignant-vacataire en Histoire des Relations Internationales contemporaines, de la Grande Guerre et des conflits militaires, Institut Universitaire d'Abidjan (IUA)

konebrahima2000@gmail.com

FOFANA ABEL-ROMEO

Doctorant (Université Félix Houphouët-Boigny)

abel.romeo@yahoo.fr

KOUASSI KOUAME JOHN

Doctorant (Université Félix Houphouët-Boigny)

kouassijohnkouame@gmail.com

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

Enseignant-vacataire en Histoire des Relations Internationales contemporaines, de la Grande Guerre et des conflits militaires - **Institut Universitaire d'Abidjan**

Brahima KONE est enseignant vacataire à l'Institut Universitaire d'Abidjan depuis la rentrée 2018-2019. Il a précédemment été moniteur au département d'Histoire à l'Université Félix Houphouët-Boigny à Abidjan de 2014 à 2018. Après un diplôme d'études universitaires générales de deuxième année (Université de Cocody Abidjan, Côte d'Ivoire / De 2006 à juin 2007), une licence d'Histoire Moderne et Contemporaine (Université de Cocody Abidjan, Côte d'Ivoire / De 2008 à juin 2009), une maîtrise de Recherche d'Histoire Contemporaine, (Université de Cocody Abidjan, Côte D'Ivoire / De 2009 à juin 2010), puis un master 2 d'Histoire Contemporaine ou Diplôme d'Etude Approfondie (DEA), (Université Félix Houphouët-Boigny Abidjan / De 2012 à juillet 2013, il a soutenu une Thèse unique de doctorat en Histoire contemporaine (spécialité : Histoire Militaire) à l'Université Félix Houphouët-Boigny au département d'Histoire Abidjan en septembre 2020 à travers le thème : « Les soldats noirs canadiens de la Première Guerre mondiale et leur intégration socioprofessionnelle (1914-1939) ». Depuis lors, l'essentiel de ses travaux a concerné la participation aux colloques nationaux et internationaux ainsi qu'à la rédaction et à la publication d'publications scientifiques.

TITRE DE LA COMMUNICATION :

« L'opération licorne et le conflit militaire en Côte d'Ivoire (2002-2015) »

»

RESUME:

L'histoire de l'Opération Licorne dans le conflit militaire ivoirien entre 2002 et 2015 est jalonnée par plusieurs actions menées par les soldats français en faveur des populations vulnérables de ce conflit. Il s'agit de mettre fin à l'opposition entre les Forces gouvernementales ou les Forces loyalistes du Sud d'un côté, et de l'autre les mouvements rebelles venus du Nord. Dans le but de maintenir, conquérir ou reconquérir des positions de part et d'autre, les différentes forces en présence s'illustrent à travers de violents combats causant ainsi tristesse et désolation au sein de la population. Soulignons également, que ces

offensives militaires, ont vu l'implication d'un troisième acteur incontournable : les soldats français de l'« Opération Licorne » dès le 30 novembre 2002. Ainsi, la question fondamentale à élucider, est de montrer les actions menées par les soldats français de l'Opération Licorne, dont l'objectif fondamental est de contribuer à la pacification du territoire ivoirien. La présente communication s'attèle à montrer d'abord, les missions de sécurisation de l'opération Licorne, suivi de l'intervention française en tant que gendarme du processus électoral ivoirien. Une posture qui vise à mettre fin à cette crise majeure qui menace la paix et la sécurité nationale et sous régionale.

Mots clés : Opération Licorne - Conflit militaire – Côte d'Ivoire - Forces loyalistes – mouvements rebelles.

TAPE SOPHIE PULCHÉRIE (E12)

Maitre de Conférences, ADECE CI

Pultap78@yahoo.fr

DRO AIDA JULIENNE PERPÉTUE

aidadro@gmail.com

DINDJI MEDE ROGER

dindjiours@yahoo.fr

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

Cette communication se fera à 2, c'est-à-dire mon étudiante DRO Aïda Julienne Perpétue et moi Dr TAPE Sophie Pulchérie, Maître de conférences en Géographie. L'étudiante DRO, titulaire d'un Master et en attente de son inscription en thèse, se chargera de présenter le travail et moi, je viendrai en appont pour répondre aux questions. J'ai opté pour cette démarche de présentation, de sorte que mon étudiante fasse ses pas dans le milieu de la recherche

Je suis titulaire d'un master en Géographie urbaine. PARCOURS ACADÉMIQUE
2019-2020 : Master en Géographie option Humaine et Economique ;
2016-2017 : Licence en Géographie option Humaine et Economique ;
2013-2014 : Baccalauréat Série A2.

EXPERIENCES PROFESSIONNELLES: Etudes de recherche relatives à la géographie urbaine ; Enquête de terrain ; Elaborer des plans d'action et de gestion des espaces urbains ; Elaborer des plans d'actions de développement urbains. Chef de projet save the children AIESEC 2018. Logiciels : ARCGIS, EXCEL, SPHINX, WORD
Autres atouts : capacité de travailler sous pression seule et en équipe, sport et loisirs cuisine.
Langues : français (bon), anglais (moyen)

TITRE DE LA COMMUNICATION :

«Les effets de la mauvaise gouvernance des transports de personnes dans la ville de Korhogo (Nord de la Côte d'Ivoire) »

RÉSUMÉ

Localité historique, commerciale et administrative, Korhogo, à l'instar des villes ivoiriennes du nord du pays, a été marquée par la crise militaro politique de 2002. Cependant, depuis la fin de la crise postélectorale de 2010, la ville connaît un essor fulgurant marqué par son étalement spatial, la création d'une université publique et la croissance démographique et des activités économiques. Elle est devenue, depuis 2014, la quatrième ville de la Côte-d'Ivoire au niveau économique et démographique. Toutefois, le transport intra urbain de personnes est resté en marge de ce changement. Le mode de transport le plus utilisé est le taxi moto. Cette situation sous-entend une mauvaise gouvernance des transports qui est en inadéquation avec

la réalité économique et démographique de la ville de Korhogo. L'objectif de cette étude vise à analyser les effets de la mauvaise gouvernance des transports des personnes dans la ville de Korhogo. La démarche méthodologique utilisée s'appuie sur la recherche documentaire, l'observation directe et des enquêtes de terrain auprès de tous les acteurs de la gouvernance du transport dans la ville. Les résultats ont révélé qu'à côté d'un service de transport public d'étudiants, l'essentiel de la mobilité repose sur des modes privés artisanaux régulés par la municipalité et dominés par le taxi moto. Par ailleurs, ce moyen de transport à deux roues engendre un désordre urbain à travers une occupation anarchique des espaces publics et en occasionnant de nombreux accidents intra urbains. Des recommandations ont été faites afin de résorber cette mauvaise gouvernance des transports des personnes dans l'aire d'étude.

Mots-clés : Côte d'Ivoire, Korhogo, Gouvernances des transports, Désordre urbain, Personnes

KOUMAN KOBENAN MAXIME (E13)

Enseignant-Chercheur, Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, Côte d'Ivoire

kouman.maxim@gmail.com

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

KOUMAN Kobenan Maxime Né le 20 Mars 1973 à Bondoukou Nationalité : Ivoirienne Marié, père de 3 enfants -Professeur de philosophie à l'Université Félix Houphouët Boigny Abidjan-Cocody -Titulaire d'un Doctorat 3^e cycle(2005) et d'un Doctorat d'État(2017) portant sur le sujet suivant : « La problématique des droits de l'homme à partir de la philosophie politique de John Locke ». -Maître de Conférences depuis 2017 -Spécialiste de Philosophie Politique et Morale -Spécialiste de Droits de l'Homme -Membre de l'AIPP (Association des Professeurs de Philosophie) -Membre du CERPHYS -Auteur de plusieurs publications dont : « Les libertés individuelles à l'épreuve de la pandémie de la Covid-19 ». « La politique morale de John Locke : un critérium de bonne gouvernance pour une Afrique en crise ». « La critique du complexe de supériorité culturelle ou la réhabilitation de la dignité humaine ». -Chargé des Cours Magistraux dont : « Introduction à la Morale » « Culture de la paix » « Civisme et citoyenneté » « Fondements philosophiques des droits de l'homme » « Droit et devoir d'ingérence » -Responsable d'année de Master 2 Professionnel

TITRE DE LA COMMUNICATION(En ligne) :

«: Terrorisme ou guerre asymétrique : un défi de gouvernance »

RESUME :

Le terrorisme est devenu le premier problème de sécurité des États au 21^e siècle. Il se présente comme une forme de violence atypique, préméditée, extra- normale, caractérisée par l'intimidation et la peur afin d'imposer une conviction ou une idéologie. L'actualité mondiale présente un tableau sinistre où « les fous de Dieu » hantent les populations et les États, constituant ainsi un défi de sécurité à relever. C'est presque impuissant que le monde entier assiste à la multiplication des groupes terroristes aux ramifications diverses telles que l'EI, BokoHaram, AQMI, Chebab... L'existence de ces groupes exige de la gouvernance des États, des efforts supplémentaires pour imposer la sécurité, gage de tout développement et de cohésion sociale. C'est un combat inlassable et permanent que les politiques sont appelés à mener à travers des décisions politico-économiques et sociales. Au nombre de ces solutions institutionnelles, un accent particulier doit être mis sur l'éducation à la citoyenneté et la lutte contre la pauvreté. L'éducation comme principe de base semble être une arme efficace contre ces attitudes hérétiques et sectaires, contre l'intolérance religieuse, le rejet de l'autre. Ces pratiques inciviques et asociales sont à « déraciner » par une gouvernance basée sur des valeurs éducatives appropriées.

Mots-clés : Education, Gouvernance, Pauvreté, Sécurité, Terrorisme

DIALLO OUSMANE (E14)

Doctorant en sociologie à l'Université Joseph Ki-Zerbode Ouagadougou

belkalben@yahoo.fr

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

Doctorant en sociologie à l'Université Joseph Ki-Zerbo de Ouagadougou.

TITRE DE LA COMMUNICATION(En ligne) :

« Analyse des effets de la réponse humanitaire à la crise sécuritaire sur les relations de genre chez les personnes déplacées internes de la commune de Tougouri (Burkina Faso) »

RESUME:

Cette étude est une analyse des effets de la prise en compte du genre dans la réponse humanitaire engagée par l'Etat et les ONG internationales sur la construction des rôles sociaux de sexe chez les personnes déplacées internes. Pour ce faire, partant du cas spécifique de la commune rurale de Tougouri, zone de refuge et de survie pour des milliers de personnes déplacées internes, l'étude s'est penchée sur la question générale de recherche suivante : **« la réponse humanitaire a-t-elle favorisé la déconstruction des rôles sociaux de genre chez les personnes déplacées internes de Tougouri »?** Pour répondre à cette question, l'étude entièrement qualitative a fait appel à des entretiens individuels et des focus groups conduits dans la commune de Tougouri et enrichis grâce à une revue documentaire.

Les résultats de cette étude révèlent que la réponse humanitaire contribue à l'amélioration des conditions des femmes déplacées internes à travers la prise en compte de leurs besoins sexo spécifiques et leur permet de gagner en leadership grâce à l'accès à des espaces d'information et prise de décisions. Cependant cette réponse humanitaire n'a pas permis une déconstruction des rôles sociaux de sexe et les femmes restent confinées dans la sphère de la production avec des charges et des responsabilités qui ne cessent d'augmenter tandis que les hommes se maintiennent toujours loin des travaux domestiques. Ainsi, dans le sillage de la réponse humanitaire avec sa volonté de réduire les inégalités, se maintient et se renforce la domination des hommes sur les femmes.

Mots-clés : Genre, Humanitaire, Crise, Relation de pouvoir, Division du travail, Conflict

MARDI 28 JUIN 2022

16H-17H45 : SESSION 2

**AXE 6: GOUVERNANCE DES DIVERSITES LINGUISTIQUES,
ARTISTIQUES ET CULTURELLES**

Sous- axe

Diversité culturelle, linguistique et développement

Langues et développement

Politique linguistique, promotion et valorisation des langues africaines

SALLE 3

Président de séance : Dr (MC) KRA Enoc

F6 : MOULARET RENAUD-GUY AHIOUA

F9 : N'GUESSAN KOUAKOU GERVAIS BIENVENU

F10 : OUEDRAOGO TIGA ALAIN

F11 : DODO JEAN-CLAUDE

F12 : OUINDE EPOUSE YEO EDMONDE FRANCINE

F13 : DRI LOU CLAUDINE

F14 : KRA KOUAKOU APPOH ENOC

MOULARET RENAUD-GUY AHIOUA (F6)

Département des Sciences d'Information et du Patrimoine, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC)

ahioua.moularet@hotmail.fr

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

Département des Sciences d'Information et du Patrimoine, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC)

TITRE DE LA COMMUNICATION

« Politique d'acquisition dans les bibliothèques publiques du district autonome d'Abidjan : états et perspectives en contexte de biblio-diversité »

RESUME

Contexte

Très souvent oublié dans les plans et programmes de développement, le secteur des arts et de la culture se présente comme un domaine fortement sinistré en. La faiblesse des investissements publics et privés dans le secteur culturel relève aussi bien de choix dits prioritaires que de contraintes budgétaires.

En Afrique en général et en Côte d'Ivoire en particulier, cette conjoncture est très marquée dans les institutions documentaires et plus précisément les bibliothèques. quatre bibliothèques du District Autonome d'Abidjan (DAA) attirent notre attention à savoir, la bibliothèque du District d'Abidjan, la bibliothèque municipale de Treichville, la bibliothèque du soleil Hortense Aka Angui de Port-Bouët et la bibliothèque municipale Philip Carter III de Yopougon. Ces bibliothèques de lecture publique sont des instruments de diffusion de l'information à des publics relevant de moult catégories selon des critères socio-professionnels ou des critères sociodémographiques (enfants, adolescents, jeunes, adultes et seniors). De par leur statut, elles touchent tous les publics et ont une fonction sociale importante. Aussi, l'information à communiquer doit-elle faire l'objet d'un processus rigoureux reposant sur l'analyse des besoins des publics, la recherche des sources d'information, la sélection et l'acquisition. Cette dernière opération pouvant être à titre gratuit ou à titre onéreux.

Mais la diversité culturelle, a-t-on coutume de le dire, est pour l'Humain ce que la biodiversité est pour l'espèce. Elle convoque une attitude empreinte d'ouverture et une offre plurielle tenant compte bien sûre, des spécificités et des minorités. Ayant pour substrat les différences des individus, la diversité culturelle se veut respectueuse des valeurs concourant à la détermination de l'identité des peuples, à travers les expressions culturelles et artistiques¹. Selon l'indice de Stirling, trois dimensions sont reconnues à la diversité culturelle à savoir la variété, l'équilibre et la disparité (2007).

¹ Convention de l'UNESCO sur la promotion et la protection de la diversité des expressions culturelles, 2005.

Appliquée à l'univers du livre, la diversité culturelle se perçoit comme biblio-diversité ; valeur postulant des livres pluriels avec des contenus pluriels. Lesquels livres tiennent ainsi compte de la diversité des utilisateurs ou des lecteurs. Encore faut-il les acquérir pour orienter l'offre d'information et de produits documentaires dans le management des systèmes d'information. A ce titre, comment mettre en œuvre une politique d'acquisition dans les bibliothèques publiques du DAA qui tiennent compte de la biblio-diversité ?

Objectif

S'appuyant sur la gouvernance culturelle, la présente réflexion a pour objectif de montrer la nécessité de l'acquisition de documents en bibliothèques comme opérabilité d'une diversité culturelle favorable au développement. En la matière, l'acquisition à titre onéreux c'est-à-dire l'achat de documents, expression d'une diversité postulée, devient le rempart contre une diversité offerte et une diversité consommée (P.J. Benghozi et F. Benhamou, 2013), très souvent révélatrice d'une hyperculture globale (F. Chaubet, 2018).

Méthodologie

Les travaux sur le sujet, servent de base à la réflexion sans oublier les techniques d'enquête de terrain que sont l'entretien directif et l'observation directe. Les personnes ressources relevant du répertoire de ces bibliothèques sont porteuses d'informations utiles à la compréhension de la situation que traversent ces structures du livre. En se rapprochant des professionnels de l'information à l'œuvre dans ces espaces de lecture, la grille d'observation achève de comprendre l'austérité du management documentaire qui y règne. En outre, le paradigme fonctionnaliste, en tant que méthode de recherche, permet d'analyser la politique d'acquisition en mettant l'accent sur la finalité ou sur les missions poursuivies par cette institution dans la société. Dès lors, le dysfonctionnement de ces structures documentaires entraîne un déséquilibre du corps social tant au niveau de la formation que de l'information.

Résultats

Dans un contexte de diffusion mondialisée des arts et des savoirs, la bibliothèque publique, institution importante pour la promotion de la culture locale, doit participer de l'interconnexion des systèmes à l'échelle mondiale tout en conservant sa spécificité. C'est la marque du gros local.

Concrètement ces quatre bibliothèques publiques sont dépourvues de politiques d'acquisition efficaces. La réalité est que dans la nomenclature des budgets des collectivités territoriales (District d'Abidjan, Mairie de Treichville, Mairie de Port-Bouët et Mairie de Yopougon), les chapitres relatifs à l'achat des documents sont, sinon quasi-inexistants, à tout le moins insuffisants. Le Conseil de District et les conseils municipaux peinent à accorder à la bibliothèque les ressources nécessaires pour acquérir des documents pertinents.

Il en est de même dans les administrations centrales. Trop souvent, le mode d'acquisition le plus répandu dans nos bibliothèques est à titre gratuit (don, donation, legs, dation, échanges, prêts, dépôt légal). Cette forme d'acquisition de livres a le double inconvénient de remplir les fonds documentaires desdites bibliothèques sans oublier l'insatisfaction qu'elles créent chez les usagers. Cette situation réside dans le fait que

le discours politique oscille entre des propos louangeurs sur leur rôle en faveur de l'égalité des chances, de la démocratisation du savoir, de la diffusion des de

la science et de la culture et de la culture et une conception instrumentale, d'humbles servantes des missions premières de l'institution (P. Carbone, 2017, p. 29).

La coopération décentralisée n'offre pas de meilleures opportunités vu que les documents issus de dons ne répondent pas aux attentes des publics.

Par ailleurs, l'insuffisance de la documentation dans les bibliothèques publiques ivoiriennes ne fait pas l'objet de réclamation sociale en raison des priorités accordées à la satisfaction des besoins primaires (se loger, se nourrir, se vêtir), de la faiblesse du pouvoir d'achat et de la culture de l'oralité qui induit une résistance à la pratique de lecture. Or, le livre est reconnu en Côte d'Ivoire comme un bien de première nécessité (O. Sylla, 2007).

Perspectives

La mise en place d'un cadre incitatif implique la définition de textes réglementaires et/ou législatifs encadrant l'action des bibliothèques en ce qui concerne l'achat de livres et celle des mécènes avec les institutions (fondation, fondation d'utilité publique) y afférentes.

La politique d'acquisition devient ainsi un instrument de gouvernance au service de la diversité culturelle, car elle apparaît comme le lieu d'exercice d'un arbitrage à la fois documentaire et informationnel. Le gestionnaire de bibliothèque faisant preuve d'une ouverture d'esprit, détermine des quotas (par exemple 70% de *livres miroirs* et 30% de *livres fenêtres*) qui tient compte des choix des lecteurs jeunesse très attirés par la littérature africaine.

Avec une approche sectorielle convoquant l'ensemble des acteurs du livre (auteurs, éditeurs, imprimeurs, diffuseurs, distributeurs, libraires), les collectivités et les partenaires seront encouragés à agir sur la filière pour faciliter la promotion et l'expansion de celle-ci. Partant, les apprentissages seront renforcés et le droit à l'information des populations, valorisé.

Dès lors, l'avènement d'un dispositif budgétaire favorisant l'achat de documents ainsi que la mise en place d'une institution supervisant la création, le fonctionnement et le contrôle des activités des bibliothèques et centre de documentation, sonneront le glas du vide juridique donnant lieu à la mauvaise gouvernance, à la léthargie et à l'opacité des activités culturelles.

Conclusion

L'Afrique reste un continent sans bibliothèques et cela est perceptible dans le contexte ivoirien. Les bibliothèques publiques du District d'Abidjan traduisent la faiblesse des investissements dans la transmission des savoirs et l'inconsidération accordée à l'information documentaire. De fait, leur contribution à la diversité des livres est inexistante. L'inondation livresque des livres du Nord ne fait qu'accroître les effets pervers de la mondialisation.

C'est pourquoi, la bibliothèque, à travers la politique d'acquisition, doit affirmer son importance en tant qu'instrument de gouvernance. Mieux elle doit prendre toute sa place comme véritable pilier du développement de la Côte d'Ivoire.

Mots-clés : biblio-diversité, bibliothèques publiques, Côte d'Ivoire, livre, politique d'acquisition

N'GUESSAN KOUAKOU GERVAIS BIENVENU (F9)

Doctorant au Département d'Anglais (Linguistique), Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)

nguessankgb@gmail.com

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

M. N'GUESSAN KOUAKOU GERVAIS BIENVENU est un Doctorant au département d'anglais à l'Université Alassane Ouattara de Bouaké. Il est également étudiant en Master des sciences politiques à l'institut Universitaire d'Abidjan. Dans le cadre de ses études en Anglais, N'GUESSAN GERVAIS travaille dans le domaine de la Linguistique Anglaise particulièrement l'Analyse de discours dans lequel il détient un Master. Inscrit dans ledit domaine pour ses études doctorales, il travaille sur le sujet suivant : A PRAGMATIC ANALYSIS OF POLYPHONY N DONALD TRUMP'S SPEECHES TOWARDS AFRICA. Dans la vie active, N'GUESSAN GERVAIS travaille auprès du Conseiller de l'Ambassade des Etats-Unis pour la sécurité en tant qu'Assistant. Il fut le secrétaire général de l'ONG ESDRAS. Il a participé au colloque en hommage au feu Professeur BOLOUVI au Togo où son article intitulé : Linguistic Diversity and Sustainable Development in Africa: Stakes of a Pragmatic Analysis of Polyphony in The Thing Around Your Neck By Chimamanda Ngozi Adichie a été publié.

TITRE DE LA COMMUNICATION

"Governance of linguistic diversity and inclusive development in Africa: from a linguistic to a metalinguistic polyphony in ELLEN Johnson Sirleaf's speeches"

ABSTRACT:

The setting into parallel of the notions of linguistic diversity and inclusive development is what matters in this work. Through the polyphonic anchorages in the speeches of the 24th President of Liberia Ellen Johnson, one can figure out that for Africa to experience a sustainable development, there should be the participation of all its citizens in the process. In other words, the African development must pass via the consideration of the voices of all the individuals in their linguistic diversities. Sirleaf does it through her speech acts in which all the enunciators, either linguistic or metalinguistic, are implied in the utterance building. On the basis of the scalar polyphony theory, this work aims at showing how Sirleaf achieved in going from linguistic polyphony to a metalinguistic polyphony to call for her citizens in the development process. Of course, this movement from linguistic polyphony to the metalinguistic one has allowed the involvement of the linguistic enunciators and the metalinguistic ones as the actors in the constitution of the utterance inner texture.

Key words: Enunciator, Diversity, Governance, Inclusive, Linguistics, Metalinguistics, Polyphony.

OUEDRAOGO TIGA ALAIN (F10)

Chercheur, INSS, OUAGADOUGOU, BURKINA FASO

alainoued1@yahoo.fr

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

Tiga Alain OUEDRAOGO est sociologue et maître de recherche en linguistique. Il a fait plusieurs publications et encadré des étudiants dans le domaine de la linguistique et de la sociologie. Dans le domaine de la gouvernance, nous avons animé plusieurs communications et nous dirigeons présentement le projet intitulé : Les pratiques endogènes de réconciliation dans la région du Centre-Nord comme mode de gouvernance pour les Burkinabè.

Maître de Recherche à l'INSS et au CNRST/Burkina Faso.

TITRE DE LA COMMUNICATION :

« Renforcement des capacités des acteurs et de l'expertise nationale en vue de.... »

RESUME :

La promotion et la valorisation des langues nationales ne peuvent se faire qu'à travers l'élaboration et la mise en œuvre d'une politique linguistique explicite et cohérente. Il s'agit d'une politique linguistique pluraliste qui définit à côté du français la place et le rôle des langues nationales dans le système institutionnel et la vie nationale. Une politique linguistique qui, sans être un repli identitaire, est appelée à favoriser l'émergence et la consolidation d'une conscience nationale construite sur la cohésion, la solidarité et l'implication citoyenne de tous dans la vie et la marche de l'Etat. L'opérationnalisation de cette politique passe par des hommes et des femmes compétents et outillés pour mieux réussir la mission à eux confiée.

L'objectif global de cette communication est de faire des propositions pour renforcer les capacités des acteurs et de l'expertise au Burkina Faso pour la mise en œuvre de l'aménagement linguistique. Cela concourra à l'implication et à la participation citoyenne de toute la chaîne de gouvernance dans le développement social, économique, culturel et politique du pays en intégrant les langues nationales dans le système institutionnel national. La réussite de cette initiative nécessite une gouvernance vertueuse et un cadre institutionnel et organisationnel bien articulé.

Pour y parvenir, deux grandes stratégies sont définies : le renforcement des capacités des structures de pilotage et l'apport d'un appui institutionnel aux structures impliquées dans l'aménagement des langues nationales. Pour atteindre les objectifs de l'étude, la démarche méthodologique utilisée se veut participative. Elle intègre autant que possible tous les principaux acteurs impliqués dans la promotion des langues nationales

Mots-clés: Politique linguistique, Langues nationales, Gouvernance, Aménagement Linguistique, Burkina Faso

DODO JEAN-CLAUDE (F11)

Université Félix Houphouët-Boigny, Département des Sciences du Langage

jeanclaude.dodo@gmail.com

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

Dr Jean-Claude DODO Université Félix Houphouët-Boigny, TG Master Université Jean-Claude DODO est enseignant-chercheur, Maître-assistant au Département des Sciences du Langage de l'Université Félix Houphouët-Boigny, Cocody-Abidjan. Il est membre et Secrétaire administratif adjoint du Laboratoire Dynamique des Langues et Discours (LADYLAD) de l'UFR LLC. Par ailleurs, il est secrétaire éditorial de la revue Scientifique des Lettres et Sciences Humaines AKOFENA de l'UFHB, membre de l'Observatoire National de la Vie et du Discours Politique (ONVDP) et l'interface-référent de l'équipe TSANGA (Transmission des Savoirs, Appropriations Numériques des Générations Africaines) pour la Côte d'Ivoire qui a pour but de développer des échanges scientifiques entre les pays du Nord et du Sud. Titulaire d'un doctorat, thèse unique spécialité sociolinguistique. Ses principaux axes de recherche sont : la sociolinguistique (urbaine), la variation du français, phonétique, la phonologie, morphologie, Culture Numérique, les Techniques d'Expression Écrites et Orales (TEEO) et la rédaction professionnelle. En outre, il est auteur d'une vingtaine d'articles scientifiques dans des ouvrages collectifs, actes de colloques et revues internationales.

TITRE DE LA COMMUNICATION

« L'impact de l'usage socio-économique du nouchi dans développement de la Côte d'Ivoire »

RESUME

Longtemps marginalisé le nouchi, parce que vu comme un argot de la délinquance et du banditisme, le nouchi se défait progressivement de cette carapace. Ce parler urbain s'est généralisé à toutes les couches sociales au point de devenir incontournable dans le quotidien de l'ivoirien. Subséquemment ses zones de prédilection s'étendent (rue, marché, publicité, politique...). Le nouchi est maintenant indispensable et indissociable aux activités économiques de la Côte d'Ivoire eu égard à son influence grandissante. C'est un outil très puissant de propagande et de marketing dans la mesure où c'est la variété de français la plus usitée par la jeunesse ivoirienne qui constitue 70 pour cent de la population. Cet article met en exergue l'implication du nouchi dans le développement de la Côte d'Ivoire à travers son usage socio-économique.

Mots-clés : Nouchi, Activité, Socio-économique, Marketing, Côte d'Ivoire

OUINDE Épouse YEO EDMONDE FRANCINE (F12)

Enseignante -Chercheure, Université Félix Houphouët-Boigny

yeoedmonde@gmail.com

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

Edmonde Francine Ouindé épouse Yéo, est née le 10 septembre 1964 à Ivry-sur Seine (France). Elle est titulaire d'un CAPES de Lettres Modernes obtenu en 1989 à l'École Normale Supérieure d'Abidjan. Elle a exercé comme professeure de français au Lycée Classique d'Abidjan de 1989 à 2007. Détachée au Centre Universitaire d'Études Françaises (CUEF) d'Abidjan, elle y enseigne de 2007 à 2019 le français langue étrangère (FLE) aux étudiants de diverses nationalités. Titulaire d'un Doctorat (Thèse unique) en Lettres Modernes (option grammaire - linguistique) obtenu en 2016 à l'Université Félix Houphouët-Boigny, sous la direction du Professeur Kouadio N'Guessan Jérémie, le sujet de sa thèse s'intitule " De l'évaluation de la compétence orthographique des élèves ivoiriens en fin de cycle (Cours moyen 2, Troisième et Terminale). Enseignante-chercheuse depuis février 2019 au Département de Lettres Modernes de l'Université Félix Houphouët-Boigny, ses recherches portent, entre autres, sur les difficultés orthographiques des apprenants (élèves et étudiants), les différents facteurs impactant leurs performances écrites et les perspectives didactiques et pédagogiques pour favoriser la réussite de ces derniers.

TITRE DE LA COMMUNICATION :

« Politique linguistique en Côte d'Ivoire: pour un ajustement aux réalités scolaires»

RESUME:

Le thème affiché par le colloque à savoir : « La gouvernance à l'ère des changements globaux : situation, résilience et défi » permet d'interroger les usages linguistiques dans les espaces d'apprentissage scolaire. Au début de l'année scolaire 2021-2022, la Ministre de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation, Mariétou Koné a établi un lien entre les mauvais résultats scolaires et le manque de maîtrise du français. Elle soulignait de fait, le rôle majeur de la langue dans la réussite scolaire des apprenants, futurs acteurs du développement. Pour tenter de pallier ces difficultés dont l'origine remonte à des décennies, l'enseignement, apprentissage dans les langues nationales aux préscolaires et aux cycles des apprentissages fondamentaux a été préconisé. Mais, malgré la description de plusieurs langues nationales par l'Institut de Linguistique Appliquée (ILA) et l'expérimentation aux résultats prometteurs du PEI (Programme d'Ecole Intégrée) dans certaines régions depuis les années 1990 et de l'initiative ELAN-Afrique (Ecole et Langues Nationales en Afrique) depuis 2016, ces projets sont encore au stade expérimental. Or, la problématique du choix de la langue de scolarisation est plus préoccupante aujourd'hui qu'hier tant en milieu rural qu'en milieu urbain. En effet, les classes sont le lieu d'une coexistence étroite, voire d'une « concurrence » entre langues autochtones, variations du français, parlers urbains (Nouchi) et français exogène (langue officielle et langue transversale d'enseignement dès le préscolaire). Notre étude a pour objectif d'une part, de montrer que la diversité du paysage linguistique régional

impacte fortement le milieu scolaire et d'autre part, d'exposer les difficultés qu'elle engendre chez les enseignants et les apprenants. Il s'agit, ensuite, de proposer des stratégies pédagogiques nouvelles susceptibles d'améliorer les compétences et performances des apprenants en français. Notre analyse s'appuie sur une enquête menée, dans différentes régions de Côte d'Ivoire, auprès d'une centaine d'enseignants du secondaire de disciplines diverses dont le cours s'effectue en français. Les réponses aux questions centrées sur la nature des langues en présence dans les classes, leur impact sur les performances et les résultats scolaires des apprenants, les propositions pour corriger les erreurs et améliorer le niveau en français soulignent l'urgence d'une politique réaliste d'aménagement linguistique de l'État et des perspectives didactiques et pédagogiques nouvelles. Les résultats de l'enquête révèlent également les sentiments des enseignants face aux difficultés en expression orale et écrite des apprenants et le besoin en formation de ce personnel non outillé pour corriger des apprenants, usagers d'un français aux formes multiples.

Mots-clés: Français norme, variation du français, parlers urbains, langue nationale, Enseignement, apprentissage, classe, Erreurs, difficultés, compétences écrites et orales, Ajustement des programmes, ajustement de la politique linguistique, Développement

DRI LOU CLAUDINE (F13)

Assistante, Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire

claudinedri@yahoo.fr

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

DRI Lou Claudine Née le 22 septembre 1990 à Kayeta S/P de Kononfla
Nationalité ivoirienne Docteur en Sciences du Langage; Spécialité Alphabétisation
Assistant en Sciences du Langage depuis le 01 février 2021,

Adresse: mobile : +225 01 43 29 66 39. Email : claudinedri@yahoo.fr,

Travaux :

23-24/02/2016 : Participation au deuxième atelier de coordonnateurs nationaux de la
Recherche-Action sur la

Mesure de l'Apprentissage des bénéficiaires des programmes d'Alphabétisation (RAMAA).

20-22/11/2019 : Participation au colloque international pluridisciplinaire ILA-LACOLASH.

Article : *Alphabétisation en langues locales ivoiriennes, l'un des facteurs de développement
de la société. Quelles stratégies ?*

11-15/08/2019 : Participation au 31ème congrès de la société de linguistique de l'Afrique de
l'Ouest (SLAO Abidjan 2019).

Article : *Le français comme moyen d'alphabétisation fonctionnelle, fonction, défis et
perspectives*

Les Publications : Thèse : DRI LOU CLAUDINE, *la contribution de l'alphabétisation dans
l'autonomisation de la femme du secteur du vivrier ivoirien*. Thèse de Doctorat unique en
sciences du langage, option alphabétisation. Université Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan, le
21 décembre 2019, 377 pages.

-La non-scolarisation des filles en Afrique, à qui la faute ? (ILENA, Revue de Littérature et
d'Esthétique Négro Africaines. VOL 2 - N°18 - Janv. 2018)

-La langue française comme medium d'alphabétisation en Côte d'Ivoire: Fonction, défi et
perspectives» (Akofena, Revue scientifique des Sciences du Langage, Lettres, Langues &
Communication. www.revue.akofena.org ÉDITORIAL Spécial n°6, volume 2)

-Une nouvelle vie pour la femme du secteur du vivrier. (Ziglobitha, Revue des Arts,
Linguistique, Littérature & Civilisations. 173-188iDécembre2021 iRA2LC n°03.
www.ziglobitha.com . Université Péléforo Gon Coulibaly – Korhogo)

TITRE DE LA COMMUNICATION :

*« Politique d'alphabétisation en contexte multilingue ivoirien : Éléments pour une
contextualisation des contenus »*

RESUME :

Le patrimoine linguistique national de Côte d'Ivoire est composé de plus de soixante langues qui constituent un véhicule de développement culturel, économique et artistique. La description de ces langues devrait permettre leur utilisation dans les écoles et les centres d'alphabétisation pour améliorer la performance des apprenants.

Le français utilisé comme seule langue d'alphabétisation et d'éducation a produit beaucoup de déperditions scolaires avec des renvois prématurés et des redoublements massifs des enseignants qui ne parlent que leur langue locale dans la société.

Le Projet Ecole Intégrée initié par le Ministère de l'Education Nationale d'alors apparaissait comme un début de solution, malheureusement ce programme a fait long feu. Pour surmonter ce handicap, il serait souhaitable que l'on dispose d'un syllabaire pour chaque langue, en plus de la formation de futurs enseignants de ces langues dans les instituts de formation. Ce qui sous-entend que chaque langue doit être enseignée, parlée et écrite par les populations afin que la coexistence d'une multiplicité de langues dans une zone géographique donnée soit source de développement de cette localité voire de la Côte d'Ivoire à tous les niveaux.

Mots-clés : Diversité linguistique, Développement économique et culturel, Alphabétisation, Langue, Français

KRA KOUAKOU APPOH ENOC (F14)

Enseignant-Chercheur/Université Félix Houphouët-Boigny/ Abidjan/ Côte d'Ivoire

kranoc@yahoo.fr

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

KRA Kouakou Appoh Enoc est Maître de Conférences (CAMES) en Linguistique descriptive à l'Université Félix Houphouët-Boigny, Cocody-Abidjan. Il enseigne la linguistique générale au Département des Sciences du Langage. Dr Kra est Responsable du Laboratoire Dynamique des Langues et Discours (LADYLAD) de l'UFR Langues, Littératures et Civilisations (LLC). En outre, il fait des recherches à l'Institut de Linguistique Appliquée (I.L.A.). Ses travaux portent sur la description des langues africaines (Niger-Congo, Gur, koulango).

TITRE DE LA COMMUNICATION:

« Les langues en Côte d'Ivoire: entre diversité et politique linguistique »

RESUME:

Les langues pratiquées en Côte d'Ivoire sont diverses (G. Hérault, E.N.A. Mensah et Z. Tchgbalé, 1983) . Selon les premiers travaux des linguistes, elles peuvent être regroupées en quatre (4) familles linguistiques qui sont les familles Gur (ou voltaïque), Kru, Kwa (ou akan) et Mandé. Le groupe Gur renferme les langues sénoufo, koulango, lobiri, lorhon, degha, etc. Elles sont parlées au Nord et au Nord-Est du pays. Les langues Kru sont, entre autres, le bété, le dida, le guéré, le wobé et le godié. Elles occupent le Centre et le Centre Ouest de la Côte d'Ivoire. S'agissant des langues Kwa, elles sont composées du baoulé, de l'agni, de l'attié, de l'abron, de l'ébrié, etc. Les locuteurs sont établis au Centre au Sud et au Sud-Est du territoire ivoirien. Quant aux langues Mandé, comprenant le dioula, le bambara, le yacoua/dan, le gouro, le mahou, ..., leurs locuteurs sont localisés au Nord et au Nord-Ouest. Les travaux de description entamés par les linguistes depuis les années de l'indépendance du pays confirment la diversité et le nombre élevé des langues répertoriées en territoire ivoirien. Cependant, en dépit du foisonnement et de la richesse linguistique avérée, le choix de la langue officielle et d'enseignement s'est porté sur le français, langue du colonisateur. Quant aux langues ivoiriennes, quand bien même elles seraient fortement parlées dans le pays, demeurent nettement reléguées au second plan devant le français. Ce traitement des langues locales procède-t-il de la diversité, du grand nombre de langues ou simplement de la politique linguistique des dirigeants du pays ? L'intérêt de la présente réflexion est de montrer la politique linguistique définie en Côte d'Ivoire tout en relevant l'intérêt qu'il y a à réorienter celle-ci (la politique linguistique) qui est en cours, en prenant en compte les langues ivoiriennes. Nous postulons que la diversité linguistique locale reste un facteur favorisant. Notre étude s'articule autour de 1) l'inventaire et la géographie linguistique de la Côte d'Ivoire; 2) la politique linguistique soutenue et 3) propositions pour une politique linguistique inclusive et réussie.

Mots-clés: Langues, Diversité, Politique Linguistique, Choix, Intérêt

MARDI 28 JUIN 2022

16H-17H45 : SESSION 2

AXE 7: GOUVERNANCE FONCIERE RURALE

Sous- axe

Foncier rural et cohésion sociale

Sécurisation foncière rurale des femmes et des groupes sociaux
vulnérables

Politiques publiques foncières rurales et le phénomène de
l'accaparement des terres rurales

Sécurité urbaine et rurale

SALLE 7

Président de séance : M. KOUADIO Kan Salomon

G7 : KOUASSI KOFFI NOEL

G9 : YOBO AGUI MAJOIE

G10 : ZANHOUE LOU IRIE CORINE

G11 : KOUADIO WILLIAMS ABEL

G12 : KONE MOUSSA

KOUASSI KOFFI NOEL (G7)

Maitre-assistant, Université Péléforo Gon Coulibaly De KORHOGO

noel2ko@yahoo.fr

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR :

Je suis Enseignant Chercheur, Maitre-assistant en Anthropologie sociale et culturelle au département de sociologie de l'Université de Korhogo. Mes travaux de recherche en cours portent sur les positions des jeunes ruraux dans les dynamiques sociales et politiques en cours dans leur milieu de vie. L'autre axe de recherche concerne la gouvernance foncière rurale mise en perspective autour de réflexions sur les frontières, la souveraineté, l'hospitalité et le cosmopolitisme.

TITRE DE LA COMMUNICATION:

« Souveraineté et autorité du pouvoir coutumier à l'aune de la formalisation des droits fonciers ruraux en pays Senoufo (Nord ivoirien) »

RESUME:

Combinant la régulation de l'accès au foncier rural, de sa transmission et de sa propriété, la loi foncière ivoirienne concourt à la redistribution des droits fonciers et à la révision des allégeances sociales dans les sociétés paysannes. Or, dans le contexte spécifique de la société Sénoufo du Nord de la Côte d'Ivoire, la gouvernance foncière coutumière associe souveraineté et propriété foncière autour de la figure du chef de terre, et sa gestion est soumise à des arrangements indépendants des règles institutionnelles. La question des autorités foncières coutumières, responsables territoriaux en matière d'administration des droits, nous semble faiblement explorée par les recherches sur les politiques de formalisation des droits fonciers ruraux. Au regard des balbutiements actuels de la réforme agraire, la réflexion sur la collaboration entre les autorités foncières coutumières et les nouvelles instances foncières revêt un enjeu fondamental.

Décentrant la question foncière de ses axes de prédilection, cette contribution envisage l'articulation entre souveraineté et propriété foncière dans le contexte de la formalisation des droits fonciers. Elle est par conséquent une invitation au renouvellement du regard sur la position des autorités foncières coutumières dans la réforme foncière. La contribution exploite des données produites à partir d'entretiens avec les acteurs impliqués dans la gouvernance foncière à Niofoin, à Tioro et à Korhogo. Les différents entretiens réalisés font l'état d'avancement du processus de formalisation des droits fonciers et mettent en évidence ses enjeux symboliques et politiques majeurs.

Mots-clés: Gouvernance foncière, Réforme agraire, Autorités coutumières, Souveraineté, Senoufo

YOBO AGUI MAJOIE (G9)

*Juriste, Ong Siahounvoue
majoieyobo70@gmail.com*

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

Le porteur de communication est M. Yobo Agui Majoie. Après avoir obtenu une Maîtrise en Droit des Entreprises, Majoie Yobo fait le choix de s'inscrire au Programme de Master Professionnel Droit Foncier et Politique Agricole, de l'Université Alassane Ouattara de Bouaké (Côte d'Ivoire). Master qui a pour but de former des Juristes Experts du Droit Rural et de la "Politique Agricole dans tous ses aspects fondamentaux. Il fait ensuite un stage pratique à la Direction du Foncier Rural du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural de Côte d'Ivoire pour valider son diplôme qu'il obtient brillamment en sortant major de sa promotion en 2019. Il est également Auditeur de Master Recherche en Histoire du Droit, des Institutions et des Idées Politiques à l'Université Alassane Ouattara de Bouaké (Côte d'Ivoire), dans le but de faire une Thèse de Doctorat. Majoie Yobo est actuellement Juriste-Consultant auprès de plusieurs organisations, a participé à de nombreux colloques et ateliers de réflexions sur la gouvernance et le développement rural. Juriste et Humanitaire engagé, Majoie Yobo est prompt à apprendre et à partager ses connaissances acquises tout au long de son cursus.

TITRE DE LA COMMUNICATION:

« La place des femmes et des jeunes dans le processus de la sécurisation foncière rurale en Côte d'Ivoire »

RESUME:

Agui Majoie Yobo, Juriste-Consultant, Expert en Droit Foncier et Politiques Agricoles Dans les traditions ivoiriennes c'est le système de primogéniture et de masculinité qui est en vigueur. C'est l'ainé de la famille plus précisément celui de sexe masculin qui est pris en compte. Après lui tous ses cadets et parfois les femmes sont considérés comme des mineurs ou des majeurs incapables.

Ainsi, malgré le grand nombre d'années d'indépendance de la Côte d'Ivoire et l'évolution des mentalités, les femmes et les jeunes jouissent d'une grande vulnérabilité dans le processus de la sécurisation foncière rurale. D'où notre thème : « La place des femmes et des jeunes dans le processus de la sécurisation foncière rurale ».

Notre choix s'est porté sur ce sujet parce qu'il nous permettra de savoir principalement, si la procédure de sécurisation foncière rurale prend en compte les femmes et les jeunes. Subsidiairement, si la loi n°98-750 du 23 décembre 1998 relative au domaine foncier rural ne contenait pas des insuffisances quant à la participation des femmes et des jeunes à ce processus et enfin si la réalité traditionnelle africaine ne constituerait pas un frein à la contribution de ceux-ci au processus de la sécurisation foncière rurale.

L'étude du dispositif juridique ivoirien relatif au foncier rural, l'analyse de la doctrine en la matière, les comptes rendus des colloques et ateliers de réflexions sur le foncier rural... nous ont permis de constater que le droit ivoirien en général et particulièrement la loi de 1998 sur le foncier rural ne faisaient de distinction sur le genre.

La loi consacre donc théoriquement aux femmes et aux jeunes un rôle dans le processus de sécurisation du foncier rural. Pourtant, à la pratique, cette loi ne semble pas suffisamment prendre en compte les femmes et les jeunes dans la procédure de sécurisation foncière rurale. Aussi, l'influence des traditions qui pour la plupart font la part belle aux hommes exclut bien souvent les femmes et les jeunes dans le processus de la sécurisation foncière rurale. Aujourd'hui encore, il règne une inégalité foncière en milieu rural. La protection des droits acquis par les utilisateurs et détenteurs tels que les jeunes et les femmes des terres rurales demeurent une véritable problématique non encore résolue au niveau coutumier malgré tous les textes de loi qui prônent l'égal accès à la propriété foncière. L'Etat accorde certes, une priorité aux femmes et aux jeunes dans sa politique de développement. Cependant, force est de constater que malgré les efforts de l'Etat à suffisamment intégrer les jeunes et les femmes dans la procédure de sécurisation foncière, cette prise en compte est engorgée en pratique par le droit coutumier. Ce qui traduit cette faible prise en compte.

Mots-clés:Sécurisation foncière, Femmes, jeunes, Rôle, Côte d'Ivoire

ZANHOUE LOU IRIÉ CORINE (G10)

Etudiante, ADECE CI

iriecozanhoue@gmail.com

TAPE SOPHIE PULCHERIE

pultap78@yahoo.fr

DINDJI MEDE ROGER

dindjirous@yahoo.fr

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR :

Je suis titulaire d'un master en Géographie humaine et Economique

FORMATION 2019-2020 : Master en Géographie option Humaine et Economique ;

2016-2017 : Licence en Géographie option Humaine et Economique ;

2013-2014 : Baccalauréat Série A2

COMPETENCES PROFESSIONNELLES: Etudes de recherches relatives à la géographie urbaine ; Enquête de terrain ; Elaborer

des plans d'action et de gestion des espaces urbains ; Elaborer des plans d'action de développement urbains et ruraux

Logiciels : ARCGIS, EXCEL, SPHINX ,WORD

AUTRES ATOUTS Sports et Loisirs : musique, cuisine

Langue : Français (bon) ; Anglais (moyen)

TITRE DE LA COMMUNICATION:

« La gouvernance foncière de la périphérie urbaine de Bouaflé (Centre-ouest de la Côte d'Ivoire) »

RESUME:

Située au Centre-Ouest de la Côte d'Ivoire, Bouaflé est le chef-lieu de commune et de la région de la Marahoué. Cette localité urbaine connaît un dynamisme démographique et un étalement spatial sans précédent ces dix dernières années. En effet, en raison d'une forte demande de site de production d'habitats, l'espace périurbain de Bouaflé est devenu un lieu très convoité ; engendrant ainsi, entre acteurs territoriaux, de nombreux problèmes de gestion foncière et d'aménagement de leur périphérie.

L'objectif de cette étude vise à analyser la gouvernance des zones péri-urbaines de la ville de Bouaflé. L'approche méthodologique s'est fondée sur des recherches documentaires, des enquêtes de terrain et l'observation directe. Les résultats obtenus révèlent deux catégories d'acteurs territoriaux qui se partagent la gouvernance des zones périurbaines notamment les acteurs institutionnels et les acteurs non institutionnels. Ces deux acteurs essaient tant bien que mal de travailler en synergie pour une bonne gouvernance de la périphérie urbaine de Bouaflé, même si des situations conflictuelles sont observées.

Mots-clés: Côte d'Ivoire, Bouaflé, Gouvernances foncières, Acteurs territoriaux, Périphérie urbaine

KOUADIO WILLIAMS ABEL (G11)

Etudiant, Université Alassane Ouattara

kouadiowilliamsabel@gmail.com

KONAN KOUAKOU ATTIEEN JEAN MICHEL

attien_2@yahoo.fr

DIARRASSOUBA BAZOUMANA

diarrabazo@yahoo.fr

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

Né le 23 Septembre 1997 à Tiébissou, Kouadio Williams Abel est un étudiant inscrit en première Année de doctorat à l'université Alassane Ouattara (Bouaké). Après son succès au Baccalauréat série D au lycée Mixte 1 de Yamoussoukro, il fut Orienté au département de Géographie à l'université Alassane Ouattara où il s'est spécialisé dans le domaine de l'environnement. Pour son mémoire de fin cycle, il a travaillé sur les questions de la dynamique urbaine et de l'occupation des zones à risques San-Pedro. Il envisage mettre en place une structure d'étude et d'évaluation socio-environnementale des projets.

TITRE DE LA COMMUNICATION:

« Cartographie des zones à risque d'inondation dans la ville de San-Pedro »

RESUME :

Initié en 1969 par l'État ivoirien, le programme pour l'Aménagement de la Région du Sud/Ouest a conduit à la construction de la ville de San-Pedro. Cette ville connaît depuis lors une croissance économique, démographique et spatiale remarquable. Cette croissance se déroule dans un environnement naturel contraignant composé de collines et de marécages. La dynamique urbaine plus ou moins maîtrisée que connaît San-Pedro a entraîné une occupation des zones non aedificandi. Ainsi en saison pluvieuse, les populations sont confrontées à de nombreuses inondations. Cette situation conduit à des conséquences observables à l'échelle de tous les quartiers de la ville même si l'intensité du phénomène n'est pas proportionnelle en tout lieu. L'étude vise à analyser la gestion des espaces dits à risque grâce aux SIG. La méthodologie de recherche repose sur une analyse multicritère qui part de l'exploitation des images satellitaires, de la combinaison de plusieurs cartes thématiques et des enquêtes de terrains. Les résultats obtenus indiquent que la ville de San-Pedro est confrontée sur 2715 ha (soit 41,39 %) de son espace à des risques d'inondation très élevés et sur 34 % à des risques élevés. Les niveaux de risque moyen, faible et très faible sont observés au niveau des flancs des collines. De cette cartographie, diverses opérations d'assainissement, de déguerpissement et de dragage de lacs peuvent être menées.

Mots-clés: Cartographie, Environnement, Zones à risque, San-Pedro, Côte d'Ivoire

KONE MOUSSA (G12)

Maître de Conférences, Université Jean Lorougnon Guédé, Daloa

kmoussa2@yahoo.fr

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

KONE Moussa, Maître de Conférences, Socio-anthropologue à l'UJLoG. Auteurs de plusieurs publications. KONE Moussa, Aide Européenne et actions publiques dans le processus de mise en œuvre de la loi sur le domaine foncier rural en Côte d'Ivoire, (premier semestre 2015), LES CAHIERS DE IRDA, Revue semestrielle,

Revue Scientifique d'Études Africaines, N°003-2015, pp. 288-312 ISSN 2312 – 9336
Noël KOUASSI, Moussa KONE, Georges KOUAME, Crise militaro-politique, mobilisation violente des jeunes : une perspective ethnographique en zone forestière ivoirienne, (2015) REVUE INTERNATIONALE DE RECHERCHES ET D'ETUDES PLURIDISCIPLINAIRES, Revue annuelle, N°22-2015, PP. 119-132 ISBN/978-2-952-7687-4-0

Moussa KONE, Les jeunes ruraux et la gestion foncière dans le département de Soubré, Revue Société & Economie, Revue du Laboratoire de Sociologie Economique et d'Anthropologie des Appartenances Symboliques, N°6-2015, pp.80-96 ISSN2311-6501
www.laasse-socio.org

Moussa KONE, La mobilisation des jeunes ruraux et la réconciliation sociale dans le département de Soubré en Côte d'Ivoire, Annale de. L'Université de Lomé, Série Lettre et Sciences Humaine, Tome XXXV-1, Juin 2015, pp.105-118, ISSN 1016-9202
Jean Pierre CHAUVEAU, Samuel BOBO, Noël KOUASSI, Moussa KONE, Milice rurales en Côte d'Ivoire durant le conflit (Zone sud) réconceptualiser le « dispositif milicien », Société en guerres Ethnographie des mobilisations violents, Edition de la maison des sciences de l'homme, Colloquium, 2012, PP 23-56, ISSN : 1635-6020
Jean Pierre CHAUVEAU, Jean Philippe COLIN, Samuel BOBO, Georges KOUAME Noël KOUASSI, Moussa KONE, Côte d'Ivoire: la question foncière à l'épreuve de la paix. Terroir d'Afrique, Enjeux fonciers et dynamiques des rapports sociaux en milieu rural ouest-africain, Université Cheick Anta Diop de Dakar, Sénégal N°4-2012, PP 53-59, ISSN : 2230-0023

KONE Moussa, TANOAH Ahou Clémentine Say : Offres de soins et qualité de vie des Professionnels (les) du sexe sous ARV les communes de Marcory et San-Pedro en Côte d'Ivoire www.Epistanalyse.com Volume 4, 2019, PP 04-27 ISSN 2079-8970

TITRE DE LA COMMUNICATION:

« Quand les cédants deviennent les demandeurs et les demandeurs deviennent les "propriétaires" des terres reçues dans le Haut-Sassandra »

RESUME:

La sécurisation foncière en zone rurale ivoirienne demeure incontestablement une gageure pour les pouvoirs publics. Depuis l'indépendance jusqu'à nos jours 95% des terres rurales ne sont pas immatriculées. De « la terre appartient à celui qui la met en valeur » à la l'adoption de la loi n°98-750 du domaine foncier rural du 23 décembre 1998, les populations rurales surtout autochtones sont de plus en plus exposées à la pauvreté et à la raréfaction de la ressource forestière. La politique extensionniste et l'exploitation minière de la forêt (Ibo, 1996) des cultures de rente (le cacao et le café) ont conduit aujourd'hui à une inversion des rôles et des statuts sociaux dans les anciens fronts pionniers ivoiriens (Koné Moussa et al, 2018) singulièrement dans le Haut Sassandra. En effet, les migrants internes et externes ayant reçu des terres des autochtones louent ces mêmes terres à leurs tuteurs. Au regard de ce constat, il s'agit de diagnostiquer l'épineuse question de la sécurisation foncière et de sa gouvernance dans la région du Haut Sassandra. Pour ce faire, à partir d'une étude ethnographique de terrain (Olivier de Sardan, 2008), l'article sera articulé autour de trois axes essentiellement.

D'abord, il s'agira de montrer l'incidence de la politique agricole Houphouëinne sur le développement de l'agriculture de rente dans la région du Haut-Sassandra, ensuite, expliquer l'usage minier de la forêt comme étant un obstacle au développement durable de la Côte d'Ivoire et enfin montrer la question de la certification foncière présage de conflits fonciers latents, de la paupérisation des producteurs et de la non sécurisation foncière rurale.

Mots-clés: Sécurisation foncière, Politique agricole rurale, Populations rurales, Inversion des rôles et des statuts sociaux, Haut-Sassandra

Deuxième journée :

MERCREDI 29 JUIN 2022

ATELIER 3 /SESSION 3

14H-15H45

MERCREDI 29 JUIN 2022

14H-15H45 : SESSION 3

AXE 1: GOUVERNANCE DES PEUPLES ET DES SOCIETES

Sous- axe

Société

SALLE 7

Président de séance : Dr (MC) DAYORO Kevin

A12 : KOUASSI YAO FREDERIC

A13 : ESSOH Lohoues Olivier

A14 : MBOHA NYAMSI HENRI LUDOVIC HENRI

A15 : MEITE YOUSOUF

A16 : N'DRI YAO EUGENE

A17 : N'GUESSAN BLA MIREILLE

A46 : OUEDRAOGO TIGA ALAIN

KOUASSI YAO FREDERIC (A12)

houpouetfredy@gmail.com

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

Kouassi Yao Frédéric est enseignant-chercheur (maitre-assistant) au département de géographie. Il mène ses recherches dans le domaine de la géographie rurale et plus précisément l'aménagement et la gestion des territoires ruraux. Il est le secrétaire adjoint du Groupe de Recherche en Géographie Rurale (GR2). Il a été inspecteur d'orientation psychologue de 2007 à 2015

TITRE DE LA COMMUNICATION

« La gouvernance territoriale rurale à l'épreuve de l'urbanisation dans la sous-préfecture de Bingerville »

RESUME

Les villages des banlieues et des périphéries des grandes villes subissent de profondes transformations liées à la pression urbaine. Les acteurs, les enjeux, les défis ainsi que les conflits d'usage du sol se multiplient et impactent les modes de gouvernance de ces territoires ruraux. Ces mutations posent alors le problème de compétence de chaque acteur dans la gestion des dynamiques d'évolution des espaces ruraux périphériques dans un contexte marqué par l'empiètement continu de l'urbain sur le rural. Ce travail porte sur la gouvernance rurale à Bingerville l'une des sous-préfectures les plus marquées par la dynamique spatiale de la métropole abidjanaise. Il interroge les modes de gouvernance rurale face à l'urbanisation. Comment sont mises en œuvre les stratégies de développement économique et social dans les villages au regard des transformations morphologiques, sociales et fonctionnelles qui s'opèrent ? La méthodologie de recueil des données repose sur une recherche documentaire et des enquêtes de terrain (observation, entretien et enquête par questionnaire). Le recours à l'observation a été nécessaire pour apprécier l'intensité de la coproduction du paysage par les différents acteurs. Les entretiens et les enquêtes par questionnaire mettent en lumière les modes de gouvernance tels que perçus, conçus et vécus par les parties prenantes. Les résultats mettent en évidence deux aspects essentiels :

le système politique local et les acteurs du territoire rural ;

les divers modes de gouvernance liés aux jeux et enjeux des acteurs en présence.

La gouvernance coutumière est fondée sur un système politique fait de générations ayant un temps de pouvoir rotatoire. Pierre angulaire du système local, la chefferie tout en s'efforçant de garder une certaine prééminence opte partout pour une gouvernance traditionnelle et patrimoniale. L'Etat et les collectivités territoriales, adoptent une démarche plutôt participative associant les communautés villageoises, les sociétés privées, les familles et les individus ayant des intérêts dans les espaces considérés. Le paysage du périurbain actuel porte ainsi la marque de cette combinaison bien souvent conflictuelle.



Mots-clés : Gouvernance, territoire, urbanisation, périurbain, Bingerville

ESSOHL LOHOUES OLIVIER (A13)

Docteur, Assistant/Université Jean Lorougnon Guédé / Daloa/ Cote d'Ivoire)

essohloliver@yahoo.fr

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

Je me nomme Dr Essoh Lohoues Olivier, j'ai obtenu le doctorat le 31 Mai 2019 en Criminologie, option : Sociologie Criminelle. Marié, père de 4 enfants. J'ai été recruté comme Enseignant-Chercheur à l'Université Jean Lorougnon Guédé, précisément dans le Département d'Anthropologie et de Sociologie. Je travaille sur les questions de conflits, d'héritage foncier et de gouvernance dans l'espace Lodzukru. J'ai réalisé des travaux en lien avec la gouvernance des peuples et des sociétés par exemple les conflits liés à l'héritage foncier en pays odzukru (Côte d'Ivoire); Pesanteurs socioculturelles et stratégies d'autonomisation de la femme odzukru au village d'Aklodj (Dabou- Côte d'Ivoire); Discriminations Sociales des femmes dans la gouvernance foncière odzukru de Côte d'Ivoire; Avènement des cultures pérennes et conflits de génération chez les odzukru: cas des villages de Lopou et d'Akradio (Côte d'Ivoire) etc.

TITRE DE LA COMMUNICATION :

« L'influence des structures socioculturelles (Lôw et Agbanzi) sur la fabrication de la citoyenneté villageoise et le conflit intragénérationnel chez les odzukru (Côte d'Ivoire) »

RESUME :

Cette contribution relève de la thématique « Gouvernance des Peuples et des Sociétés ». La gouvernance des peuples et des sociétés, qui comprend l'organisation sociale, économique, environnementale, politique et culturelle est devenue un enjeu important pour les sociétés modernes africaines. Parmi les problèmes qui préoccupent les autorités politiques, administratives, locales et les chercheurs figure la question de la gouvernance des peuples et des sociétés, à cause des conflits parmi les populations. Notre époque et son lot quotidien d'innovations, de bouleversements et d'interrogations nouvelles dans le domaine économique, social et culturel, contraint les individus à s'adapter en continu à de nouvelles règles de vie et transforme en profondeur les fondements d'une pratique socioculturelle (Moliner, 1996). Dans la société odzukru, pour des raisons de conservation, d'innovation, d'éradication et de travestissement des structures socioculturelles, le peuple odzukru peut sombrer dans un cycle infernal de conflits rituels et d'intérêts (Mel, 2009). L'objectif de cette communication est d'analyser les structures socioculturelles et leur influence sur la citoyenneté villageoise et le conflit intra-générationnel chez les Odzukru. Pour y arriver, le travail est réalisé dans lodzukru. La méthodologie de l'étude se fonde sur une approche mixte à tendance qualitative. Elle s'appuie sur 50 personnes interrogées au moyen d'un questionnaire, d'un guide d'entretien semi-directif et d'une grille d'observation. L'holisme et l'individualisme méthodologique ont servi de méthode d'analyse de la réalité sociale. La recherche explique la gouvernance des structures socioculturelles (mobilité sociale, rite initiatique, participation à la vie socio politique) chez les odzukru. L'étude montre l'influence des structures sur la

fabrication identitaire (facteur de socialisation, d'intégration et de délégitimation) des acteurs. Enfin, la recherche montre des conflits de différenciation intrafamiliale et intra générationnelle, les conflits de perception des structures socioculturelles dans l'espace lodzukru.

Mots-clés : Structures socioculturelle, Citoyenneté Villageoise, Conflit intragénérationnel, Lodzukru, Côte d'Ivoire

MBOHA NYAMSI HENRI LUDOVIC (A14)

Enseignant-Chercheur/Université de Yaoundé II/ Cameroun

nyamsihenri@gmail.com

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

MBOHA Nyamsi Henri Ludovic est Titulaire d'un Doctorat PHD en Science Politique. Il est enseignant permanent au département de Science Politique de l'Université de Yaoundé II au Cameroun et enseignant associé à la Faculté des Sciences Sociales et Relations Internationales de l'Université Protestante d'Afrique Centrale (UPAC). Il a pour principal centre d'intérêt les migrations internationales et les politiques migratoires. Il est par ailleurs secrétaire général de l'ONG « *Solutions aux Migrations Clandestines* » (SMIC), organisation spécialisée sur les questions de migrations.

TITRE DE LA COMMUNICATION

« La gouvernance des migrations au Cameroun : regard synoptique sur une politique publique nationale. »

RESUME :

Située au cœur de la régulation de la dynamique sociale, en ce sens qu'elle affecte directement le mouvement des personnes, la politique migratoire occupe généralement une place de choix dans l'agenda des décideurs. Au-delà des aspects liés à la circulation des individus, la question migratoire est plus que jamais liée à celle de développement. Il est désormais clair que les ressources des migrants, tant financières que non financières peuvent démultiplier les efforts de développement communautaires et nationaux dans les pays d'origine et d'accueil si des incitations et des mécanismes sont mis en place dans ce sens (OIM, 2013²). Du fait de sa situation géographique (frontalier avec la plupart des pays de la sous-région et ouvert sur l'Afrique de l'Ouest de par sa longue frontière avec le Nigéria), de sa relative stabilité politique et économique³ et des liens persistants avec certaines anciennes puissances coloniales (Yebega, 2018⁴), le Cameroun est traversé par des influences multiples qui l'affectent en termes migratoires. Ce qui fait de lui un pays de départ, d'accueil, et de transit des migrants (Kamdem, 2021⁵). En tant que tel, le Cameroun apparaît comme un cas intéressant pour interroger les politiques adoptées et leur mise en œuvre en vue d'encadrer tous ces flux migratoires.

² OIM, *Les diasporas et le développement, traits d'union entre la société et l'Etat, Dialogue international sur la migration*, n°22, 2013.

³ Avant la crise liée à Boko Haram en 2014 dans la partie nord du pays et le mouvement insurrectionnel des sécessionnistes dans la partie anglophone en 2016, le Cameroun était considéré comme pays stable en Afrique

⁴ Yebega Ndjana, Nicolas Junior « Les dynamiques migratoires entre le Cameroun et son ancienne tutelle française », *Revue Africaine de Droit et Science Politique*, 2018, pp 209-225.

⁵ Kamdem, Pierre, *Les migrations internationales en Afrique centrale. Lois, politiques et pratiques*, Cape town, African Minds, 2020.

L'objectif de ce travail est donc de questionner la politique migratoire camerounaise, dans sa cohérence et son implémentation. L'auscultation de cette politique nous a conduit à formuler l'hypothèse selon laquelle : la politique migratoire au Cameroun souffre de plusieurs maux liés d'une part à la carence dans la coordination des affaires liées à la migration et d'autre part au « bricolage » administratif caractérisé par une mise en œuvre conflictuelle de l'action publique et le poids des intérêts individuels des acteurs. En plus de la littérature existante et des textes officiels réglementant le secteur de la migration, la recherche s'appuiera sur l'accumulation des données enregistrées par entretien avec les différents acteurs institutionnels et non institutionnels impliqués dans la gestion des migrations au Cameroun.

Mots-clés : Gouvernance - Migrations - Cameroun

MEITE YOUSOUF (A15)

meyouss@gmail.com

MEITE VASSEKO

vasseko@yahoo.fr

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

Dr MEITE Youssouf, docteur en sociologie de l'Université de Strasbourg-France. (Option ; sociologie économique spécialité : sociologie des organisations). Maître-assistant en sociologue, à l'Université Félix Houphouët-Boigny Abidjan (Côte d'Ivoire). Mes travaux portent sur la Gouvernance des organisations et le développement durable. La Mobilité et le transport constituent des domaines particuliers dans le cadre de mes travaux de recherche. D'ailleurs, le sujet de ma thèse portait sur la Gouvernance du transport urbain et mobilité durable dans le district d'Abidjan (Côte d'Ivoire) Axes de recherche : Entrepreneuriat Gouvernance des entreprises Développement durable Economie sociale et solidaire

TITRE DE LA COMMUNICATION

« La régulation du système de transport urbain Abidjanais : quelle approche transactionnelle pour une gouvernance durable de la mobilité urbaine à Abidjan ? »

RÉSUMÉ

La gouvernance du secteur des transports urbains à Abidjan est caractérisée par les conflits récurrents entre les différents acteurs. La persistance des conflits, source essentielle de blocage dans la régulation formelle se trouve exacerbée par des facteurs endogènes (poids grandissant des organisations syndicales, prolifération des acteurs informels) et exogènes (étalement urbain, poids démographique) au secteur et qui posent des défis majeurs pour la mise en œuvre d'une démarche visant la mobilité durable. Partant de ce constat, et procédant par une enquête qualitative approfondie du terrain (auprès des principaux acteurs de la mobilité urbaine), cette communication a pour objectif d'appréhender le système de régulation entre les différents acteurs des transports urbains à Abidjan. Pour cela, le travail de recherche prendra appui sur la théorie des transactions sociales qui prend sa source dans l'économie des coûts de transaction et la sociologie du conflit (Simmel, 1917 ; rééd. 1999). L'approche par les transactions sociales est un outil pour analyser le processus d'élaboration des compromis pratiques dans les situations de coopération conflictuelle (Blanc M., 1999). A partir de cette théorie, il s'agira de comprendre comment les acteurs de la mobilité urbaine à Abidjan, qui sont à la fois partenaires et adversaires parviennent à élaborer les compromis pour résoudre les éventuels conflits pour une mobilité durable.

Mots-clés : Gouvernance, transactions sociales, mobilité urbaine, Abidjan, régulation sociales

N'DRI YAO EUGENE (A16)

Docteur, Enseignant-Chercheur/ Université Félix Houphouët-Boigny/ Abidjan/Côte d'Ivoire

ndry_eugene@hotmail.fr

N'GORAN Rachelle Akissi

rachelleakissingor@gmail.com

Doctorante en D2 à l'ED Scall, UFHB

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

N'DRI Yao Eugène est né le 19/02/1971 à Béoumi. Après son baccalauréat série D, Mathématiques et sciences de la nature, en 1994, au Lycée Moderne de Sakassou, il est orienté en psychologie, à l'université de Cocody Abidjan où il obtient successivement le Duel en 1997, la Licence en 2000, la Maîtrise de Psychologie en 2000, le DEA de Psychologie en 2002. Il s'est spécialisé en Psychologie génétique différentielle et a soutenu sa thèse de Doctorat Unique intitulée « Activités de jeux et développement de l'attention chez des enfants de 7 à 11 ans à Abidjan » le 11 juillet 2009, sous la direction du regretté Professeur Jean TANO. N'DRI est Enseignant-Chercheur au Département de Psychologie à l'UFR-SHS de l'Université F.H-B. Abidjan (RCI) depuis le 02 Avril 2010. Dans ce Département, il enseigne la psychologie différentielle, la psychologie cognitive, la psychologie génétique/développementale, la psychologie de l'enfant, la psychologie du jeu. Il est par ailleurs enseignant dans d'autres structures privées de l'enseignement supérieur et assure des formations en développement personnel. Il est Membre du Comité de rédaction de la revue RSS-PASRES depuis février 2015 et Maître-assistant depuis juillet 2016. Depuis lors, l'essentiel de ses travaux a concerné l'étude du développement et des différences de comportements des individus et groupes d'individus (enfants, adolescents, adultes, vieillards, sujets difficiles, travailleurs), notamment sur le développement de l'attention, sur l'apport du jeu au développement et à l'éducation et sur des thématiques connexes.

TITRE DE LA COMMUNICATION :

« Ggouvernance familiale et niveau de développement psychologique des adolescents à Abidjan (Côte d'Ivoire) »

RESUME:

Les crises sociopolitiques, souvent violentes et catastrophiques, survenues dans les pays en développement, notamment les pays africains, sont parfois suscitées par des problèmes de gouvernance sectorielle ou nationale. Dans le but d'identifier les causes profondes de ces dérives sociales, la gouvernance et ses conséquences psychologiques en milieu familial ont été examinées dans cette étude. Celle-ci a observé la relation entre la gouvernance familiale et le niveau de développement psychologique des adolescents à Abidjan. Ce qui a nécessité l'apport de 72 adolescents âgés de 15-17 ans des classes de 2nde d'un établissement secondaire de la commune de Cocody. Ces participants sont constitués de

35 filles et de 37 garçons. Un questionnaire d'identification des styles éducatifs parentaux et des échelles de mesure du niveau de développement affectif, social et cognitif ont été utilisés. Les résultats montrent une différence significative entre les niveaux de développement psychologique des adolescents selon les styles éducatifs parentaux. Ces résultats qui confirment les hypothèses vont dans le sens des travaux antérieurs. La gouvernance familiale serait donc le fondement d'une culture individuelle de bonne gouvernance dans la gestion des affaires publiques et privées. Ces résultats orienteraient les décideurs vers la cellule familiale pour la résolution efficace des problèmes de gouvernance qui se posent en Afrique.

Mots-clés : Gouvernance familiale, Style éducatif parental, Niveau de développement psychologique, Développement cognitif, Développement affectif et social

N'GUESSAN BLA MIREILLE (A17)

Etudiante /FONSTI/ Abidjan/ Côte d'Ivoire

blamireillenguessan@gmail.com

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

Nous répondons au nom de N'guessan Bla Mireille, née le 08 octobre 1996 à Akakro N'zikpris/Toumodi, de nationalité ivoirienne. Étudiante régulièrement inscrite en faculté de Lettres Modernes à l'université Alassane Ouattara de Bouaké, nous y sommes arrivée en 2013 après l'obtention d'un baccalauréat de série littéraire. Férue de littérature, plus particulièrement de la lecture de pièces théâtrales, nous essayons d'en faire à la fois, un moyen de divertissement et de culture personnelle ou d'instruction. Elle a donc une fonction ludique, didactique et pédagogique. Nous sommes en année thèse dans la filière sus-indiquée. À ce titre, nous avons opté pour la spécialité de théâtre au travers de laquelle nous avons formulé un sujet portant les modalités du jeu tragique. Également, nous nous intéressons aux situations qui préoccupent la société, en général, tout en essayant d'y déceler des liens avec la littérature, c'est-à-dire la manière dont elle s'emploie pour mettre en évidence lesdites situations.

TITRE DE LA COMMUNICATION :

« La théâtralisation du système de gouvernance dans Papassidi maître-escroc de Bernard Binlin Dadié »

RESUME :

La décolonisation politique en Afrique noire donne l'opportunité à certains intellectuels africains de prendre les rênes des institutions et de l'administration. Ils sont désormais commis à la tâche de gouverner leurs semblables et de prendre les décisions afférentes au bon fonctionnement de la société. Cependant, le peuple est désillusionné par la conduite des hauts cadres, censés contribuer au bien-être et à la stabilité des hommes dont ils ont la charge. En effet, le constat est que ces derniers ne font pas équitablement usage du pouvoir qui leur est octroyé. Au contraire, ils en font leur chasse gardée, ou encore un bien personnel voire familial. Ce mode de gestion a pour corollaire la corruption, le favoritisme, l'escroquerie, etc. qui sont des tares s'enracinant dans la société à mesure qu'on évolue. La pièce *Papassidi maître-escroc* de Bernard Binlin Dadié dispose de procédés favorisant la lisibilité du système de gouvernance postcoloniale. Mieux, elle est une mise en scène d'une société où l'intérêt personnel a pignon sur rue au détriment de l'intérêt commun et du traitement équitable des administrés. Le jeu dramatique associant dialogues, didascalies, esthétique de mise en abyme, comique, déconvenues du personnage principal, pour ne citer que ceux-ci, met en évidence une société où est lésée toute personne n'ayant aucune accointance avec un membre du pouvoir en place. Bien que datant de plusieurs décennies, cette pièce mentionne des préoccupations qui subsistent de nos jours. L'œuvre apparaît donc comme une prolepse dans la mesure où elle découvre une racine du mal qui ronge la société et entrave le développement des nations africaines, à savoir la mauvaise gouvernance.

Mots-clés : Pouvoir, Société, Corruption, Mise en scène, Mauvaise gouvernance

OUEDRAOGO TIGA ALAIN (A46)

Chercheur, INSS, OUAGADOUGOU, BURKINA FASO

alainoued1@yahoo.fr

SOME SIEN SO SABINE LÉA

siensolea@gmail.com

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

Docteur TIGA Alain OUEDRAOGO est sociologue et maître de recherche en linguistique. Il a fait plusieurs publications et encadré des étudiants dans le domaine de la linguistique et de la sociologie. Dans le domaine de la gouvernance, nous avons animé plusieurs communications et nous dirigeons présentement le projet intitulé : Les pratiques endogènes de réconciliation dans la région du Centre-Nord comme mode de gouvernance pour les Burkinabè.

TITRE DE LA COMMUNICATION :

« Les pratiques endogènes de réconciliation dans la région du centre-nord comme mode de gouvernance pour les burkinabè. »

RESUME :

La promotion de la cohésion sociale est une préoccupation primordiale de l'Etat burkinabè. Le bien-vivre ensemble qui était préservé jusqu'aux environs de 1990-2000 s'est trouvé fortement mis à mal depuis les années 2000. Des instances de médiation traditionnelle ont été activées par les populations, sous la supervision des autorités locales et nationales, pour y pallier mais le constat est qu'il persiste toujours des foyers de crises sociales (International Crisis Group, 2017). Dans un tel contexte un risque d'accentuation de crises sociales reste réel et suscite des inquiétudes. Une mobilisation par l'implication des acteurs communautaires et des leaders politiques et locaux, leaders d'associations et religieux, la société civile, s'avère être une meilleure stratégie de promotion de la cohésion sociale dans le cadre de la bonne gouvernance. Ainsi, ses conséquences sociales, économiques et culturelles au Burkina Faso seront limitées. Les pratiques endogènes de réconciliation existantes sont-elles suffisamment connues ? Quelles stratégies pour une redynamisation de ces pratiques ? Comment peuvent-elles permettre de construire un modèle élaboré de gouvernance basé sur ces modèles endogènes ? Une recherche-action a été conduite dans la région du centre-nord du Burkina Faso, basée sur un état des lieux, un diagnostic des instances de médiation traditionnelles existantes, assortis d'une cartographie des acteurs stratégiques contemporains et d'une proposition de pistes de gouvernance basées sur les modèles endogènes. La méthodologie consistera en la réalisation d'une étude qualitative. Les méthodes de collecte de données ont combiné une étude documentaire, des focus groups et des entretiens approfondis auprès d'un échantillon d'hommes et de femmes, des leaders politiques, locaux, d'associations, religieux, de la société civile. Des observations directes ont été également menées afin de mieux cerner le contexte de l'étude et les acteurs clés de la médiation.

Mots-clés : Pratique endogène, Cohésion sociale, gouvernance

MERCREDI 29 JUIN 2022

14H-15H45 : SESSION 3

**AXE 2: GOUVERNANCE UNIVERSITAIRE ET DE LA
RECHERCHE, EMPLOYABILITE ET COMPETITIVITE
ECONOMIQUE**

Sous- axe

Gestion

SALLE 2

Président de séance : Prof BAH Henri

B17 : MOUSSAVOU GEORGES

B18 : NOBAH CELINE SIDONIE KOCO EPSE KACOU-WODJE

B19 : TOUKPO GRAGBA FRANCK HERMANN

B20 : TRAORE SEKOU

B21 : YOBOUE KOUAKOU CONSTANT JOEL

B22 : NINDJIN CHARLEMAGNE

B23 : YAO KOUAME

MOUSSAVOU GEORGES (B17)

Institut de Recherche en Sciences Humaines (IRSH/CENAREST) / GABON

gmoussavou67@gmail.com

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

Georges Moussavou est Sociologue, Chargé de recherche (CAMES) en sociologie des organisations et des institutions publiques au sein de l'Institut de Recherche en Sciences Humaines (IRSH/CENAREST) où il assure également les fonctions de Chef de Département de Recherche sur les Dynamiques Sociales (DRDS). Il est membre du Laboratoire de Recherche sur la Gouvernance et les Institutions Publiques (LAREGIP) qu'il a contribué à créer.

Le titre de sa thèse de doctorat soutenue en 2005 à l'Université Jules Verne d'Amiens est : "L'Etat et le système d'enseignement supérieur et de recherche scientifique au Gabon. Contribution à une sociologie des institutions publiques". Chercheur depuis avril 2006, il auteur de plusieurs articles scientifiques sur cet objet et de trois ouvrages dont les titres sont : "Gouvernance des universités gabonaises. Quels défis à relever pour leur performance ?" (Publibook, 2013); Organisation et système universitaire au Gabon. Sociologie des processus et systèmes institutionnels" (L'Harmattan, 2020); "Pouvoir d'Etat, système d'enseignement supérieur et de recherche au Gabon. Sociologie historique de l'action publique" (L'Harmattan, 2022, "en cours de fabrication").

TITRE DE LA COMMUNICATION

« Gouvernance de la recherche nationale au Gabon : quid de la rupture d'avec l'ORSTOM et le CNRS 46 ans après. »

RESUME

La structuration de la recherche nationale au Gabon commence en 1976 avec la création du Centre National de la Recherche Scientifique et Technologique (CENAREST), suite à la rupture avec l'Office de Recherche Scientifique et Technique d'Outre-mer (l'ORSTOM) et le Centre National de Recherche Scientifique (CNRS) français. Un département ministériel (le Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique), sans ligne directrice gouvernementale, coordonne et pilote de façon confuse avec le CENAREST l'activité de recherche scientifique. La caractéristique la plus marquante de cette structuration est en réalité l'inexistence d'une véritable politique de programmation de moyens (humains, matériels, structurels et financiers).

Toutefois, les cinq instituts qui composent le CENAREST, unités opérationnelles, mènent tant bien que mal cette activité de recherche. Et, à l'analyse de sa gouvernance et de sa régulation, il nous apparaît que, 46 ans après la rupture brutale d'avec les structures françaises, l'activité de recherche nationale est plus une affaire des chercheurs que des pouvoirs publics.

L'élaboration de notre article s'appuie à la fois sur l'analyse de contenu des textes organiques et le recueil des données verbales auprès d'un certain nombre d'acteurs de la recherche au sein du ministère et du CEANREST.

Mots-clés : Recherche scientifique, Ministère de la recherche, CENAREST, Organisation, Gouvernance.

NOBAH CELINE SIDONIE KOCO (B18)

Maître de Conférences, Ecole Normale Supérieure d'Abidjan, Département des sciences et Technologie, Section Sciences de la Vie et de la Terre.

ncskoco@gmail.com

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

Mme Nobah Céline Sidonie Koco épouse Kacou-Wodjé est enseignante chercheure à l'Ecole Normale Supérieure d'Abidjan-Côte d'Ivoire. Maître de Conférence des Universités du CAMES (Conseil Africain et Malgache de l'Enseignement Supérieure), présidente de l'ADECE-CI (Association d'Education Comparée et des Echanges), Présidente de l'AFEMCCI (Association des Femmes Chercheuses de Côte d'Ivoire) et présidente des Commissions Science et Education en Côte d'Ivoire lors des 39e, 40e et 41e Sessions de la Conférence Générale de l'UNESCO.

Elle est hydrobiologiste, spécialiste en Pisciculture. Elle justifie d'une grande expérience dans la conception et la coordination de projets et la conduite de recherche action en aquaculture, environnement et ressources aquatiques, TICE et éducation. Elle justifie de très nombreuses années dans le système éducatif ivoirien et notamment comme actrice pédagogique majeure de l'ENS d'Abidjan et est fortement impliquée dans la formation des enseignants chercheurs, des enseignants des lycées et collèges et l'encadrement des inspecteurs pédagogiques. Lauréate du programme AGURES (Appui à la Gouvernance Universitaire et à la Réforme de l'Enseignement Supérieur) en 2015, elle œuvre pour la vulgarisation de l'aquaponie en Côte d'Ivoire et dans le monde, à travers Aquaponie Richesse, une structure qu'elle a mise en place.

TITRE DE LA COMMUNICATION

« L'association des femmes chercheuses de Côte d'Ivoire: une école de gouvernance associative au profit des institutions nationales et internationales »

RESUME

L'Association des Femmes Chercheuses de Côte d'Ivoire (AFEMC-CI) a été créée depuis 1995 à l'Université de Cocody Abidjan, l'actuelle Université Félix Houphouët Boigny. Avec pour mission la promotion de la femme chercheure dans son cadre institutionnel, elle a rencontré l'adhésion de toutes les femmes chercheuses de toutes disciplines, entre autres les sciences humaines et sociales, les sciences biologiques, géologiques, fondamentales, économiques, juridiques et les sciences médicales. De par ses activités, cette association est devenue au fil des années, une véritable école de gouvernance pour les femmes chercheuses et enseignantes chercheuses qui font désormais valoir leur compétence au sein des institutions nationales et internationales. De ce fait de nombreuses femmes chercheuses occupant des postes de responsabilité de haut niveau dans l'administration centrale et internationale, ont préalablement fait valoir leur compétence au sein de l'AFEMCCI. La présente communication présente le fonctionnement administratif de l'AFEMC-CI ainsi que les



activités effectuées depuis sa création tout en montrant comment cette association est devenue au fil des années, un instrument de gouvernance au service de la population, des institutions nationales et internationales.

Mots-clés : Gouvernance, Association, Institutions, Femmes, Chercheurs

TOUKPO FRANCK HERMANN (B19)

Doctorant/ Université Alassane Ouattara de Bouake / Côte d'Ivoire

hermantoukpo@gmail.com

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

Je me nomme Toukpo Franck Hermann. Etudiant en thèse de sociologie à l'Université Alassane Ouattara de Bouaké et travaillant sur l'adoption du système LMD dans les universités publiques ivoiriennes, cette communication sera pour moi un tremplin pour écrire un article scientifique de bonne qualité. En effet, l'axe thématique portant sur la gestion des universités avec le thème de résilience comme référence est de plein pied en phase avec mes recherches universitaires. Cette vitrine sera alors pour moi une occasion d'exposer les résultats obtenus et d'échanger avec des personnes avisées dans mon domaine en vue de prochaines collaborations. En plus, cette lucarne me permettra de me faire connaître dans le milieu scientifique en général et particulièrement dans celui de la gouvernance universitaire. Aussi, j'ai de solides expériences avec le monde professionnel car j'ai participé à plusieurs études dans divers domaines. C'est donc avec enthousiasme que je vous sou mets mon résumé dans l'espoir d'être retenu pour une communication lors de ce colloque international sur la gouvernance.

TITRE DE LA COMMUNICATION:

« Le système LMD en Côte d'Ivoire: exigences et normes internationales face aux réalités local »

RESUME :

Les universités Africaines doivent relever le défi de s'adapter au changement marqué par l'internationalisation de l'enseignement supérieur (Teferra & Greijn, 2010) et l'harmonisation des politiques éducatives (Steiner Khamsi & Waldow, 2012). Ainsi, celles des pays d'Afrique subsaharienne francophone ont décidé depuis 2006 d'entrer dans le Processus de Bologne. Plusieurs pays de cette région de l'Afrique, dont la Côte d'Ivoire, ont basculé ainsi dans cette nouvelle réforme. Notre recherche, suscitée par l'importance du rôle joué par les acteurs dans la mise en œuvre de cette politique publique, examine l'implication de ces derniers dans l'implantation de la réforme LMD en Côte d'Ivoire en répondant à cette question principale : comment fonctionne la réforme LMD et comment les acteurs la pratiquent-ils ? À partir d'un cadre théorique articulé autour de la sociologie des organisations, l'appropriation de la réforme LMD est analysée comme la résultante de la mobilisation des ressources (matérielles, financières et humaines), des compréhensions et perceptions des acteurs et des modalités stratégiques mise en place par ces acteurs pour l'appliquer. Ainsi il fallait répondre aux questions spécifiques suivantes : (i) Qu'est-ce qui matérialise l'accompagnement du système LMD en cours dans les universités publiques ivoiriennes ? (ii) Quelle compréhension ont les acteurs du nouveau système et comment le perçoivent-ils ? (iii) Comment le système LMD est-il pratiqué par les acteurs en Côte d'Ivoire

et quelles sont les stratégies mises en place par ceux-ci pour le pratiquer ? La méthodologie comprend globalement une enquête par questionnaire administrée à 855 étudiants et 40 entretiens semi-directifs réalisés auprès de 20 enseignants et 20 administrateurs (Présidence et scolarité) des deux universités ciblées par notre étude.

Les résultats mettent en évidence que des mesures d'accompagnement divers et multiforme ont été mobilisées au début de la réforme en 2012 mais au fil des années tendent à ne plus exister. Aussi, certaines mesures d'accompagnement sont toujours attendues telles que la mobilité des enseignants et étudiants. Au niveau de la compréhension et la perception des acteurs, chaque catégorie d'acteurs a interprété la réforme LMD à travers le prisme de ses intérêts cristallisés autour d'une forte attente envers la réforme de l'enseignement supérieur.

Toutes les catégories d'acteurs adhèrent à la réforme LMD et la soutiennent, mais des réserves et résistances liées aux conditions de son adoption sont exprimées. Enfin, les pratiques recensées du nouveau système sont essentiellement liées au changement du vocabulaire universitaire et du greffage à l'ancien système. Les stratégies mises en place pour être en phase avec le LMD dépendent des acteurs et de leurs fonctions dans le système.

Mots-clés : Système LMD, Politiques publiques, Gouvernance, Résilience, Stratégies d'acteurs

YOBOUE CONSTANT JOEL (B21)

Doctorant/Université Félix Houphouët-Boigny/Abidjan /Côte D'ivoire

ybouekouakou@yahoo.fr

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

Nous sommes Yoboué Kouakou Constant Joël. Nous sommes titulaires d'une maîtrise en Sciences Economiques et Développement de l'Université Alassane Ouattara promotion 2004. Doctorant inscrit à l'Institut des Sciences Anthropologiques de Développement. Nous sommes en instance de soutenance d'une thèse ayant pour thème : Immobilisme Institutionnel et Stratégies des Acteurs : cas de l'Université Félix Houphouët-Boigny. Actuellement, Directeur des Etudes de la Grande Ecole, Ecole Centrale d'Abidjan sise à Abidjan depuis 2020.

TITRE DE LA COMMUNICATION :

« La connaissance du système d'action concrète et par les acteurs sociaux des institutions universitaires comme clé d'une gouvernance réussie des Universités Publiques Ivoiriennes »

RESUME :

Cette communication a pour objet de porter une réflexion sur l'épineux problème de gestion des universités publiques ivoiriennes. En effet, les dysfonctionnements récurrents de ces universités traduisent le fait qu'elles exigent une autre forme de gouvernance qui passe par la connaissance du système d'action concrète qui existe au sein de l'institution universitaire. L'analyse du système d'action concrète des universités publiques ivoiriennes a été étudiée dans le cadre de cette étude à travers les autorités universitaires, les enseignants et les étudiants.

Ainsi, il en ressort que ce type de gouvernance passe par une transformation du système d'action concret dominé par la politique au sein des universités et le manque d'autonomie des autorités universitaires dans la gestion des universités. Il s'agissait d'une connaissance des relations concrètes qui existent entre ces acteurs sociaux internes afin que ceux-ci aient une vision commune du fonctionnement de l'université.

Mots-clés : Gouvernance, Système d'Action concret, Acteur social, Université, Stratégie

NINDJIN CHARLEMAGNE (B22)

Enseignant-Chercheur, Université Nangui Abrogoua (UNA)/Centre Suisse de Recherches Scientifiques en Côte d'Ivoire (CSRS) /Direction de la Valorisation et de l'Innovation (DVI/MESRS),

charlemagne.nindjin@yahoo.fr

AMANI N'Guessan Georges,

Enseignant-Chercheur, Université Nangui Abrogoua (UNA),

amanigeorges@yahoo.fr

TITRE DE LA COMMUNICATION

« Reformes à l'Université encourageant l'approche chaîne de valeur dans les projets de recherche et la culture entrepreneuriale auprès des apprenants »

RESUME

Contexte

En 2016, l'Université Nangui Abrogoua (UNA) a élaboré son premier plan d'orientation stratégique avec l'appui du projet AMRUGE-CI (Appui à la Modernisation et à la Réforme des Universités et Grandes Ecoles de Côte d'Ivoire), et celui-ci a été réactualisé en 2020 couvrant la période 2020-2024. A ce sujet, le Président de l'UNA a exprimé dans le document son engagement, à créer les conditions de réussite de la mise en œuvre de ce plan (i) en facilitant la contractualisation de ses équipes de recherche avec les entreprises partenaires et (ii) en impliquant plus de professionnels dans les organes de décisions de l'université. Cependant, la mise en application de cette directive n'est pas à ce jour effectif. Ainsi, le souci de concrétiser ces engagements a conduit le Laboratoire de Biochimie Alimentaire et Technologies des Produits Tropicaux (LBATPT) à l'UNA, a envisagé de faire le diagnostic des freins et leviers liés à son organisation et ses activités actuelles et de proposer des solutions de restructuration de son fonctionnement. Il s'agira, in fine, de renforcer les capacités entrepreneuriales des apprenants et accroître l'impact des résultats de recherche par l'encouragement d'une approche systémique des problèmes étudiés.

Objectif

L'objectif du projet est de renforcer les capacités professionnelles des apprenants sur la base des besoins et attentes du secteur privé et accroître l'impact des résultats de recherche auprès de la communauté par une approche chaîne de valeur.

Méthodologie

La présente plateforme est constituée d'un noyau dur ou acteurs internes représentés par trois entités permanentes dont les relations sont imbriquées et interactives. L'une des entités du noyau dur est demandeuse de solutions applicables (Entreprises et Agences de

développement), une seconde est productrice de solutions (Laboratoires à l'Université), et une troisième, identificatrice et développeur de solutions innovantes à opportunité d'affaire ou orientées développement communautaire (Start Up). La première entité du noyau dur a pour vocation de contribuer au renforcement des capacités des apprenants dans les laboratoires et de partager ses besoins communautaires ou entrepreneuriaux. Les laboratoires ont pour mission de produire les résultats de recherche et capitaliser les livrables produits et service à valeur appliquée. Ces livrables sont mis à la disposition des cellules de Start Up pour en faire des opportunités d'affaire ou des outils de développement communautaire. Le management par approche système et l'approche Chaîne de valeur en entreprise (Mickael Porter, 1985) vont orienter les stratégies des sujets de recherche. Le premier outil sert à identifier l'ensemble des processus et leurs interdépendances, nécessaires et suffisants pour répondre de façon efficace et efficiente aux exigences (besoins et attentes) des parties intéressées. Le second est un outil stratégique utilisé pour décrire les combinaisons d'activités mises en place dans l'entreprise en vue de créer de la valeur ou un avantage concurrentiel et proposer une offre commerciale intéressante pour ses clients.

Ce noyau dur renforce ses capacités selon le besoin par l'appui d'acteurs externes provenant de plusieurs domaines d'activités, et avec lesquels un mémorandum d'entente (en anglais Memorandum of Understanding - MoU), déclarant une convergence d'intention entre les différentes parties, sera signé. En effet, les domaines de compétences des acteurs externes et des cas d'exemples sont entre autres la gouvernance (Direction du Contrôle de gestion et de la Gouvernance de l'UNA), l'assistance juridique (Cabinet Hoegah et Etté), le financement (Banque Populaire), le dépôt de brevet (OIFI), l'utilisation des normes standards (CODINORM), les formalités administratives de création d'entreprise (CEPICI), et la communication audiovisuelle et écrites d'informations (Direction de Communication au cabinet du MESRS).

Résultats

Le projet consiste à renforcer les capacités des apprenants au niveau des laboratoires par des professionnels du secteur privé et de l'appui au développement, à travers des cours à distance ou en présentiel, dans des domaines de formation plus pratique et orientée entreprise ou relative au développement communautaire. Une Commission Formation, en charge de cet appui à la formation, sera créée au niveau des laboratoires. En outre, il s'agira de créer également une Commission Développement à l'échelle du laboratoire et dont la mission serait la capitalisation des résultats de recherche obtenus sur place ou venant d'ailleurs, en recherchant l'innovation, la validation et l'application. Par ailleurs, une entité à susciter la création est la cellule de Start Up qui va se constituer en consortium de chercheurs seniors et juniors de spécialités diverses et développant une approche chaîne de valeur dans les projets de recherche ou de valorisation. A cet effet, cette entité devra identifier et développer, à partir des livrables proposés par la Commission Développement, des solutions innovantes à opportunité d'affaire ou présentant un intérêt de développement communautaire. A titre d'exemples, des Start Up suivantes sont à susciter pour le laboratoire LBATPT : Start Up

Chaîne de valeur Manioc et Attiéké, Start Up Chaîne de valeur Plantain/Produits transformés dérivés ; Start Up Chaîne de valeur Maïs/Produits transformés dérivés, Start Up Chaîne de valeur Mangue Kent/Produits transformés dérivés, etc.. Un site en ligne de collecte des informations en termes de besoins et offres par les laboratoires, les Start Up, les Entreprises et les Agences d'appui au développement, sera créé par la Direction de Valorisation et de l'Innovation du MESRS en partenariat avec le Patronat Ivoirien. En guise de modèle économique, l'accès à ce site sera gratuit pour le renseignement en ligne par les parties prenantes, ainsi que pour les visiteurs, afin d'encourager des opportunités de partenariat entre Entreprises ou Agences de développement et Laboratoires ou entre Entreprises ou Agences de développement et Start up. Plusieurs formats d'encart publicitaire sur le site en ligne seront proposés et payants pour les annonceurs (webmarketing), en vue de garantir la rentabilité et la durabilité de ce site.

Conclusion

La plateforme est conçue de sorte à accueillir de nouvelles entités universitaires ou Laboratoires, avec des répondants du même secteur d'activité, en qualité de Start Up et d'Entreprises, garantissant ainsi l'élargissement progressif de cette plateforme et sa durabilité. Il s'agit à termes de transformer cette plateforme en un parc scientifique et technologique qui sera constitué d'entreprises nouvelles et en expansion côtoyant les pôles de recherches des universités et les cellules de Start-Up, et garantissant un environnement incubateur ou accélérateur de solutions de recherches développées.

YAO KOUAME (B23)

Enseignant-Chercheur/ Université Félix Houphouët-Boigny/Abidjan/ Côte D'ivoire

yameboyomin@gmail.com

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

Dr YAO Kouamé a fait ses études primaires à Potossou, son village natal. Affecté au collège Saint-Viateur de Bouaké en 1984, il y obtient le Baccalauréat A2 en 1990. Dès janvier 1991, il entame des études de Philosophie à la FLASH de l'Université Nationale de Côte d'Ivoire. Titulaire d'une Licence d'enseignement, il s'engage dans l'enseignement privé laïc, notamment dans les villes de San-Pedro et de Grand-Bassam. Après avoir soutenu une thèse de Doctorat unique en 2009, Dr YAO Kouamé est recruté en avril 2010 comme Assistant à l'UFHB (Abidjan). Depuis 2015, il est Maître Assistant des universités. Marié depuis 2017, Dr YAO Kouamé est père d'une fille. Membre de la communauté du Bouddhisme de Nichiren Daishonin en Côte d'Ivoire (Soka Gakkai- Côte d'Ivoire), il est responsable du chapitre Kansai de Yopougon-Maroc. Dans le domaine de la recherche scientifique, il a un intérêt particulier pour la philosophie sociale (la théorie critique de l'Ecole de Francfort), la philosophie des techniques et des technologies et la philosophie du Développement durable. Passionné de la littérature, Dr YAO Kouamé a publié son premier roman intitulé *La colère des oiseaux*.

TITRE DE LA COMMUNICATION :

« Gouvernance de l'université en contexte de capitalisme cognitif : risques et solutions à partir de HABERMAS »

RESUME :

Les universités contemporaines sont exposées à deux phénomènes dans leur processus de développement : l'internationalisation et la mondialisation. Par l'internationalisation, elles privilégient la coopération avec des institutions étrangères. Par la mondialisation, chaque université s'engage plutôt dans une concurrence avec d'autres institutions universitaires. Face aux contraintes budgétaires provoquées par cette mondialisation des universités, les États tendent de plus en plus à autoriser leur contrôle par des entreprises capitalistes : c'est l'ère du capitalisme cognitif, c'est-à-dire la course aux centres de production des savoirs et des savoir-faire les plus rentables. L'objectif premier du présent article est d'analyser les problèmes auxquels le capitalisme cognitif expose les universités, les sociétés modernes et les États nationaux. Le second objectif consiste à proposer des solutions sur la base de l'éthique de l'agir communicationnel de Jürgen Habermas. Aussi, à la suite de distinctions terminologiques inévitables, l'article exposera les problèmes susceptibles de miner la gouvernance capitaliste des universités avant de faire, enfin, une ébauche de solutions.

Mots-clés : Agir communicationnel, Entreprises, Gouvernance dialogique, Habermas, Open science

MERCREDI 29 JUIN 2022

14H-15H45 : SESSION 3

**AXE 3: GOUVERNANCE DE LA SECURITE ALIMENTAIRE
NUTRITIONNELLE ET ENVIRONNEMENTALE**

Sous- axe

Conservation et gestion des ressources naturelles

SALLE 3

Président de séance : Prof OUATTARA Allassane

C10 : KARIDIOULA DAOUDA

C12 : KOFFI ANTOINE

C13 : KONAN BROU RICHMOND

C14 : KONAN KOUADIO JUSTIN

C15 : KONE NAMINATA

C51 : N'GUESSAN KONAN JEAN-YVES

KARIDIOULA DAOUDA (C10)

Maitre- Assistant, Université de Man, Côte d'Ivoire

karidioulad@yahoo.fr

KOUAKOU LEBE PRISCA MARIE SANDRINE

priscacoakre@yahoo.fr

ASSIDJO NOGBOU EMMANUEL

assidjo@yahoo.fr

TROKOUREY ALBERT

trokourey@gmail.com

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

Je suis Karidioula Daouda né le 07 octobre 1979 à Niéméné / Boniérédougou ; fils de Monsieur Karidioula Sagafohoro et de Madame Karidioula Yéné. De nationalité Ivoirienne, je suis titulaire d'un baccalauréat série C obtenu au Lycée Moderne 2 de Bouaké en 2000. En 2003 j'obtiens mon Deug II de Physique-Chimie à l'*Université Félix Houphouët-Boigny (UFHB) de Cocody-Abidjan* ; une licence et une maîtrise de chimie respectivement en Octobre 2004 et Juin 2006.

Un DEA en Sciences Physiques des structures, option : Génie énergétique et industriel est décroché en Février 2009.

Enseignant-chercheur à l'université de Man depuis février 2017, j'ai obtenu mon doctorat en Sciences Physiques en mars 2016 dans le domaine de la Chimie Physique, option : Génie énergétique et industriel.

De novembre 2006 à février 2017, j'étais professeur de Sciences Physiques au Lycée Municipal de Jacquerville (Côte d'Ivoire).

Mon domaine d'action et de recherche est :

- La modélisation de processus ;
- L'optimisation ;
- La programmation ;
- La rédaction de protocoles de recherche, projets de recherche et rapports d'études ;
- La rédaction d'articles scientifiques.

Depuis janvier 2018 je suis le Chef de Département de Chimie à l'Unité de Formation et de Recherche Sciences et Technologies (UFR ST) de l'Université de MAN.

TITRE DE LA COMMUNICATION:

« Amélioration rationnelle des pratiques de séchage du cacao pour une meilleure conservation et gestion des ressources »

RESUME :

La majeure partie de la production cacaoyère en Côte d'Ivoire, est séchée au soleil, à l'air libre. Cette pratique est limitée lorsque les conditions atmosphériques sont défavorables, le produit reprenant de l'eau en atmosphère humide. Les séchoirs solaires et le séchage artificiel tendant à se développer, il est nécessaire d'en étudier les conséquences sur les transferts de masse, de chaleur et sur la qualité du produit obtenu. Cette étude a pour objectifs : l'étude de la cinétique de séchage du cacao pour différentes conditions de température de l'air asséchant ; et la détermination d'un modèle mathématique permettant de simuler au mieux le processus de séchage du cacao afin de le prévoir.

Les expériences sont effectuées sous serre et dans une étuve à différentes températures de l'air de séchage (42°C, 50 °C et 60 °C). Les courbes expérimentales présentées en teneurs en eau réduites en fonction du temps de séchage sont approchées par des modèles mathématiques existant dans la littérature. L'analyse statistique des résultats a permis de conclure que le modèle Logarithmique est le plus approprié pour la description des cinétiques de séchage convectif en couches minces de fèves de cacao.

La serre a présenté de meilleures dispositions pour une bonne pratique du séchage et de conservation du cacao. La prévision de la cinétique de séchage des produits agricoles, est indispensable pour concevoir une installation de séchage ou pour déterminer les conditions optimales de son fonctionnement.

Mots-clés : Séchoir, Modèles mathématiques, Cinétique de séchage, Simulation, Cacao

KOFFI ANTOINE (C12)

Etudiant, Université Jean Lorougnon Guédé De Daloa, Côte D'ivoire

antoinekoffi7@gmail.com

SORO DOGNIMETON

dognysoro@gmail.com

DIOMANDE METANGBO

metangbo@yahoo.fr

KONAN DJEZOU

djez_kon@yahoo.fr

ESSEHI JEAN LOPEZ

lopezessehi@gmail.com

OBOUAYEBA SAMUEL

obouayeba12samuel@yahoo.com

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

Je suis KOFFI Antoine, étudiant inscrit en troisième année de thèse à l'Université Jean Lorougnon Guédé de Daloa au département d'Agroforesterie et de spécialité Agro-Pédologie, présentement en stage au Centre National de Recherche Agronomique (CNRA) de Bimbresso/Abidjan pour le compte de mes travaux de thèse. Pour ce travail, je suis sous la Direction de Docteur SORO Dognimétion Maître de Conférences à l'Université de Daloa et en Codirection avec Docteur OBOUAYEBA Samuel Directeur de Recherche CAMES/CNRA. J'ai eu à publier deux articles dans le cadre de ma thèse et cinq autres articles en collaboration avec le laboratoire d'Agronomie Physiologie du Programme Hévée du CNRA de Bimbresso/Abidjan. En Mars 2022, j'ai eu a participé au 5eme colloque des journées des sciences géologiques à l'Université Félix Houphouët Boigny de Cocody ou j'ai présenté ma première communication sur le thème : "Vers une baisse de la production de l'hévée à l'horizon 2050 face au changement climatique".

TITRE DE LA COMMUNICATION :

« Caractérisation physico-chimique des sols de nouvelles localités heveicoles de Côte d'Ivoire: Cas des Départements de Man (ouest) et Toumodi (Centre) »

RESUME :

Pour évaluer l'aptitude des sols à l'hévéaculture des départements de Man et de Toumodi, deux nouvelles zones hévéicoles, une étude y a été menée pour évaluer les caractéristiques physiques, physico-chimiques et chimiques des sols sous hévéa (*Hevea brasiliensis*). La méthodologie utilisée a consisté en une description physique de douze fosses pédologiques, couplée aux analyses chimiques des échantillons de sols prélevés. Les profils pédologiques réalisés ont révélé que ces sols appartiennent majoritairement à la classe des Ferralsols avec des caractères distinctifs, exceptés, ceux de Kimoukro (Toumodi) relevant de la classe des Cambisols. Les sols de Toumodi, de texture Limono-argilo-sableuse, sont pourvus en éléments grossiers (≥ 30 p.c) avec un bon drainage interne dans les horizons de

surface. Plus ou moins profonds, selon la position topographique, les sols de Toumodi sont légèrement acides ($\text{pH} = 6$) et moins pourvus en azote et en bases échangeables. Les sols de Man quant à eux, ont une texture argilo-sableuse, avec plus de 30 p.c. d'argile, depuis la surface jusqu'en profondeur. La densité apparente ($D_a = 1,6 \geq 1,5 \text{ g/cm}^3$) a été plus importante pour les sols de cette localité comparés à ceux de Toumodi ($D_a = 0,8 \leq 1 \text{ g/cm}^3$). Les sols de Man, moins riches en azote et en carbone, sont plus acides ($\text{pH} = 5,4$). Les teneurs en bases échangeables et la CEC sont élevées, principalement, dans les horizons supérieurs de surface.

Mots-clés : Nouvelles zones, Heveicoles, Caractéristiques physico-chimiques, Hévéa brasiliensis, Côte d'Ivoire

KONAN BROU RICHMOND (C13)

Doctorant, Université Felix Houphouët-Boigny (Ufr Strm), Côte d'Ivoire

loukouanice@gmail.com

ADIAFFI BERNARD

adiaffi_be@yahoo.fr

YOBOUE VERONIQUE

yobouev@hotmail.com

OGA YEI MARIE SOLANGE

oga_oms@yahoo.fr

BAHINO JULIEN

julienbahino@gmail.com

GNAMIEN SYLVAIN

gnkonans@gmail.com

DIABY MOHAMED

kassambadia@gmail.com

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

Je me nomme KONAN Brou Richmond, doctorant en 4ème année au laboratoire des sciences des sols, de l'eau et des Géomatériaux de l'UFR STRM à l'UNIVERSITE PHELIIXE HOUPHOUET BOIGNY. Je suis lauréat du projet PASRSSES de 2020 dans le cadre de mes travaux de thèse dont le thème est intitulé DYNAMIQUE DES PARAMETRES CLIMATIQUE ET RISQUES SANITAIRE EN RELATION AVEC L'ETUDE DES PARTICULES ATMOSPHERIQUES DANS LES CONTINUUM RECTEPTEUR EAU DE PLUIE-AIR EAUX SOUTERRAINES DANS LE DISTRICT D'ABODJAN. Nous avons dans le cadre de cette étude soumis un article qui a été accepté avec des corrections à apporter. L'équipe directrice de cette thèse est composée du Professeur YOBOUE Véronique qui est la codirectrice et du Docteur ADIAFFI Bernard, le directeur de ces travaux. Dans le cadre de ces travaux, nous collaborons avec plusieurs chercheurs ivoiriens et sud-africain qui nous aident à parfaire le travail. Un second article a déjà été écrit et est en correction avant la soumission qui devrait se faire au mois de juin.

TITRE DE LA COMMUNICATION :

« Sources des hydrocarbures aromatiques polycycliques dans les eaux de pluie et effet sur la santé des populations : cas du District d'Abidjan au Sud de la Côte d'Ivoire »

RESUME :

La pollution des eaux de pluie en milieu urbain est un phénomène réel dans le monde et particulièrement dans les pays en voie de développement. Cette étude vise à tracer l'origine des Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (HAP) dans les eaux de pluie du district d'Abidjan et d'évaluer le risque sanitaire sur la population. Au total, 10 échantillons d'eau ont été prélevés sur deux sites suivant les deux saisons de l'année. La méthode des indices et profils moléculaires mais également l'apport isotopique montrent la combustion du bois et le

trafic routier restent les principales sources à l'origine de ces polluants dans les eaux. L'évaluation des risques liés au cancer à partir de certaines formules définies par US EPA et communément utilisé par plusieurs chercheurs a mis en évidence un risque élevé de cancer de la peau chez les enfants.

Mots-clés : Milieu urbain, Quotient de risque, Risque de cancer, Voie dermique, Source pyrolytique, Quotient de risque, Risque de cancer, Voie dermique

KONAN KOUADIO JUSTIN (C14)

Maitre de Recherches, Centre de Recherches Océanologiques, Côte d'Ivoire

konankouadjustin@yahoo.fr

KOUAME KOUASSI YVES NARCISSE

kkynarcisse@gmail.com

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

Je suis Konan Kouadio Justin, Maître de Recherches au Centre de Recherches Océanologiques, Abidjan (Côte d'Ivoire) et Responsable scientifique de l'Observatoire thonier du port d'Abidjan. J'ai soutenu ma thèse unique, spécialité Hydrobiologie en 2010 à l'Université Félix Houphouët Boigny d'Abidjan. Je mène mes activités de recherche depuis le 05 mai 2010 au Département Ressources Aquatiques Vivantes dudit centre. Les différentes recherches que j'ai effectuées s'inscrivent parfaitement dans les thématiques développées au sein dudit département. Ces travaux de recherche sont focalisés sur quatre grands axes à savoir (1) bio-écologie des ressources halieutiques marine et lagunaire, (2) bio-statistique et évaluation des espèces halieutiques marine et lagunaire, (3) biodiversité des ressources aquatiques lagunaires et continentales et (4) performances zootechniques des espèces lagunaires. Ces recherches ont pour objectif d'assurer une meilleure gestion et une protection des ressources halieutiques renouvelables par la formulation de mesures d'aménagement. Les résultats de ces recherches ont fait l'objet de publications dans plusieurs revues à comité de lecture et de fiches techniques.

TITRE DE LA COMMUNICATION :

« Caractéristiques et quantité des raies du genre *mobula* débarquées par la pêche artisanale maritime opérant au large des côtes ivoiriennes... »

RESUME :

Les Mobulidae sont une famille de raies composée principalement de grandes espèces vivant au large des mers tropicales et tempérées. Ce sont l'un des groupes les plus durement touchés par la pression de la pêche mondiale en raison de la demande pour leur chair, leur peau et leurs plaques branchiales. En dépit de leur intérêt socio-économique, peu de données existent sur leur exploitation. En Côte d'Ivoire, elles sont régulièrement débarquées par la pêcherie artisanale aux filets maillants dérivants sous la dénomination de « raies *manta* ».

Cette étude vise à caractériser les espèces de raies et déterminer leur production pour un meilleur suivi du stock. Les données proviennent de la pêche artisanale aux filets maillants dérivant de la zone portuaire d'Abidjan entre 2014 et 2016. Les spécimens ont été identifiés sur la base des morphométries, de la morphologie externe, de la coloration et de la morphologie des dents et des denticules. Au total, 3 956 spécimens ont été échantillonnés mensuellement sur la période étudiée. *Mobula tarapacana* représente plus de la moitié des raies débarquées avec un taux de 52,68 % des prises totales, suivi de *M. japanica* (24,65%) et *M. thurstoni* (22,67%). Pour les trois années, on note une tendance à la baisse des captures annuelles, soit de 338,52 t à 167,73 t. Relativement aux saisons, les captures sont plus

importantes en grande saison froide (juillet-octobre, soit 59,36%). Une probable dépendance aux conditions du milieu favorables à la pêche expliquerait ces observations. Par ailleurs, la production globale durant cette période est estimée à 658,77 t, soit une moyenne de 219,59 t par année. Ce résultat portant sur les traits morphométriques et la production des raies du genre *Mobula* peuvent être considérés comme des informations de bases nécessaires pour le suivi des débarquements et d'éventuelles prises de mesures de restrictions.

Mots-clés : Capture, Genre *Mobula*, Morphométrie, Pêcherie artisanale, Côte d'Ivoire

KONE NAMINATA (C15)

Enseignant-Chercheur, Ecole Normale Supérieure, Abidjan, Côte d'Ivoire

k_naminata@yahoo.fr

N'DA AMALAN SYLVIE

sylvienda@yahoo.fr

BOGUHE GNONLEBA FRANCK DIT HERVIS

fboguh@yahoo.fr

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

Anciennement Professeur de Lycée, KONÉ Naminata est enseignant-Chercheur à la section Sciences de la Vie et de la Terre du Département des Sciences et Technologie de l'École Normale Supérieure d'Abidjan. Elle est titulaire d'un Doctorat en Hydrobiologie obtenu à l'UFR Biosciences de l'Université Félix Houphouët Boigny de Cocody. La thèse unique de Dr KONÉ a porté sur la pêche, les paramètres de populations et la biologie de la reproduction de *Pellonula leonensis*, un petit poisson qui subit une forte pression de pêche dans les lacs de barrages de Kossou et de Taabo. Maître-Assistante, elle est depuis septembre 2019, membre du Conseil Scientifique et de la Cellule Suivi et Evaluation de l'École Normale Supérieure. Elle fait partie de l'Association des Femmes Chercheuses de Côte d'Ivoire (AFEMCCI). Dr KONÉ est également membre de l'Association Ivoirienne des Sciences Agronomiques (AISA) et a été Trésorière de la section Pêche et Aquaculture de l'AISA de 2017 à 2020.

TITRE DE LA COMMUNICATION:

« Exploitation, croissance et mortalités du « machoiron » »

RESUME :

Dans les écosystèmes aquatiques, les poissons sont les organismes les mieux connus à cause de leur taille, leur abondance, et surtout leur importance économique. La pêche est une activité rentable, lorsque les ressources halieutiques sont gérées de façon rationnelle. Mais, les travaux d'aménagement tels que la construction de barrages, la surexploitation due à la pêche intensive ont des conséquences sur la durabilité de la pêche. En effet, la construction de barrage peut entraîner la migration, voire la disparition de certaines espèces. Les activités de pêche sont très pratiquées dans le secteur de N'Dènou où un nouveau barrage hydroélectrique est en cours de réalisation sur le lit principal du fleuve Bandama. Parmi les produits de la pêche débarqués à N'Dènou, se trouve l'espèce *Chrysichthys nigrodigitatus* de la famille des Claroteidae. Ce poisson communément appelé « Machoiron » est abondant dans les captures et est très prisé pour son goût et pour sa valeur commerciale. Le problème que suscite l'exploitation de ressource halieutique telle que *Chrysichthys nigrodigitatus* est comment assurer son exploitation durable? Pour répondre à cette question, il faut connaître sa bio-écologie, afin d'élaborer un plan de gestion rationnelle de son stock. Le présent travail a pour objectif général de connaître l'état du stock de *Chrysichthys nigrodigitatus* dans le fleuve Bandama au niveau de la zone de N'Dènou en vue de proposer un plan de gestion rationnelle.

Ainsi, un échantillonnage de cette espèce a été effectué sur 1 an, de novembre 2019 à octobre 2020. Le logiciel FiSAT II a été utilisé pour déterminer les paramètres de croissance et d'exploitation. Concernant les paramètres de croissance, la longueur asymptotique (L_{∞}) et le coefficient de croissance (K) de *Chrysichthys nigrodigitatus* sont respectivement de 51,98 cm et de 0,2 an⁻¹. L'indice de performance de croissance (ϕ') calculé est de 2,73. La taille de première capture à savoir la taille à laquelle 50 % des individus sont vulnérables à la capture est de 10,82 cm. Elle est inférieure à la taille de première maturité sexuelle qui est de 20,3 cm chez les mâles et de 18,2 cm chez les femelles. La mortalité par pêche ($F = 0,61$ an⁻¹) est supérieure à la mortalité naturelle ($M = 0,54$ an⁻¹). Le taux d'exploitation (E) estimé à 0,53 est légèrement supérieur au taux d'exploitation optimal de rendement ($E = 0,5$). Ces résultats indiquent que le stock de *Chrysichthys nigrodigitatus* subit une légère pression de pêche. Alors, du point de vue de la gestion des stocks, il faudrait augmenter les mailles des engins majoritairement utilisés pour la capture de ce poisson. Ceci pourrait permettre aux individus de petite taille de s'échapper des engins de capture.

Mots-clés : *Chrysichthys nigrodigitatus*, Taux d'exploitation, Croissance, Bandama, Côte d'Ivoire

N'GUESSAN KONAN JEAN-YVES (C51)

Doctorant Université Jean Lorougnon Guédé

konan.jeanyves@ujlg.edu.ci

ADAHI BOTOU

KONAN-WAIDHET ARTHUR BRICE

KRA LEANDRE JUNIAS

SIGUYAMA HIRONOBU

ASSIDJO NOGBOU EMMANUEL

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR :

Publications et communications

Articles dans des revues à comité de lecture *Publiés*

N'Guessan K.J.Y., Adahi B., Yessoh M.J.M., Konan-Waidhet A.B., Sugiyama H. & Assidjo N.E. (2019).

Performance des périmètres hydroagricoles : cas du périmètre rizicole irrigué de Nanan (Yamoussoukro, Côte-d'Ivoire). *Agronomie Africaine*, (3) : 235–361.

À soumettre Konan Jean-Yves N'guessan, Botou Adahi, Arthur-Brice Konan-Waidhet, Nogbou Emmanuel Assidjo (courant 2022). Review of the assessment of the impact of climate change on water requirements and rice productivity.

Konan Jean-Yves N'guessan, Sidoine Abonoua KOUASSI, Botou Adahi, Arthur Brice Konan-Waidhet, Junias Léandre KRA, Nogbou Emmanuel Assidjo (courant 2022). Résilience des riziculteurs au changement climatique dans le département de Yamoussoukro (centre de la Côte d'Ivoire).

Communications avec actes dans un congrès national ou international
Konan Jean-Yves N'guessan, 2021. Variation des besoins en eau du riz irrigué dans le centre de la Côte d'Ivoire (département de Yamoussoukro) : période 1979-2020. 5^e Edition des Journées Scientifiques du CAMES, Centre Africain d'Etudes Supérieures en Gestion (CESAG), Dakar, Sénégal, 06-09 décembre 2021. Konan Jean-Yves N'guessan, 2019. Performance des périmètres hydroagricoles : cas du périmètre rizicole irrigué de Nanan (Yamoussoukro, Côte-d'Ivoire). 4^e Edition des Journées Scientifiques du CAMES, Institut Régional de Santé Publique (IRSP), Ouidah, Bénin, 02-04 décembre 2019. Communications sans actes dans un congrès national ou international.

Konan Jean-Yves N'guessan, 2021. Impact du changement climatique sur la riziculture irriguée en Côte d'Ivoire et mesures d'adaptation : étude de cas du périmètre de Nanan (Yamoussoukro, région centre). 7^e Edition des Journées doctorales polytechniques de l'INP-HB, Institut National Polytechnique Félix HOUPHOUËT-BOIGNY (INP-HB), Yamoussoukro, Côte d'Ivoire, 1^{er} – 04 juin 2021. Konan Jean-Yves N'guessan, 2018. Impact du changement climatique sur la

riziculture irriguée et stratégies d'adaptation, dans le département de Yamoussoukro (Centre de la Côte d'Ivoire). 1^{ères} Journées promotionnelles de l'UFR Environnement de L'ujlog, Université Jean Lorougnon Guédé (UJLOG), Daloa, Côte d'Ivoire, 06-07 décembre 2018.

TITRE DE LA COMMUNICATION:

« Variation des besoins en eau du riz irrigué dans le centre de la Côte d'Ivoire »

RESUME:

La maîtrise de l'irrigation est indispensable pour accroître la production alimentaire. Cela est particulièrement vrai pour le riz qui est une denrée importante pour plus de la moitié de la population mondiale, mais qui consomme beaucoup d'eau. Par conséquent, étudier les fluctuations des besoins en eau du riz irrigué s'avère essentiel pour la planification et la gestion durable des ressources en eau, en termes de sécurité alimentaire et de protection de l'environnement. Dans cette étude, les variations de l'évapotranspiration (ET) et des besoins nets d'irrigation (BNI) du riz de 1979 à 2020 au niveau du périmètre de Nanan, dans le centre de la Côte d'Ivoire, ont été évalués au moyen du logiciel FAO Cropwat8.0. Une comparaison de l'ET et des BNI entre les périodes 1979-1999 et 2000-2020 a été effectuée. La régression linéaire simple a permis de déterminer les tendances évolutives des besoins en eau du riz. Les résultats montrent une tendance à la hausse de l'ET en hivernage comme en contre-saison ($a=1,78$ et $0,61$ respectivement) et que l'ET varie $431,9 < \text{Hivernage} < 577\text{mm}$ et $622,9 < \text{Contre-saison} < 773,3\text{mm}$ au cours des 40 dernières années. Les BNI suivent une tendance à la hausse ($a=3,65$) en hivernage contre une tendance à la baisse ($a=-1,44$) en contre-saison, avec une variation de $318,2 < \text{Hivernage} < 916,4\text{mm}$ et $744 < \text{Contre-saison} < 1275,7\text{mm}$. Par rapport à la période 1979-1999, l'ET a augmenté de 4% et 8% sur la période 2000-2020, en contre-saison et en hivernage, respectivement. En contre-saison, les BNI sont constants (-1%), mais ont augmenté de 18% en hivernage, de 1979-1999 à 2000-2020. L'évolution à la hausse de l'ET et des BNI suggère que les demandes futures en eau du riz irrigué pourraient croître davantage. D'autres travaux devraient être menés pour évaluer les impacts potentiels du changement climatique sur la demande future en eau d'irrigation du riz afin de proposer des stratégies d'adaptation.

MOTS CLES: riz irrigué, évapotranspiration, besoins nets d'irrigation, Cropwat 8.0, centre de la COTE D'IVOIRE

MERCREDI 29 JUIN 2022

14H-15H45 : SESSION 3

AXE 1: GOUVERNANCE DES PEUPLES ET DES SOCIÉTÉS

Sous- axe

Sociétés

SALLE 4

Président de séance : Dr (MC) KONIN Sévérin

A18 : OUATTARA SEYDOU

A19 : TOURE MATENIN FATOUMATA

A20 : TRAORE SOGOTIENIN RAMATA

A21 : YAO N'GUESSAN ECLAIR-SALES

A22 : YAPI SOPIE ODETTE RITA

A23 : YEO MAMADOU

OUATTARA SEYDOU (A18)

TITRE DE LA COMMUNICATION

« Gouvernance et dynamisme du transport fluvio-lagunaire sur le littoral ivoirien »

Résumé

Le transport par voie d'eau intérieure ou navigation intérieure joue un rôle primordial dans le déplacement des populations de certaines régions rurales enclavées et dans le drain des marchandises vers les marchés principalement hebdomadaires. Aussi, dans les villes comme Abidjan, permet-il une mobilité de la population et une communication entre les différents compartiments créés par la présence de l'eau. Toutefois, la plupart des études faites sur le transport fluvio-lagunaire en Côte d'Ivoire ont mis en exergue ses impacts socio-économiques et spatiaux sur les localités desservies sans établir un lien entre les évolutions du cadre réglementaire et institutionnel et celles de l'activité.

L'objectif de ce travail est de montrer l'évolution du jeu de l'encadrement administratif et des autres protagonistes de la navigation intérieure et leur impact sur sa vitalité. Il s'agit de présenter un panorama synthétique de l'histoire de la gouvernance du réseau des voies de navigation et leur dynamique dans une dimension géohistorique. La perspective envisage le prisme du temps long pour considérer les permanences et les évolutions structurantes de la gestion de la navigation intérieure et des dispositifs spatiaux et sociotechnique.

La démarche méthodologique de l'étude comprend d'une part des investigations documentaires effectuées dans les bibliothèques et salles de documentation des universités, des centres de recherche, des bureaux professionnels et sur internet. D'autre part, des données primaires ont été collectées sur le terrain à la suite d'enquêtes groupées et de questionnaires individuels administrés aux principaux acteurs qui animent le secteur du transport par voie d'eau sur le littoral ivoirien.

Le travail va répondre aux préoccupations suivantes :

- 1) Comment le cadre réglementaire et institutionnel du transport fluvio-lagunaire a-t-il évolué?
- 2) Quels sont les changements et/ou invariants du secteur du transport fluvio-lagunaire correspondants aux différentes périodes d'évolution du cadre réglementaire et institutionnel ?
- 3) Comment se présente la gouvernance locale dans les différents secteurs littoraux et son impact sur l'activité de transport fluvio-lagunaire ?

MOTS-CLES : Côte d'Ivoire, régions littorales, cabotage, transport par voie d'eau intérieure, transport fluvio-lagunaire, navigation intérieure.

TRAORE SOGOTIENIN RAMATA (A20)

TITRE DE LA COMMUNICATION

« La distanciation : suppression des masques de la gouvernance dans la dramaturgie de bertoltbrecht »

RESUME :

Dans ses pièces, L'opéra de quat'sous et Le Cercle de craie caucasien, Bertolt Brecht s'insurge contre la mauvaise gouvernance industrielle, politique et économique. La distanciation, fondement de son théâtre, éveille la conscience collective car elle fonctionne dans sa dramaturgie comme un instrument de dénonciation, un outil d'analyse de la société. Dans une tentative de faire disparaître l'aliénation, il propose l'analyse des réalités humaines que sont : l'exploitation de l'homme par l'homme, la crise des valeurs, les conflits d'intérêt. Pour ce faire, Bertolt Brecht a recours dans un premier temps aux dispositifs scéniques qui reposent sur le décor, les pancartes, le chant et dans un second temps au jeu de l'acteur qui fusionne le costume, le port du masque, le gestus et la mimique. Une telle application de la distanciation répond à une idéologie celle de lutter efficacement contre l'asservissement, l'appauvrissement. De ce fait, son théâtre devient politique, sociale, esthétique et surtout didactique et dialectique.

YAO N'GUESSAN ECLAIR-SALÈS (A21)

Doctorant/ADECE CI/ Côte d'Ivoire

eclairsalesy@gmail.com

TAPE SOPHIE PULCHERIE

pultap78@yahoo.fr

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

YAO N'guessan Eclair-Salès, doctorant à l'Université Péléforo GON COULIBALY de Korhogo (Côte d'Ivoire), membre de l'ADECE CI

TITRE DE LA COMMUNICATION :

« Impact de la gouvernance urbaine sur l'aménagement routier à Korhogo (nord de la Côte d'Ivoire) »

RESUME :

Frappée par la crise sociopolitique de septembre 2002 à avril 2011 connue par la Côte d'Ivoire, la ville de Korhogo, située au Nord du pays, a été victime d'un mouvement migratoire d'une grande partie de sa population vers le Sud du pays. Cette émigration est suivie de la fermeture de structures étatiques. La situation délétère de la ville a eu pour corollaire la décadence des activités économiques et le ralentissement de l'urbanisation. Dans ce contexte sociopolitique difficile, la municipalité n'a pas pu relever le défi de développement de la localité.

Toutefois, à partir de 2012, une nouvelle réalité est constatée dans la ville notamment une amorce de développement économique. Cela est dû, en partie, au dynamisme des acteurs territoriaux à travers des aménagements routiers effectués dans la ville. L'objectif de cette étude est d'analyser l'apport des acteurs territoriaux dans l'aménagement routier de la ville de Korhogo. L'approche méthodologique est fondée sur la recherche documentaire, la tenue d'enquêtes de terrain et l'observation directe. Les résultats ont montré une diversité d'acteurs territoriaux ayant contribué à l'aménagement routier de la ville de Korhogo. Par ailleurs, ils ont relevé que l'aire d'étude a bénéficié d'infrastructures routières aménagées, mais inégalement réparties. Ces équipements routiers ont, de plus, impacté la dynamique des activités économiques à Korhogo.

Mots-clés : Côte d'Ivoire, Korhogo, Infrastructures routières, Gouvernance urbaine, Développement Economique

YAPI SOPIE ODETTE RITA (A22)

Institut d'ethnosociologie, Université Félix Houphouët Boigny (Côte d'Ivoire)

ritasophie82yapi@gmail.com

KOUAKOU AYA LARISSA

ayalarissadek@gmail.com

TOH ALAIN

alaintoh@yahoo.fr

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

YAPI Sopia Odette Rita est sociologue de la famille et de l'éducation. Membre de l'équipe du Laboratoire d'Étude et de Recherches Interdisciplinaires en Sciences Sociales (LERISS). Docteur Yapi questionne le fonctionnement du système solaire en particulier les politiques de gestion et la participation des parents à la réussite scolaire de leurs enfants.

TITRE DE LA COMMUNICATION

« Analyse sociologique des attitudes parentales dans l'éducation des enfants à Brebo »

RESUME

Longtemps, la démocratisation des institutions de formation, précisément l'école, est considérée comme la clé de voûte du développement rural. Pourtant, pris isolément la construction d'infrastructures scolaires et le système de formation élaboré minutieusement sont loin de favoriser la réussite sociale intimement liée à la réussite scolaire. Dès lors, il est opportun de questionner la place et le rôle de tiers acteurs, notamment les parents d'élèves dans ce système qui se veut itératif. A partir d'enquêtes quantitative et qualitative, cette étude souligne que la distanciation et la désolidarisation des parents dans l'éducation de leurs enfants remettent en cause l'objectif premier de la formation. Alors si l'indice de développement rural et développement éducatif, déterminants sociaux de la réussite captent l'attention, le niveau d'implication des parents dans la scolarisation de leurs enfants doit connaître pareil succès.

Mots-clés : Famille - Education- Gouvernance- Développement rural- Attitudes parentales.

YEO MAMADOU (A23)

Enseignant-Chercheur

yeomamadouly35@gmail.com

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

M. YEO Mamadou est né en 1994 à Sinématiali (Côte d'Ivoire). Il est actuellement enseignant-chercheur à l'université de San Pedro. Il est titulaire d'une thèse de doctorat d'histoire économique et sociale intitulée : "Le Projet Soja et le développement du nord-ouest de la Côte d'Ivoire (1979-2002)". Ses axes de recherche portent sur l'histoire des projets de développement agricole, les effets des pressions anthropiques sur l'environnement, la formation agricole et à la sécurité alimentaire. Faut-il le porter à votre connaissance, il est lauréat du premier prix dans la discipline HISTOIRE lors de la proclamation des résultats des Olympiades Universitaires du CAMES axées sur le développement durable, au Sénégal en 2020.

TITRE DE LA COMMUNICATION :

« La relance du Projet Soja dans le Nord-Ouest de la Côte d'Ivoire à l'épreuve des changements globaux »

RESUME :

Dans le but de réduire le retard de développement du Nord-Ouest de la Côte d'Ivoire, une opération de culture moderne de soja, de riz et de maïs avait été initiée dans la zone de Touba-Odienné à partir de 1979. Dénommé Projet Soja, ledit projet s'était érigé en pôle de développement régional mais avait été victime de dysfonctionnements notables. Il a finalement été interrompu par la crise militaro-politique en 2002. Si depuis octobre 2019 le gouvernement ivoirien œuvre à la relance du projet, le contexte n'est plus le même d'autant plus que le pays est confronté à des changements globaux. La présente réflexion s'interroge sur les leçons à tirer de l'ancien projet et sur la nécessité d'appréhender les défis globaux actuels pour assurer la viabilité de sa relance. Elle repose sur une recherche documentaire et une enquête de terrain réalisée à Abidjan et dans les régions du Bafing et du Kabadougou. Les données recueillies ont été analysées à l'aune des pensées critique, complexe et globale. A l'aide de la pensée critique, l'étude met en exergue les leçons tirées des erreurs commises lors de l'ex-projet. En usant de la pensée complexe, elle analyse le processus de conception et de mise en œuvre de la relance du projet. Sous le prisme de la pensée globale, elle décline les stratégies à adopter pour sa pérennité en prenant en considération les défis mondiaux tels que la Covid-19 et le réchauffement climatique. Au total, il ressort que la réussite du projet en cours est fortement corrélée à la maîtrise des incidences des défis globaux en Côte d'Ivoire

Mots-clés : Projet Soja, Relance, Côte d'Ivoire, Gouvernance, Changement climatique

MERCREDI 29 JUIN 2022

14H-15H45 : SESSION 3

**AXE3: GOUVERNANCE DE LA SECURITE ALIMENTAIRE
NUTRITIONNELLE ET ENVIRONNEMENTALE**

Sous- axe

Conservation et gestion des ressources naturelles

SALLE 5

Président de séance : Prof TIEBRE Solange

C16 : KOUADIO KOUAME JUSLAIN ROMARIC

C17 : KOUAKOU KOUAKOU PHILIPPS

C18 : KOUASSI CHARLES AIME

C19 : MOATILA OMAD LAUPEM

C20 : OUATTARA EPSE COULIBALY YAGNAMA ROKIA

C52 : KRA LEANDRE JUNIAS

KOUADIO KOUAMÉ JUSLAIN ROMARIC (C16)

Etudiant, Université Alassane Ouattara

juslainkouadio@gmail.com

DIOMANDE BEH IBRAHIM

beh.Ibrahimdiomande@gmail.com

DIAKITÉ MOUSSA

diakitaim@gmail.com

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

Kouadio Kouamé Juslain Romaric est né le 27 Août 1994 à Nassian, en 2014 obtention du baccalauréat série De et je décide de faire la géographie. J'obtiens la licence en 2014, le Master 2 en 2019 avec une mention très bien et actuellement en troisième année de doctorat géographie physique option hydroclimatologie.

TITRE DE LA COMMUNICATION

« Variations hydropluviométriques et la problématique de l'eau potable dans la sous-préfecture de Grand-Lahou »

RESUME

Cette étude vise à mettre en évidence les variations hydropluviométriques et ses impacts sur les ressources en eau plus particulièrement l'accessibilité à l'eau potable dans la sous-préfecture de Grand-Lahou. Ce travail analyse la problématique de l'insuffisance d'approvisionnement en eau des ménages par les variations hydropluviométriques dans la sous-préfecture de Grand-Lahou située dans la partie Sud de la Côte d'Ivoire. Pour se faire, l'utilisation des données pluviométriques obtenues à la direction générale de la SODEXAM ont permis de faire ressortir le bilan climatique à partir du régime pluviométrique d'Angot (1970); la méthode de détermination des saisons de Birot. Ses données de pluviométrie et de débits obtenus à la SODECI de Grand-Lahou utilisées ont permis de faire ressortir la relation pluie-débit, montrant des fortes fluctuations au niveau de la pluviométrie et une baisse des débits sur la série de l'étude. La méthode de krigeage est utilisée pour tracer les isopièzes afin de montrer l'impact de ces variations hydropluviométrique sur les ressources en eau de la et a mis en évidence une grande variation des différents niveaux piézométriques de la nappe de la zone. L'analyse de la variabilité pluviométrique et hydrométrique a montré l'alternance des périodes humides, normales et sèches dans le régime des précipitations caractérisé par des ruptures pendant la période 1983-2019.

Il ressort des analyses que le problème de manque d'eau est une réalité dans cette partie de la Côte d'Ivoire.

Mots-clés : Variabilité hydrométrique: Variabilité pluviométrique : Approvisionnement : Bilan climatique

KOUAKOU KOUAKOU PHILIPPS (C17)

Chercheur Liberal, Université Félix Houphouët-Boigny, Centre Suisse de Recherche Scientifique, Côte d'Ivoire
philipps_k@yahoo.fr

ANOH KOUASSI PAUL

anohpaul@yahoo.fr

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

Dr Kouakou Philipps Kouakou est titulaire d'un Doctorat Thèse Unique en Géographie rurale, obtenu en août 2021 à l'Université Félix Houphouët-Boigny (Abidjan, Côte d'Ivoire). Il a pour domaines d'expertise les sciences humaines et sociales, la géographie rurale, le Système d'Information Géographique (SIG), les Indications Géographiques (IG), la cartographie, la géomatique et la sécurité alimentaire. Dr Kouakou est également chercheur associé au Centre Suisse de Recherches Scientifiques (CSRS) en Côte d'Ivoire depuis 2014, où il a participé à l'exécution de plusieurs projets de recherche en lien avec les IG et la sécurité alimentaire. Il a participé à l'exécution d'autres projets de cartographie et de SIG à l'Institut National de la Statistique (INS) et dans des cabinets d'étude spécialisés dans la collecte et le traitement de données à référence spatiale. En ce qui concerne les prix et distinctions, Dr Kouakou a été deux fois lauréat du Programme d'Appui Stratégique à la Recherche Scientifique (PASRES). Il est auteur/coauteur de cinq (05) publications dans des revues à comité de lecture et 04 communications orales en Côte et à l'international.

TITRE DE LA COMMUNICATION:

« Pratiques culturelles de l'igname kponan de bondoukou et gestion durable de » »

RESUME :

Parmi les variétés d'igname cultivées et consommées en Côte d'Ivoire, l'igname Kponan (*Dioscorea cayenensis* rotundata) de Bondoukou reste la plus prisée des consommateurs, notamment ceux des grandes villes, en raison de la spécificité de son goût et sa flexibilité culinaire. Sa production est concentrée dans la moitié Nord du district du Zanzan et fait partie des produits à potentiel indication géographique (IG). Dans la mesure où tout produit IG se doit de garantir sa disponibilité dans le temps et dans l'espace, cette contribution se propose d'évaluer la viabilité écologique des pratiques culturelles actuelles propres à l'igname Kponan de Bondoukou. Elle se fonde sur une enquête par questionnaire réalisée auprès de 384 producteurs paysans repartis dans neuf villages. Le système agricole observé dans l'ensemble est de type extensif sur brulis. Ce système et ses pratiques connexes ont induit dans plusieurs endroits de la zone d'étude, des comportements qui fragilisent les ressources naturelles. Les problèmes environnementaux majeurs observés sont la destruction abusive de la savane, la dégradation des sols et la perte de la biodiversité. En effet, la création d'une parcelle d'igname Kponan nécessite de nouvelles défriches ou des jachères de longue durée. Or l'augmentation de la production, donc des surfaces cultivées restreint géographiquement la possibilité de

continuer cette pratique, au regard de l'imminence de la pression foncière. Chaque année, ce sont en moyenne 353 hectares de savane vierge qui sont détruits uniquement dans les localités interviewées. La dégradation observée se caractérise en outre par un couvert végétal clairsemé souvent dû à l'action du brûlis ou des herbicides utilisés. L'utilisation des herbicides se fait au détriment des arthropodes, de la mésofaune et des vers de terre qui assurent non seulement une importante richesse biologique, mais jouent un rôle crucial dans la fertilisation, la régénération et l'équilibre des sols. Les problèmes suscités sont exacerbés par la pauvreté, le manque d'une politique de gestion appropriée des espaces ruraux, les crises militaro-politiques et le changement climatique. Tout ceci constitue une réelle menace sur la productivité. Dans un tel contexte, les interventions les plus efficaces sont celles qui allient développement rural et préservation des ressources naturelles. Ces défis sont d'ailleurs les fondamentaux des synergies d'actions territorialisées

Mots-clés : Igname Kponan, Ressources naturelles, Pratiques culturelles, Durabilité, Indication géographique (IG)

KOUASSI CHARLES AIMÉ. (C18)

Doctorant, Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, Côte d'Ivoire

charlesaimekouassi@gmail.com

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

Je suis KOUASSI Charles Aimé né le 01 janvier 1981 à Yamoussoukro. Marié et père de deux enfants, je suis en année de Doctorat de géographie de l'environnement à l'Université Félix Houphouët Boigny à l'institut de Géographie Tropicale (IGT) précisément au Laboratoire de la Gestion de l'Environnement et des risques (LAGERIS). Mon sujet de recherche est " Activités économiques et dégradation de l'environnement sur le front lagunaire Ebrié d'Attécoubé : Cas d'Abobo-Doumé. Je suis passionné de la recherche scientifique et j'ai à mon actif 2 articles déjà publiés intitulés comme suit : « Risques environnementaux de l'extraction de sables sur le front lagunaire Ebrié d'Abobo-Doumé » et « Le marché de gros de l'igname kponan à Abidjan (Côte d'Ivoire) ».

Un autre article scientifique est en instance de publication. Aussi, j'exerce depuis 3 ans, dans une entreprise foncière comme assistant de direction et spécialisé dans les Système d'Informations Géographiques (SIG). Le bagage intellectuel que je dispose ainsi que ma capacité d'adaptation à toute situation, me permet de relever les défis qui me font face.

TITRE DE LA COMMUNICATION :

« Activités économiques et processus de dégradation de l'environnement du front lagunaire d'Abobo-Doumé »

RESUME :

Les régions littorales, en raison de leur fonction d'abri et de leurs fortes ressources halieutiques, constituent des foyers de fortes attractions et le siège d'activités économiques souvent incompatibles et contradictoires. Abobo-Doumé, implanté sur le front lagunaire Ebrié d'Attécoubé et inscrit parmi les 27 villages ébriés phagocytés par la ville d'Abidjan, abrite de nombreuses activités économiques. Il est confronté depuis plusieurs années à une dégradation très prononcée de ses fronts lagunaires. Cette contribution vise à mettre en évidence le processus de dégradation de l'environnement du front lagunaire d'Abobo-Doumé par les activités économiques. Elle se fonde sur des focus groups et des entretiens individuels réalisés auprès de 76 acteurs économiques, 28 chefs de ménages et la chefferie. L'étude montre que La dégradation de l'environnement sur le front lagunaire d'Abobo-Doumé obéit à un processus. Il part de la perception du front lagunaire par les autorités coutumières d'Abobo-Doumé comme étant un patrimoine exclusivement privé dont la gestion, basée sur l'avidité d'intérêts pécuniaires, échappe quasi totalement aux autorités administratives et favorise des conflits entre autorités villageoises et administratives. De cette perception, découle un mode très souple d'implantation d'activités économiques qui engendre une concentration de 4397 activités économiques sur un espace de 0,68 km² et une sur-fréquentation du site par 49 421 usagers par jour. La concentration et la sur-fréquentation constituent la source de production quotidienne de 20,71 tonnes de déchets solides, de 186 998 litres d'eaux usées, de déchets

sonores et gazeux ainsi que 15 dépotoirs sauvages. Aussi, l'adoption de mauvaises pratiques environnementales face à ces déchets, provoque la dégradation de l'environnement. Celle-ci impacte négativement la santé de la population, dégrade l'esthétique paysagère, limite les activités de loisirs et la productivité de la pêche lagunaire, génère des conflits d'usage entre les acteurs économiques et dégrade la productivité financière des acteurs économiques. Pour réduire ces impacts et favoriser une meilleure intégration des activités économiques, il convient de cogérer le front lagunaire par les autorités coutumières et administratives, de déconcentrer le front lagunaire à travers la régulation du mode d'implantation et la dislocation de certaines activités économiques et améliorer les modes et techniques de gestion.

Mots-clés : Activités économiques, Processus, dégradation, front lagunaire, Abobo-Doumé

MOATILA OMAD LAUPEM (C19)

Géographe, Maître assistant (CAMES), Université Marien Ngouabi, École Normale Supérieure (ENS), Brazzaville-Congo.

omadmoatila2017@gmail.com/

omad.moatila@umng.cg

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

Omad Laupem MOATILA est Enseignant chercheur évoluant à l'Université Marien Ngouabi (Ecole Normale Supérieure) en République du Congo. Géographe ruraliste et Maître assistant (CAMES), il est membre actif du Laboratoire de Recherche Pluridisciplinaire en Sciences Humaines et en Environnement (LERPSHE), de l'Académie Africaine de Recherches, d'Études et d'Expertise Francophones (ACAREF), du Groupe de Recherches et d'Études Géographiques "Villes, transports, développement local" et du Laboratoire de Géographie, Environnement et Aménagement (LAGEA). Il est auteur de plusieurs publications sur les questions rurales au Congo.

TITRE DE LA COMMUNICATION

« Les problèmes d'accès à l'eau à Inoni plateau (République du Congo). »

RESUME :

Le présent article analyse les problèmes d'approvisionnement en eau à Inoni-Plateaux, en république du Congo. Les principaux résultats de cette étude sont issus de la recherche documentaire et des enquêtes de terrain auprès de 80 chefs de ménages interrogés de façon aléatoire entre janvier – mars 2022. Ils montrent qu'en raison de difficultés d'accès à l'eau, les populations recourent à diverses sources d'approvisionnement notamment, l'eau de la rivière Léfini (60 %), l'eau des marres (22,5 %) et l'eau de pluie (17,5 %). 87,5 % de ménages sont contraints de puiser de l'eau chaque jour. 67,5% des ménages utilisent l'eau à usage mixte. Elle est transportée avec la brouette (33,8 %), le dos (27,5 %), sur la tête (20 %) et à vélo (18,8 %), ce qui représente une corvée. La majorité de ménages (86,3 %) utilise les bidons en plastique de 25l pour sa conservation. 78,8 % des ménages conservent de l'eau durant 1 à 5 jours et 47,5 % passent 30 minutes pour sa collecte. Un bidon de 25l d'eau coûte 250 F CFA et un tonneau d'eau 1500 F CFA. L'inaccessibilité de l'eau à Inoni-Plateaux engendre les dépenses excessives pour l'achat de l'eau, la rareté de la chikwangué, principale source de revenus et la naissance des activités impliquant moins d'eau. Rendre disponible l'accès à l'eau potable à Inoni-Plateaux contribuera à l'amélioration des conditions de vie des populations qui au demeurant sont pauvres.

MOTS-CLES : République du Congo, Problèmes, Accès, eau, Inoni-Plateaux.

OUATTARA épse COULIBALY YAGNAMA ROKIA (C20)

Chercheure, Centre de Recherche en Ecologie, Côte d'Ivoire

yagnama@yahoo.fr

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

Docteur en Géographie, option Environnement, Mme OUATTARA Epse COULIBALY Yagnama Rokia est Chargée de Recherche CAMES, Chercheur au Centre de Recherche en Ecologie (CRE) de l'Université Nangui Abrogoua, Abidjan Côte d'Ivoire. Après un baccalauréat série D, elle a poursuivi ses études à l'Institut de Géographie Tropicale (IGT) de l'Université Felix Houphouët Boigny, où elle a obtenu son Doctorat de thèse Unique en 2015. Avant l'obtention de son Doctorat, Mme Ouattara Epse Coulibaly a été admise au concours exceptionnel des Attachés Administratifs (2010) ; l'amenant à exercer en qualité de fonctionnaire à la Direction Générale de la Décentralisation et du Développement Local (Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité),

Au sein de ce Ministère, elle a occupé successivement le poste de 1. Chef de service en charge du Fonds de Prêts aux Collectivités Locales (FPCL), des emprunts et des garanties.

2. Ensuite, Coordonnatrice Adjointe du projet de renforcement des Communes pour la promotion de la Cohésion Sociale dans le grand Abidjan (COSAY), financé par la coopération Japonaise (JICA).

3. Puis, Chef de Projet développement urbain-décentralisation « suivi étude de faisabilité de construction du grand marché de Bouaké et du marché de ½ gros et de détail de la commune de Yopougon ».

4. Enfin, Chef de projet d'appui au développement Economique et Ecologique des Territoires Ruraux (ECOTER) dans 08 régions de la Côte d'Ivoire dans le cadre du Contrat de Désendettement et du Développement (C2D).

TITRE DE LA COMMUNICATION:

« Gouvernance environnementale locale : cadre institutionnel et appropriation dans la région du Cavally- Côte d'Ivoire »

RÉSUMÉ :

Depuis 2003, la gouvernance environnementale locale en Côte d'Ivoire est l'une des compétences transférées aux collectivités territoriales. Cette compétence a trait à la protection de l'environnement et à la gestion des ressources naturelles afin de permettre aux entités décentralisées de contribuer à la gestion durable des ressources naturelles disponibles sur leurs territoires. Les collectivités territoriales ont un échelon d'intervention pertinent pour développer et promouvoir la gestion environnementale et des solutions de résilience. Cependant, le développement de cette compétence au niveau locale est moins visible. Avec l'avènement en 2013 des conseils régionaux qui ont une plus grande couverture territoriale et sont plus proches des populations, l'on s'interroge sur l'exercice de ce mandat en la matière et surtout le défi de l'adaptation aux enjeux environnementaux sur leurs territoires. Cet article

visé à montrer le niveau d'application local du cadre réglementaire et institutionnel ainsi que le niveau d'appropriation des questions environnementales par les collectivités régionales et spécifiquement par celle de la région du Cavally.

La collecte des données s'appuie sur la revue documentaire et des enquêtes de terrain portant sur les actions menées par le conseil régional du Cavally en lien avec la protection de l'environnement local. Il ressort de l'étude que bien que la législation ait transféré la compétence relative à la protection de l'environnement et la gestion des ressources naturelles aux Conseils régionaux, l'appropriation par ces entités décentralisées reste difficile. L'on relève également une incompatibilité du cadre organique en lien avec la gestion environnementale et une priorisation accentuée sur les besoins sociaux au détriment des questions environnementales.

Mots-clés : Région du Cavally, ressources naturelles, gouvernance locale, protection de l'environnement, cadre institutionnel.

KRA LEANDRE JUNIAS (C52)

Doctorant Université Jean Lorougnon Guédé de Daloa

junias.kra@gmail.com

ADAHI BOTOU

KONAN-WAIDHET ARTHUR BRICE

DIBI BROU

YESSOH M'BOUA JEAN-MARIE

BAKAYOKO IBRAHIM

ASSIDJO NOGBOU EMMANUEL

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR :

- Célibataire sans enfant
- Master en Génie de l'eau et de l'environnement à l'Université de Daloa
- Doctorant en agriculture et technologie
- Certificat de formation aux technologies d'irrigation à l'institut national polytechnique Félix Houphouët-Boigny
- Attestation de participation aux doctoriales de l'école doctorale polytechnique de l'institut national polytechnique Félix Houphouët-Boigny. Thème : science, innovation et entrepreneuriat moteur pour le développement durable

TITRE DE LA COMMUNICATION:

« Modélisation des besoins en eau en riziculture irriguée dans le centre de l... »

RESUME:

L'eau est une ressource naturelle vitale pour tout être vivant mais également pour tout système agricole. En agriculture, cette ressource précieuse est de plus en plus utilisée pour satisfaire aux besoins en eau des cultures notamment le riz. En effet, le riz est la troisième céréale la plus consommée à l'échelle mondiale après le blé et le maïs (Kontgis et al., 2019). Cette denrée de première nécessité est devenue l'aliment le plus prisé de la majorité de la population en Côte d'Ivoire modifiant ainsi les habitudes alimentaires de la plupart (Kotchi et al., 2018). Or sa culture se voit exigeante en eau plus que n'importe quelle autre céréale (FAO, 2004). Par ailleurs, les périmètres aménagés pour la production de riz sont mal gérés par les producteurs. Il en découle un gaspillage d'eau au cours de son utilisation. Aujourd'hui, la mobilisation durable de l'eau d'irrigation constitue l'un des plus importants défis à relever par les acteurs du secteur agricole. Elle engendre nécessairement une amélioration de la production et renvoie à la notion de gestion de l'eau de manière générale et particulièrement à la notion de gestion de l'eau d'irrigation.

Pour faire face à l'insécurité alimentaire et aux importations massives de riz, il est nécessaire de déployer des efforts considérables pour la gestion de l'eau d'irrigation

notamment par l'amélioration des pratiques culturelles mais aussi par le renforcement des capacités des paysans. Ainsi cette étude dont l'objectif principal était de simuler les besoins en eau du riz sur le périmètre irrigué de Nanan au centre de la Côte d'Ivoire à l'aide du modèle Aquacrop a fourni des résultats probants pour cette zone climatique. Les indicateurs statistiques révèlent la fiabilité de l'outil Aquacrop pour la simulation de la biomasse et du rendement du riz. Aussi est-il important de noter que la productivité de l'eau est estimée à 0,58 kg/m³ et proche de la valeur proposée par l'IIMI qui est de 0,6 kg/m³.

MOTS CLES: Gestion de l' eau, , Besoin en eau, Aquacrop , riz, irrigation

MERCREDI 29 JUIN 2022

14H-15H45 : SESSION 3

AXE1: GOUVERNANCE DES PEUPLES ET DES SOCIÉTÉS

Sous- axe

Sociétés

Religions

Politiques

SALLE 6

Président de séance : M DIAMOUTENE Doh Oumar

A24 : YEO YEFOUGNINI

A25 : KONAN AKISSI AMANDINE

A26 : BOURAHIMA DIOMANDE

A27 : ADOU KOUADIO ANTOINE

A28 : ATSE KAMBO MARTIAL

A47 : MABANZA LAURENT HOSPICE

YEO YEFOUGNINI (A24)

Etudiante, Université Felix Houphouët-Boigny

yeociv@hotmail.com

N'GUESSAN KOUAMÉ HENDERSONN

henderco80@yahoo.fr

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

YEO entrainement couronné par un diplôme IAAF niveau 4 options sauts depuis 2007. Titulaire d'un Licence STAPS du département Sciences de l'Homme et de la société, et fort de son expérience dans le mouvement sportif, elle entreprend de faire une formation continue et obtient une inscription en 2018 à l'Université Felix Houphouët-Boigny pour y faire un master. Elle a soutenu avec succès le Master dont le thème est : « Gouvernance sportive et contre-performance des équipes en Côte d'Ivoire: cas de l'Equipe nationale de hand-ball » le 15 Octobre 2021 et obtenu la mention très bien. Parallèlement à ce master, elle obtient une autre inscription à la faculté des Sciences Economiques et de Gestions elle a validé une licence en Gestion des Ressources Humaines courant 2021. Depuis 2013, Elle est membre fondateurs et trésorière du Réseau Ivoirien des Jeunes Leaders pour l'Intégrité, une organisation qui travaille sur des thématiques telles que la bonne gouvernance, l'intégrité, la démocratie, la sécurité, la paix. Actuellement, elle finalise son projet afin de postuler pour une inscription en thèse pour l'année académique 2022-2023. Yefougnini, en tant que sportive, a fait ses classes d'athlète au hand-ball en tant que gardienne de but et en athlétisme option saut. Puis elle a opté pour une reconversion en sciences sociales de développement.

TITRE DE LA COMMUNICATION

«Ggouvernance économique et contre-performance des équipes en Côte d'Ivoire: cas de l'équipe nationale de hand-ball»

RESUME:

Les discours (promotion, développement, gouvernance) des acteurs (Etat, fédérations sportives) du sport contrastent avec les performances qu'enregistrent nos délégations aux différentes compétitions internationales (Coupe d'Afrique des Nations, Mondiaux, Jeux Olympiques, Championnat d'Afrique ...). Les gouvernements successifs et les acteurs n'ont cessé de conjuguer leurs efforts pour promouvoir et développer le sport. En atteste l'élaboration en 2017 du rapport d'étude sur la professionnalisation du sport Ivoirien qui a conduit la Fédération Ivoirienne de Hand-ball à entreprendre des actions, des politiques et stratégies sportives en vue de se performer en mettant en place un véritable projet de développement de la discipline sur le territoire national. Certes des résultats satisfaisants ont été glané mais reste en deçà des objectifs sportifs compte tenu des efforts financiers dégagés par l'Etat. Le cas de l'équipe national de Handball est illustratif. A la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) en 2020 chez les hommes classé 14^{ème} sur 16, à la CAN Cadet et Junior hommes 2012 classé 8^{ème} sur 10 en cadet et 10^{ème} sur 11 en junior, Au niveau des dames à la CAN 2021 aucune participation, à la CAN 2018 classée 9^{ème} sur 10, à la CAN 2016 classée 5^{ème} sur 8, et à la CAN 2014, elle est non qualifiée. Les budgets de ces compétitions

proviennent d'un financement global de l'Etat dont les montants sont validés en Conseil des Ministres. L'objectif de cette étude est de montrer comment la gouvernance économique des équipes de Hand-Ball influence leurs performances. L'enquête s'est déroulée dans le district d'Abidjan particulièrement dans les communes de Marcory, Koumassi, Plateau, Cocody, Yopougon et Treichville. A partir des données d'entretiens, du questionnaires et de l'observation document, il ressort des résultats obtenus dans une perspective systémique que la gouvernance économique influence la performance des équipes nationales en termes de financement d'infrastructures, du nombre d'entraînement et de salaire.

Mots-clés : Gouvernance - Sport - Performance - Contre-performance – Economie

KONAN AKISSI AMANDINE (A25)

Docteur en Sociologie/ Université Félix Houphouët Boigny /Abidjan/ Côte d'Ivoire

koimson@yahoo.fr

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

KONAN Akissi Amandine a obtenu sa thèse de doctorat à l'Université Félix Houphouët-Boigny. Sa thèse de doctorat sous la spécialité Economie et Emploi a porté sur le sujet : « STRUCTURE SOCIALE DES DEPENSES FUNERAIRES DES COMMERÇANTES GOURO EN CÔTE D'IVOIRE ». Comme résultat principal, elle met en exergue la négociation ou renégociation de l'équilibre sociale de genre des rapports sociaux de genre. Cette thèse s'inscrit dans la sociologie du genre. Par ailleurs, madame KONAN Akissi Amandine est auteur deux articles déjà publiés dont : « Cultural Practice in Côte d'Ivoire: An Ethnography of the Feminization of Funeral Expenses » ; David Publishing, Cultural and Religious Studies, USA.

"Ostentatious Funeral Expenses and Identity Reconstruction among the Gouro Women of Gohitafla (Ivory Coast) », David Publishing, Cultural and Religious Studies, USA.

Elle est également membre de différents réseaux scientifiques à savoir :

- AISLF (Association International de Sociologues de Langue Française)
- MANSA (Mande Studies Association)
- LAASSE (Laboratoire de Sociologie Économique et d'Anthropologie des Appartenances Symboliques)

TITRE DE LA COMMUNICATION :

« Gouvernance des espaces funéraires à Zuénoula et Gohitafla : entre affranchissement du rubicon traditionnel et pratiques ostentatoires »

RESUME

Comme le souligne Liballi B. (2009), des individus ou groupes sociaux associent en permanence la vie à la mort et l'essentiel de leurs activités autour de l'idée de l'au-delà. Elles sont tournées vers l'organisation des funérailles et différentes interactions post funéraires avec des acteurs immatériels. C'est le cas du groupe d'appartenance ethnique Gouro, en particulier des commerçantes Gouro du vivriers en Côte d'Ivoire. La priorisation des dépenses funéraires est déterminée par une division dans les rapports sociaux entre genre. En effet, dans la structure organisationnelle des funérailles en pays Gouro, le sexe constitue un prétexte de définition des catégories sociales, des rôles et fonctions sociales assignés à chaque acteur. Sur les espaces funéraires, l'étude révèle deux types de gouvernance imbriqués l'un à l'autre qui concourent à structurer les dépenses funéraires. D'une part, nous avons la gouvernance de type agnatique qui construit la domination des hommes sur les femmes dans les dépenses funéraires. Elle est marquée par une structuration sociale axée sur un système patriarcal permettant à l'homme de faire des dépenses funéraires. Ce qui légitime une domination masculine. De fait, les femmes sont socialement positionnées comme une catégorie sociale ne devant pas y prendre part quelles que soient les ressources économiques. La coutume exige

que les femmes mobilisent leurs ressources économiques par l'intermédiaire de leur père, frère, leurs oncles paternels et de leur conjoint sur les espaces funéraires. Face à cette attitude de gouvernance, les femmes revendiquent leur aspiration dans la prise de décision de l'égalité entre sexes. Cela, à travers la fabrication d'un espace de visibilité sociale dans certains espaces masculins, tels la création du lieu de restauration, l'achat de bœufs, la décision de la date et du lieu d'enterrement. Ce qui est perçu comme une transgression des normes traditionnelles par les tenants desdites normes. D'autre part, il y a la gouvernance portant sur les acteurs symboliques (les morts). Ce type de gouvernance consiste à imposer aux hommes des dépenses ostentatoires aux fins d'une valorisation sociale dans l'au-delà. Il s'ensuit dès lors d'une sanction sociale, lorsque les hommes s'en détournent. L'objectif de cette communication est donc de montrer l'influence de ces deux types de gouvernance sur les espaces funéraires à Zuénoula et Gohitafla. Pour ce faire, l'approche inductive d'obédience ethnographique a été mobilisée. Par ailleurs les résultats obtenus se fondent dans un premier temps sur la pratique de gouvernance dans les espaces funéraires à travers les pratiques de déviance féminine. Dans un second temps, nous montrerons les formes de coercition sociale sur les espaces funéraires qui orientent les dépenses ostentatoires.

En somme, cette communication est une contribution pour comprendre les stratégies de gouvernance féminine sur les espaces funéraires en contexte Gouro.

Mots clés : Gouvernance, Déviance féminine, Espace funéraire, Dépense ostentatoire, Zuénoula et Gohitafla

DIOMANDE BOURAHIMA (A27)

Chercheur, Université Alassane Ouattara

ibdiom01@gmail.com

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

Bourahima Diomandé est titulaire d'un Doctorat en Histoire Contemporaine (specialité : Histoire des Religions) obtenu à l'Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire. Dans le cadre son travail de thèse, qui a bénéficié du programme de subventions Meaning Research Initiative 2019 du CODESRIA, il a étudié la place de la mosquée dans les luttes de positionnement en Côte d'Ivoire. En tant qu'assistant de recherche, il a participé au projet sur les trajectoires de vie et de savoirs des marabouts. Intitulé « Que sont devenus les marabouts ? », ledit projet a été dirigé par la Professeure Marie-Nathalie Leblanc, financé par le CRSH-Canada et piloté par la Chaire ICAO (Islam Contemporain en Afrique de l'Ouest) de l'Université de Québec à Montréal (UQAM) dont il est membre associé. Bourahima est également membre associé de l'IRS (Institut de Recherches Sociologiques) à l'Université de Genève. Il participe actuellement, en tant que chercheur postdoctorant à l'Université de Genève-Global Studies Institute, au projet FNS « The Contemporary Expansion of Corporate Islam in Rural West Africa » sous la supervision du Professeur-assistant André Chappatte. Son étude de cas qui s'étend sur 14 mois de terrain ethnographique s'intéresse au vécu religieux des membres de la Ahmadiyya, une communauté religieuse controversée, en milieu rural ivoirien au prisme de ses pratiques associatives bureaucratiques. Ses intérêts de recherche se focalisent particulièrement sur les dynamiques autour des lieux de culte musulman et plus largement sur les mutations de l'islam contemporain en Afrique de l'ouest.

TITRE DE LA COMMUNICATION :

« Influence des structures socioculturelles (LÔW ET AGBANZI) sur la fabrication de la citoyenneté villageoise et le conflit intragénérationnel chez les ODZUKRU (Côte d'Ivoire) »

RESUME :

En contrepoint des travaux relativement abondants sur les relations entre les musulmans et le pouvoir exécutif en Côte d'Ivoire, cet article étudie l'histoire politique de ce pays de l'Afrique de l'ouest à l'aune de ce qui symbolise au mieux les musulmans, c'est à dire la mosquée. Il analyse la double identité politique de ce lieu de culte depuis la présidence de Félix Houphouët-Boigny jusqu'à celle de Laurent Gbagbo. Il décrit la/les manière(s) dont les dirigeants politiques ivoiriens ont investi le territoire de la mosquée pour soit rechercher le satisfécit des musulmans ou soit les diviser pour mieux régner. Inversement, il met en exergue comment les musulmans en ont profité, dans des contextes pluriels, pour porter des revendications communautaires en lien parfois avec la politique. Ce travail s'appuie essentiellement sur des sources d'archives privées, des sources écrites issues d'articles de la presse généraliste et des sources orales collectées entre 2018 et 2020, auprès de catégories sociales diverses, dans plusieurs villes de la Côte d'Ivoire.

Mots-clés : Islam, Mosquée, Gouvernance, Politique, Côte d'Ivoire

ADOU KOUADIO ANTOINE (A28)

Docteur, Université Péléforo Gon Coulibaly/Korhogo/ Côte d'Ivoire

antoine.adou@upgc.edu

ANGOHO NOMBA APOLLINAIRE

nombaapollinaire@gmail.com

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

Dr ADOU Kouadio Antoine est Maître de Conférences des Universités. Il est actuellement enseignant à l'Université Péléforo GON COULIBALY (Côte d'Ivoire). Il participe à plusieurs colloques à travers le monde et s'intéresse aux questions de violences et de poésie dans la littérature africaine francophone.

Dr ADOU (MC), est auteur et co-auteur de livres et d'article scientifiques. Co-auteur de *Questions de Littérature et de Langue Française* paru aux éditions Le Harmattan 2015, ce livre traite des aspects littéraires, poétiques et linguistiques de quelques œuvres de la littérature africaine francophone. Co-auteur de *Normes et Transgressions* publié sous la direction de Emeline Gros et Claude Sagaert, ce livre est paru en 2017 et aborde la question des stratégies de subversion et de d'inconfort scripturaire dans la littérature.

TITRE DE LA COMMUNICATION :

« Gouvernance et société : une lecture politique et sociale du poète »

RESUME :

Près de soixante ans après « les soleils des indépendances » des pays africains, l'instauration de la démocratie, qui garantirait une justice équitable pour tous les peuples, est difficilement mise en œuvre. A cet effet, AIME CESAIRE ayant pris conscience de la crise qui en découle, au sens étymologique d'une rupture, d'un déchirement, alertait que les problèmes majeurs en Afrique sont d'ordre politique. Toutefois, les problèmes politiques s'accordent très facilement avec les réalités sociales puisque la satisfaction des aspirations légitimes des peuples est assujettie à la bonne gouvernance. De ce qui précède, on comprend maintenant, pourquoi, la crise de la conscience, une quête permanente de la paix intérieure s'empare frénétiquement des Ecrivains africains. C'est dans ce contexte que Charles Nokan et Michel Gbagbo questionnent le mode de gouvernance politico-sociale de certains dirigeants pour en déceler les imperfections qui retardent l'Emergence de la démocratie et de la paix sociale ; militent pour la préservation des intérêts du peuple. Dès lors, quels sont les marqueurs d'une mauvaise application des principes démocratiques du pouvoir politique ? Cette communication se propose de montrer les indices de la mauvaise gouvernance de certains dirigeants politiques en Cote d'Ivoire, s'appuie sur les limons des recueils de poèmes *Cri* et *Confidences*, en recourant aux ressources de l'analyse stylistique et sociocritique. L'Etude finalement s'efforce de mettre en évidence que le pouvoir politique et son exercice couvent les germes de la dégradation du tissu social.

Mots-clés : Gouvernance, Sociale, Lecture politique, Paix sociale, Epanouissement

ATSE KAMBO MARTIAL (A29)

RAJEC/ Université Panafricaine (institut de gouvernance, des sciences humaines et sociales)

Cameroun

atsejeanmartial@yahoo.fr

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR

Nous nous nommons ATSE Kambo Martial, Coordonateur Général du Think Tank Panafricain dénommé Réseau Africain des Jeunes Chercheur (RAJEC) et Président du RAJEC, Section Côte d'Ivoire. Nous sommes doctorant à l'Université Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan-Cocody en Côte d'Ivoire et Ph.D Student à l'Institut de Gouvernance et des Sciences Humaine et Sociale de l'Université Panafricaine (PAUGHSS) à Yaoundé au Cameroun (Université Yaoundé II Soa qui héberge l'Institut de l'Université Panafricaine)..

TITRE DE LA COMMUNICATION

« La gouvernance économique en Côte d'Ivoire : atouts, faiblesses et défis »

RESUME:

Dès son accession à l'indépendance en 1960, la Côte d'Ivoire a opté pour le libéralisme économique avec une importante intervention directe de l'État (appelé capitalisme d'État). Pour préparer son décollage économique et la répartition équitable des ressources disponibles. De 1970 à 1985, la programmation du développement national s'est faite sur la base de plans quinquennaux. Le processus de planification de l'action gouvernementale a été congédié à partir de 1986 pour permettre au FMI et à la Banque mondiale de mettre en œuvre leurs politiques de stabilisation et d'ajustement structurel.

La Côte d'Ivoire a renoué avec la tradition de planification via les PND 2012-2016 ; 2016-2020, 2021-2025 et 2026-2030, qui permet à la Côte d'Ivoire de s'appuyer sur une vision claire et affirmée au niveau politique qui consiste à faire de la Côte d'Ivoire un pays à revenu intermédiaire élevé et fondé sur une gouvernance économique planifiée et maîtrisée par les autorités ivoiriennes.

Toutefois, le processus d'élaboration des Plans Nationaux de Développement comporte certaines faiblesses notamment une absence de cibles pour certains secteurs, le processus n'est pas du type top down et les plans régionaux et locaux sont insuffisamment pris en compte. Ce qui obère une meilleure gouvernance économique en Côte d'Ivoire et l'atteinte de la vision 2040 de faire de la Côte d'Ivoire une nation : « une puissance industrielle, unie dans sa diversité culturelle, démocratique et ouverte sur le monde » (*Etude Nationale Prospective "Côte d'Ivoire 2040"* | Document de synthèse, P.14.).

Comment comprendre avec quelques avancées en matière de bonne gouvernance économique, la Côte d'Ivoire reste classée parmi les pays ayant les plus faibles performances au niveau de l'IDH, de la compétitivité économique, nous allons essayer de nous interroger sur l'archétype de la gouvernance économique en Côte d'Ivoire ?

L'objectif de cette communication est de présenter les atouts de la gouvernance économique tout en insistant sur les perspectives pour la Côte d'Ivoire d'avoir une bonne

gouvernance économique pour atteindre sa vision de pays émergent au revenu d'habitant intermédiaire élevé en 2030.

Pour mener à bien cette étude, notre démarche repose principalement sur la collecte documentaire. L'analyse documentaire procède de l'approche de la revue systématique, c'est-à-dire en la matière de la sélection des rapports officiels, des documents de travail, des travaux de recherches publiés ou non directement en relation avec le sujet traité. A ce titre, nous avons dans un premier temps recherché les documents portant sur la planification et la gouvernance en Côte d'Ivoire. Ensuite, nous avons procédé à la revue de tous les plans et documents de stratégie développés par l'État de Côte d'Ivoire. Il s'agit principalement des documents relatifs aux différents plans quinquennaux, des programmes d'ajustements structurels, du document de stratégie de réduction de la pauvreté (1998) et du Plan National de Développement (2012-2016, 2016-2020, 2021-2025 et 2026-2030) de la vision de la Stratégie Côte d'Ivoire 2030 et de la vision Côte d'Ivoire 2040.

Notre étude se fera autour de trois (3) axes à savoir les atouts de la gouvernance économique (axe 1), les faiblesses de la gouvernance économique (axe 2) et les défis de la gouvernance économique en Côte d'Ivoire pour rendre l'économie compétitive (axe 3).

MOTS CLES : Côte d'Ivoire, Gouvernance, Economique, PND , compétitivité, Economique, revenu intermédiaire

MABANZA LAURENT HOSPICE (A47)

Doctorant/ Université Alassane Ouattara/ Bouaké/ Côte D'ivoire

mabhospice@gmail.com

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

Laurent Hospice Mabanza est de nationalité congolaise né le 22 novembre 1994 à djambala à 200 kilomètres de Brazzaville en direction du nord du pays. Passionné de littérature et de philosophie, il étudie finalement la philosophie à l'université Marien Ngouabi de Brazzaville sanctionné par un master de philosophie. Il décide de continuer ses études en doctorat, il est actuellement doctorant à l'université Alassane Ouattara, il travaille sur la supervision du professeur Ignace Yapi. Par ailleurs, il est auteur de deux recueils de poèmes.

TITRE DE LA COMMUNICATION

« Une politique de l'humain pour une bonne gouvernance des peuples et des sociétés »

RÉSUMÉ

Cet article est principalement destiné à mettre en évidence le lien intrinsèque entre la politique les peuples et les sociétés en vue de cheminer vers une bonne gouvernance des peuples. Il est plus que nécessaire de réfléchir sur les questions de gouvernance car il s'y trouve posé des problématiques essentielles pour le devenir de nos sociétés africaines et mondiales. Parallèlement, la production politique et même intellectuelle tend vers la conservation de l'émiettement de la compréhension, c'est-à-dire une présentation des choses de façon binaire et opposée. La complexité nous enseigne à voir les choses dans leur ensemble sans toutefois établir les séparations radicales. Cependant, la bonne gouvernance pose problème, car la politique qui est censée nous conduire à cet idéal est en crise, car elle a souvent dissocié l'humain de l'action politique. En effet, au regard de la gouvernance de nos états, les peuples ne sont pas dans une logique participative aux affaires de la cité, mais plutôt, ils subissent les décisions qui ont parfois étaient prises sans leur avis, cela est vrai en Afrique et ailleurs. La super machine qui est l'Etat oublie souvent que le peuple est sa raison d'existence, que le peuple est le souverain premier. Notre contribution à la question de la gouvernance, est de montrer son aspect complexe en vue de mieux cerner le lien entre la politique les peuples et les sociétés. L'avènement d'une politique de l'humain replacera l'homme au cœur des décisions politiques en vue d'une bonne gouvernance des peuples.

Mots-clés : Politique, Bonne gouvernance, Peuples, Complexité, Humain

MERCREDI 29 JUIN 2022

14H-15H45 : SESSION 3

AXE7: GOUVERNANCE FONCIERE RURALE

Sous- axe

Sécurisation foncière rurale des femmes et des groupes sociaux
vulnérables

Enjeux de sécurisation foncière et rurale

Dynamiques socio-foncières et leurs implications

SALLE 1

Président de séance : Prof BAMBA Assouman

G8 : SANGARE MOUSSA

G13 : BISSOU GUIKAHUE DANIEL

G14 : ALLEGBE ALLEGBE JOSEPH

G15 : FALLE LANDRY YVES

SANGARE MOUSSA (G8)

Université Péléforo Gon Coulibaly

mdsangare220@gmail.com

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

Maître-Assistant au Département de Sociologie de l'Université PÉLÉFORO GON COULIBALY (Côte d'Ivoire). Il travaille sur les organisations paysannes, les innovations technologiques et sociales en milieu rural. Son thème de thèse porte sur " Participation paysanne et développement rural : le cas des organisations paysannes de la filière coton libéralisée dans le Nord-Ouest de la Côte d'Ivoire". il est aussi Responsable de Niveau (LICENCE 2). il est également membre du Laboratoire Population et Développement (LaPoDev) de l'Université ALASSANE OUATTARE et Co-animateur de l'axe Socioéconomique de l'Observatoire de Recherche sur l'Environnement de Nambékaha (Université PÉLÉFORO GON COULIBALY).

TITRE DE LA COMMUNICATION

« Vulnérabilité foncière et autonomisation des femmes à l'ouest de la Côte d'Ivoire. »

RESUME

La terre est une ressource importante dans les stratégies de survie des femmes en milieu rural (Koné M., 2003a). Les femmes constituent pratiquement les deux tiers de la main d'œuvre agricole et produisent la majorité des denrées alimentaires de l'Afrique, (BAD, 2015). Mais, cela n'empêche qu'elles soient vulnérables, caractérisées par la précarité de leurs droits d'exploitation de la terre (Koné M., 2001 ; Colin J-Ph., 2004 ; Kandine M.A., 2008). En effet, l'état des lieux de la problématique de l'accès des femmes à la terre en Afrique de l'Ouest laisse apparaître qu'elles sont utilisatrices de la terre, pilier du développement agricole, mais, que de façon générale, elles n'ont pas un accès égal à cette ressource avec les hommes (Koné M., 2011). Conscientes de cette réalité, les femmes s'organisent alors en groupements, associations ou coopératives pour augmenter leurs possibilités d'accéder à la terre et de l'exploiter durablement. Malgré ce fait, elles ont un accès précaire à la terre est une réalité dans les régions, du Cavally, du Guémon, de la Nawa, de San-Pedro et du Tonkpi en Côte d'Ivoire. En effet, les femmes regroupées en association pour la pratique de l'agriculture vivrière sont expulsées de leurs parcelles par les propriétaires terriens. Par exemple, elles ont perdu leurs agricoles à Péhé (Département de Toulépleu), Diotrou (Département de Duékoué), Soumahorodougou (département de San-Pedro), Mahapleu (Département de Danané), Le faible accès des femmes à la terre, limite sérieusement leurs capacités à mener des activités économiques et réduit ainsi considérablement leurs moyens de subsistance. Aussi, cette situation impacte significativement l'autonomisation des femmes car elles se voient priver d'un élément indispensable pour assurer leur subsistance car elles en sont très dépendantes dans les communautés rurales. L'objectif de cette contribution est alors d'identifier les facteurs explicatifs de la précarité foncière des femmes et ses implications sur leur autonomisation.

Mots-clés : Foncier, vulnérabilité, Femme, Autonomisation

BISSOU GUIKAHUE DANIEL (G13)

Université de San-Pedro

g.bissou@yahoo.fr

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

Université de San-Pedro

TITRE DE LA COMMUNICATION :

« Gouvernance touristique dans l'espace rural de la région du sud Comoé : une analyse du jeu des acteurs avec l'outil Mactor »

RESUME :

Cette étude a pour objectif d'analyser la coordination des acteurs du tourisme en rapport avec la structuration de l'espace rural dans la région du Sud Comoé. A cet effet, l'option a été portée sur la méthode MACTOR. Cet outil de la prospective sert à l'analyse stratégique des acteurs. Pour la mise en œuvre de cette méthode, la recherche documentaire et l'approche de terrain ont été mobilisées. En effet, cette étude a été réalisée non seulement à travers les échanges entre experts du PADVTCI, des entretiens avec les acteurs clés internes et externes du tourisme dans les villages, mais aussi, des focus groups organisés avec ces acteurs dans les quatre départements de la région du Sud Comoé. Le tourisme mobilise une variété d'acteurs dans l'espace rural de la région du Sud Comoé. Parmi eux, 14 principaux ont été identifiés pour cette étude. L'analyse de leurs interrelations avec le logiciel Mactor, a mis en relief l'intensité de leurs influences directes et indirectes, leurs rapports de force, leur degré de mobilisation autour des objectifs et enjeux, leurs degrés de convergence et de divergence. De tous ces aspects de leurs relations, on retient que le système touristique du monde rural traduit une absence de gouvernance touristique réelle. Cela explique en grande partie, la faible structuration des destinations rurales par le tourisme dans la région du Sud Comoé.

Mots-clés :

ALLEGBE ALLEGBE JOSEPH (G14)

Doctorant en philosophie, option philosophie politique et sociale au département de philosophie. L'Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)

allegbejoseph@gmail.com

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

ALLEGBE Allégbé Joseph est doctorant à l'Université Alassane Ouattara de Bouake (Côte d'Ivoire). Il travaille sur la problématique des droits de l'homme dans la philosophie de Karl Marx. Sa thèse est intitulée : Problèmes et perspectives de la critique des droits de l'homme dans la philosophie de Karl Marx. En 2019, il a participé au colloque international "Etudes culturelles africaines: Enjeux, Approches et Horizons Critiques" qui s'est tenu à l'Université Joseph Ki Zerbo de Ouagadougou (Burkina-Faso). En 2021, il a été enquêteur dans une étude portant sur la stigmatisation des malades du coronavirus organisée par l'Université Alassane Ouattara de Bouake. Il est actuellement enseignant de philosophie au lycée.

TITRE DE LA COMMUNICATION

« Penser le droit foncier dans la philosophie de la nature de Karl Marx comme enjeux des temps modernes »

RESUMÉ

La question foncière est l'une des préoccupations majeures de la pensée marxienne en ce sens qu'elle est même le centre de sa philosophie naturelle. Cette notion est ainsi au cœur de multiples enjeux : économiques, politiques, sociaux et environnementaux. Au regard de cette réalité, Karl Marx, à travers le communisme, prévoit une société égalitaire basée sur la répartition des richesses selon les besoins individuels et collectifs. Aussi, tente-t-il de rendre tous les hommes égaux dans l'organisation de la production et devant les moyens de production. Dès lors, notre présente étude vise à présenter la philosophie marxienne comme la loi de partage de la propriété sociale.

Mots-clés : marxienne, matérialiste, communisme, foncier.

FALLE LANDRY YVES (G15)

Enseignant Chercheur (Maitre-assistant) Université Alassane OUATTARA

landryfalle@gmail.com

GBAHOUI JEAN MARIE NICAISE

gbahouinicaise@gmail.com

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

Je suis Docteur FALLE Landry Yves, Enseignant chercheur au département d'Anthropologie et Sociologie de l'Université Alassane Ouattara-Côte d'Ivoire. Je suis socio anthropologue spécialisé dans le domaine du développement précisément dans le foncier rural. Après notre recrutement en tant qu'assistant dans ladite Université, nous avons postulé pour le concours du CAMES au grade de Maitre-assistant que nous avons obtenu avec succès. Nous avons participé à de nombreux colloques et séminaires scientifiques. Nous avons également à notre actif plusieurs articles et travaux de recherche dans le foncier et dans divers domaines de la Sociologie et de l'Anthropologie. Nous partageons les résultats de nos recherches avec la communauté universitaire à travers des échanges, des rencontres. C'est dans cette logique que je suis porteur de la communication qui a pour titre : " Problématique dans les transactions foncières sur les terrains périurbains de Songon dans le district d'Abidjan" au colloque sur la gouvernance à l'ère des changements globaux : situation, réalisation et défis en Afrique, pour apporter notre contribution afin de mieux comprendre ce phénomène.

TITRE DE LA COMMUNICATION:

« Problématique dans les transactions foncières sur les terrains »

RESUME:

L'urbanisation galopante de la ville d'Abidjan est une réalité indéniable. Celle-ci empiète inexorablement sur les espaces périurbains des communes environnantes notamment celle de Songon. Le contrôle et la gestion de ces espaces deviennent problématiques malgré l'existence des lois qui règlementent ce secteur. On assiste alors à des oppositions entre acteurs locaux et états, entre autochtones et acquéreurs sur ces espaces. Ainsi de nombreuses transactions foncières effectuées se heurtent à plusieurs problèmes débouchant souvent sur des conflits. L'objectif de notre recherche est de comprendre et analyser les causes profondes des difficultés rencontrées qui fragilisent les transactions foncières sur les espaces périurbains à Songon. La méthode privilégiée est l'approche qualitative basée sur la recherche documentaire, l'observation directe et le guide d'entretien. Le cadre d'analyse de la présente étude s'inscrit dans une perspective socio-anthropologique. Les résultats de notre recherche nous montrent que l'insécurité foncière découlant des transactions effectuées sur les espaces périurbains de Songons ont liées à la perception sociale, économique et culturelle du foncier que se font les acteurs locaux. De la forte valeur marchande que la terre a prise au fil des années dans cette localité, du mercantilisme des autochtones propriétaires terriens par rapport

aux espaces périurbains. Aussi de la raréfaction des terres communautaires qui crée une compétition foncière entre les acteurs locaux et les acquéreurs et du décalage entre les lois foncières juridiques et locales dans la gouvernance des terres.

Mots-clés: Problématique, transactions foncières, terrains périurbains, Songon, Abidjan

Deuxième journée :

MERCREDI 29 JUIN 2022

ATELIER 4 /SESSION 4

16H-17H45

MERCREDI 29 JUIN 2022

16H-17H45 : SESSION 3

AXE1: GOUVERNANCE DES PEUPLES ET DES SOCIETES

Sous- axe

Politiques

SALLE 1

Président de séance : Dr (MC) KONIN Séverin

A29 : BAMBA ASSOUMAN

A32 : KONÉ AMIDOU

A33 : KOUADIO KOUAKOU DIDIE

A34 : OUEDRAOGO TIGA ALAIN

A35 : SEKONGO KALITIA FATOUMATA

A36 : SOME SOMDA MINIMALO ALICE

BAMBA ASSOUMAN (A29)

Enseignant-Chercheur, Université Alassane Ouattara

bambaas@yahoo.fr

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

- Né le 01-01-1967 à Bondo Sous-préfecture dans le département de Bondoukou
- Marié à Mariam CISSÉ et père de 02 enfants
- Titulaire d'un Doctorat Unique de Université de Cocody en 2007, sujet de recherche : « Kwame Nkrumah et l'unité politique de l'Afrique ».
- Grade : Professeur Titulaire de philosophie
- Spécialités : Philosophie africaine, philosophie politique, philosophie de la culture
- Domaines de compétences : Prévention et gestion des conflits - Gestion d'Élections
- Doyen de l'UFR Communication, Milieu et Société, Université Alassane Ouattara, Bouaké

A participé à plusieurs colloques et séminaires nationaux et internationaux depuis 1995 dans plusieurs pays : Côte d'Ivoire, Bochum et Berlin (Allemagne), Paris (France), Ouagadougou (Burkina), Niamey (Niger), Tampere (Finlande).

Est auteur de plusieurs articles scientifiques dont les plus récents sont:

- « Du territoire au terroir : la constitution d'Etats informels en Afrique » publié en 2017 par les Presses Universitaires de Ouagadougou (Burkina Faso).
- « La réconciliation, un choix imposé » publié en 2015 à Paris par L'Harmattan, (France).
- « Kasa Bya Kasa ou la Parole de Vérité » publié à Abidjan en 2014 par la Revue Noùs (Côte d'Ivoire).
- « Le murmure prévenant de la démocratie africaine par l'ADN » publié en 2014 par Implications philosophiques à Paris (France).
- « Les États africains à l'école du pardon purificateur de l'arbre à palabre » publié en 2013 par la Revue internationale de Criminologie et de Police technique et scientifique, Lausanne (Suisse).

TITRE DE LA COMMUNICATION :

« Ça fait rien »

RESUME :

L'histoire de la Cité de Tchérwin, vécue par les citoyens, semble être la chronique d'une douleur en constant renouvellement de soi. De la sorte, les quelques moments de joie ou de plaisir qui s'y retrouvent se résument toujours à être des accidents heureux auxquels tout le monde s'accroche. Avec une forte capacité de résilience, le peuple de Tchérwin a fini par trouver en lui-même la force intérieure de tourner en dérision les drames que déroule sa vie pour ne pas en mourir. Tout est banalisé, même la bonne gestion qui peut le sauver de la tragédie existentielle. Ainsi, il accueille généralement la mauvaise gestion, quelle que soit sa gravité, par un « ça ne fait rien » amusant. Mais, de « ça ne fait rien » mineur en « ça fait rien » majeur, le Tchérwin en est arrivé à consolider son sous-développement dont il semble se satisfaire. C'est cette banalisation excessive du sérieux qui nous pousse à l'élaboration de ce texte qui va se faire avec l'appui de la méthode sociocritique qui nous permettra de saisir le code existentiel du citoyen de la Cité de Tchérwin. L'objectif poursuivi est de chercher à saisir les implications négatives de la théorie du « ça ne fait rien » sur l'être et le devenir des citoyens du Tchérwin dont la qualité de vie est en constante dégradation. La prise en charge

conceptuelle de cet objectif va constituer la trame textuelle de ce travail avec comme résultat projeté de conduire le citoyen du Tchèrewin à être en adéquation avec son humanité profonde qu'il doit s'appliquer à relever de la misère par une gouvernance appropriée.

Mots-clés : Banalisation du sérieux, Cite de Tchrewin, Gouvernance appropriée, Résilience, Sous-développement

KONE AMIDOU (A32)

Enseignant-Chercheur/ Université Alassane Ouattara/ Bouaké/ Côte d'Ivoire

koneyhamid@yahoo.fr

TITRE DE LA COMMUNICATION

« Réconciliations nationales postélectorales et développement économique en Afrique : une gageüre ? »

RESUME :

Cela n'effleure presque l'esprit de personne de trouver suspecte la flopée de processus de réconciliation nationale en Afrique. Dans le principe, ces processus restent un instrument privilégié pour remettre les États sur les rails et renouer avec le développement économique entretemps compromis par de persistantes crises postélectorales. Mais le remède risque d'être pire que le mal, les avatars de la mise en œuvre du processus pouvant aller jusqu'à entraver le développement que celui-ci est censé favoriser. Ce qui pose la question du bon usage de la réconciliation nationale en tandem avec la nécessité d'enrayer les violences postélectorales.

Mots-clés : Alternance politique, Cohésion sociale, Développement économique, Investissement improductif, Maintien de la paix, Programme d'urgence, Projet de société, Réforme institutionnelle

KOUADIO KOUAKOU DIDIE (A33)

Maître-Assistant/ Université Alassane Ouattara/ Bouaké/Côte d'Ivoire

kkouakoudidie@gmail.com

TITRE DE LA COMMUNICATION

« Politiques de développement en Côte d'Ivoire et conséquences sur les villages : cas d'Allangoua et de N'gbessou en pays Baoulé (1969-2021) »

RESUME :

Les politiques de développement de l'État ivoirien induisent diverses conséquences sur les populations. En pays baoulé, ces politiques ont impacté négativement les villages d'Allangoua et de N'Gbessou, précédemment installés dans la région de Tiébissou. L'étude pose donc le problème du statut des villages délocalisés sur les terres de Yamoussoukro. La préoccupation ici est de montrer que des communautés villageoises sont victimes des projets de développement initiés par le gouvernement ivoirien. La méthodologie combine recherche documentaire, enquêtes sur le terrain, critique des sources et observation directe. Il résulte de l'exploitation des sources que la politique d'Aménagement de la Vallée du Bandama provoque la relocalisation des villages d'Allangoua et de N'Gbessou dans la région de Yamoussoukro. L'étude fait également ressortir la négligence de la situation foncière des déplacés involontaires dans le cadre de la délimitation de la Zone Administrative et Politique (ZAP). Par ailleurs, elle montre qu'Allangoua et N'Gbessou sont menacés d'un nouveau déguerpissement du fait de l'extension de l'Institut National Polytechnique Houphouët-Boigny (INPHB). Il convient de retenir que les politiques de développement ne prennent pas toutes en compte les problèmes liés à la relocalisation des populations sur dans des régions loin de leurs terroirs d'origine.

Mots-clés : Délocalisation, État, politique de développement, Relocalisation, Village.

OUEDRAOGO TIGA ALAIN (A34)

Chercheur, INSS, OUAGADOUGOU, BURKINA FASO

alainoued1@yahoo.fr

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

Tiga Alain OUEDRAOGO est sociologue et maître de recherche en linguistique. Il a fait plusieurs publications et encadré des étudiants dans le domaine de la linguistique et de la sociologie. Dans le domaine de la gouvernance, nous avons animé plusieurs communications et nous dirigeons présentement le projet intitulé : Les pratiques endogènes de réconciliation dans la région du Centre-Nord comme mode de gouvernance pour les Burkinabè.

Maître de Recherche à l'INSS et au CNRST/Burkina Faso.

TITRE DE LA COMMUNICATION :

« Renforcement des capacités des acteurs et de l'expertise nationale en vue de la mise en œuvre de l'aménagement linguistique »

RESUME :

La promotion et la valorisation des langues nationales ne peuvent se faire qu'à travers l'élaboration et la mise en œuvre d'une politique linguistique explicite et cohérente. Il s'agit d'une politique linguistique pluraliste qui définit à côté du français la place et le rôle des langues nationales dans le système institutionnel et la vie nationale. Une politique linguistique qui, sans être un repli identitaire, est appelée à favoriser l'émergence et la consolidation d'une conscience nationale construite sur la cohésion, la solidarité et l'implication citoyenne de tous dans la vie et la marche de l'Etat. L'opérationnalisation de cette politique passe par des hommes et des femmes compétents et outillés pour mieux réussir la mission à eux confiée.

L'objectif global de cette communication est de faire des propositions pour renforcer les capacités des acteurs et de l'expertise au Burkina Faso pour la mise en œuvre de l'aménagement linguistique. Cela concourra à l'implication et à la participation citoyenne de toute la chaîne de gouvernance dans le développement social, économique, culturel et politique du pays en intégrant les langues nationales dans le système institutionnel national. La réussite de cette initiative nécessite une gouvernance vertueuse et un cadre institutionnel et organisationnel bien articulé.

Pour y parvenir, deux grandes stratégies sont définies : le renforcement des capacités des structures de pilotage et l'apport d'un appui institutionnel aux structures impliquées dans l'aménagement des langues nationales. Pour atteindre les objectifs de l'étude, la démarche méthodologique utilisée se veut participative. Elle intègre autant que possible tous les principaux acteurs impliqués dans la promotion des langues nationales

Mots-clés : Politique linguistique, Langues nationales, Gouvernance, Aménagement Linguistique, Burkina Faso

SEKONGO KALITIA FATOUMATA (A35)

Etudiante/ADECE CI/ Cote d'Ivoire

kalitiasekongo@gmail.com

TAPE Sophie Pulcherie

pultap78@yahoo.fr

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

Je suis titulaire d'un master en Géographie urbaine, et en première année de thèse en vue de l'obtention d'un doctorat dans cette même discipline qui me passionne. FORMATION 2019-2020 : Master en Géographie option Humaine et Economique ; 2016-2017 : Licence en Géographie option Humaine et Economique ; 2013-2014 : Baccalauréat Série D. COMPETENCES PROFESSIONNELLES: Etudes de recherche relatives à la géographie urbaine ; Enquête de terrain ;Elaborer des plans d'action et de gestion des espaces urbains ;Elaborer des plans d'action de développement urbain. Logiciels : ARCGIS, EXCEL, SPHINX, WORD EXPERIENCES PROFESSIONNELLES Juillet 2016 : Agent enquêteur pour le compte de la société MATRIX dans le cadre de la campagne de vaccination contre le cancer du col de l'utérus dans la commune de Korhogo; AUTRES ATOUTS : Sports et Loisirs : musique, handball Langue : Français (bon) ; Anglais (moyen)

TITRE DE LA COMMUNICATION:

« Bilan de la gouvernance urbaine de Napié (nord de la Côte d'Ivoire) »

RESUME :

Située dans le Nord de la Côte d'Ivoire, la ville de Napié appartient au département de Korhogo, dans la région du Poro. Comme toutes les localités urbaines du pays, Napié est gérée selon la politique de gouvernance locale qui est la décentralisation. Erigée en commune depuis 1985, la ville bénéficie, de ce fait, d'acteurs divers et variés, capables de promouvoir son développement harmonieux et lui impulser une dynamique urbaine sans précédent. Ainsi, de deux (02) quartiers, lors de sa communalisation, la ville de Napié est passée aujourd'hui à neuf (09) quartiers. Toutefois, après plus d'une trentaine d'années de communalisation, force est de constater que le développement de l'aire d'étude demeure à la traîne. Cette étude a pour objectif de faire le bilan de la gouvernance urbaine de Napié. En d'autres termes, il s'agit de montrer les réussites et les limites de la politique de gouvernance de la localité. La démarche méthodologique a consisté à construire une base documentaire, à effectuer des enquêtes de terrain et à exécuter des observations directes en vue de mieux cerner les effets de cette politique de gouvernance. Les résultats ont révélé que de nombreux projets d'aménagement tant socioéducatifs, viaires qu'environnementaux ont été réalisés. Mais, concomitamment à ses actions, des problèmes sociaux et surtout économiques perdurent et empêchent la bonne gouvernance de la ville de Napié.

Mots-clés : Cote d'Ivoire, Napié, Gouvernance, Bilan, Politique

SOME SOMDA MINIMALO ALICE (A36)

Chargée de recherche en éthique et en philosophie morale et politique Institut des Sciences des Sociétés (INSS) du CNRST

alicesomda14@gmail.com

TITRE DE LA COMMUNICATION

« Réflexion sur la question de la gouvernance des états membres de l'union africaine »

RESUME

La philosophie politique fait prendre conscience que la question de la gouvernance constitue le tremplin pour l'émergence des sociétés pacifiques et prospères. C'est pourquoi la gouvernance est un sujet politique dans l'organisation de la société. Les philosophes contractualistes ont prôné une société idéale fondée sur le droit issu d'un contrat social dans le but d'une gestion rationnelle des affaires publiques. Mieux certains philosophes tels qu'Emmanuel Kant préconisent le fédéralisme d'États libres pour gérer les problèmes communs aux êtres humains. Mais force est de constater que dans cette perspective de la gouvernance, l'Union Africaine née de l'Organisation de l'Unité Africaine dont l'un des objectifs fondamentaux est de garantir une gestion rationnelle des États membres peine à atteindre les objectifs escomptés. L'Organisation continentale n'est pas parvenue jusque-là à résoudre les multiples problèmes auxquels font face les États africains. Elle semble incapable de faire respecter ses textes par les États membres, particulièrement en matière de bonne gouvernance. Toute chose qui suscite des interrogations sur son mode de gouvernance et ses stratégies d'intervention sur le continent. L'objectif recherché dans cette analyse est de comprendre la gouvernance de l'Union Africaine et de proposer un paradigme de gouvernance qui contribuera à construire des pays africains pacifiques et prospères. La méthodologie utilisée dans le domaine de la philosophie morale et politique est une analyse critique de la gouvernance de l'Union Afrique face aux défis de gestion des affaires publiques des États membres. Cette analyse permet de comprendre la situation sociopolitique des États membres de l'Union Africaine, d'examiner les failles de sa gouvernance et de proposer des pistes de solutions pour une meilleure gouvernance de cette structure à travers un véritable fédéralisme des pays africains. C'est dire qu'il faut déceler les forces et les faiblesses de l'Union Africaine qui permettront de savoir où axer les efforts pour relever les défis de gouvernance pour une stabilité politique, financière, sécuritaire et une meilleure intégration régionale.

Mots clés : États africains, gouvernance, philosophie, politique, Union Africaine.

MERCREDI 29 JUIN 2022

16H-17H45 : SESSION 3

**AXE3: GOUVERNANCE DE LA SECURITE ALIMENTAIRE
NUTRITIONNELLE ET ENVIRONNEMENTALE**

Sous- axe

Conservation et gestion des ressources naturelles

Disponibilité alimentaire déterminée par le niveau de production
alimentaire, le niveau de production

SALLE 2

Président de séance : Pro BAH Henri

C21 : SYLLA SOUMAILA

C22 : TIEBRE SOLANGE

C23 : TOURE NAKA

C24 : VOUI BI BIANUVRIN NOEL BOUE

C53 : KONE DOYERE JOËL

SYLLA SOUMAILA (C21)

Chercheur, Centre de Recherches Océanologiques, Côte d'Ivoire

syllasoumahila@yahoo.fr

TIA CHRISTIAN BERNARD

christianbernardtia@gmail.com

KOUAME AMOIN CÉLINE

kamoinceline@gmail.com

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

Je suis maître de recherche (cames), hydrobiologiste de formation. Je suis le conseiller scientifique du projet Gestion Intégrée de l'Aire Marine et côtière d'Abidjan à Assinie (GIAMAA) dont le site est www.giamaa-ci.net. Je suis co-auteur de plusieurs documents internationaux (Rapport sur l'Etat de l'Environnement Marin et côtier de la Côte d'Ivoire (REEM-Ci, le 6ème rapport sur la biodiversité de la Côte d'Ivoire, le rapport sur la ZIEB de Grand Bassam, le résumé à l'attention des décideurs tiré sur le REEM-Ci, etc) Je suis membre de deux groupes de gestion des stocks halieutiques (COPACE et ICCAT). J'ai une expérience en campagne de chalutage. A ce titre j'ai fait environ une dizaine de campagne en mer. J'ai mon actif 28 publications scientifiques depuis 2008 à 2022.

TITRE DE LA COMMUNICATION :

« Paramètres de biologie de reproduction de deux espèces marines du plateau continental de la Côte d'Ivoire: *Brachydeuterus auritus* et *Selene dorsalis* »

RESUME:

La Côte d'Ivoire a une façade maritime de 566 km de long, un plan d'eau lagunaire de 12 000 km² et une Zone Economique Exclusive de 200 milles marins. Malgré cet atout hydrologique, sa pisciculture ne se limite qu'à quelques espèces d'eau douce et saumâtre. Cette étude est réalisée dans le cadre de l'atteinte des ODD 1 et 2 par l'étude de la biologie de reproduction des espèces marines de la Côte d'Ivoire. Les échantillons proviennent de la pêche industrielle de 2015 à 2020. Les poissons ont été achetés mensuellement au port de pêche d'Abidjan. Tous les poissons ont été mesurés, pesés et disséqués. Les gonades et le foie de chaque poisson ont été pesés.

Les paramètres de reproduction (sexe ratio, taille de première maturité sexuelle et période de reproduction) des deux espèces de poisson marines démersales du plateau continental ivoirien ont été déterminés. L'étude a porté sur *Pagellus bellottii* (Pageot), *Pseudotolithus senegalensis* (Sosso). L'analyse des résultats a été réalisée avec le logiciel Statistica 7.1.

Cette étude a pour objectif l'acquisition d'informations biologiques nécessaires pour envisager la production aquacole de ces espèces. Les résultats ont montré que les espèces démersales *Pagellus bellottii* et *Pseudotolithus senegalensis* ont des sexes ratios 1 :1,08 (M/F) et 1: 0,5 (M/F) respectivement. Les tailles de première maturité sexuelle calculées sont de 12,41cm (LF) pour la femelle contre 13,33 cm (LF) pour le mâle chez *P. bellottii* ; elles sont

de 22,28 cm (LS) au niveau de la femelle, 19,01 cm (LS) pour le mâle chez *P. senegalensis*. Les périodes de reproduction de *P. bellottii* vont d'avril à septembre puis de décembre à février. Concernant le *P. senegalensis*, deux périodes de reproduction ont été déterminés dont l'une plus longue allant de mars à juin et une courte de septembre à novembre.

Au regard des résultats du sexe ratio, il faut lors de la mise en charge des géniteurs, un couple chez *P. bellottii*. Ce qui n'est pas le cas chez *P. senegalensis*. Chez cette dernière espèce, il faut deux femelles pour un mâle. Pour ce qui est de la taille de première maturité sexuelle, la sélection des géniteurs sera basée sur les différents paramètres sus mentionnées en fonction des espèces. Les périodes de reproduction seront celles qui doivent être privilégiées pour les reproductions en captivité.

Cette étude met à la disposition de la communauté scientifique et des gestionnaires des ressources halieutiques des informations utiles sur ces deux espèces qui pourront servir à leurs domestications.

Mots-clés : *Pagellus bellottii*, *Pseudotolithus senegalensis*, paramètre de reproduction, mariculture, Cote d'Ivoire

TIEBRE SOLANGE (C22)

*Laboratoire des Systématiques Herbiers et Musée botanique, Centre National de Floristique,
Université Félix Houphouët-Boigny, 22 BP 582 Abidjan 22, Côte d'Ivoire
bolithf@gmail.com*

BI BOLI FRANÇIS TRA,

KONAN YAO,

KOUA SERGE BERANGER N'GORAN

N'GUESSAN OLIVIER YAO

AKOSSOUA FAUSTINE KOUASSI

KRA FRÉDÉRIC KOUAME

TITRE DE LA COMMUNICATION

« Stratégie de mobilisation de financement pour la gestion des ressources du Centre National de Floristique (Abidjan, Côte d'Ivoire) : Partage d'expérience »

RESUME

Le défi majeur de la gouvernance environnementale reste le financement des activités de soutien aux ressources naturelles. C'est pour combler ce gap que la troisième conférence internationale des Nations Unies d'Addis Abeba sur le financement du développement durable a insisté sur la nécessité de mobilisation et d'utilisation efficace des ressources internes. C'est cette recommandation qu'a voulu s'approprier la direction du Centre National de Floristique (CNF) de l'Université Félix HOUPHOUËT-BOIGNY. En effet, le CNF au regard des charges liées à l'entretien de ses différentes entités (arboretum, carpothèque et herbier) a initié des mécanismes de financement résilients. Cette étude a pour but de présenter les efforts d'accroissement des ressources de financement du CNF afin de répondre aux enjeux de la gestion durable des forêts. Pour atteindre ce but, il a initié des campagnes de sensibilisation et de promotion du jardin botanique (2017-2018) auprès des partenaires publics et privés. Il ressort de cette étude que le nombre de visites au CNF augmente chaque année. Les contributions financières relatives à ces visites servent de soutien au CNF et s'élèvent à 4 094 400 F CFA, soit une moyenne annuelle de 818 880 CFA. A ces contributions s'ajoutent les fonds obtenus auprès des bailleurs internationaux (GBIF, SEP2D, CHM). Cette étude a montré que l'organisation des activités d'éducation environnementale à l'endroit des secteurs privés et public pourrait être un modèle de recherche de financement interne en termes de gouvernance environnementale.

Mots-clés : gouvernance environnementale, autofinancement, secteur privé-public, Côte d'Ivoire

TOURE NAKA (C23)

Enseignante-chercheur, Université Péléforo Gon Coulibaly

tnakan@yahoo.fr

AGOSSI JEAN PHILIPPE

ivoireafcl@gmail.com

KONE NAHOUA

nahoua_kone@yahoo.fr

SILUE SOULEYMANE

silsouley@hotmail.com

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR :

Madame TOURE Naka est Enseignante-Chercheur en fonction à l'Université Péléforo GON COULIBALY depuis le 12 Février 2018. Ces travaux de recherche se déroulent dans le Laboratoire de Biotechnologie et Valorisation des Agroressources et Substances Naturelles. Ces travaux de thèse de Doctorat ont permis de montrer que le jus de pommes de cajou possède une activité antioxydante et constitue de bonnes sources de minéraux. De plus, le jus de pomme de cajou présente des activités antibactériennes sur des souches de *Staphylococcus aureus*, *Yersinia enterocolitica*, *Salmonella Typhimurium*, *Pseudomonas aeruginosa* et *E. coli*. Pendant cette thèse, elle a mis en évidence la capacité de la gomme de cajou à réduire significativement ($p \leq 0,05$) le taux de tanins et de protéines qui sont à la base de la sédimentation des jus. La concentration efficace de la gomme pour la clarification du jus par précipitation est de 4,762 g/L. La production de bioéthanol à partir du jus clarifié en milieu aérobie et anaérobie nous révèle que la pomme cajou présente un fort potentiel en tant que matière première pour la production d'énergie renouvelable. Depuis sa prise de service, Madame TOURE Naka effectue ses travaux de recherche au sein de l'Unité de Biotechnologie et Valorisation des Agroressources et Substances Naturelles. Cette unité de recherche vise à valoriser les ressources locales. Au sein de cette unité, Madame TOURE Naka mène ses activités de recherche et participe à l'encadrement technique d'étudiants inscrits en Master. Par son dynamisme, elle a contribué activement à la rédaction de plusieurs projets de recherche et a même été lauréate au Concours d'Innovation Agricole Durable, lauréate des Week-end des solutions (PARFAO) et lauréate de la première session de PASRES 2020. Ses résultats de recherche publiés dans des revues indexées et/ou à comité de lecture montrent la valeur scientifique de ses résultats obtenus.

TITRE DE LA COMMUNICATION

« Promotion du biochar issus de déchets agricoles et des déchets de poissons enrichis au biocompost »

RESUME:

L'agriculture des pays d'Afrique Subsaharienne est caractérisée par sa faible productivité. En Côte d'Ivoire, les faibles rendements des cultures sont souvent expliqués par les conditions pluviométriques défavorables, la pauvreté naturelle des sols en éléments nutritifs et la faible utilisation des engrais. La forte croissance démographique des dernières années a entraîné une forte pression sur les ressources en terres cultivables.

Cette forte pression influence la capacité des sols à produire la biomasse nécessaire aux besoins d'une population de plus en plus nombreuse. Dans un tel contexte, la jachère qui était le moyen traditionnel de restauration de la fertilité des sols est moins pratiquée à cause de la forte demande en terres cultivables.

L'utilisation de fertilisants pour améliorer la fertilité des sols en vue d'augmenter les rendements des cultures est une nécessité en agriculture tropicale. De nombreuses expérimentations ont montré qu'une gestion rationnelle des engrais minéraux et des amendements organiques permettait d'augmenter les rendements des cultures et de maintenir durablement la fertilité des sols. Il participe également aux enjeux globaux comme l'atténuation des émissions de gaz à effet de serre avec un potentiel de stockage du carbone, l'amélioration de la sécurité alimentaire et des revenus agricoles par une meilleure fertilisation des cultures. Le lien entre la teneur en matière organique du sol, les propriétés physiques, la fertilité biologique et la richesse en nutriments des sols n'est plus à démontrer. Le taux de MOS est un indicateur de la fertilité des sols sur le long terme qui interagit avec d'autres indicateurs de fertilité sur le court terme, comme l'azote disponible et le phosphore assimilable. Le maintien de la MOS est donc un levier essentiel pour maintenir la productivité et la durabilité des systèmes de production. Ainsi, ce projet vise à valoriser l'association du biochar au compost Bokashi. L'objectif général du présent projet est de faire la promotion du Biochar associé au biocompost pour reconstituer la propriété physicochimique du sol et augmenter la production des producteurs. Le présent projet aura 4 composantes qui vont mettre l'accent sur l'amélioration des caractéristiques physicochimique du sol, l'amélioration des rendements et la vulgarisation de l'innovation pour faciliter son adoption par les producteurs. En somme, nos activités permettront aussi aux acteurs agricoles d'obtenir une production intégrée qui nécessite moins d'intrants ce qui permet de préserver la biodiversité d'améliorer la vie biologique des sols et de protéger la flore et les insectes pollinisateurs

VOUI BI BIANUVRIN NOEL BOUE (C24)

Enseignant-chercheur, Université Jean Lorougnon Guédé,

noelboue@gmail.com

KOULIBALY ANNICK VICTOIRE

koulannick@yahoo.fr

BAYOKO HADJA MABINTOU

bayokomabitou@gmail.com

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

VOUI Bi Bianuvrin Noël Boué est titulaire d'un Doctorat de Botanique, option Ecologie Végétale, spécialité Agroforesterie. Cette thèse de Doctorat a été soutenue le 8 Novembre 2014 à l'Université Félix Houphouët-Boigny grâce au soutien financier et technique de la Société de Développement des Forêts (SODEFOR). Il est présentement Enseignant-chercheur à l'Unité de Formation et de Recherche de l'Université Jean Lorougnon GUEDE.

Monsieur VOUI Bi Bianuvrin Noël Boué a à son actif 10 publications scientifiques parues dans des journaux à comité de lecture, 9 masters soutenus et des participations à plusieurs rencontres scientifiques dont deux journées scientifiques du CAMES (UFHB) en 2017 et de l'Agroforesterie (UJLOG) en 2021. Il a participé également à l'atelier national de revue des techniques agroforestière organisé par le conseil Café-Cacao en 2018.

Au plan académique, Monsieur VOUI Bi Bianuvrin Noël Boué est responsable des travaux pratiques des Masters 1 et 2 depuis 2019 de Bioressources, option foresterie à l'Université Jean Lorougnon GUEDE. Enfin, Monsieur VOUI Bi Bianuvrin Noël Boué collabore avec la Société de Développement des Forêts pour la gestion et l'aménagement de la forêt classée de Bouaflé.

TITRE DE LA COMMUNICATION:

« Effets des pratiques culturelles sur la diversité floristique et la production de Coffea canephora L. (Caféier) dans la localité de Kéibla (Daloa, Centre-ouest, Côte d'Ivoire) »

RESUME :

En Côte d'Ivoire, depuis 1980, la culture du caféier connaît une baisse de production à cause de la sécheresse, la déforestation et le vieillissement du verger. Afin de relancer cette production, des pratiques de replantation et de régénération par recépage sont adoptées. L'objectif est d'améliorer durablement la production des caféiers afin de générer une valeur ajoutée. Une étude portant sur l'effet des pratiques culturelles sur la diversité floristique et le rendement du caféier a été menée à Kéibla. Les pratiques sont : T0 (Pratique paysanne), T1 (Recepage + Bonnes pratiques agricoles sans fertilisation), T2 (Recepage + bonnes pratiques agricoles + fertilisation) et T3 (Replantation + bonnes pratiques agricoles + fertilisation). Suivant des relevés de surface et itinérant, la diversité floristique a été déterminée. Les mesures dendrométriques quantitatives ont permis la caractérisation structuro agronomique. Les résultats ont montré que la flore est riche de 66 espèces, 58 genres et 32 familles. Les

analyses ont montré que le traitement T1 a enregistré les meilleurs résultats avec une densité de 1259 plants/ha, un rendement atteignant 1041,07 kg/ha, un faible taux de mortalité (23 %) et une surface terrière de 33,70 m²/ha. Dans le traitement T1, les espèces sont diversifiées et mieux réparties.

Mots-clés : Caféier, Recepage, Pratiques culturales, Structure agronomique, Rendement

MERCREDI 29 JUIN 2022

16H-17H45 : SESSION 4

**AXE3: GOUVERNANCE DE LA SECURITE ALIMENTAIRE
NUTRITIONNELLE ET ENVIRONNEMENTALE**

Sous- axe

Disponibilité alimentaire déterminée par le niveau de production
alimentaire, les niveaux de provision

SALLE 3

Président de séance : Prof OUATTARA Allassane

C25 : YAO EPSE ASSAHI AKOISSI IDA NATACHA

C26 : ANDON N'Guessan Simon

C27 : ABOYA NARCISSE

C29 : ASSI TANO MAXIME

C31 : DJAKARIDJA OUATTARA

C33 : NIKIEMA DOMINIQUE

YAO EPSE ASSAHI AKOISSI IDA NATACHA (C25)

Docteur, Institut de Géographie Tropicale (IGT), Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, Côte d'Ivoire

yassahida@yahoo.fr

ANOH KOUASSI PAUL

anohpaul@yahoo.fr

OSSEY YAPO BERNARD

yapossey@yahoo.fr

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

Titulaire d'une Certification d'Aptitude Pédagogique, YAO épouse ASSAHI Akoissi Ida Natacha a débuté la carrière de Professeur de Lycée en Janvier 2012 dans la discipline Histoire-Géographie au Ministère de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation. Au niveau pédagogique, nous avons obtenu le Baccalauréat en 2001 au Lycée Municipal d'Adjamé puis la Maîtrise en Géographie, option Océanographie à l'Université Félix Houphouët Boigny en 2007 et le Diplôme d'Études Approfondies (DEA) en Géographie, option Océanographie en 2009. Depuis 2021, nous sommes titulaire d'un Doctorat en Géographie, option Physique et Environnement dont le thème est : « risques industriels à Abidjan Sud : Approche géographique ». De cette étude, il ressort que les installations industrielles génèrent des risques d'incendie, d'explosion, de pollution de l'eau et de l'air qui ont une incidence sur la santé des populations. Nous sommes également auteur de deux articles scientifiques.

TITRE DE LA COMMUNICATION

« Niveau d'implication des acteurs dans la gestion des risques industriels à Abidjan sud »

RESUME

Le développement industriel génère des risques d'incendie, d'explosion, de pollution et d'autres types de risque qui ont une incidence sur la santé des populations. La gestion de ces risques industriels implique la participation de plusieurs acteurs. Toutefois, cette gestion présente des insuffisances (accidents industriels, occupation des zones industrielles par les habitats...) qui influencent son efficacité. Cette étude vise à analyser les parties prenantes intervenant dans la gestion des risques industriels selon leur niveau d'importance et d'influence. L'étude repose sur la recherche documentaire, les entretiens auprès des acteurs d'une part et d'autre part, auprès des industriels lors des inspections effectuées par le Service des Installations Classées du CIAPOL. Il ressort de cette étude qu'en réalité, le niveau d'implication des acteurs dans la gestion des risques industriels reste encore faible.

Mots-clés : Abidjan Sud, Niveau d'implication des acteurs, Gestion des risques industriels

ANDON N'GUESSAN SIMON (C26)

Maître-Assistant, Enseignant-Chercheur, Département de Géographie, Unité de Formation et de Recherche des Sciences Sociales, Université Peleforo GON COULIBALY, Korhogo, Côte d'Ivoire

simon.andon@yahoo.ca ; simon.andon@upgc.edu.ci

SOUMAÏLA SANGARÉ

Étudiant en Master de Géographie Physique et Environnement, Département de Géographie, Unité de Formation et de Recherche des Sciences Sociales, Université Peleforo GON COULIBALY, Korhogo, Côte d'Ivoire

sangaresoumaila.ss@gmail.com

TITRE DE LA COMMUNICATION

« Stratégie de gouvernance foncière en forêt protégée domaniale périurbaine : cas de la forêt classée du Mont Korhogo (Nord, Côte d'Ivoire) »

RÉSUMÉ :

Stratégie de gouvernance foncière en forêt protégée domaniale périurbaine : cas de la forêt classée du Mont Korhogo (Nord, Côte d'Ivoire)

La propriété des terres en Afrique est marquée par des interactions entre deux manières de gérer les terres. D'après le droit juridique ivoirien, l'État est le seul propriétaire foncier mais dans les faits les populations autochtones sont aussi des propriétaires fonciers en Côte d'Ivoire. Ce qui pose un problème au niveau de la gestion des terres périurbaine. C'est le cas de la forêt protégée domaniale périurbaine de Korhogo où l'on constate qu'une partie de cette forêt a été lotie. Le présent article veut comprendre la stratégie de gouvernance foncière mise en œuvre au niveau de la forêt classée du Mont Korhogo (FCMK). L'objectif de cette recherche est de décrire la stratégie de gouvernance foncière de la partie périphérique de la FCMK. Pour y parvenir, notre étude s'appuie sur les méthodes suivantes : la recherche documentaire, l'observation directe et l'enquête de terrain. Les résultats ont montré que le manque de synergie entre les différents acteurs de la gouvernance foncière de la FCMK met à mal la protection de cette forêt classée actuellement infiltrée pour l'habitat urbain. En effet, elle fait face à de fortes pressions anthropiques, plus de 25 % de sa superficie est déjà sous l'emprise urbaine. Ces constructions immobilières sont issues des lotissements effectués en période de crise mais approuvés et viabilisés par l'État en période post-crise (à partir de 2012) pour éviter d'autres conflits sociaux.

Mots-Clés : Nord Côte d'Ivoire, Korhogo, forêt protégée domaniale périurbaine, gouvernance foncière

ABOYA NARCISSE (C27)

Maître de Conférences, Université Félix Houphouët-Boigny

aboyanarcisse@yahoo.fr

SAMAN CHRISTOPHEUR ARISTIDE

Etudiant, Université Félix Houphouët-Boigny

christopheursaman@gmail.com

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

Docteur ABOYA Narcisse, Maître de Conférences est spécialiste de géographie halieutique et aquacole. Il est Enseignant-Chercheur ; ses axes de recherche s'articulent principalement autour de l'analyse des politiques halieutiques et piscicoles, de la sécurité alimentaire, ainsi que des chaînes des valeurs. Il bénéficie de 10 ans d'expérience dans le domaine, il a participé à de nombreuses activités de recherche, et de nombreux projets de recherche et de développement. Auteur de plusieurs publications scientifiques, il est titulaire de cours de formation en aquaculture à l'Institut de Géographie Tropicale, de l'Université Félix Houphouët-Boigny. Il est également le responsable du groupe de recherche géographe en pêche et aquaculture.

TITRE DE LA COMMUNICATION

«Gouvernance des espaces piscicoles à Adjin (Côte d'Ivoire) entre synergie et opposition des acteurs en présence »

RESUME

Le village Ébrié d'Adjin dans la sous-préfecture de Bingerville dispose d'un potentiel lagunaire riche et diversifié. La spécificité de l'espace, ses capacités, et contraintes, ainsi que les conditions économiques, sociales et politiques et un savoir-faire ancestral a permis à la population de s'adapter à un environnement contraignant. En effet, le village semble ne pas suffisamment amorcer une véritable dynamique de développement. Le présent travail a pour objectif de mettre en exergue la gouvernance des espaces piscicoles locaux existants et d'analyser l'implication des acteurs face aux menaces et au processus de sa conservation. L'approche méthodologique adoptée au niveau de ce travail repose sur l'analyse de jeux d'acteurs et la performance du tissu institutionnel local grâce aux observations de terrain, à la collecte de données par des enquêtes et par des entretiens. Deux types d'enquêtes ont été formulées au niveau de ce travail : un premier type destiné aux acteurs publics et privés et un second type destiné à la population locale. Ces deux types d'enquêtes seront ensuite analysés avec l'application de la méthode MACTOR (Méthode Acteurs, Objectifs, Rapports de force). Les analyses ont permis de mettre en évidence les convergences et les divergences des acteurs vis-à-vis des objectifs associés à la conservation, gestion et la valorisation du patrimoine lagunaire dans le village d'Adjin.

Mots-clés : Adjin, Gouvernance, Espace piscicole, jeux des acteurs, Bingerville

ASSI TANO MAXIME (C29)

Université Péléforo Gon Coulibaly de Korhogo

tanass24@yahoo.fr

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

ASSI Tano Maxime est Enseignant-chercheur au département des sciences Economiques de l'Université Péléforo GON COULIBALY de Korhogo depuis décembre 2012. Parallèlement, vice-doyen en charge de la recherche de l'UFR des Sciences Sociales. Ces activités des recherches portent sur les thèmes suivants :

- Changement climatique, adaptation et revenu agricole,
- Changement climatique et sécurité alimentaire,
- Pertes alimentaires et sécurité alimentaire,
- Contrats agraires (métayage) et performance agricole.

TITRE DE LA COMMUNICATION :

« Effet du changement climatique sur la sécurité alimentaire des producteurs de coton dans le département de Korhogo au nord de la Côte d'Ivoire. »

RESUME

L'article analyse l'effet du changement climatique sur la sécurité alimentaire des coton-culteurs dans le département de Korhogo au nord de la Côte d'Ivoire. Pour capter la variabilité spatiale du climat dans le département, un échantillonnage stratifié a été réalisé couvrant les 16 sous-préfectures du département. Un panel de 160 producteurs choisis selon un échantillonnage aléatoire simple dans 80 villages à raison de 05 villages par sous-préfecture a été réalisé. Deux modèles ont été spécifiés, un avec adaptation et l'autre sans adaptation. Les résultats montrent que le changement climatique a un effet négatif sur le revenu des producteurs de coton du département de Korhogo. Cet effet est négatif tant pour le modèle sans adaptation que pour le modèle avec adaptation.

Mots-clés : Changement Climatique, Sécurité Alimentaire, Coton, Korhogo, Côte d'Ivoire

OUATTARA DJAKARIDJA (C31)

Doctorant en Histoire contemporaine, Ecole Doctorale Lettres Sciences Humaines et Communication Université Joseph KI-ZERBO/ Ouagadougou

djakisouattara60@gmail.com

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

OUATTARA Djakaridja, étudiant en thèse à l'université Joseph KI-ZERBO, option sciences de l'homme et de la société. École doctorale Lettres Sciences Humaines et Communication. Étudiant travaillant sous la direction de Bantenga Willy Moussa, professeur titulaire en histoire économique à l'université Joseph KI-ZERBO.

TITRE DE LA COMMUNICATION

« Valorisation, diversification des produits locaux et sécurité alimentaire au Burkina Faso : cas du sésame »

RESUME

Le développement socio-économique du Burkina Faso est basé en grande partie sur les activités relevant du secteur rural, notamment l'agriculture et l'élevage. A ce titre, le développement du secteur agricole constitue une priorité pour l'atteinte de la sécurité alimentaire d'où la mise en place des politiques et des stratégies de développement. Les manifestations des changements climatiques, les problèmes de gouvernance politique, de crise sanitaire et sécuritaire affectent sérieusement les systèmes de production dans les pays en développement. La plupart des ménages dans ces pays dépendent de ce secteur de subsistance, notamment le secteur agricole. Face à cette situation, la diversification des produits agricoles s'avère une mesure palliative aux problèmes posés. Cette étude va se pencher sur la culture du sésame particulièrement au Burkina Faso.

Dans le cadre de la présente communication l'objectif est d'étudier la contribution du sésame dans l'atteinte de la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Burkina dans un contexte de crise sécuritaire, sanitaire et de changements climatiques.

Pour la rédaction de cette communication, notre travail sera consacré à une exploitation conséquente des différentes sources susceptibles de nous fournir des informations. L'analyse de ce sujet passe par un choix de pluralité méthodologique qui nous permettra de prendre en compte différentes dimensions de notre étude. C'est pourquoi, nous privilégions l'usage de l'ensemble des données en sciences sociales et toutes les disciplines associées. Cette méthode nous permettra d'avoir un recul assez critique afin de dépasser les barrières disciplinaires et de rentrer en possession des données de ce sujet passe par un choix de pluralité méthodologique qui nous permettra de prendre en compte différentes dimensions de notre étude. C'est pourquoi, nous privilégions l'usage de l'ensemble des données en sciences sociales et toutes les disciplines associées. Cette méthode nous permettra d'avoir un recul assez critique afin de dépasser les barrières disciplinaires et de rentrer en possession des

données de ce sujet passe par un choix de pluralité méthodologique qui nous permettra de prendre en compte différentes dimensions de notre étude. C'est pourquoi, nous privilégions l'usage de l'ensemble des données en sciences sociales et toutes les disciplines associées. Cette méthode nous permettra d'avoir un recul assez critique afin de dépasser les barrières disciplinaires et de rentrer en possession des données de ce sujet passe par un choix de pluralité méthodologique qui nous permettra de prendre en compte différentes dimensions de notre étude. C'est pourquoi, nous privilégions l'usage de l'ensemble des données en sciences sociales et toutes les disciplines associées. Cette méthode nous permettra d'avoir un recul assez critique afin de dépasser les barrières disciplinaires et de rentrer en possession des données.

Dans la présente étude, le premier point sera l'analyse des politiques agricole dans la valorisation du sésame et les facteurs de production pouvant renforcer la production pour juguler la sécurité alimentaire au Burkina Faso.

L'analyse de ce thème permet de faire l'état des lieux sur la gouvernance alimentaire et nutritionnelle au Burkina Faso. Aussi cette étude permet de faire une analyse critique sur les politiques de gestion de certains produits de rente dont le sésame. Le sésame est une culture dont sa valorisation répond à un besoin alimentaire important.

Mots-clés : valorisation-diversification- Sécurité alimentaire et nutritionnelle – Sésame.

NIKIEMA DOMINIQUE (C33)

Université JOSEPH KI-ZERBO

nikiemadomingo@gmail.com

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

Doctorant (deuxième année) en génétique et amélioration des plantes. Titulaire d'une licence en protection des végétaux et d'un master en sélection et valorisation des plantes à l'Université Joseph KI-ZERBO.

TITRE DE LA COMMUNICATION :

« Performance agronomique de quelques variétés de riz soumis à différentes modes de gestion »

RESUME :

Le riz est l'une des principales céréales cultivées au Burkina Faso. Sa consommation annuelle par tête est sans cesse croissante dans les centres urbains du pays. Malgré la forte demande, la production actuelle de riz n'arrive pas à couvrir les besoins alimentaires en raison de la faible disponibilité des ressources en eau qui limite la production nationale. Ainsi, dans un contexte où les effets du changement climatique sont de plus en plus perceptibles, il devient impératif d'adopter des techniques d'irrigation qui assurent aux cultures une bonne nutrition hydrique. Il est donc urgent d'évaluer les variétés de riz irrigué sous d'autre mode d'irrigation telle que l'irrigation goutte à goutte. Le dispositif expérimental est en Split Plot à trois répétitions, avec comme facteur principal, les variétés de riz et comme facteur secondaire, la technique d'irrigation utilisée (irrigation goutte à goutte et irrigation par submersion). Le mode de mise en place des cultures a été le semis direct suivi d'un démariage à un plant par poquet à huit jours après semis aux écartements de 25 cm. Des paramètres mesurés ou comptés ont porté sur la hauteur des plants, le nombre de talles et le nombre de panicules. Les résultats ont révélé un bon comportement des variétés testées en condition d'irrigation goutte à goutte par rapport à l'irrigation par submersion. A maturité, les variétés testées en irrigation goutte à goutte ont présenté une hauteur comprise entre 68 cm et 130 cm. Le nombre de talles à maturité par m² et de panicules par m² ont varié de 378 à 1020 et de 298 à 511. Par contre en irrigation par submersion, les variétés ont présenté une hauteur comprise entre 78 cm et 140 cm. Le nombre de talles à maturité par m² et de panicules par m² ont varié de 210 à 324 et de 114 à 260. Le rendement à l'hectare a varié entre 7,45 t/ha et 12,50 t/ha pour l'irrigation goutte à goutte. Tandis que Le rendement à l'hectare a varié entre 3,50 t/ha et 5,50 t/ha pour l'irrigation par submersion. L'irrigation goutte à goutte pourrait être efficace pour l'amélioration et la stabilisation des rendements dans les zones arides et semi arides où l'eau est un facteur limitant la production.

Mots-clés : Burkina Faso, Eau, , Irrigation, Riz, céréale

MERCREDI 29 JUIN 2022

16H-17H45 : SESSION 4

AXE1: GOUVERNANCE DES PEUPLES ET DES SOCIÉTÉS

Sous- axe

Sociétés

Politiques

Genre

Civilisation

Administration

SALLE 4

Président de séance : Dr (MC) KONIN Séverin

A37 : KONAN KOFFI

A38 : KOUASSI EPSE KADI AKISSI IRENEE

A39 : MARAHOUE EPIPHANE

A40 : OUATTARA ASSIATA

A41 : ANGHU GNANDA BEATRICE

A42 : ATSIN ACHY WILFRIED

A44 : YAO AKPOLE KOFFI DANIEL

KONAN KOFFI ELIE (A37)

Consultant Socio-Economiste, Chercheur, Université Félix Houphouët-Boigny

eliebledou@gmail.com

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

Dr Konan Elie est docteur en criminologie option sociologique. Il est consultant socio économiste et chercheur au laboratoire international de criminologie université Félix Houphouët-Boigny Abidjan... Auteurs d'une thèse unique sur les violences faites aux enfants et Auteurs d'articles scientifiques tels que les structures familiales et les violences faites aux enfants dans les familles en Côte d'Ivoire, les violences faites aux enfants talibés à Abidjan, l'évaluation de l'outil MDAT dans le développement de la petite enfance...

TITRE DE LA COMMUNICATION :

« Structure familiale et violences faites aux enfants dans les familles en Côte d'Ivoire »

RESUME :

Cette étude vise principalement à analyser les structures familiales en Côte d'Ivoire qui sont à la base de la production des violences sur les enfants dans le milieu familial. Les résultats montrent que ces violences sur les enfants sont fonction des types de familles. Les familles monoparentales, les familles recomposées et les familles avec parents célibataires produisent plus de violences sur les enfants par rapport aux familles dites normales ou nucléaires avec les deux parents biologiques.

Mots-clés : Structure familiale, Violence, Famille, Enfants, Représentation sociale

KOUASSI épse KADI AKISSI IRÉNÉE (A38)

Docteur en Economie/ENSEA/ Abidjan / Côte d'Ivoire

irenee.kouassikadi@gmail.com

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

Je suis Irénée KOUASSI KADI, titulaire d'un doctorat en économie. Je travaille en tant qu'enseignante vacataire au RUSTA (Réseau des Universités des Sciences et Technologies d'Afrique), je suis chercheuse associée au sein de la Cellule de Recherche en Statistique et Économie Appliquée de l'École Nationale Supérieure de Statistique et d'Économie Appliquée d'Abidjan (ENSEA) et membre de l'équipe de recherche de l'ENSEA sur le projet du CRDI depuis 2019. J'ai travaillé en tant qu'assistante de recherche à l'ENSEA sur le projet du Centre d'Excellence Africain (CEA-ENSEA), phase 1. Depuis 2012, je suis membre de l'Unité de Recherche en Macroéconomie et Modélisation du CIRES (Centre Ivoirien de Recherche Economique et Sociale). En qualité d'assistante de recherche au CIRES, j'ai participé au Projet d'« analyse du fonctionnement de la filière cacao en Côte d'Ivoire et au Ghana de 2018 à 2020 ». Par ailleurs, j'ai participé à la rédaction de plusieurs rapports tels que le Rapport européen sur le développement (2012-2013), en appui à l'équipe de rédaction du CIRES.

TITRE DE LA COMMUNICATION :

« Inégalités de genre et développement de la personnalité »

RESUME :

La croissance économique demeure un objectif poursuivi par les pays africains au sud du Sahara. Cependant, les disparités entre les hommes et les femmes réduisent la croissance économique et l'efficacité des politiques ciblant la réduction de la pauvreté (Hakura et al, 2016). L'Afrique de l'Ouest présente d'importantes inégalités de genre qui réduisent la croissance économique. Cela se traduit par le faible taux de participation des femmes à la vie économique, sociale et politique des pays (BOAD, 2012). Dès lors, la persistance de ces inégalités de genre dans la zone ouest africaine suscite des questionnements sur l'existence des disparités de genre en matière de développement de la petite enfance. En effet, les compétences socio-émotionnelles observées dans la petite enfance affectent le rendement scolaire et les résultats sur le marché du travail à l'âge adulte (Cunha et al, 2010). De même, l'inclusion du Développement de la Petite Enfance dans les ODD traduit l'importance que la communauté internationale accorde aux enfants en tant qu'agents susceptibles de créer un monde meilleur et prospère dans l'atteinte de ces objectifs. Cette étude vise donc à déterminer, d'une part, l'existence d'inégalités de genre en matière de développement de la petite enfance en Côte d'Ivoire et au Nigéria, et d'autre part, à identifier les sources de ces disparités de genre. Pour ce faire, les données du MICS5 sont utilisées pour construire deux indices de développement de la petite enfance et mener l'analyse statistique et économétrique. La première étape a consisté à appréhender le développement de la petite enfance en utilisant la mesure du niveau de développement du jeune enfant (3-4 ans) des enquêtes en grappes à indicateurs multiples de l'UNICEF. Cette mesure du niveau de développement de l'enfant se situe dans quatre domaines interdépendants (langage/cognitif, physique, socio-émotionnel, apprentissage au sens large). Après analyse des données, deux domaines ont été retenus pour l'étude : le domaine socio-émotionnel et le domaine cognitif. Deux indices sont

construits, ID1 et ID2. La deuxième étape a permis de faire l'analyse économétrique en estimant l'effet de genre dans le développement de la petite enfance en Côte d'Ivoire et au Nigeria. La dernière étape a consisté à identifier les sources des disparités de genre dans le développement de la petite enfance à travers la décomposition d'Oaxaca-Blender. Les résultats ont confirmé de nombreux résultats existants et ont apporté de nouvelles informations spécifiques aux pays. Ainsi, les disparités de genre dans les domaines cognitifs et socio-émotionnels des enfants dans la tranche d'âge de 3-4 ans existent et sont en faveur des filles en Côte d'Ivoire et au Nigeria ; elles ont pour principales sources les caractéristiques innées des enfants. De plus, que l'on considère ID1 ou ID2, l'effet de genre est significatif dans l'explication du développement de la petite enfance dans les deux pays considérés.

Mots-clés : Inégalités de genre, Développement de la petite enfance, indices de développement, CEDEAO, MICS

MARAHOUA EPIPHANE (A39)

Doctorant/ Université Alassane Ouattara/Bouaké/ Côte d'Ivoire

epiphane.marahoua@ensea.edu.ci

ESSO LOESSE JACQUES

lj.esso@gmail.com

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

Titulaire d'un Master Recherche en Economie de Développement, Monsieur Epiphane MARAHOUA est en Economie de Développement à l'UFR des Sciences Economiques et Développement de l'Université Alassane OUATTARA de Bouaké. Spécialiste en Economie du genre, ses travaux d'étude et de recherche portent sur les inégalités de genre sur le marché du travail. Associé au Laboratoire d'Analyse et de Modélisation des Politiques Economiques (LAMPE), il est également membre de l'Equipe de recherche sur le projet intitulé "Tirer profit du Dividende genre pour accélérer la croissance économique en zone CEDEAO". Lequel projet financé par le Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI) et exécuté par l'Ecole Nationale de Statistique et d'Economie Appliquée (ENSEA). Monsieur Epiphane MARAHOUA est également consultant auprès du Ministère de la Famille, de la Femme et de l'Enfant (MFFE) de Côte d'Ivoire sur les questions de violences basées sur le genre (VBG).

TITRE DE LA COMMUNICATION :

« Normes sociales de genre et participation au marché du travail en zone CEDEAO »

RESUME :

La plupart des études sur les inégalités de genre attribuent les différences observées entre les hommes et les femmes en termes de participation à la population active aux variables économiques et sociodémographiques telles que la croissance économique, le capital humain, l'urbanisation et la fécondité. Cependant, une partie importante de ces disparités dans la participation féminine au marché du travail demeure sans explication. Des études récentes analysent si les facteurs socioculturels sur le rôle des femmes dans la société pourraient contribuer à expliquer les inégalités de genre sur le marché du travail. N'étant pas directement observables, les normes sociales qui assignent les rôles différents aux hommes et aux femmes dans la société sont souvent négligées et ne sont pas pris en compte dans les études empiriques. L'objectif de cet article est d'analyser l'effet des normes sociales de genre sur la participation au marché du travail en zone CEDEAO. L'utilisation des données de World Values Survey (WVS) a permis de construire un indicateur de normes sociales de genre et d'estimer des modèles probit simple et multinomial. Les résultats révèlent que les normes sociales n'ont aucun effet sur la participation des hommes au marché du travail, ainsi que sur leur statut en emploi. En revanche, les normes sociales affectent non seulement la décision des femmes de participer au marché du travail, mais encore leurs statuts en emploi à temps total et à temps partiel. L'éducation est un facteur important de la participation des femmes au marché du travail. Ainsi, les femmes ont une plus grande probabilité de travailler à temps total

à mesure que leur niveau d'éducation s'accroît. Le genre est l'ensemble des rôles et comportements qu'on assigne aux hommes et aux femmes dans la société suivant leur sexe. En revanche, la plupart des études sur les inégalités de genre attribuent les différences observées entre les hommes et les femmes en matière de participation à la population active aux facteurs économiques et démographiques.

Mots-clés : Normes sociales, genre, participation des femmes, marche du travail, CEDEAO

OUATTARA ASSIATA (A40)

Doctorante/Université Félix Houphouët-Boigny/ Abidjan/ Côte d'Ivoire

anneouattara1@gmail.com

ESSO LOESSE

lj.esso@gmail.com)

AKA BROU EMMANUEL

e.aka.brou@hotmail.fr)

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

Je suis OUATTARA Assiata, doctorante en Economie du Développement à l'UFR des Sciences Economiques et de Gestion (UFR-SEG) de l'Université Félix Houphouët-Boigny de Cocody Abidjan. Je suis membre de l'équipe de recherche sur le projet "Tirer profit du dividende genre pour accélérer la croissance économique en zone CEDEAO", financé par le Centre de Recherche pour le Développement International du Canada (CRDI), basé à l'ENSEA.

TITRE DE LA COMMUNICATION :

« Déterminants des inégalités de genre dans l'espace UEMOA : cas du capital humain »

RESUME :

L'objectif principal de cet article consiste à identifier les déterminants de l'inégalité de genre de capital humain dans l'espace UEMOA. Pour ce faire, l'étude porte sur un échantillon de six (6) pays de la zone UEMOA durant la période 1980-2018. Les données utilisées sont des données secondaires et proviennent de la base de données de la Banque Mondiale (WDI) 2021. L'utilisation de la méthode des Pooled Mean Group (PMG) a permis de parvenir à plusieurs résultats majeurs. En premier, la pauvreté et le taux de fécondité élevé sont des facteurs qui accroissent significativement les inégalités de genre de capital humain (éducation) à long terme. Également, dans le court terme la pauvreté et le taux de fécondité élevé augmentent l'inégalité de genre de capital humain. Mais le taux de fécondité n'est pas significatif à court terme. L'investissement et le taux de croissance de la population réduisent l'inégalité de genre de capital humain et significativement dans le long terme. Ainsi, bien vrai qu'il est nécessaire d'encourager la réduction du taux de fécondité et pauvreté, les Etats doivent renforcer les politiques visant à lutter contre la pauvreté et réduire le taux de fécondité élevé dans l'espace UEMOA. Les Etats doivent inciter les ménages à adopter le planning familial par l'utilisation des contraceptifs en vue de réduire le nombre d'enfants.

Mots-clés : Déterminants, Inégalités de genre, Capital humain, Panel, UEMOA

ANGHU GNANDA BEATRICE (A41)

Docteur en Littérature et Civilisation Américaines, Université Félix Houphouët-Boigny,
[*beatrice_anghu@yahoo.fr*](mailto:beatrice_anghu@yahoo.fr)

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

ANGHU Gnanda Béatrice est Docteur en Anglais. Elle a obtenu sa thèse de Doctorat à l'université Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan. Sa thèse a porté sur le sujet « La quête de la dignité humaine chez Ernest Gaines ». Cette étude a permis de démontrer que la dignité est une valeur qu'il faut respecter car le respect de la dignité de l'homme est un facteur de cohésion sociale et de développement durable. Et donc, pour vivre dans une société démocratique, il faut mettre en avant le respect de la dignité d'autrui. Cette thèse conduite sous les méthodes d'analyse de la sociocritique (selon Claude Duchet), la sémiotique (selon Bernard Valette) et la déconstruction (selon Jacques Derrida), a permis d'identifier les moyens (traits) formels et stylistiques à partir desquels la quête de la dignité se déploie dans l'œuvre d'Ernest Gaines. Par ailleurs, Dr. Anghu Gnanda Béatrice est auteure de deux articles publiés : Le premier, publié en 2017 par la Revue Baobab, n° 22 s'intitule : De l'obscurantisme à la reconstruction de soi, une étude de The Autobiography of Miss Jane Pittman d'Ernest Gaines. Le second, quant à lui, s'intitule : Transformation de la langue par l'acquisition d'une nouvelle culture : cas de l'œuvre d'Ernest Gaines De plus, elle a pris part au Colloque annuel du Laboratoire des Théories et Modèles Linguistiques (LTML) sous le thème : « Formes de langages et culture (s), et formes de développement » à l'Université Félix Houphouët-Boigny, Cocody-Abidjan (Côte d'Ivoire) les 26 et 27 Novembre 2019.

TITRE DE LA COMMUNICATION :

« Symbolique d'une quête identitaire et enjeux démocratiques, quelle gouvernance pour une société égalitaire : cas de la société américaine »

RESUME :

Dans son orientation vers une société de globalisation, chaque peuple cherche des voies d'accès à la cohésion sociale. C'est dans cette aspiration à un avenir meilleur que le peuple noir américain se lance dans une quête identitaire. Celle-ci est une preuve de volonté d'une vie communautaire harmonieuse. Cette aspiration nécessite une réforme de la gouvernance des peuples de la société américaine en vue d'une équité sociale entre les Blancs et les Noirs, une société basée sur la responsabilité commune des citoyens. Une telle situation amène à se poser la question suivante : la gouvernance des peuples n'est-elle pas un défi pour cette ère de changements globaux ?

Articulée sur la problématique de l'écriture de la mobilité, cette contribution vise à montrer les enjeux démocratiques de la lutte des Noirs Américains dans le contexte de la globalité.



Mots-clés : Quête identitaire, Enjeux démocratiques, Gouvernance, Cohésion sociale, Globalisation

ATSIN ACHY WILFRIED (A42)

Doctorant, Université Félix Houphouët-Boigny/ Abidjan/ Côte d'Ivoire

achy.wilfried92@gmail.com

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

Doctorant en Sciences de l'Information et de la Communication (SIC), Option : communication politique et des organisations, Université Félix Houphouët-Boigny, Ecole Doctorale Société, Communication, Arts, Lettres et Langues (SCALL).

TITRE DE LA COMMUNICATION :

« Etat, secret, discrétion et bonne gouvernance : quels enjeux pour la pratique et le développement »

RESUME :

Dans le cadre de la gestion de cette communication ou plus précisément des informations qui circulent dans les hautes sphères de décisions étatiques, l'on observe la pratique du secret et la discrétion. Et cela, dans un contexte où certains de ces Etats, dont la Côte d'Ivoire, ont adopté non seulement la démocratie comme régime de gouvernance mais aussi les principes de bonne gouvernance. De ce contexte global, procède la problématique de la pratique et du développement de l'intelligence économique. En effet, celui-ci intervient dans le processus décisionnel des agents économiques, afin de remédier la question de l'indisponibilité de l'information fiable, utile à la décision. Cette communication vise donc à montrer les opportunités et inopportunités de la pratique et le développement de l'intelligence économique, que constitue la combinaison des pratiques du secret, de la discrétion et de la bonne gouvernance en Côte d'Ivoire. La méthode de cette étude est basée sur l'entretien, l'observation et l'étude documentaire. Elle donne de comprendre que la pratique du secret et de la discrétion au niveau de l'Etat de certaines administrations est légitimée non seulement par des dispositions légales mais aussi par des habitudes d'« omerta administrative » qui consiste à ne point divulguer d'informations à caractère publique, sans l'autorisation de la hiérarchie ainsi que la peur qu'ont certains supérieurs hiérarchiques d'une éventuelle utilisation de l'information qui ternirait l'image de l'administration concernée. Et le tout, avec la tolérance des citoyens qui ne réclament pas leur droit en lien avec l'accès à l'information. Cependant, à travers des actions qui visent l'instauration de la bonne gouvernance, l'Etat ivoirien a mis en place des dispositions légales favorisant l'accès à l'information et aux documents publics. Ce qui constitue un facteur de pratique et de développement de l'intelligence économique en Côte d'Ivoire, surtout au sein des entreprises, en constituant ainsi, des données ouvertes.

Mots-clés : Secret, Discrétion, Bonne gouvernance, Bonne gouvernance, Intelligence économique

YAO AKPOLE KOFFI DANIEL (A44)

Enseignant-Chercheur/ Université Péléforo Gon Coulibaly / Korhogo/ Côte d'Ivoire

yaoakdaniel@yahoo.fr

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

Docteur en Philosophie, option Métaphysique et histoire de la philosophie, YAO Akpolé est Enseignant-Chercheur au Département de Philosophie à l'Université Péléforo Gon Coulibaly. Avec un intérêt prononcé pour les questions Métaphysiques, éthiques et politiques, le Docteur YAO Akpolé a mené, à côté de sa Thèse de Doctorat sur Hegel, des réflexions, fondamentalement métaphysique, qui ont donnés lieu à des communications et publications sur des questions allant de la politique au genre, et touchant même à l'actualité qu'est la Covid-19.

TITRE DE LA COMMUNICATION

« L'être de l'administrateur et la culture de la disposition d'esprit politique : Pour fonder la bonne gouvernance »

RÉSUMÉ

Contexte

C'est une évidence que l'Etat constitue le cœur des dynamiques de développement. De l'intérieur, le fonctionnement même de cette institution repose sur un corps administratif qui est, dans l'architecture de globale, le moment médian entre l'espace publique et les instances de décision. Ainsi, la machine étatique ne peut fonctionner adéquatement que si l'instance administrative adopte la posture du sérieux. En effet, les dispositions d'un l'individu administratif se différencient de sa disposition comme simple membre de la société civile visant ses intérêts égoïstes. La pleine affirmation de ces derniers, dans la fonction administrative, trouve dans la corruption, une pathologie parmi d'autres, l'une de ses figures. Manifestement, ces pathologies rompent avec les bonnes pratiques de la gouvernance et disent l'inadéquation entre l'élan de l'individu et la norme des bonnes pratiques. Cette inadéquation expose deux côtés de la fonction qui méritent d'être explorés : les dispositions de l'individu administrateur et la norme que constitue les bonnes pratiques. Le défi semble donc se situer au niveau des dispositions de l'individu car c'est lui qui accueille les principes de la bonne gouvernance. Et cet accueille n'est possible que si sa conscience est engagée dans un processus en vue d'atteindre une figure destinale qui apparaît, dans ce contexte, sous le concept de *l'être de l'administrateur* dont l'essence, à cultiver, est, selon le mot de Hegel, la *disposition d'esprit politique*.

Objectif

L'objectif principal de cette contribution est de questionner les dispositions intrinsèques de l'administrateur pour fonder la bonne gouvernance. L'atteinte de cet objectif passe, d'abord, par la saisie de la position centrale de l'instance administrative des sphères publiques face aux enjeux de développement. Ensuite, elle exige que l'être de l'administrateur, comme figure

idéale et destinale, soit dépeint ; avant de déployer la culture de la disposition d'esprit politique qui, seule, peut élever la conscience de l'administrateur à cet être là.

Trois méthodes seront convoquées par ces recherches. La première, pour la mobilisation des données, est l'analyse documentaire. Ensuite, la dialectique (au sens de Hegel) et la réduction (au sens de Husserl) seront mobilisées dans les analyses.

Le résultat attendu est la définition d'un schéma, à comprendre comme « processus de culture de la disposition d'esprit politique », pour faire coïncider la libre subjectivité de l'individu administrateur avec les bonnes pratiques de la bonne gouvernance.

Cette contribution, en ce qu'elle pose comme enjeu, c'est-à-dire la fondation de la bonne gouvernance, et à travers ce qu'elle vise comme résultat, dit tout son sens dans le cadre de ce colloque dont la visée est de libérer des connaissances et principes pour rendre effectif le développement des Etats africains.

Mots-clés : Dialectique, Disposition d'esprit, État, Gouvernance, Individu

MERCREDI 29 JUIN 2022

16H-17H45 : SESSION 4

**AXE3: GOUVERNANCE DE LA SECURITE ALIMENTAIRE,
NUTRITIONNELLE ET ENVIRONNEMENTALE**

Sous- axe

Disponibilité alimentaire déterminée par le niveau de production
alimentaire les niveaux de production
Stabilité et durabilité de la disponibilité de l'accès et de l'utilisation

SALLE 5

Président de séance : Dr (MR) OUEDRAOGO Alain

C34 : OUATTARA HOWELE

C35 : YAO YAO JULES

C36 : KONAN-WAIDHET ARTHUR BRICE

C37 : KOTCHI KOFFI JOACHIM

C38 : SEKA JEAN-BAPTISTE

OUATTARA HOWELE (C34)

Enseignant-chercheur, Université Péléforo Gbon Coulibaly de Korhogo Cote d'ivoire

ouattarahowe@gmail.com

OUATTARA BAZOUMANA

bouattus@gmail.com

EHOUA LAZARE

lazaretehoua@gmail.com

KATI-COULIBALY SÉRAPHIN

skaticoulibaly@gmail.com

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

Je suis Docteur OUATTARA HOWELE, Maître de Conférences en Physiologie animale et nutrition. Je suis enseignant-chercheur au département de biologie animale de l'UFR des Sciences Biologiques de l'Université PÉLÉFORO GON COULIBALY DDE Korhogo.

TITRE DE LA COMMUNICATION:

« Valeur nutritive et quantité d'asticots produits à partir de quatre types de déchets (rejets de mangue, contenu ruminal de bœuf, lisier de porc, déchet de Poisson) de la ville de Korhogo : impact de leur utilisation sur les performances zootechniques du coquelet »

RESUME :

Le marché de vente de poisson de Korhogo, l'abattoir municipal de Korhogo, les rejets de mangue dans les lieux de commercialisation et les lisiers de porcs des élevages à la périphérie de la ville de Korhogo constituent des déchets contribuant à polluer l'environnement de vie dans la ville et à augmenter la pullulation de vecteurs de maladies. Dans le but de contribuer à une gestion durable de ces déchets et aussi à la réduction du coût de la production de la volaille notamment par la réduction du coût des intrants protéiques, ces déchets ont été utilisés comme substrats pour la production d'asticots. Quatre boîtes ont été utilisées par substrat. Dans chaque boîte, 500 g de substrat [rejets de Mangue (M) ou Contenu Ruminant de bœuf (CR) ou Lisier de Porc (LP) ou Déchet de Poisson (DP)] étaient placés et les préparations étaient déposées à l'ombre. Cinq jours après, les asticots étaient récoltés et pesés frais, puis sec après séchage au soleil. Les compositions des asticots et de la poudre, obtenue avec le poisson acheté, ont été déterminées grâce aux méthodes AOAC (1990). Ces valeurs ont été comparées à la composition du tourteau de soja du commerce. Le potentiel en acides aminés des asticots produits à partir de chaque substrat a été déterminé par chromatographie en phase gazeuse. Les substrats les plus productifs ont été utilisés pour une production en masse des asticots. Les trois sources protéiques (asticots, tourteau de soja et poudre de poisson) ont ensuite été utilisées pour la formulation de trois régimes isoprotéiques et isoénergétiques. Ces régimes alimentaires formulés ont servi à nourrir chacun un des trois lots homogènes de 25 coquelets constitués et cela pendant 28 jours. Les performances zootechniques étaient évaluées et à la fin de l'expérience le coût économique de chaque régime était évalué. Les meilleurs rendements de production

étaient obtenus avec les substrats DP (100,31 g/ Kg de substrat) et LP (106,25 g/ Kg de substrat). Les profils en acides aminés des asticots produits sur les différents substrats étaient identiques. Utilisés en alimentation, les asticots n'ont pas entraîné de mort. Au contraire, les performances zootechniques obtenues chez les coquelets les consommant étaient meilleures que celles obtenues avec le tourteau de soja. Elles étaient comparables à celles de l'utilisation de la poudre de poisson. De plus, le coût de production était diminué de l'ordre de 58 FCFA/Kg par rapport au régime contenant du tourteau de soja et de 80 FCFA/Kg par rapport au régime contenant de la poudre de poisson.

Le tourteau de soja et la poudre de poisson étant les sources protéiques de référence utilisées en aviculture, on en déduit que la meilleure manière de gérer durablement ces déchets, serait de les utiliser pour la production en masse des asticots. Ceci permettrait également de diminuer le coût de production et d'augmenter les revenus des aviculteurs

Mots-clés : Déchets, Asticots, Coquelets, Performances, Korhogo

YAO YAO JULES (C35)

Docteur en histoire, Université Félix Houphouët-Boigny

yaojules@yahoo.fr

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

YAO Yao Jules historien de formation, option sécurité alimentaire. IL est issu de l'université Félix Houphouët-Boigny. Il est spécialiste des questions alimentaires, des institutions alimentaires comme le PAM, FAO, FIDA, ACF, CERFAM...Il est consultant dans tous les domaines liés à l'alimentation, la gestion des terres cultivables, agroalimentaire, agroforesterie, ressources en eau....Il est auteur de plusieurs publications dont *Chronicité et réponses familiales au Niger*, *La zoobiologie véritable opportunité alimentaire pour le Niger*, *étude d'un aspect des émeutes de la faim en Côte d'Ivoire*,

TITRE DE LA COMMUNICATION

« Le programme alimentaire mondial (Pam) et les crises nutritionnelles au Niger (1984-2005) »

RESUME

Le Niger est un pays sahélien qui souffre depuis les années 1984 de la récurrence des crises alimentaires. Pour y faire face, il a tissé un partenariat avec le programme alimentaire mondial (Pam). Cette institution a adopté quatre politiques Telles que l'encadrement des populations rurales, la stratégie de lutte contre l'invasion acridienne, l'assistance aux cantines scolaires et l'aide nutritionnelle aux centres de santé.

Mots-clés : Niger, crises alimentaires, programme alimentaire mondiale, assistance, encadrement, cantine, Hôpital

KONAN-WAIDHET ARTHUR BRICE (36)

Université Jean Lorougnon Guede / Cote d'Ivoire

konanwab@yahoo.fr

N'GUESSAN KONAN JEAN-YVES

yvesng7988@outlook.fr

KOUASSI BARBARA SIDOINE ABONOUAH

sidoinekouassi14@gmail.com

ADAHI BOTOU MOISE

adahii@hotmail.com

ASSIDJO NOGBOU EMMANUEL

assidjo@yahoo.fr

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

Dr KONAN-WAIDHET Arthur Brice est Enseignant-Chercheur, Maître de Conférences à l'Université Jean Lorougnon Guede de Daloa. Il est par ailleurs, Président du conseil pédagogique de l'UFR Environnement et superviseurs de deux projets de thèses financés par le PASRES. Ses domaines d'enseignement et de recherche incluent les bases de données géographiques, les ressources en eau, la télédétection, les SIG et les changements climatiques.

TITRE DE LA COMMUNICATION

« Résilience des riziculteurs au changement climatique dans le département de Yamoussoukro »

RESUME :

Le département de Yamoussoukro, dans le centre de la Côte d'Ivoire, se positionne parmi les importantes zones de production de riz irrigué. Toutefois, ces aménagements hydroagricoles sont de plus en plus confrontés à l'irrégularité des précipitations. Ainsi, cette étude a pour but d'analyser la perception et les réponses d'adaptation des riziculteurs au changement climatique, afin de proposer des stratégies d'adaptation qui leur permettront de réduire leur vulnérabilité et de renforcer leur résilience. Pour atteindre cet objectif, la méthodologie mise en place a été essentiellement basée sur un questionnaire d'enquête, l'élaboration des matrices des risques climatiques et une analyse multicritère. En plus des données d'enquêtes sur la perception des paysans du changement climatique, des données de température et de pluie ont été utilisées. Pour analyser les risques climatiques identifiés avec les paysans, les tendances des indices qui les caractérisent ont été examinées, d'éventuelles ruptures avec le test de Petit ont été recherchées et les moyennes à l'aide du test de Student ont été comparées. La matrice des risques a été utilisée pour l'étude des impacts. Quant à l'analyse multicritère basé sur la matrice d'adaptation, elle a été utilisée pour proposer des stratégies d'adaptation. Les résultats

de l'analyse des données montrent que sur les 123 riziculteurs qui se sont prêtés aux enquêtes, la majorité (90 %) est consciente du changement climatique ainsi que de son impact sur la riziculture. Ces perceptions sont confirmées par l'analyse des observations climatiques et des tests statistiques de la zone d'étude. Aussi, la baisse de la pluviométrie, l'augmentation des températures, le démarrage tardif et le raccourcissement de la saison des pluies sont les principaux risques climatiques qui peuvent affecter la production du riz irrigué. Toutefois, la capacité d'adaptation est moyenne et la vulnérabilité des riziculteurs est modérée. En outre, les meilleures options d'adaptation proposées concernent l'amélioration des techniques culturales et l'utilisation de variétés précoces et résistantes à la chaleur. Ainsi, il apparaît nécessaire pour les organismes gouvernementaux et non-gouvernementaux, de s'investir dans l'éducation des riziculteurs face aux changements climatiques afin de réduire leur vulnérabilité.

Mots-clés : adaptation, analyse multicritère, changement climatique, vulnérabilité, riziculture irriguée

KOTCHI KOFFI JOACHIM (37)

Charge de Recherche, Centre de Recherche En Ecologie, Côte d'Ivoire

joachimkotchi@gmail.com

N'GUESSAN KOUASSI GUILLAUME

ahibakan77@gmail.com

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

Docteur KOTCHI Koffi Joachim a effectué ses études Universitaires de 2000 à 2005 à l'université ALASSANE OUATTARA (Ex Université de Bouaké). Avec l'avènement de la rébellion de 2002, l'université est délocalisée à Abidjan. Monsieur KOTCHI obtient la licence en Géographie option Géographie rurale en 2004, puis le la maîtrise en 2005. En 2007 il obtient le DEA à l'université Félix Houphouët-Boigny. en 2008, il est reçu au concours des Attachés Administratifs. Après un an de formation, il est mis affecté au ministère de l'intérieur où il est nommé Sous-Directeur des marchés au Conseil Régional de la Bagoué de 2014 à 2017. En 2015 il soutient sa Thèse Unique de Doctorat en Géographie rurale et est recruté en 2017 au Centre de Recherche en Ecologie (CRE) de l'Université NANGUI-ABROGOUA en tant que Chercheur.

TITRE DE LA COMMUNICATION

« Gouvernance de la filière riz : Diagnostic des CODERIZ dans la promotion de la filière rizicole à Oumé, dans la Région du Goh »

RESUME :

Dans le cadre de sa stratégie pour accroître l'efficacité des interventions pour le développement du riz en Côte d'Ivoire, l'Etat ivoirien a procédé à l'installation de Coopératives Départementales Rizicoles (CODERIZ) dans les dix (10) pôles de production. Ces CODERIZ à l'instar de celle de Gagnoa, assurent un rôle de coordination entre les différents acteurs. L'objectif de cette étude est de montrer le rôle de la CODERIZ dans l'essor de la riziculture à Gagnoa. Pour ce faire, la méthodologie adoptée pour cette étude a combiné la recherche documentaire et l'enquête de terrain. La recherche documentaire a consisté à l'exploitation des rapports d'activité des structures en charge de la filière riz (ADERIZ), statistiques du ministère du commerce, les rapports annuels des coopératives), des mémoires et des articles scientifiques. De nombreux autres documents ont été consultés à partir des sources internet. La phase d'enquête de terrain s'est déroulée en deux phases. Il y a eu d'abord la phase d'entretiens avec les différents responsables de la CODERIZ, les autorités administratives et politiques (corps préfectoral, directeurs régionaux de l'ANADER et de l'agriculture de Gagnoa). La deuxième phase a consisté à l'administration d'un questionnaire à 100 membres de la CODERIZ pris au hasard. L'analyse des données recueillies montre que grâce à la CODERIZ les producteurs sont approvisionnés en intrants et en matériels agricoles, les producteurs maîtrisent les techniques de production, les circuits de transformation et de commercialisation deviennent performants. ANADER : Agence nationale de développement rural



Mots-clés : Gestion durable, Production, Riz, Coderiz, Région du Goh

SEKA JEAN-BAPTISTE (C38)

Enseignant- Chercheur, Université Jean Lorougnon Guédé, Côte d'Ivoire

jean.seka@ymail.com

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

JEAN- BAPTISTE SEKA est enseignant-Chercheur à l'Université Jean Lorougnon Guédé de Daloa et est actuellement le Chef du service Edition de l'Université Jean Lorougnon Guédé. Après une carrière dans le secondaire technique et supérieur, il s'intéresse dans sa carrière universitaire à l'histoire économique de la Côte d'Ivoire. il est auteur d'une vingtaine d'articles scientifiques portant sur la gouvernance économique, la politique monétaire et la politique agricole de la Côte d'Ivoire.

TITRE DE LA COMMUNICATION:

« Libéralisation de la filière café cacao en Côte d'Ivoire »

RESUME :

La libéralisation de la filière café cacao en Côte d'Ivoire entraîne de profondes mutations en termes d'organisation institutionnelle et de gouvernance de la filière. La redéfinition du rôle des acteurs majeurs comme l'Etat, la création de nouvelles structures de gouvernance de la filière, la reconfiguration des multinationales et l'adoption de nouvelles stratégies de financement et d'accès aux productions ne manquent pas de redistribuer les cartes, d'influencer les pratiques des acteurs. Ces mutations en amont de la filière interagissent sur les organisations coopératives. Celles-ci définissent alors des stratégies pour se maintenir dans un nouvel environnement concurrentiel caractérisé par de nouvelles normes de production et d'exigences de qualité. Dans le cadre d'une résilience au nouvel « écosystème » de la filière café-cacao, la Société coopérative *Elië Tikpa* de Daloa se distingue par ses innovations qui lui ont valu d'être primée comme première coopérative du Haut Sassandra en 2016. Cet article vise alors à analyser les nouvelles stratégies développées par celle-ci pour faire face aux exigences de la libération de la filière café cacao. L'observation directe, la consultation des archives de la coopérative et les enquêtes orales permettent d'atteindre ces objectifs. La gouvernance de la coopérative évolue vers deux grandes orientations majeures. D'une part la structure s'inscrit désormais dans une politique de diversification et de sécurité alimentaire. Pour faire face à la volatilité des prix du café et du cacao, elle a encouragé la diversification à travers divers projets agricoles à impacts économiques rapides (vivriers, activités pastorales), pourvoyeurs des revenus supplémentaires à ses membres et leur assurant l'accès aux produits alimentaires. D'autre part la coopérative développe une production durable. La formation des planteurs à l'utilisation des intrants et des pesticides agréés, la certification UTZ de la coopérative traduit bien la prise en compte des préoccupations environnementales pour une production durable.

Mots-clés : Société coopérative Elië Tikpa, café-cacao, Diversification, Normes qualité, Production durable

MERCREDI 29 JUIN 2022

16H-17H45 : SESSION 4

**AXE3: Gouvernance DE LA SECURITE ALIMENTAIRE,
NUTRITIONNELLE ET ENVIRONNEMENTALE**

Sous- axe

Stabilité et durabilité de la disponibilité de l'accès et de l'utilisation
Utilisation des aliments transformation consommation et nutrition des
consommateurs

SALLE 6

Président de séance : Prof BAKAYOKO Adama

C39 : SILUE PEBANAGNANAN DAVID

C40 : YAO JOSELITO CARLOS

C41 : ADJOUMAN YAO DESIRE

C42 : BEUGRE GNAKON FLORA CARENNE

C43 : BLEU GOME MICHEL

SILUE PEBANAGNANAN DAVID (39)

Maitre de Conférences, Université Péléforo Gon Coulibaly

pebanagnanansilue@yahoo.fr

KOUDOU DOGBO

dogbokoudou@hotmail.com

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

Pébanagnanan David SILUE est Enseignant-Chercheur à l'Université Péléforo GON COULIBALY (Korhogo) depuis 2013. La finalité de ses études supérieures à l'Université Félix Houphouët BOIGNY Abidjan a été l'obtention d'un Doctorat Unique en Géographie. Spécialisé en Géographie humaine (géographie de la pêche), ses travaux de recherche portent sur les aménagements hydro-agricoles dans le Nord de la Côte d'Ivoire. À cet effet, dans ses écrits antérieurs, il a exploré les questions relatives à la valorisation, aux conflits, aux risques et aux dysfonctionnements autour de ces points d'eau. En perspective l'analyse de la gouvernance de ces milieux humides dans le département de Korhogo est l'objectif à atteindre. Depuis Février 2021, M. Pébanagnanan David SILUE assure la fonction de Chef de Département de Géographie à l'Université Péléforo GON COULIBALY. Il a le grade de Maître de Conférences (CAMES) de Géographie depuis Juillet 2021.

TITRE DE LA COMMUNICATION:

« Gouvernance des barrages et développement des activités économiques en Côte d'Ivoire »

RESUME :

Le processus de développement des activités économiques dans le milieu rural en Côte d'Ivoires est appuyé sur l'utilisation de plusieurs facteurs de production. Dans le nord du pays, l'un des facteurs importants de la dynamisation des activités agricoles est l'aménagement de barrages hydro-agricoles. Mis en place pour le développement de la riziculture, ces ouvrages agricoles connaissent non seulement une utilisation diversifiée, mais ils sont aussi l'objet de gestion communautaire. Quels sont les organes et systèmes de gestion des retenues d'eau aménagées dans les bas-fonds des espaces ruraux du département de Korhogo ? L'objectif de cette recherche est d'analyser les systèmes de gestion de ces points d'eau et des périmètres associés en mettant en exergue leurs impacts sur le processus de valorisation des activités. L'approche méthodologique utilisée a couplé les recherches documentaires et l'enquête de terrain. Les populations objet d'enquête sont les structures gestionnaires des ouvrages hydro-agricoles, les acteurs coutumiers, les groupements coopératifs des périmètres rizicoles, les exploitants des parcelles de cultures et les utilisateurs de l'eau des barrages hydroagricoles.

Les résultats ont permis de constater que les aménagements hydro-agricoles subissent l'influence de plusieurs organes de gestion. Il en découle d'une part, des crises internes entre gestionnaires et d'autre part entre exploitants et gestionnaires. Cela exacerbe aussi plusieurs confrontations internes entre utilisateurs de l'eau des barrages. Des interférences entre plusieurs gestionnaires existent au niveau de l'exécution des décisions prises en faveur d'un bon fonctionnement de ces aménagements. Somme toute, les difficultés dans la gouvernance

des milieux humides aménagés dans le département de Korhogo empiètent sur leur valorisation efficiente.

Mots-clés : Korhogo (nord de la COTE D'IVOIRE), Gouvernance, crise de gestion, milieux humides, aménagements hydro-agricoles

YAO JOSELITO CARLOS (40)

Doctorant, Université Felix Houphouët-Boigny / Institut de Géographie Tropicale

jcarlosdeyao@gmail.com

DIBI-ANNOH AGOH PAULINE

line237@yahoo.com

DEGUY JEAN-PHILIPPE ATTOUNGBRE

deguyjean@gmail.com

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

YAO JOSELITO CARLOS, Né le 18/01/1994 à OFFOUMPO / AGBOVILLE est titulaire d'un Master de Recherche en géographie physique et environnement spécialité climatologie, d'une Licence de Géographie générale et d'un Baccalauréat série C. Carlos est Doctorant à L'Université FELIX HOUPHOUET BOIGNY. Il réalise une Thèse Unique de Doctorat à l'Institut de Géographie Tropicale (IGT) au sein du Laboratoire d'études et de recherche sur les Milieux Naturels Tropicaux (LAMINAT).

Il a communiqué à la XIIe Edition des Journées Géographiques organisée par l'Association des Géographes de Côte d'Ivoire du 17 au 20 février 2020 à Grand-Bassam sous le thème : Changement climatique en Afrique Subsaharienne : de la Vulnérabilité à l'Adaptation Aussi, a-t-il participé de façon régulière au projet Crowdfund de l'Agence Spatiale Européenne du 5 au 7 février 2019 en collaboration avec le LAMINT de l'IGT. Depuis 2019, il est le Directeur Général de la Société Coopérative de la Jeunesse Rurale d'Agboville, coopérative avec Conseil d'Administration (SCOOPJRA COOP-CA) qui œuvre dans le domaine du négoce.

TITRE DE LA COMMUNICATION:

« Adaptation paysanne à la variabilité hydro-climatique dans le bassin de l'Agnéby »

RESUME :

En Côte d'Ivoire, les effets de la variabilité hydro-climatiques affectent les ressources naturelles et les activités économiques notamment l'agriculture. Toutefois, les paysans du bassin versant de l'Agnéby développent des stratégies afin de maximiser leurs revenus. Cette étude vise à montrer les techniques utilisées par ces paysans pour faire face aux problèmes environnementaux. Pour atteindre cet objectif, des enquêtes ont été menées sur le bassin versant de l'Agnéby. La méthodologie repose sur le traitement statistique des données (qualitatives et quantitatives) recueillies sur le terrain. Les résultats révèlent que la variabilité hydro-climatique affecte considérablement les activités agricoles comme le confirme 98,8% des 500 planteurs interrogés. 98,2% d'entre eux affirment une baisse de leurs productions agricoles. Seulement 1,2% et 0,6% parlent respectivement d'une augmentation et constance de la production. La baisse de la productivité est estimée entre 10 à 25% selon les planteurs et les types de plantation. Ainsi pour faire face à la baisse de leur productivité, 6,5% des planteurs creusent des rigoles pour évacuer le surplus d'eau au cours d'une inondation. 4,5% utilisent la technique du remplissage de sacs pour freiner le transport de sable. 3,8% utilisent

des engrais chimiques et n'ont pas abattu les arbres implantés dans leurs champs. Car ces derniers favorisent l'ombrage des cacaoyers lors des périodes sèches. 78% de ces planteurs n'ayant pas suffisamment de ressources financières pour améliorer leurs productivités privilégient l'agriculture extensive. Ils considèrent cette technique culturale comme la stratégie la plus efficace pour améliorer leur productivité. Toutefois, cette méthode est source de déforestation.

Mots-clés : Adaptation, Variabilité, Hydro-climatique, Productivité, Agnéby

ADJOUMAN YAO DESIRE (C41)

Enseignant-chercheur/ Université Nagui Abrogoua / Abidjan/Côte d'Ivoire

desyadjouman@gmail.com

GBEZO Aka Solange

solange.aka@csrs.ci

DOH Amenan Aline

dohaline2@gmail.com

OUATTARA Kolo Boubacar

ouatboubacar@gmail.com

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

Le Docteur Yao Désiré ADJOUMAN est Enseignant-Chercheur à l'université NANGUI ABROGOUA d'Abidjan et chercheur associé au Centre Suisse de Recherches Scientifiques (CSRS) en Côte d'Ivoire. Désiré est Titulaire d'un Doctorat de Thèse Unique de Sciences et Technologies des Aliments de l'Université NANGUI ABROGOUA. Titulaire également d'un Master et d'une Maîtrise en Sciences et Technologies des Aliments. Désiré a publié sept (7) articles depuis 2017 dans des revues à comité de lecture comme Journal of Food Processing & Technology, Heliyon, International journal of biological macromolecules, Food and Nutrition Sciences et a participé à deux conférences scientifiques à Rome/Italie et à Nice/France en 2016. Décembre 2015 à novembre 2016, stage de recherche à l'Université de Liège Gembloux Agro-Bio Tech. Les sujets de recherches de Désiré, portent essentiellement sur les emballages et enrobages comestibles à base de matériaux biodégradables.

En ce qui concerne les prix et distinctions, Dr Yao Désiré ADJOUMAN a été lauréat du 1er prix de la bourse ASCAD 2019 pour son projet portant sur Conservation par enrobage des racines de manioc (*Manihot esculenta* Crantz) et des mangues (*Mangifera indica*) Kent de film biodégradable aux composants bioactifs.

Nombre de publications : 07 publications dans des revues internationales à comité de lecture.

TITRE DE LA COMMUNICATION

*« Activité antimicrobienne de *Garcinia Kola* et utilisation dans la production de films antimicrobiens »*

RESUME

Aujourd'hui, un système d'emballage incorporant des agents bioactifs (huiles essentielles et végétales) dans des films polymères est développé. Des études ont indiqué que les extraits de *Garcinia kola* contiennent de l'huile et sont riches en flavonoïdes, phénols totaux et anthocyanines. Ainsi, par la présence des composés polyphénoliques, les extraits de *Garcinia kola* constitueraient un anti-vieillessement dans une matrice d'amidon et serait un film ayant un effet antioxydant et antibactérien. En outre ce film freinerait le flétrissement des fruits et légumes frais et la prolifération des germes pathogènes altérant les aliments. Ceci a

conduit à l'évaluation de l'activité antimicrobienne des extraits de *Garcinia kola* en vue d'une utilisation pour produire des films antimicrobiens. L'extraction de l'huile essentielle dans les parties (feuilles, coques, graines) de *Garcinia kola* a été effectuée. Ensuite, l'extraction de l'huile végétale de la graine, la détermination de la teneur des composés phytochimiques des graines, de l'huile et l'évaluation de l'activité antimicrobienne des extraits ont été effectués. Les résultats ont montré l'absence d'huile essentielle dans les graines, les feuilles et dans les coques. Cependant, de l'huile végétale a été extraite des graines. Les polyphénols totaux et les flavonoïdes ont été dosés dans les différents extraits (aqueux, éthanoliques, huile). La concentration en polyphénols totaux était plus élevée dans l'extrait éthanolique que celles de l'huile et de l'extrait aqueux. La concentration la plus élevée en flavonoïdes a été observée dans l'huile. Concernant l'activité antimicrobienne, aucun effet bactéricide n'a été observé sur les pathogènes pour l'extrait aqueux, contrairement à l'extrait éthanolique et l'huile pour lesquels un effet a été observé. La concentration minimale inhibitrice de l'huile a révélé l'efficacité de l'huile jusqu'à 25 %. En somme, l'activité antibactérienne des extraits de *Garcinia kola* a été mise en évidence et indique que celle-ci serait influencée par le solvant utilisé pour l'extraction des composés phénoliques.

Mots-clés : *Garcinia kola*, agents pathogènes, activité antibactérienne, huile essentielle, flavonoïdes

BEUGRE GNAKON FLORA CARENNE (C42)

Doctorante/ Université Félix Houphouët-Boigny/Abidjan / Côte d'Ivoire

carennemedede@gmail.com

AMANI YAO CÉLESTIN

amanicelestin@yahoo.fr

BOUAFOU KOUAME GUY MARCEL

publicationbouafou@yahoo.fr

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

TITRE DE LA COMMUNICATION:

« Pratiques alimentaires des ménages urbains des quartiers précaires de Port-Bouët à Abidjan »

RESUME :

Ces travaux s'inscrivent dans le cadre de la réalisation de notre thèse de doctorat dont le thème est « Problématique des pratiques alimentaires et nutritionnelles des populations urbaines des quartiers précaires de Port-Bouët, à Abidjan (Côte d'Ivoire). La faim et la malnutrition progressent à des niveaux inquiétants. Cette étude vise à présenter les pratiques alimentaires des ménages urbains des quartiers précaires afin d'aider les décideurs à prendre des résolutions adéquates pour l'amélioration des conditions de vie des populations en termes de sécurité alimentaire et nutritionnelle.

La méthodologie repose sur (1) les enquêtes (questionnaires), (2) les entretiens (guides d'entretien) et (3) les observations dans 376 ménages. Les ménages, des quartiers précaires de Port-Bouët, n'ont pas une bonne connaissance des pratiques alimentaires. Pour la confection de leur repas, le critère de choix pour l'achat de leurs aliments/ingrédients/condiments repose à la fois sur le prix des aliments et la facilité de les trouver. La structure des repas des ménages est constituée de plat de résistance avec une boisson (eau, jus, vin ou bière). Le plat le plus consommé est le riz avec la sauce (aubergine) et peu de poisson (ou viande). Les ménages mangent deux fois par jour : un kg de riz pour sept personnes par repas. Ils consomment peu de fruits. Selon les ménages, les prix des denrées alimentaires varient de « moyennement élevés » à « élevés ». Leur approvisionnement en vivre se fait au jour le jour.

Mots-clés : Pratiques alimentaires, Quartiers précaires, Ménages, Sécurité alimentaire, Urbains

BLEU GOME MICHEL (C43)

Maitre-assistant/ Université Jean Lorougnon Guédé / Côte D'ivoire

bleugomez@yahoo.fr

AHUI Bitty Marie Louise Berthe

louise_berthe@yahoo.com

KPAHE ZIEHI FIDELE

kpafed@yahoo.fr

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL :

Né le 29 décembre 1975 à Bazra-Nattis S/P de Vavoua, Dr BLEU Gomé Michel passe tout son cycle primaire à l'école primaire publique de SIFCI-Vavoua où il obtient son entrée en sixième. Orienté au Lycée Moderne 2 de Daloa en 1987, il y achève son premier cycle, puis le second cycle, sanctionnés respectivement par le Brevet d'Etude Premier Cycle et le Baccalauréat série D obtenu avec la mention assez bien. Passionné de la biologie, il est orienté en première année de Chimie-Biologie-Géologie à sa propre demande d'où il va glaner tous les diplômes universitaires à savoir le DUES, la licence d'enseignement de Sciences Naturelles, la licence puis la maîtrise de recherche de physiologie animale, le Diplôme d'Etudes Approfondies de physiologie animale et enfin le Doctorat unique de physiologie animale obtenu en 2013. Depuis le 29 juillet 2015, Dr BLEU Gomé Michel est enseignant chercheur à l'Université Jean Lorougnon Guédé de Daloa.

TITRE DE LA COMMUNICATION

*« Effets antianémiques d'un complément alimentaire à base de *Jatropha gossypifolia* chez des rats »*

RESUME

L'OBJECTIF de cette étude est d'évaluer les propriétés antianémiques des feuilles de *Jatropha gossypifolia* (FJG) en l'utilisant comme complément alimentaire chez des rats Wistar.

METHODOLOGIE: après une étude phytochimique basée sur la caractérisation qualitative des grands groupes chimiques dans les feuilles de *J. gossypifolia*, un lot de rats non anémiques (lot I) et 4 lots de rats rendus anémiques (lot II à V) par administration de 2,4-dinitrophénylhydrazine (2,4-DNPH) à 20 mg/kg ont été constitués puis nourris pendant 14 jours de manière suivante: Lot I: aliment simple, lot II: aliment simple, lot III: aliment simple + Ranféron (50 mg/ml), lot IV: aliment simple + FJG (10%), lot V: aliment simple + FJG (20%). La détermination du profil hématologique des rats à la fin des traitements a permis d'apprécier l'effet de *J. gossypifolia*.

RESULTATS : l'étude phytochimique a mis en évidence dans les FJG la présence de stérols, de polyterpènes, de polyphénols, de quinones, de tanins, d'alcaloïdes et de saponosides. En outre, les FJG à 10% et 20% entraînent une suppression partielle ou totale de

l'anémie induite par le 2,4-DNPH en rétablissant les paramètres hématologiques mesurés. Cet effet est comparable à celui du Ranféron.

CONCLUSION : *J. gossipiifolia* possède des effets antianémiques et pourrait être conseillé pour le traitement ou la prévention de l'anémie.

Mots-clés : *Jatropha gossipiifolia*, Anémie, Paramètres hématologiques

MERCREDI 29 JUIN 2022

16H-17H45 : SESSION 4

**AXE3: GOUVERNANCE DE LA SECURITE ALIMENTAIRE,
NUTRITIONNELLE ET ENVIRONNEMENTALE**

Sous- axe

Utilisation des aliments, transformation, consommation et nutrition des
consommateurs

Stabilité et durabilité de la disponibilité de l'accès et de l'utilisation

SALLE 6

Président de séance : Prof BAKAYOKO Adama

C44 : GBRAGUHE DESIREE VICTOIRE

C45 : OUEDRAOGO MOHAMADO

C46 : YAO BROU LAZARE

C47 : YAYO AMALATCHY JACQUELINE

C48 : MOBIO AUBIN JACOB

GBRAGUHE DESIREE VICTOIRE (C44)

Etudiante, UNIVERSITE NANGUI ABROGOUA

gbraguhedesi@gmail.com

TETCHI FABRICE ACHILLE

tetchifa@yahoo.fr

ADOU MARC

adou_marc@yahoo.fr

ADJOUMAN YAO DESIRE

desyadouman@gmail.com

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR :

Mlle GBRAGUHE Désirée Victoire est Doctorante à l'université NANGUI ABROGOUA en Côte d'Ivoire. Désirée est titulaire d'un Master et d'une Licence en Sciences et Technologies des Aliments de l'Université NANGUI ABROGOUA. Désirée a en cours de soumission deux (2) articles dans des revues à comité de lecture comme International Journal of Innovation and Applied Studies et Biotechnology, Agronomy, Society and Environment. Désirée a participé à une formation sur l'Hygiène et Sécurité du personnel au travail à CARGIL en 2021. Dans le cadre de sa thèse, Désirée a commencé en décembre 2021 un stage au Laboratoire National de Santé Publique qui s'achèvera en mai 2022. Désirée fait également ses manipulations dans le Laboratoire de Biochimie Alimentaire et de Technologies des Produits tropicaux à l'université NANGUI ABROGOUA en Côte d'Ivoire. Le sujet de recherche de Désirée, porte essentiellement sur l'identification des zones de production de la pastèque en Côte d'Ivoire et de la transformation en produits dérivés de la pastèque et mise au point des procédés de stabilisation.

TITRE DE LA COMMUNICATION

« Evaluation de la consommation de la pastèque (Citrulluslanatus) dans la ville d'Abidjan »

RESUME:

Le melon d'eau est un fruit prisé dans le monde entier pour sa chair sucrée et juteuse. A Abidjan, capitale économique de la Côte d'Ivoire, la commercialisation de ce fruit prend de plus en plus de l'ampleur induisant ainsi sa présence dans l'alimentation de la population urbaine. De ce fait, pour une meilleure évaluation de la consommation de la pastèque produite en Côte d'Ivoire, le présent travail a été réalisé à travers une enquête auprès de 2313 consommateurs à Abidjan ville. Les résultats ont montré que 54,6 % des consommateurs de pastèque étaient des femmes et 45,4 % des hommes. De plus, les résultats ont montré que la pastèque est consommée par toutes les classes d'âge. Cependant, les plus grands consommateurs sont les personnes dont l'âge est compris entre 20-25 ans (20,93 %), 26-30 ans (31,30 %) et 30-50 ans (30,65 %). Ces tranches d'âge représentent la population active. Les prix pratiqués par les vendeuses (87,50 %) varient en fonction de la période. En effet, en période d'abondance de la pastèque, les consommateurs s'en procurent au prix de 500 FCFA et 1500 FCFA pour le fruit entier ou 100 FCFA pour le fruit coupé en tranche. En période de pénurie, les prix d'achats sont de 2000 FCFA et 2500 FCFA pour le fruit entier ou 200 FCFA à 500 FCFA pour le fruit coupé en tranche. Les résultats ont également montré que le fruit est généralement consommé cru (99,22 %) par les enquêtés comme dessert lors d'un repas (45,70 %) ou à tout moment de la journée (53,30 %). Plusieurs raisons poussent les populations enquêtées à la consommation de la pastèque. Cependant, la principale raison évoquée par celles-ci est l'effet bénéfique que procure la pastèque sur leur santé (77,60 %). Aussi, selon les résultats 92,80 % des enquêtés n'ont jamais consommé ou aperçu des produits dérivés à base de pastèque dans les rayons d'un supermarché à Abidjan ville. Ce constat met ainsi en évidence la quasi-inexistence des produits dérivés à base de pastèque produits et commercialisés en Côte d'Ivoire. Or la totalité des personnes enquêtées

(100 %) disent être apte à consommer les produits dérivés de la pastèque. Les produits dérivés que les consommateurs interrogés souhaitent avoir sont entre autres les jus (93,34 %), les boissons (44,31 %), les confitures (25,55 %). Les lieux de vente dans lesquels les consommateurs souhaitent retrouver ces produits dérivés en Côte d'Ivoire sont majoritairement des supermarchés (68,79 %) ou des boutiques de quartiers (25,46 %). Au regard de cette enquête, il ressort que la population Abidjanaise consomme la pastèque. Par conséquent, pour une disponibilité du fruit tout au long de l'année, il sera impératif de soumettre la pastèque produite en Côte d'Ivoire à différents processus de transformation afin d'obtenir des nouveaux produits qui satisferont les différentes demandes actuelles des consommateurs.

MOTS CLES: Pastèque, Consommation de pastèque, Abidjan ville, Produits dérivés, Enquête

OUEDRAOGO MOHAMADO (C45)

Post Doctorat, Université Nangui Abrogoua, Côte D'ivoire

ouedraogom5@gmail.com

BLEYERE NAHOUNOU MATHIEU

chidandre@gmail.com

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR :

Je suis OUEDRAOGO Mohamado, né le 30 Novembre 1977 à Korhogo (Côte d'Ivoire) de Nationalité Ivoirienne. Situation matrimoniale : Célibataire avec 04 enfants. j'ai fait toute ma formation universitaire à l'université Nangui Abrogoua sanctionnées par l'obtention du doctorat le 16 septembre 2021.

TITRE DE LA COMMUNICATION:

« Potentiel nutritionnel et thérapeutique de la spiruline au cours des essais de la dénutrition et de rénutrition chez le rat. »

RESUME :

En vue de présenter les avantages nutritionnels et thérapeutiques de la Spiruline, une étude a été menée chez le rat wistar (*Rattus norvegicus*) à travers des essais de dénutrition et de renutrition. Pour cette étude, l'on s'est demandé comment expliquer les potentiels effets bénéfiques ou thérapeutiques de la Spiruline.

Pour répondre à ces préoccupations, cinq lots de six rats ont été constitués et placés dans des cages à métabolisme. Le lot 1 a reçu le plumpy nut, le lot 2 a été nourri aux granulés FACI® ; puis de l'eau distillée a été servie pour ces deux lots témoins. Quant aux lots 3, 4 et 5, ils ont reçu en plus des granulés, de la Spiruline à raison de 10 (lot 3), 50 (lot 4) et 100 mg/kg (lot 5) de poids corporel. Après une période de nutrition, les rats ont été dénutris puis nourris à nouveau après les mesures de poids et la prise de sang pour l'évaluation des paramètres sanguins. Pour induire la dénutrition, tous les rats ont été soumis à une restriction alimentaire pendant 48 heures. Ensuite, ils ont été pesés et les prélèvements sanguins effectués. La renutrition a été faite pendant 12 jours au cours desquels les rats ont été nourris à nouveau. Des mesures de poids ont été faites ainsi que la prise de sang.

L'analyse des résultats a indiqué un rétablissement des poids des rats affectés. De même, les paramètres biologiques sanguins préalablement affectés par la dénutrition ont été corrigés à la renutrition. Les meilleurs résultats ont été enregistrés chez les rats soumis à la dose de 100 mg/kg de p.c.

Au terme de cette étude, il a été noté que la complémentation en Spiruline présente des atouts nutritionnels très remarquables au regard de sa capacité à rétablir des anomalies induites par la dénutrition.

Mots-clés : Spiruline, complémentation, dénutrition, renutrition, paramètres hématologiques

YAO BROU LAZARE (C46)

TITRE DE LA COMMUNICATION

« Evaluation des teneurs en éléments traces métalliques (plomb, cadmium et mercure) du piment (capsicum spp) et du poivre (piper nigrum) des marches (Yopougon, Adjamé et Port-Bouët) d'Abidjan (Côte d'Ivoire) »

RESUME

Les épices sont quotidiennement présents dans l'alimentation humaine en tant qu'exhausteurs de goût et sources de composés biochimiques aux effets bénéfiques pour la santé. Vu l'implication sans précédent des épices dans l'alimentation, la qualité sanitaire de cette catégorie de denrée est un paramètre primordial pour la santé des consommateurs.

Ce travail entend évaluer les teneurs en plomb, cadmium et mercure du piment et du poivre séchés commercialisés à Abidjan. Les échantillons de piments et poivres séchés ont été collectés dans les communes d'Adjamé, de Port-Bouët et de Yopougon du district d'Abidjan. Ces échantillons ont été digérés au moyen d'acide nitrique (HNO₃) d'acide sulfurique (H₂SO₄) et de l'eau oxygénée (H₂O₂), puis les teneurs métalliques ont été déterminées par spectrométrie d'absorption atomique. Ces teneurs moyennes métalliques des deux denrées ont été de 1,36 mg/kg à 1,42 mg/kg de mercure ; 0,79 mg/kg à 1,03 mg/kg de plomb; 0,13 mg/kg à 0,18 mg/kg de cadmium. En outre, les valeurs relatives au plomb et au cadmium ont été largement supérieures aux seuils de tolérance établis par la Commission Européenne et le Codex Alimentarius (plomb: 0,3 mg/kg ; cadmium : 0,2 mg/kg). Pour le mercure, nous nous sommes référés à la limite de quantification de 0,157 mg/kg.

Mots clés : ETM, SAA, contamination, épices, piment, poivre

YAYO N'CHO AMALATCHY JACQUELINE (C47)

Chercheur au centre Recherches Océanologique

amalachyyayo@yahoo.fr

TANO Kouassi

Assistant de recherches au centre de Recherches Océanologique

Tano_kouassi2007@yahoo.fr

ACHY Narcisse Thierry

Technicien Supérieure de la Production et Halieutique à Grand-Lahou

achynarthy79@gmail.com

TITRE DE LA COMMUNICATION

*« La filière « adjuevan » : une transformation artisanale forme de valorisation des pertes
poste capture de la pêche artisanale maritime à Grand- Bereby »*

RESUME

En Côte d'Ivoire, la pêche artisanale fournit plus de 60% de la production halieutique nationale. Cependant, les pertes post-captures de cette pêche demeurent un problème majeur en raison de leur nature très périssable et des conditions climatiques qui favorisent la dégradation des produits de pêche. Dans ce contexte, il est absolument vital que les pêcheurs puissent compter sur des techniques de transformation des produits de pêche pour tirer profit de leur activité. La transformation des poissons en voie de dégradation en poissons fermentés salés aussi appelés localement « *Adjuevan* » constitue une activité en plein essor à Grand Béréby. Des pêcheurs embarquent intentionnellement pour effectuer des opérations de pêche destinées à la production de « *l'adjuevan* » de faite de la forte demande. La présente contribution a pour objectif d'analyser la valorisation de la transformation de « *l'adjuevan* ». La méthodologie adoptée pour ce travail comporte une recherche documentaire et une enquête par sondage aléatoire auprès des divers acteurs impliqués dans la filière « *adjuevan* ». Au total 100 personnes impliquées dans la transformation de « *l'adjuevan* » de Grand Béréby ont été enquêtées. Ils sont tous de nationalité ghanéenne du groupe Fanti. La population enquêtée est composée de 59,80% d'hommes et 40,2% de femmes. Ils ont un faible niveau scolaire dont 92,40% non alphabétisés et 7,60% de niveau primaire. L'analyse du système de production a permis d'identifier 50% de pêcheurs 30% de transformatrices et 20% de mareyeuses. Les espèces nobles sont majoritairement utilisées pour la transformation « *adjuevan* » à Grand Béréby. Il s'agit de: *sosso* (85%); *Capitaine* (10%) et *Japon* (5%). Toutefois, la production est en régression depuis ces cinq dernières années, passant de 103 Tonnes à 43 Tonnes. Il ressort de l'analyse de cette filière que 68,40% de « *l'adjuevan* » transite par Abidjan pour ravitailler le marché des villes de l'intérieur et à l'extérieur de la Côte d'Ivoire. Mais l'apparition et la persistance du *Covid-19*, le mauvais état des infrastructures routières et la faible organisation des acteurs constituent des contraintes à l'essor de la filière « *adjuevan* »

Mots clés: Transformation , Valorisation , Poissons Fermenté, pêche artisanale, Grand - Berreby.

MOBIO AUBIN JACOB (C48)

Centre Suisse de recherches Scientifiques en Côte d'Ivoire (CSRS)

TITRE DE LA COMMUNICATION

« L'innovation dans la production de l'attiéké à l'épreuve de la gouvernance locale »

RESUME

L'adoption des innovations sociales est souvent freinée dans certains contextes à cause de leur inadéquation avec les idéologies et pratiques de gouvernance locale. Cette réalité a été observée dans la production de l'attiéké dans quatre villages du District d'Abidjan. En effet, la gouvernance actuelle des unités de transformation repose sur des entités et institutions locales. Par conséquent, la qualité hygiénique de l'attiéké, sa rentabilité et ses effets sur l'environnement sont de plus en plus remises en cause. Cette gouvernance est également perçue comme ne pouvant pas garantir à long terme la disponibilité et l'accessibilité de l'attiéké au regard de sa demande actuelle et à venir. Pour permettre à l'attiéké de contribuer davantage à la sécurité alimentaire et prévenir une potentielle pénurie, il a été initié une nouvelle forme de gouvernance en introduisant des innovations sociales. Il s'est agi de la mécanisation des activités, la mise en place de système intégré de gestion des déchets et la mise en place de dispositifs de bonnes pratiques d'hygiène. Après leur engagement dans cette nouvelle forme de gouvernance, les productrices ont maintenu leur mode de gouvernance locale en dépit des avantages relatifs de de cette innovation sociale. Cette communication vise à expliquer les raisons de la non-adoption de cette nouvelle forme de gouvernance. Ainsi, des entretiens semi-directifs et focus group ont été réalisés avec les productrices d'attiéké, le District d'Abidjan, I2T et les chefferies des villages. Les résultats montrent que la résistance des productrices à cette nouvelle forme de gouvernance est due au passage d'une gouvernance assurée par les institutions villageoises à une autre assurée par d'autres entités extérieures au village. L'on devrait passer d'une gouvernance familiale à une autre basée sur le système de coopérative. Tenir compte des contextes spécifiques est un facteur déterminant pour le changement de comportement à travers les innovations.

Mots clés : Production de l'attiéké, innovation, résistance, gouvernance, sécurité alimentaire